

## Anmerkungen und Anhang.

1 (1). Vgl. Arneht V, 348.

2 (2). Das Memoire des französischen Botschafters lautet folgendermaßen:

„Il paraît qu'il est de l'intérêt de l'alliance de fixer le tableau de la situation actuelle politique et principalement militaire pour régler entre les deux cours non seulement les opérations de cabinet et de guerre auxquelles il est important de travailler dès-à-présent, mais encore pour prévoir celles que l'on exécutera la campagne prochaine, et les préparer d'avance; car si les cours attendent la cessation des hostilités pour songer aux objets qui doivent autant les intéresser, les quatre mois d'hiver qui restent, seront passés avant que les événements qui se succèdent, aient donné la tranquillité que l'on espère, et les deux cours se trouveront au mois d'avril, après beaucoup de dépenses de part et d'autre, la meilleure volonté de s'entraidier l'une l'autre et de parvenir à l'abaissement de l'ennemi commun, plus éloignées de l'objet qu'au commencement de la campagne 1757 et par conséquent courant le plus grand risque pour leur considération en Empire et dans l'Europe, même leur honneur, et plus encore pour leur sûreté et leurs intérêts.

Pour obvier à cet inconvénient autant qu'il est possible, on va s'efforcer de mettre sous les yeux les différentes positions; sur chacune l'on indiquera les réflexions qui paraissent tendre au bien. LL. MM. II. sont suppliées de les examiner ainsi que leur ministère et de vouloir bien donner leurs réflexions ainsi que les moyens qui sont en leur pouvoir sur les différents objets.

La cour de France de son côté en fera de même et de la réunion des réflexions des deux cours il en résultera un tout, qui formera le plan à suivre dans le moment présent et à exécuter la campagne prochaine.

Les différents points qui seront traités dans ce mémoire, seront la Russie, la Suède, le duc de Meckelbourg, l'armée de Richelieu, le corps détaché de Français que l'on suppose sous les ordres de M. de Soubise, l'armée de l'Empire et les armées de l'impératrice en Silésie et en Bohême; l'on croit qu'en discutant toutes ces parties, on parviendra à un tout qui mettra entre elles un ensemble nécessaire.

### La Russie.

Il est à supposer que l'impératrice de Russie entre de bonne foi dans l'alliance et désire ainsi que son ministère à coopérer à l'abaissement de l'ennemi commun, mais les cours de Vienne et de Versailles ont deux ennemis communs; le roi d'Angleterre l'est autant de la cour impériale, que le roi de Prusse l'est de celle de France. Cependant la cour de Versailles n'est pas sans inquiétude sur les sentiments de M. de Bestucheff en égard à l'Angleterre, de même que

sur ceux de la jeune cour de Russie en égard au roi de Prusse. Ces inquiétudes seront levées vis-à-vis de l'impératrice de Russie, si S. M. I. continue comme elle a déjà fait, d'ordonner à son ambassadeur d'agir parfaitement de concert avec celui du roi et de veiller conjointement avec M. de l'Hôpital aux démarches de M. de Bestucheff; l'apparence évidente et suivie de l'union des deux cours soutiendra les sentiments de la Czarine et fera une telle impression sur son ministère qu'il respectera trop une alliance aussi étroite pour oser penser à proposer à sa maîtresse de s'en séparer, surtout quand il sera instruit que les deux ambassadeurs en rendant à sa place ce qui lui est dû, sont très attentifs conjointement à sa conduite.

Les deux cours ne peuvent pas espérer de grands secours de la Russie; il est plus que douteux que les troupes de cette Puissance ne feroient nuls progrès en Prusse; on peut même soupçonner que — soit ignorance ou trahison des chefs, soit intrigue de la cour, soit impossibilité physique dans l'armée Russe — elle ne marchera pas ou ne marchera que lentement et sans effet; le roi de Prusse connaît sans doute et est sûr de la raison de cette inaction, puisqu'il ose dégarnir son royaume entier.

Quoiqu'il en soit, le but juste que l'on doit se former de cette alliance est celui d'être certain que la Russie ne sera pas contre nous et qu'elle ne prendra aucune méfiance de notre alliance avec la Suède et de l'agrandissement de cette Puissance; jusqu'à présent ces deux objets ont été remplis, le dernier est constaté par l'accession de l'impératrice de Russie à la convention de Suède; ainsi si l'on peut parvenir à ne rien perdre à la cour de Pétersbourg, les deux cours auront rempli leur objet, et tout ce qui arrivera d'heureux dans cette partie, sera un surcroît d'avantage d'autant plus sensible que l'on ne l'y attendra point.

Quant à la jeune cour de Pétersbourg, il semble qu'outre la lâcheté et l'ignorance de M. d'Apraxin et de M. de Förmer son ennemi, qui cependant était son conseil, laquelle lâcheté et ignorance ont été la base des fautes commises en Prusse, on soupçonne avec quelque fondement que M. Apraxin a eu des ordres particuliers du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse qui ont autorisé sa conduite.

Sans vouloir entrer dans les détails des intrigues de la cour de Pétersbourg que tout le monde sait et qui ne conviennent guères aux grandes affaires que traitent les cours de Vienne et de Versailles, le moyen le plus simple pour diminuer l'adoration du Grand-Duc pour le roi de Prusse et la passion de la Grande-Duchesse pour l'Angleterre est de les lier aux succès des cours alliées par leur intérêt propre.

Le Grand-Duc de Russie a parlé à M. d'Esterhasi de l'échange de la partie du Holstein qu'il possède avec l'Ostfrise; ne serait-il pas utile d'échauffer l'envie que ce prince a montrée pour cet échange, et ne pourrait-on pas, en lui donnant des espérances, l'engager à en faire la proposition à M. d'Esterhasi par écrit? Cet écrit serait précieux dans les circonstances. Dès que le Grand-Duc l'aurait donné, il se figurerait, par le caractère que l'on connaît à ce prince, que l'affaire ne peut pas manquer; toutes les difficultés que les événements peuvent opposer dans le courant de la guerre à cet échange, ne feraient qu'acharner davantage le Grand-Duc à cette idée et lui donner de l'aigreur contre les auteurs des difficultés; enfin cet écrit prouverait clairement le désir de ce prince sur un pays de la domination du roi de Prusse et par conséquent le contiendrait dans ses propos et peut-être dans ses démarches vis-à-vis S. M. Prussienne.

On parlera plus en détail à l'article qui regardera le Danemarck, de l'échange de l'Ostfrise et des conditions qui seraient à désirer sur ce projet, que la cour de Copenhague remplit. Dans ce chapitre on ne traite que ce qui regarde la Russie et l'on ne fait qu'exposer la conduite simple et sage que l'on a tenue jusqu'à présent et que nécessairement il faut maintenir vis-à-vis la cour de Pétersbourg en faisant même des sacrifices pour cet objet.

L'on ne parle pas des prétentions que l'on suppose à la cour de Russie sur la Courlande et la Samogitie. Ce point mérite d'être éclairci dans le temps par les deux cours; mais il paraît que ce moment-ci n'est pas favorable pour cette recherche, à moins que les deux cours ne consentent à cet agrandissement de l'Empire de Russie, lequel consentement mériterait de sérieuses réflexions, surtout de la part de la cour de Vienne.

#### La Suède.

Deux objets sont à examiner par rapport à l'armée Suédoise; l'un regarde sa situation actuelle, le second jusqu'à quel point on peut la renforcer l'année prochaine, et quelles seront les opérations qu'elle exécutera.

L'armée Suédoise composée environ de dix huit mille hommes est actuellement postée sur la Peun entre Anclam et Demin. Le corps du maréchal de Lehwald n'arrivera en Poméranie que vers la fin de ce mois. Il paraît par les nouvelles que l'on reçoit, que si ce corps marche sur les Suédois, le maréchal Ungern est déterminé de lever ses quartiers, de défendre la Peun et d'hazarder même le sort d'un combat; cependant il faut considérer qu'avec ce qu'amène de Prusse M. de Lehwald, la garnison de Stettin qu'il pourra retirer, les troupes qui sont dans les marches, et peut-être celles que le roi de Prusse enverra de Silesie, l'armée prussienne sera si considérablement plus forte que celle des Suédois, que malgré leur bonne volonté ils ne seront pas en état de se soutenir dans les postes qu'ils occupent; s'ils ne s'y soutiennent pas ou qu'ils perdent le combat, il faut examiner dans quel point leur retraite serait plus avantageuse à la cause commune; ils n'ont que deux partis à prendre dans ces cas, l'un de se retirer sous Stralsund, l'autre de gagner par leur droite le duché de Meckelbourg et de pouvoir se réfugier à Schwerin et à Domitz, deux places que le duc de Meckelbourg leur laissera vraisemblablement occuper.

La retraite sous Stralsund paraît la plus simple et par conséquent celle moins sujette à inconvénients, mais il faut prendre garde que, si les Suédois se retirent dans cette partie, il serait difficile qu'ils pussent y subsister pendant l'hiver, puisque quand les gelées seront venues, la Baltique ne leur sera plus d'aucune ressource, et ils se trouveront bloqués par les Prussiens pendant près de quatre mois, les blocus de cette espèce détruisent ordinairement l'armée qui les supporte; cependant si la place de Stralsund et l'isle de Rugen peuvent contenir l'armée Suédoise, et qu'elle y trouve de quoi vivre sans affamer Stralsund, le parti de se retirer sous cette place, quoique le plus mauvais, ne détruirait point les espérances que l'on peut former sur l'armée Suédoise l'année prochaine.

La retraite de cette armée sur Schwerin et Domitz est bien d'une autre importance pour la cause commune; elle n'a de véritable inconvénient que dans la marche, mais cette marche est courte, les subsistances dans le duché de Meckelbourg ne peuvent pas manquer; les Suédois se rapprocheraient par là de M. de Richelieu en mettant leur gauche à Schwerin et leur droite à Domitz; ils seraient couverts vis-à-vis des Prussiens d'une rivière qui s'appelle Elde; ils

seraient joints par le peu de troupes qu'a le duc de Meckelbourg dont ils couvriraient une partie du pays et la campagne prochaine en état de tirer des secours de Suède tout aussi aisément de Wismar que de Stralsund.

L'on fait deux objections à ce projet, la première que les Suédois — en se jetant sur le Meckelbourg — abandonneraient la partie de Poméranie qui leur appartient jusques à Stralsund.

La réponse à cette objection est bien simple : si les Suédois peuvent tenir entre Anclam et Demin jusqu'à la campagne prochaine, on ne leur propose pas de se retirer dans le Meckelbourg; mais s'ils sont obligés d'abandonner la Peun et de se retirer sous Stralsund, il est sensible qu'ils abandonneront leur pays, jusqu'à cette place, tout de même qu'en se retirant à Schwerin; donc la retraite en égard à la Poméranie Suédoise est égale des deux côtés.

L'autre objection qui est plus raisonnable, est la crainte que l'armée Hanovrienne ne vienne les attaquer dans le Meckelbourg, en passant l'Elbe à Lawembourg; effectivement cela pourrait arriver; aussi la retraite des Suédois à Domitz n'est-elle praticable qu'autant que M. de Richelieu prévient les Hanovriens au dit Domitz; et si l'armée Hanovrienne se porte sur Lawembourg, il est aisé à M. le maréchal de Richelieu de prévenir à Domitz l'armée combinée; alors en donnant la main aux Suédois, ils se trouveront en sûreté, et l'une et l'autre armée à portée de passer selon les circonstances aux deux rives de l'Elbe et de faire face à l'armée Hanovrienne que l'on empêchera par là de remonter jusqu'à Magdebourg. Il paraît sensible que, si ce mouvement des Suédois avec M. de Richelieu était bien combiné, l'armée Hanovrienne serait dans de grands embarras, et que sûrement, à moins que les Suédois et les François n'essuyent les plus grands malheurs, elle ne rejoindrait jamais le roi de Prusse. Cet objet est intéressant et peut-être à tel point que l'on pourrait penser que l'armée Suédoise serait plus utile dès-à-présent dans le Meckelbourg qu'elle ne l'est sur la Peun.

L'autre considération qui regarde les Suédois est jusqu'à quel point on peut renforcer leur armée l'année prochaine, et quelles seront les opérations que cette armée exécutera.

Il y a eu différents projets dont aucuns n'ont réussi, tendant à renforcer l'armée Suédoise en Poméranie. Si les traités de subsides projetés avaient eu lieu et que les Suédois eussent voulu recevoir à leur armée les troupes de Hesse et de Brunswick, ce qu'ils ont déclaré ne pas vouloir, je doute encore qu'il eût été facile de faire joindre ces troupes à l'armée de Suède; on a été dans l'intention d'y envoyer un détachement de l'armée de Richelieu; si ce détachement eût été faible, il aurait été inutile, s'il eût été fort, il aurait affaibli avec danger l'armée française.

Il paraît donc que sur le secours à donner à l'armée de Suède, il faut en revenir à un moyen simple tiré du propre fonds de la Suède même qui serait, que l'on envoyât du royaume de Suède huit mille hommes de plus au maréchal Ungern lequel de son côté formerait deux mille hommes de troupes légères, soit dans le Meckelbourg, soit en Poméranie. On observera que cette augmentation de troupes peut débarquer à Wismar comme à Stralsund. Alors l'armée Suédoise qui est de 18 mille hommes, se trouverait forte de 28 mille, ce qui fait un corps considérable qui étant joint par quelques troupes du Meckelbourg et par ce que pourrait y envoyer M. le maréchal de Richelieu, formerait une armée capable d'agir par elle-même, qui produirait par ses opérations sur Berlin les avantages peut-être les plus décisifs pour la cause commune.

Pour procurer cet accroissement de 10 mille hommes de troupes Suédoises, il est nécessaire d'augmenter en proportion le subside auquel on est engagé vis-à-vis de la Suède, et sur cet objet les deux cours pourraient reprendre le projet qui avait été proposé pour les troupes de Hesse et de Brunswick.

#### Le duc de Meckelbourg.

Le duc de Meckelbourg, en signant le 1<sup>er</sup> de ce mois son traité avec la France, dans lequel on suppose qu'il a accordé qu'il laisserait à la disposition des hauts alliés la place de Domitz, et qu'il ferait marcher le peu de troupes qu'il a au soutien de la cause commune, a rendu un grand service dont il est essentiel de profiter, tant pour l'intérêt des deux Puissances, que pour empêcher les pertes auxquelles s'est exposé ce prince. Le danger qu'il court, est tel qu'il semble que M. de Richelieu doit faire l'impossible pour entamer l'exécution du traité, même avant les ratifications; il paraît par les lettres de M. de Richelieu qu'il en connaît toute la conséquence.

L'on sent aisément quel désavantage il y aurait pour la cause commune, que les Hanovriens et les Prussiens s'étendissent dans le duché de Meckelbourg, dont ils enlèveraient des recrues et des subsistances infinies. Cette considération jointe à celle que toute communication serait coupée entre les Suédois et l'armée de France, peut faire penser qu'un des objets les plus essentiels de la guerre présente est d'empêcher dans le Meckelbourg la jonction des Hanovriens avec les Prussiens; c'est pourquoi l'on insiste fortement pour que de la part de M. de Richelieu, ainsi que de celle des Suédois, l'on se porte en force à Domitz.

#### Quant à l'armée de Richelieu

il faut d'abord constater le nombre des troupes françaises sous les ordres de M. le maréchal de Richelieu en y joignant l'armée de M. le prince de Soubise qui s'est réunie sous ses ordres.

M. de Richelieu commande 185 bataillons et 187 escadrons; en ôtant de cette armée un corps pour servir à part, de 25 bataillons et de 30 escadrons, en ôtant encore 16 escadrons de dragons qu'il faut renvoyer en France, il resterait à M. de Richelieu 160 bataillons et 141 escadrons.

L'on suppose de plus que M. le maréchal de Richelieu sera obligé de garder dans sa communication 25 bataillons et 15 escadrons; il aura donc à son armée effectifs 135 bataillons et 126 escadrons. Selon les détails exacts que l'on a, même de l'armée de Soubise, les bataillons qui ont le plus souffert, tels que ceux de Piémont, sont encore à 500 hommes sous les armes; ce qui fera que M. de Richelieu aura sous la toile 68 mille hommes d'infanterie, et en cavalerie 15 mille chevaux, comptant les escadrons à 120 hommes tout au moins, donc la totalité de l'armée de Richelieu est de 83.000 hommes sous les armes, ses derrières garnis. Il faut voir à présent ce que cette armée considérable peut opérer et doit craindre.

M. de Richelieu en rassemblant 50 mille hommes à Zell et 30 mille à Wolfenbittel, semble être dans une position qui pare aux entreprises de l'armée Hanovrienne et des corps Prussiens qui sortiraient de Magdebourg pour inquiéter la droite de son armée.

L'armée Hanovrienne ne peut avoir que deux objets; l'un d'attaquer M. de Richelieu derrière l'Aller, l'autre de passer l'Elbe à Lawembourg. Si c'est le

premier qu'elle veuille exécuter, il est à espérer que M. le maréchal sera assez tôt rassemblé pour pouvoir marcher en avant dans le duché de Lunebourg et y donner le combat; si par malheur M. le maréchal était battu, sa retraite sous Brunswick ou sous Ferden, selon la position où se donnerait la bataille, paraît assurée. Si au contraire les Hanovriens que l'on ne suppose pas avoir plus de quarante mille hommes, perdaient la bataille, ils n'auraient que deux retraites, l'une à Lawembourg, en cas qu'ils eussent préparé leur passage d'Elbe dans cette partie, l'autre sous Stade. La retraite à Lawembourg et le passage de l'Elbe paraissent dangereux pour une armée battue, d'autant plus qu'il est vraisemblable que M. le maréchal pousserait avec vivacité le succès de sa victoire; d'ailleurs quand bien même les ennemis réussiraient à passer en partie l'Elbe, M. de Richelieu aurait toujours un plus court chemin pour se porter à Domitz et leur couper le passage du Meckelbourg dans les marches.

Il est bon d'insister dans tous les cas sur le point de Domitz; car l'on sent facilement l'importance qu'il y a, de couper dans un point intermédiaire les forces de ses ennemis qui manœuvrent sur une rivière comme l'Elbe depuis sa source jusqu'à son embouchure.

Les Hanovriens passés à Lawembourg et prévenus à Domitz, seraient fort embarrassés. Si d'un autre côté après la bataille ils se retirent sous Stade, M. de Richelieu (en avançant la tête de ses troupes à Harbourg et en occupant Bremen qui lui devient dans tous les cas un point essentiel) bloquera pendant cet hiver cette armée qui sera fort mal à son aise sous Stade et fera des dispositions pour, au mois d'avril prochain, pouvoir aller bombarder Stade et les troupes qui seront sous cette place qui devient depuis l'infraction de la capitulation une place nécessaire à prendre au commencement de la campagne 58 avant que de songer à d'autres opérations.

L'on dit et l'on croit que les Anglais enverront 20 mille hommes à l'armée Hanovrienne au printemps, mais en prévoyant ce renfort de troupes, on ne calcule pas les forces des Anglais.

L'Angleterre a à présent 50 mille hommes de troupes nationales, qui est le pied le plus fort de troupes qui ait jamais existé dans la Grande-Bretagne; il est vraisemblable même qu'il n'est pas complet.

Quoiqu'il en soit de ces 50 mille hommes, il y en a 15 mille en Amérique, au moins 6 mille en Ecosse et 6 mille en Irlande que l'on ne peut pas retirer, 3 ou 4 mille à Jersey et Guernesey, 5 mille à Gibraltar.

D'après ce compte qui est exact, l'on voit qu'il ne reste que 14 ou 15 mille hommes en Angleterre, et l'on ne peut pas supposer que les Anglais se dégarnissent de ces troupes pour les envoyer à la conquête de l'électorat de Hanovre.

Afin d'être encore plus sûr sur cet article, la France pourrait faire des démonstrations sur les côtés, comme si elle avait dessein d'exécuter quelque entreprise sur quelques ports d'Angleterre. Les 16 escadrons de dragons que l'on retire de l'armée de Richelieu pour les porter sur les côtés où ils sont réellement nécessaires, pourraient par leur retour accréditer le bruit sourd que l'on semerait sur cette entreprise. Il est certain, et l'expérience l'a prouvé jusqu'à présent, que pour peu que l'on donne de l'inquiétude aux Anglais sur leur continent, ils ne se dégarniront d'aucunes de leurs troupes.

Tous ces faits vérifiés prouvent que l'on ne doit pas craindre un renfort de troupes Anglaises, et que l'armée Hanovrienne retirée sous Stade sera dans une situation de perte évidente. Si de plus pour cette partie la France pouvait

au printemps envoyer une escadre à l'embouchure de l'Elbe, laquelle se joindrait à l'escadre Suédoise et Danoise, rien ne pourrait déranger la sûreté de la gauche de l'armée des alliés; c'est ici l'occasion de parler du Danemarck.

La France a un traité de subsidence avec cette couronne, moyennant lequel le Danemarck est obligé de fournir au roi un nombre de troupes et de vaisseaux; il ne paraît pas dans la circonstance présente que ce traité ait été exécuté de la part du Danemarck, et depuis le commencement de la guerre de la France et de l'Angleterre, le Danemarck s'est contenté de joindre une armée, sous la réquisition du roi, son escadre à celle de Suède pour protéger le commerce de la Baltique. Il serait à présent avantageux non seulement que la jonction de ces deux escadres fût offensive, mais même que la cour de Copenhague fournit 20 mille hommes de ses troupes aux hauts alliés pour soutenir leurs conquêtes par la gauche et augmenter de ces forces celles que l'on emploiera à la défense du duc de Meckelbourg.

L'alliance du Danemarck avec la France, la garantie de la capitulation de Closterseven rompue avec perfidie par les ennemis du roi, la sûreté des frontières du Holstein menacées d'être occupées par des troupes Hanovriennes, les obligations du roi de Danemarck, comme prince de l'Empire, au soutien de la bonne cause, sont des motifs plus que plausibles pour engager S. M. Danoise à s'unir étroitement aux hauts alliés; mais ces motifs seraient peut-être de peu de poids à la cour de Copenhague, si l'intérêt de cette cour ne se trouvait pas dans les engagements qu'il est à désirer qu'elle contracte. Or le roi de Danemarck n'a pas d'intérêt plus sensible que celui d'effectuer l'échange de la partie du Holstein qui appartient au Grand-Duc, et d'anéantir les prétentions de ce prince sur d'autres parties du pays, possédé par S. M. Danoise avant que le Grand-Duc soit parvenu à la couronne de Russie.

L'on n'ignore pas les craintes de la cour de Copenhague; ses craintes sont fondées sur le caractère connu du Grand-Duc et sa prédilection pour ses états d'Allemagne; ainsi rien de plus intéressant et de plus pressé pour la Puissance Danoise que de conclure l'échange.

Le Grand-Duc de Russie a paru désirer, comme on l'a dit plus haut, que l'Ostfrise lui remplaçât ce qu'il céderait dans le Holstein. L'Ostfrise appartient à l'impératrice-reine; d'ailleurs il y a sur ce pays différentes prétentions. Il n'est pas proposable de procurer au roi de Danemarck un avantage aussi réel, sans que de son côté cette Puissance ne mérite par le concours de ses forces d'obtenir un pareil bénéfice.

Si l'impératrice-reine se déterminait à concourir à l'échange mentionné, il faudrait donc que la cour de Copenhague fit un traité offensif avec les cours de Vienne et de Versailles ou avec l'une des deux, par lequel elle fournirait à la cause commune le nombre de troupes et de vaisseaux qui seraient stipulés, lesquelles troupes et vaisseaux seraient aux ordres des généraux des deux Puissances; et pour ne pas occasionner autant de dépenses au Danemarck, l'on pourrait convenir que les troupes Danoises ne seraient jamais employées plus loin que Hanovre et Hamelen à la rive gauche de l'Elbe, mais dans toutes les parties à la rive droite.

Il est aisé de faire sentir au Danemarck l'avantage de l'engagement que l'on lui propose, en lui représentant les cessions que S. M. Danoise voulait faire au Grand-Duc de Russie, lorsqu'il a été question de cet échange de la partie du Holstein; d'ailleurs si le roi de Danemarck conclût ce traité offensif, les

cours alliées pourront supporter une partie de la dépense des troupes fournies par S. M. Danoise.

Quant à l'intérêt des deux cours d'avoir dans cette partie 20 mille Danois opérants à leurs ordres, il est si sensible, qu'il n'a pas besoin d'explication; au reste l'on pourrait dans le cours de la négociation faire sentir à la cour de Copenhague que, si elle n'adopte pas avec vigueur le projet que l'on lui propose, les cours alliées seront nécessitées pour leurs propres intérêts de promettre des secours au Grand-Duc de Russie pour le soutien de ses droits dans le Holstein.

Il reste sur cet article à discuter les intérêts des différentes maisons qui ont des prétentions sur l'Ostfrise. Celles de Brandebourg et d'Hanovre ne demandent nulle attention dans les circonstances présentes; mais les maisons de Rittberg et de Liechtenstein méritent de tant de façons la justice et l'appui des cours alliées qu'il ne paraît pas que les deux Puissances puissent faire un arrangement sur l'Ostfrise sans avoir satisfait aux prétentions de ces deux maisons. Il semble que le comté de Ravensberg et d'autres pays du roi de Prusse en Westphalie pourraient satisfaire la justice et la reconnaissance des deux Puissances.

Après cet exposé sur le Danemarck que l'on a cru nécessaire de placer dans cet endroit, il faut revenir aux opérations de l'armée de M. le maréchal de Richelieu et voir ce qu'il a à craindre des troupes que l'on suppose que le prince Henri a amenés de Magdebourg sur Halberstadt, et qui paraissent menacer la droite des quartiers français. Ce corps de troupes qui ne peut pas aller à 12 mille hommes, mais que l'on suppose pouvoir être augmenté jusqu'au nombre de 24 quand le roi de Prusse aura établi ses quartiers d'hiver en Saxe et en Silésie, ne peut avoir que deux objets : ou celui d'attaquer réellement les quartiers de la droite en se portant d'Halberstadt à Goslar et prenant une position entre la Leine et Løker, ou de se joindre à l'armée Hanovrienne; l'un et l'autre projet paraissent d'une difficile exécution.

L'on a établi que M. le maréchal de Richelieu rassemblerait 30 mille hommes à Wolfenbittel pour la défense de Løker. Si le prince de Prusse se porte sur Goslar, il sera obligé de remonter Løker jusqu'à sa source, et alors les 30 mille hommes en remontant de leur côté doivent arriver à Goslar avant lui et empêcher de s'avancer vers la Leine; car les Prussiens se mettraient dans le danger d'être coupés d'Halberstadt s'ils se portaient plus avant sur leur gauche; dans cette saison l'on ne peut s'éloigner de ses points de subsistances, et par conséquent les Prussiens ne feront pas la faute de risquer de perdre leur communication avec Halberstadt et Magdebourg; ainsi il n'est pas vraisemblable qu'ils cherchent à tourner la droite des quartiers français.

Le parti de marcher de front à Løker est encore moins à craindre; il reste donc celui d'aller joindre l'armée Hanovrienne, mais il semble que le prince Henri n'aurait pas dû s'avancer jusques à Halberstadt, si en partant de Magdebourg il eût voulu marcher à Lunebourg; de plus cette marche est longue, difficile et presque impossible pour les subsistances et encore moins praticable militairement, car les Prussiens prêteraient le flanc au corps des Français assemblés à Wolfembittel et se mettraient dans le risque d'essuyer un combat dont l'événement et les suites seraient très dangereuses pour eux, au lieu que les Français auraient toujours Wolfembittel, Brunswick et l'Oeker pour leur retraite; ainsi en examinant cette pointe Prussienne, il est probable qu'elle n'a été faite par le roi

de Prusse, qu'en conséquence des engagements qu'il a pris vis-à-vis ses alliés d'Hanovre pour déterminer la rupture de la capitulation de Closterseven et qu'elle n'aura nulle autre suite.

De quelque façon que l'on prévoie les mouvements des ennemis, il ne semble donc pas qu'ils puissent causer d'autres dommages à la cause commune que celui de faire remuer des troupes pendant l'hiver. Il est question de sçavoir ce que pourra opérer l'armée de Richelieu au printemps prochain.

L'armée Hanovrienne sera ou dans le Lawembourg de l'autre côté d'Elbe, ou sous Stade, on aura eu assez de bonheur pour pouvoir se tenir dans le duché de Lunebourg et vis-à-vis M. de Richelieu; si elle a réussi à en imposer par cette dernière position, M. le maréchal en entrant en campagne prendra sans doute le moment où il pourra se renforcer d'une partie de sa droite et marchera en débutant aux alliés de Hanovre pour les déterminer à un combat ou à se retirer dans un des points qui sont prévus plus haut. Il n'est pas croyable que, vu la supériorité du nombre et de la qualité des troupes, il n'ait un plein succès sur l'ennemi, et qu'alors les Hanovriens ne se trouvent dans les mêmes embarras que l'on a indiqués, s'ils perdaient cet hiver une bataille; mais l'on ne peut pas se figurer qu'il soit possible à l'armée Hanovrienne de prendre des quartiers en l'air dans le Lunebourg pendant cet hiver, et même l'on observera qu'il est important que M. de Richelieu les détermine incessamment à se replier ou derrière l'Elbe ou sous Stade pour ne pas donner le temps et la présomption aux rois d'Angleterre et de Prusse de former un projet combiné dans cette partie pour la campagne prochaine. Si M. de Richelieu parvient à jeter les ennemis sous Stade et à les y bloquer l'hiver, l'on persiste dans le sentiment qu'il est nécessaire qu'il les bombarde au début de sa campagne, et qu'il ne les abandonne qu'après les avoir fait capituler militairement et s'être emparé de Stade.

Si les Hanovriens passent l'Elbe à Lawembourg, l'on a déjà prévu que M. le maréchal marcherait à Domitz et profiterait de ce passage de l'Elbe et de ce poste pour couper la communication de l'armée d'Hanovre avec les marches; alors au commencement de la campagne l'on croit qu'il pourrait porter une tête sur Lawembourg et passer l'Elbe à Domitz d'où il marcherait en avant sur les Hanovriens qu'il pousserait aussi loin qu'il serait possible; ce serait dans ce moment que les 20 mille Danois seraient fort utiles et deviendraient par leur jonction avec M. de Richelieu la perte de l'armée Hanovrienne.

Dans tous les cas l'on voit par ce projet qu'il est important que M. de Richelieu ait pour unique objet au commencement de sa campagne de détruire absolument l'armée alliée d'Hanovre et de prendre Stade, sans quoi cette guerre de chicane et de mauvaise foi dans le cul de sac de la gauche des armées combinées ne finirait jamais, et la suite des événements politiques et militaires pourrait à la fin tourner à l'utilité des ennemis communs.

L'on observera que l'on ne retranche rien pendant le cours de cette opération des 30 mille hommes postés à Wolfembuttel pour parer aux inconvénients de la droite. M. le maréchal, s'il avait besoin d'un renfort de 10 à 12 bataillons, pourrait aisément les tirer de sa communication qui ne paraît pas en danger, et qui pourrait être renforcée s'il en était besoin de quelques bataillons des Pays-Bas. Il y aurait encore un nouveau moyen de renforcer cette communication en y faisant marcher dès le mois de janvier les 10 mille Saxons qui sont en Hongrie; cet article sera traité dans celui qui regarde les Saxons.

En posant un principe que l'on croit assez bien fondé que les trois premiers mois de campagne de l'armée de M. le maréchal de Richelieu ont réussi selon le projet, reste à sçavoir ce que cette armée exécutera depuis le 1<sup>er</sup> août jusqu'à la fin de la campagne; elle ne peut avoir que deux projets, l'un le siège de Magdebourg, l'autre de se joindre aux Suédois et de marcher l'une et l'autre armée sur Berlin et sur la Sprée. Il est certain que la place de Magdebourg est un point essentiel qui étant conquis entraînerait nécessairement l'évacuation de la Saxe et la perte du roi de Prusse; mais le siège de cette place présente des difficultés plus sensibles à mesure que l'on s'en approche. L'on ne peut pas sensément imaginer qu'on l'entreprenne sans que le cours de l'Elbe soit entièrement libre. L'artillerie des pays conquis qui au mois d'août sera certainement endommagée par les mouvements que l'on lui aura fait faire cet hiver, quand elle serait même en bon état, ne serait pas suffisante pour l'entreprise de Magdebourg. Il n'est pas praticable que l'on fasse venir de France par terre le supplément d'artillerie nécessaire; il faut donc que ce soit de Vienne et de Kœnigstein que ce supplément vienne à Magdebourg, et il ne peut y venir sans la liberté de l'Elbe; il en est de même des ponts au dessus de Magdebourg, car ceux au dessous peuvent être fournis par l'armée de Richelieu; mais qui est-ce qui procurera cette liberté de l'Elbe si absolument importante?

L'on a déjà vu qu'il n'était pas possible d'employer à cette opération l'armée de Richelieu, et l'on ne pense pas que l'armée de l'impératrice-reine et celle de l'Empire qui auront à combattre toutes les forces du roi de Prusse, puissent avoir au mois d'août effectué la liberté de la Saxe; ainsi en cas que l'Elbe ne soit pas libre dans le cas indiqué, il paraît que l'action de l'armée de Richelieu sur la Sprée, combinée avec celle de l'armée Suédoise, serait plus utile et plus décisive pour la cause commune et plus secourable pour les armées de l'impératrice-reine.

On prie de vouloir bien réfléchir à la connexion que le projet de la Sprée a avec les opérations proposées pour les Suédois tant cet hiver que la campagne prochaine, avec la négociation du duc de Meckelbourg et celle du Danemarck, et avec la position actuelle et future de l'armée de M. le maréchal de Richelieu, l'on espère mettre autant de liaison dans la suite des projets qui regardent les autres armées.

#### Armée de l'Empire.

L'on ignore à quoi peut monter le corps de troupes que compose l'armée de l'Empire; si l'on parvient à la rassembler au mois de mai prochain, il semble qu'elle ne peut être utile qu'autant qu'elle obligera nécessairement le roi de Prusse d'occuper devant elle des troupes. Il est vraisemblable que les ennemis que l'on lui opposera, ne seront pas en nombre considérable; il paraîtrait utile qu'elle tâchât de se rassembler dans le commencement de mai sur l'Unstrutt ou du moins à Erfurth et à Mulhausen, afin, suivant les circonstances et le peu d'opposition qu'elle pourrait rencontrer, de tâcher de s'emparer de Hall et de là selon les mêmes circonstances se porter à Torgau. L'on connaît tous les dangers qu'elle peut courir en suivant cette marche, mais ce sont ces mêmes dangers qui font l'utilité de la cause commune, parce qu'ils ne peuvent exister qu'autant que le roi de Prusse se dégarnira dans d'autres parties; la prudence et les talents du général de l'armée de l'Empire lui fourniront les moyens ou d'occuper les ennemis qui lui seront opposés sans se commettre, ou, si on ne lui en oppose

point, d'exécuter une entreprise utile pour la cause commune, telle que celle de s'emparer de Torgau; il semble que voilà le seul parti que l'on puisse tirer de l'armée de l'Empire.

#### Les Saxons.

Les 10 mille Saxons qui se trouvent en Hongrie, peuvent servir utilement à l'augmentation des forces des deux couronnes, leur capitulation avec le roi de Prusse est anéantie par le peu de fidélité que ce prince a eu à remplir de son côté les conditions de la dite capitulation; ainsi la cour de Vienne et celle de Versailles sont entièrement en droit de se servir des troupes de leur allié le roi de Pologne et de donner une déclaration conjointement qui mette à couvert les officiers et soldats Saxons du ressentiment du roi de Prusse. Au surplus l'infraction que viennent de faire les Hanovriens à la capitulation de Closterseven serait une raison plus que surabondante de réciprocité.

Ces principes posés, les arrangements pour le subside des Saxons déterminés par les deux cours par une convention particulière, rien n'est plus pressé que de fixer l'armée que ces troupes joindront, afin que, comme elles sont éloignées, elles soient mises en état de marcher dès les premiers jours de février pour se rendre à leur destination; elles ne peuvent avoir que deux destinations, celle d'être réunies à l'armée impériale en Bohême, ou celle d'être unies à l'armée de M. le maréchal de Richelieu. La première est la plus prochaine, l'autre pare aux inconvénients de la crainte que pourrait avoir partie de ces troupes, de combattre dès le premier moment que ce corps serait mis en activité directement contre le roi de Prusse.

Les cours décideront de l'emploi des Saxons; on observera simplement quelle que soit la décision, qu'il est important qu'elle soit prompte et que de plus il est essentiel que S. M. le roi de Pologne veuille bien confier le commandement de ses troupes aux princes ses fils qui ont fait la campagne cette année à l'armée impériale.

#### Des troupes de Württemberg.

Les troupes de Württemberg, par leur mauvaise manœuvre depuis le commencement de la campagne et nommément à la dernière bataille, ont donné lieu à un soupçon très grave de trahison et de collusion avec l'ennemi qui ne permet pas qu'on les emploie en ligne. Il serait avantageux aux deux cours de reporter sur d'autres troupes le traité de subside de la France pour les troupes de Württemberg; mais comme en même temps il serait à craindre que la rupture du traité ne fût un dégoût trop sensible pour le duc de Württemberg, et que ce prince dans un moment de dépit ne suivit les impressions des gens qui l'entourent, lesquels sont entièrement dévoués au roi de Prusse, il semble qu'il est plus à propos de continuer le traité et de mettre les Württembergeois dans les communications sur les derrières pour les occuper utilement à l'escorte des convois, gardes d'hôpitaux, magasins etc. Lesquels détachements emportent beaucoup de troupes de l'armée qui sera soulagée quand un seul corps comme celui-là sera chargé de cette fatigue. On pourrait même tirer des troupes de Württemberg les compagnies de grenadiers qui vraisemblablement serviraient sans inconvénients mêlées avec les grenadiers impériaux.

## L'armée impériale.

L'on suppose que l'armée impériale pourra être portée au nombre de 80 mille hommes sans compter les troupes légères, et que cette armée dans l'état actuel où elle se trouve, hivernera, la gauche dans le cercle de Staatz, celui de Leitmeritz, de Bonslaw et de Könitzgratz, tenant par sa droite la communication de Könitzgratz jusqu'à Schweidnitz; l'on ignore s'il est possible qu'elle puisse occuper à son centre Zittau et Gabell; cela paraît nécessaire du moins par les troupes légères. On ne doute pas que Caaden, Commotau et Brix ne soient trois postes qui accommodés couvriront entièrement la gauche de ces quartiers en garnissant une petite rivière, qui s'appelle la Bila qui va de Brix à Aussick, où il semble que devrait être le plus gros corps de troupes légères.

La communication de Schweidnitz sera peut être difficile pendant l'hiver à cause des neiges et le dépérissement qu'elles peuvent causer aux troupes placées dans cette communication; si la difficulté est telle que l'on l'a supposé, il semble que Schweidnitz étant approvisionné suffisamment pour cinq mois, on pourrait, en cas que la communication fût pénible à soutenir, l'abandonner. C'est à ceux qui sont sur le terrain à juger de l'importance de soutenir cette communication ou de la laisser. Comme il n'est pas vraisemblable que le roi de Prusse débouche jamais par le comté de Glatz, la droite des quartiers de l'armée impériale n'a besoin que des précautions ordinaires. L'on ne doute pas que Prague ne soit le point central des approvisionnements en toute genre de l'armée, et que l'on ne mette cette ville en état d'y fournir avec abondance, il faut observer qu'il est à ce qu'il paraît militaire de ne point mettre de troupes dans d'autres cercles que ceux indiqués, qu'il faut avoir attention d'établir et de faire reconnaître par les officiers les communications, afin qu'en cas de besoin les troupes de chaque cercle puissent être en corps dans 24 heures et joindre sur le champ les troupes qui se trouveraient dans le point attaqué. Il est inutile d'observer que les têtes de quartiers doivent être palissadées et mises dans un état de défense, ce travail occupe les troupes et pourvoit à leur tranquillité; ainsi il n'y a pas de doute que les officiers s'occuperont de cet objet en arrivant dans leurs quartiers.

L'on croit que l'armée impériale, même en la portant au nombre de 80 mille combattants de troupes réglées, aura besoin d'être encore renforcée de 25 bataillons et de 25 escadrons. Ces bataillons et escadrons ne peuvent être tirés que des armées françaises; ce sont ceux là même que dans le mémoire à l'article de l'armée de Richelieu l'on a retiré de cette armée. Ces troupes pourraient marcher les premiers jours de mars et se rendre en Bohême par Egra, elles s'arrêteraient le long de l'Eger et dans le cercle de Pilsen, une partie de la cavallerie impériale ira probablement en Moravie avec quelque infanterie, mais le moins qu'il sera possible.

En supposant que ce soit dans cette position que l'armée de l'impératrice et le corps de Français indiqué se trouvent le 1<sup>er</sup> d'avril, il est question d'examiner ce que dans cette partie l'on aura à craindre de l'ennemi, ce que pendant la campagne l'on pourra entreprendre contre lui et quels moyens l'on doit employer pour suivre la guerre offensive, qui est la nature de la guerre présente.

Il est à présumer que Breslau sera pris avant le mois de mars, il serait même à désirer que tout ce qui appartient dans cette ville à l'impératrice, en fût retiré. Il n'est pas vraisemblable que le roi de Prusse ait au commencement de la campagne un projet offensif contre la Bohême; et la distribution des troupes

telle que l'on l'a supposée, semble parer à une invasion de la part de S. M. P. L'on peut supposer avec plus de probabilité que les efforts du début de la campagne du roi de Prusse seront tournés contre l'armée Française de M. le maréchal de Richelieu; peut-être ce prince en même temps que par Magdebourg, il fera filer des troupes contre les Français, attaquera-t-il Schweidnitz; mais cela paraît fort douteux et il semble préférable de supposer que les Prussiens resteront sur la défensive vis-à-vis de l'armée impériale, tandis qu'ils agiront offensivement contre les armées Françaises et Suédoises.

En admettant ces suppositions qui paraissent raisonnables, on propose de faire deux armées de celle de l'impératrice et un corps détaché tel qu'il a été cette année auprès de Glatz. Ces deux armées opéreront séparément et cependant ne seront pas assez éloignées pour ne pas se joindre selon les circonstances. On les divise pour leur dénomination sous le titre de l'armée de la gauche et armée de la droite. L'armée de la gauche serait composée des troupes Françaises, des Bavauroises, de 25 bataillons et 25 escadrons de troupes impériales avec le corps du général Loudon porté à 5 mille hommes de troupes légères. Cette armée serait commandée par un général de l'impératrice. Le meilleur projet qu'elle aurait à remplir, serait — à ce qu'il semble — d'entrer en Saxe vers le 15 d'avril par les débouchés de Aussick et de Peterswald et de s'emparer avec l'ordre du roi de Pologne de la forteresse de Königstein, laquelle vraisemblablement serait remise à l'armée impériale, vu les dispositions que l'on connaît sur cet article à S. M. Polonoise. Si l'armée impériale fait cette opération aussi promptement qu'il est à désirer, elle pourrait établir des ponts sur l'Elbe et, selon les mouvements du roi de Prusse, ou s'emparer de Dresde ou défendre l'Elbe de l'un et de l'autre côté de la rivière. L'on sentira aisément que cette armée ne peut opérer que sûrement, ayant ses derrières libres et ses approvisionnements assurés par l'Elbe; quand même elle ne parviendrait pas à prendre possession de Königstein, elle aura un autre avantage, c'est que, si elle parvient à établir des ponts à Schandau, elle aura une communication très près avec l'armée de la droite, et ces deux armées pourront aisément se donner de secours mutuels.

L'armée impériale de la droite qui sera forte au moins de 60 mille hommes, sans compter les troupes légères, avant de commencer d'opérer, pourvoira dès les premiers jours d'avril au ravitaillement complet de Schweidnitz pour pourvoir cette place au moins pour 4 mois. Cette opération qui se fera par détachement, étant finie, cette armée laissera 20 mille hommes en Bohême avec 4 mille hommes de troupes légères pour pourvoir aux parties qui pourraient de la Silésie inquiéter ce royaume; elle marchera en corps d'armée en Lusace et tâchera d'établir sa communication par Zittau et Gabell avec assez de prévoyance et de promptitude pour pouvoir arriver à Bautzen en même temps que l'armée de la gauche construirait des ponts à Schandau.

Ces deux opérations doivent nécessairement marcher de concert; si elles réussissent, on connaîtra en examinant la carte que toutes les forces de l'impératrice auront l'avantage de faire la guerre dans un espace très racourci entre l'Elbe et la Sprée et par conséquent d'avoir le même avantage que le roi de Prusse a eu cette campagne; on verra aussi qu'étant postées sur la Sprée à Bautzen, le roi de Prusse dans les deux points de sa ligne de défense depuis Torgau jusques à Glogau est obligé de faire un grand cercle, tandis que les forces de l'impératrice feront l'arc. Enfin ces points d'attaque ou auront des succès

ou seront malheureux; s'ils sont dans ce dernier cas, les retraites étant sûres, les marches ni éloignées ni fatigantes, le pays connu, les derrières, ainsi que les subsistances assurées, l'on ne voit pas que l'armée impériale essuye d'autre danger que celui de n'avoir point de succès; il est même à remarquer que par les positions indiquées, quand le projet serait retardé par des malheurs, il produirait toujours l'avantage de faire une diversion utile en faveur des Suédois et des Français; mais si, comme l'on doit plutôt s'en flatter, les armées impériales avaient des succès, que Dresde pût être pris et que l'armée de la droite pût se porter à Cotbutz en suivant la Sprée jusques au confluent de l'Oder, si l'on se rappelle les mouvements proposés pour les Suédois, ceux que l'on désire que l'armée de Richelieu exécute, la marche de l'armée de l'Empire sur Torgau, l'on verra que l'on sera parvenu à réunir toutes les forces des alliés à un seul point, ce qui nécessairement entraînerait la destruction de l'ennemi commun.

Les idées que l'on présente dans ce mémoire, peuvent être très fautives, et l'on ne s'avise pas de les donner comme n'étant pas sujettes à beaucoup de corrections; mais elles ont un mérite consolant en ce qu'elles prouvent évidemment que la situation des alliés est infiniment supérieure à ce qu'elle était au commencement de cette campagne, puisqu'il est possible de faire un projet où toutes les forces des alliés concourent presque ensemble au même but." (Mémoire communiqué par l'ambassadeur de France, comte de Stainville. S. d. [dem Grafen Starhemberg mitgeteilt am 29. Dezember 1757]. Staatsarchiv.)

Am 12. Januar 1758 erhielt der französische Botschafter eine Note folgenden Inhalts:

„Si toutes les armées des alliés avaient pu être employées dans cette campagne directement contre le roi de Prusse, il est plus que vraisemblable que la guerre serait peut-être finie actuellement. Mais malheureusement elles n'ont pu l'être et de cette fâcheuse circonstance il en a résulté un défaut de liaisons entre leurs opérations qui a rendu infructueuse la campagne la plus vive qui ait peut-être jamais été faite.

Il serait donc assurément très désirable qu'il pût ne point exister, la campagne prochaine, les malheureuses causes des événements de celle qui vient de finir, et que l'on pût arrêter au plutôt, entre les alliés, un plan d'opérations général, convenable aux circonstances, solide et bien lié.

Dans l'incertitude d'un grand nombre de circonstances qui sont douteuses encore, ce que l'on peut dire, dans ce moment-ci, ne pourra guères à la vérité être fondé sur des suppositions et des conjectures.

Cependant, cela ne doit point empêcher qu'on ne raisonne en attendant des certitudes, sur tous les cas possibles ou vraisemblables, et qu'on ne détermine même, dès à présent, tout ce qui pourra l'être.

Ce qu'il y a de plus pressé toute fois, c'est de remplacer au plutôt tout ce qui peut manquer en recrues, en remonte, armes, artillerie, munitions, magasins, charriages etc., en un mot, de se remettre en état de pouvoir reparaitre de bonne heure en campagne avec des armées convenables, afin que tout moyen quelconque, jugé nécessaire, puisse se trouver praticable.

L'impératrice, par tous les soins que l'on donne ici à cet objet, compte qu'il ne manquera rien de son côté, et Elle est persuadée que S. M. T. Chr. tiendra la main à ce qu'il en soit de même pour Ses armées.

Sur toutes les autres réflexions générales et très judicieuses de M<sup>r</sup> l'ambassadeur il n'y a rien à ajouter et on passera moyennant cela tout de suite aux

matières individuelles, en suivant l'ordre avec lequel elles sont traitées dans son mémoire.

#### La Russie.

Il est certain qu'elle peut nous être de la plus grande utilité étant avec nous; et il est certain de même que, si elle était en échange dans le parti contraire, elle emporterait vraisemblablement la balance en faveur de nos ennemis.

Cela a été si bien senti lorsqu'il a été question de l'établissement du nouveau système, que l'on a regardé la concurrence de cette Puissance non seulement comme utile, mais même comme nécessaire; et il semble par conséquent qu'il conviendra de ne jamais perdre de vue cette importante considération dans tout ce qui peut avoir rapport à un allié aussi essentiel.

D'ailleurs on ne saurait disconvenir que moyennant la convention du 22 janvier 1757 arrêtée avec l'impératrice-reine, l'accession à la convention avec la Suède et surtout les opérations effectives, quoique malheureuses, de Ses armées contre l'ennemi commun, la Russie n'ait été portée par la cour de Vienne à des démarches très fortes; que moyennant cela elle ne se trouve engagée de façon, à ne pouvoir guères reculer, et qu'ainsi à juger de l'avenir par le passé, il est très vraisemblable qu'en s'y prenant bien, on pourra la faire aller au delà par la suite, malgré tout ce qu'il peut y avoir à désirer relativement à son ministère, que l'on est fort éloigné de méconnaître; heureusement il semble, que même en cela il n'y a que des défauts dont on pourra peut-être tirer même un très grand parti par de bonnes et sages mesures, et en s'abstenant soigneusement de toutes démarches directes ou indirectes capables d'indisposer les esprits des gens en place dont on ne peut pas se passer.

Le grand chancelier comte de Bestuchef est bien décidément dans ce cas. Ce que l'on peut affirmer à son égard, c'est, que par système, ainsi que par aversion personnelle, il est ennemi juré du roi de Prusse, et qu'il paraît sentir plus que jamais, ainsi que sa cour, la nécessité de l'abaissement de la Puissance de ce prince.

Que quoique ce ministre ait paru être déjà plusieurs fois sur le point de tomber, il s'est cependant toujours soutenu et se soutiendra vraisemblablement tant qu'il existera, ou au moins pendant tout le règne de l'impératrice, qui est actuellement sur le trône.

Et que moyennant cela, ses talents, la connaissance qu'il a des affaires du dehors, ses principes, au moins quant à l'essentiel, conformes au système de l'alliance, et les moyens de tant d'espèces, que lui donne sa place de pouvoir faire beaucoup de bien et encore plus de mal s'il le voulait, rien ne serait plus pernicieux que de témoigner de la méfiance ou de donner des dégoûts à un homme qui réunit en sa personne toutes les circonstances que l'on vient de rapporter, mais beaucoup pire encore, d'attaquer directement sa cour par aucune démarche, dont elle pourrait être en droit de s'offenser.

Les connaissances acquises par une longue expérience sur la cour de Pétersbourg, font sentir à la cour de Vienne dans toute son étendue l'importance de ces considérations. Le comte d'Esterhasy a moyennant cela les ordres les plus précis de se conduire constamment en conséquence dans le plus parfait concert avec M. le marquis de l'Hôpital, et l'impératrice se promet des lumières supérieures de S. M. T. Chr. et de la sagesse de Son ministère, qu'Elle en donnera de conformes à Ses ministres dans les cours étrangères, et qu'Elle voudra bien

faire veiller à ce que, vu les fâcheuses suites que pourrait avoir une conduite opposée, ils ne soient point perdus de vue dans aucune occasion.

Il est vrai d'ailleurs qu'il est si essentiel d'avoir la Russie dans le parti de l'alliance, qu'au pis aller elle serait encore fort utile en ne faisant même rien pour, pourvu qu'elle ne fit rien contre; mais vu l'utilité dont elle peut être, il ne serait pas pardonnable de ne pas employer tous les moyens capables de procurer sa coopération effective et tout l'avantage qui peut en résulter.

C'est ce qui a fait naître tout récemment l'idée, de lui demander la prompte mission d'un corps de 30.000 hommes de sa meilleure infanterie, qui puisse être rendue avant l'ouverture de la campagne prochaine, où il pourra convenir dans les états de l'impératrice pour pouvoir joindre ses armées et faire la campagne avec elles sous les ordres de ses généraux commandants.

L'utilité dont serait un aussi puissant renfort, n'a pas besoin de démonstration, et d'ailleurs elle a été si solidement indiquée dans le mémoire adressé pour cet effet par M. le comte de Stainville à M. le marquis de l'Hôpital, qu'il serait superflu de rien ajouter à cet égard.

Mais on ne croit pas cependant n'en devoir pas demander d'avantage à la cour de Pétersbourg; on est d'avis qu'il faut tâcher de l'engager à envoyer indépendamment de cela, si non encore cet hiver, au moins dès les premiers commencements du printemps, une armée de 50.000 hommes jusques vers Marienwerder sur la Vistule pour de là menacer en même temps la Poméranie, le Brandebourg et la Silésie, obliger par là le roi de Prusse à opposer aux Russes un corps considérable et moyennant cela à s'affaiblir en se divisant.

L'impératrice fait travailler sur ce plan en Russie. Elle ne saurait douter que S. M. Tr. Chr. ne le trouve conforme à l'intérêt et aux circonstances de l'alliance, et Elle se flatte par conséquent que ses ministres seront secondés par ceux de S. M. Tr. Chr. dans cette importante négociation.

Pour ce qui est de la jeune cour à Pétersbourg, le présent et l'avenir possible a engagé l'impératrice à employer jusques ici, pour l'attacher au parti de la cause commune, tous les moyens qui ont paru pouvoir faire cet effet; on a sacrifié 100.000 fs. par an pour une convention subsidiaire avec le Grand-Duc. On y a ajouté un présent qui a paru lui faire grand plaisir; en un mot, on n'a rien épargné et rien oublié!

L'impératrice n'a donc pu apprendre qu'avec plaisir que S. M. Tr. Chr. avait envoyé à Zerbst une personne affidée pour faire entrer dans les intérêts communs la mère et le frère de la Grande-Princesse; l'on convient sans difficulté que ce qu'il y aurait de plus sûr, ce serait de pouvoir lier le Grand-Duc et la Grande-Duchesse aux succès des cours alliées par leur intérêt propre, et croit moyennant cela qu'il serait effectivement très utile de pouvoir faire réussir l'idée de l'échange du Holstein contre la cession de la principauté d'Ostfrise et de porter le Grand-Duc à en faire la demande par écrit pour s'en assurer par cette espèce d'engagement autant que faire se peut actuellement et l'intéresser en même temps pour l'avenir, ainsi que le Danemare au sort de la guerre.

Dans cette vue on a déjà donné pour cet effet les ordres les plus précis au comte d'Esterházy; mais on croit cependant en même temps ne pas devoir laisser ignorer que le Grand-Duc n'a parlé qu'une fois au comte d'Esterházy de la principauté d'Ostfrise, et que non seulement ce n'a point été dans l'idée de l'échange du Holstein, pour lequel il a toujours témoigné de l'éloignement, mais comme quelqu'un qui y prétend de son propre droit, qu'il croit fondé sur sa

descendance d'une comtesse d'Ostfrise qui a été mariée à un duc de Deux-Ponts, et qu'il forme même des prétentions sur les pays de Juliers, Bergue et Clève, comme descendant de cette branche de la maison de Deux-Ponts, dont le roi de Suède Charles douze a été le dernier.

Quoiqu'il en soit cependant de ces prétentions, il ne peut qu'être utile que les deux cours conjointement entretiennent les espérances du Grand-Duc, et on convient également sans difficulté qu'en général il faut maintenir vis-à-vis de la cour de Pétersbourg la conduite simple et sage, que l'on a tenue jusqu'à présent, en faisant même des sacrifices pour cet objet.

Reste à voir, sans prévention, entre les deux cours, quels ils peuvent être ces sacrifices? ainsi qu'à examiner le fond et la valeur des prétentions de la Russie et de la Prusse sur la Courlande? Les circonstances, dans lesquelles s'est trouvé jusqu'ici cette province? quelles pourraient être celles, dans lesquelles elle pourrait se trouver par la suite? les troubles et les différends qui pourraient en résulter? quels pourraient être les moyens de les prévenir? et en général s'il ne pourrait pas se trouver une voie de conciliation pour cet effet?

#### La Suède.

M. l'ambassadeur examine deux points sur cet objet; le premier regarde la situation actuelle de l'armée suédoise, et le second, jusqu'à quel point on peut la renforcer l'année prochaine, et quelles seront les opérations qu'elle exécutera.

Il n'est pas douteux qu'il ne convienne à l'intérêt ainsi qu'à la gloire des deux cours, non seulement de pourvoir pour autant qu'il peut dépendre d'elles à la sûreté des Suédois, mais aussi de les renforcer autant que faire se pourra pour les mettre en état de pouvoir faire des diversions utiles aux autres armées.

Vu le principe incontestable que plus les alliés pourront concentrer leurs forces et se soutenir mutuellement, plus ils seront forts et leurs opérations décisives, il est certain qu'il serait à désirer que l'armée suédoise pût se rapprocher des nôtres plutôt que plus tard; cela accélérerait la fin de la guerre et moyennant cela devrait convenir de préférence aux Suédois autant qu'à nous. Il est fort douteux cependant malgré cela s'ils pourront être portés à abandonner leur propre pays, tant qu'il leur restera l'espérance de pouvoir s'y soutenir et le défendre; ainsi il semble qu'il s'agira de voir actuellement si dans l'état où sont les choses, ils voudront ou pourront se joindre à l'armée, ou à une partie de l'armée de M. le maréchal de Richelieu.

Si la jonction se fait, ils ne feront pour ainsi dire à l'avenir qu'une seule et même armée avec la grande armée française, et leurs opérations dépendront des siennes.

Mais si au contraire il arrivait que cette jonction ne pût point se faire, en ce cas, si les Suédois ne pouvaient pas se soutenir dans leur position sur la Peene ou sous Stralsund, il serait sans doute mal aisé de porter un remède assez prompt à leur sort.

Quant au second point, à savoir la façon de les renforcer, et les opérations qu'ils pourront exécuter à l'avenir, comme il ne peut plus être question au moins pour le moment présent, ni des troupes de Hesse, ni de celles de Brunswic, il ne reste en effet que l'espérance des renforts que pourrait être en état de leur envoyer M. le maréchal de Richelieu, et l'expédient proposé par M. l'ambassadeur d'augmenter le subside, que l'on donne à la Suède pour la mettre en état

de pouvoir augmenter son armée de 10.000 hommes au moins de ses propres troupes.

S. M. l'impératrice-reine y concourra bien volontiers, comme à tout ce qui peut être à l'avantage de la cause commune. Elle est prête par conséquent à reprendre le projet qui avait été proposé pour les troupes de Hesse et de Brunswic regardant comme convenable et nécessaire de conserver à l'alliance la bonne volonté des bien intentionnés dans le sénat de Suède et de les soutenir contre le parti de la cour, ennemi du système actuel de la nation suédoise, et moyennant cela celui de la cause commune.

#### Le duc de Mecklenbourg.

Le plus ou le moins de valeur des engagements contractés par M. le duc de Mecklenbourg dépend des stipulations de la convention que doit avoir arrêté S. M. Tr. Chr. avec ce prince le 1<sup>er</sup> décembre de l'année dernière.

On ne l'a point vu encore, ainsi tout ce que l'on peut observer sur ce sujet, c'est que, si M. le duc de Mecklenbourg s'est engagé à livrer sa forteresse de Dömiz et ses troupes, et surtout si on peut aller occuper son pays et par là empêcher toute communication entre l'armée hanovrienne et prussienne, c'est une très bonne affaire.

#### Le Danemarç.

Si cette couronne voulait se déterminer, au lieu de la simple neutralité, à prendre part à la guerre contre le roi de Prusse et à agir offensivement contre nos ennemis avec un corps de 20.000 à 25.000 hommes, et une partie de ses vaisseaux, moyennant la promesse de l'échange du Holstein contre la principauté d'Ostfrise, ou au cas qu'on ne pût y déterminer le Grand-Duc de Russie, moyennant celle de l'Ostfrise même, l'impératrice y consentirait sans difficulté, supposé toute fois qu'il serait satisfait par un équivalent juste et proportionné aux droits de ceux qui se trouvent avoir des prétentions fondées sur cette principauté, et il est certain que l'on devrait d'autant plus se flatter que cette Puissance pourrait donner les mains à cet arrangement qu'elle se trouve avoir déjà l'engagement d'un traité de subsidence avec la France, qui subsiste et dont elle jouit, celui de la garantie de la capitulation de Closterseven, celui de ses devoirs d'état de l'Empire germanique, et de plus l'intérêt qu'elle a d'éloigner la guerre de ses Etats de Holstein.

Il n'est pas douteux qu'elle pourrait raisonner et se déterminer conséquemment aux circonstances et considérations que l'on vient de rapporter; mais il n'en est pas pour cela plus certain qu'elle ne puisse penser différemment.

Il semble par conséquent qu'il faut tâcher d'éclaircir, s'il se peut, les véritables ou au moins les vraisemblables intentions de cette cour, pour ne pas se tromper sur le choix des moyens à employer pour en tirer parti, soit en se flattant de ce qu'il [ne serait pas probable d'obtenir, soit en négligeant de l'employer à ce à quoi elle peut être bonne.

Voici les observations que nous avons faites à ce sujet.

Il nous a paru, en suivant la conduite qu'a tenue jusques ici la cour de Copenhague, et en examinant sans prévention quel peut être, suivant l'état des choses, son intérêt politique :

qu'elle ne paraît point à la vérité avoir pris encore aucun engagement avec nos ennemis;

qu'elle veut être neutre et ménager tous les partis aussi longtemps qu'elle pourra offrir et employer sa médiation et jouer un grand rôle vis-à-vis des protestants dans l'Empire;

qu'elle n'est rien moins que dans les intérêts immédiats du roi de Prusse, et qu'il ne serait peut-être pas même bien difficile de l'engager par l'appas d'un avantage réel, comme serait celui de l'acquisition de l'Ostfrise, à prendre part directement à la guerre contre ce prince.

Mais nous avons observé néanmoins en même temps que ses égards pour Hanovre fondés sur des motifs de politique, de parenté et de religion, sont trop forts pour que l'on puisse se flatter de pouvoir jamais l'engager à des mesures offensives contre l'Angleterre ou contre Hanovre.

Qu'au contraire elle pourrait peut-être même, dans le cas de quelque désavantage considérable de l'armée de M. le duc de Richelieu, ou si la République de Hollande se déclarait et prenait les armes contre nous, par jalousie contre la Suède, ou par d'autres raisons, se déclarer plutôt en faveur de l'Angleterre que contre elle.

Mais que malgré cela, elle pourrait peut-être de nouveau, si elle en était requise directement ou indirectement, être disposée et bien aise de s'employer pour l'établissement d'une neutralité avec Hanovre, et au cas que la négociation vint à réussir, peut-être même se déterminer à des démarches plus positives contre la Prusse.

Et on est moyennant tout cela d'avis bien loin de devoir négliger cette cour, ou de lui témoigner de la méfiance; il convient de tâcher de la gagner, ou au moins de la contenir dans les bornes d'une exacte neutralité.

#### L'armée de M. le duc de Richelieu.

La nouvelle de la retraite précipitée de l'armée hanovrienne change considérablement l'état, dans lequel ont été les choses jusqu'ici de ce côté là, et après cet événement il ne paraît plus nécessaire, de faire mention de différents cas qu'il fallait supposer possibles dans le temps que M. l'ambassadeur a dressé son mémoire.

Il ne s'agit donc plus à présent que des moyens d'employer l'armée française dès l'ouverture de la campagne prochaine de la façon qui pourra être la plus avantageuse à la cause commune.

Il est incontestable qu'elle ne peut laisser derrière elle l'armée Hanovrienne et qu'il faut en être débarrassé avant qu'on ne puisse employer toutes les forces de cette armée auxiliaire contre le roi de Prusse.

Il n'y a pour cela que deux moyens : celui des armes et celui de la négociation; et il est si claire que le sort de la guerre dépendra du choix de celui des deux qui sera préféré, qu'il semble qu'on ne saurait examiner trop scrupuleusement quel est celui dont on peut se promettre le plus d'utilité.

Pour ce qui est de la voie des armes, l'on supposera pour un moment tout ce qui pourrait arriver de plus favorable :

que la Hollande, le Danemarck, le roi de Sardaigne et plusieurs autres Puissances ne prendront pas parti contre nous;

que tout le monde restera dans une parfaite neutralité, spectateur tranquille de l'anéantissement de l'armée hanovrienne;

que les Anglais ne seront pas en état d'envoyer un corps de 8000 à 10.000 et beaucoup moins encore un corps de 20.000 hommes au secours des Hanovriens.

Et qu'il ne nous feront pas non plus une puissante diversion dans les Pays-Bas, dans l'Ostfrise ou sur les côtés de France.

L'on supposera encore que les Suédois seront en état de se soutenir par eux-mêmes et sans aucun secours, que l'armée de l'Empire empêchera au moins que l'ennemi ne puisse percer dans les cercles d'Allemagne.

Qu'une escadre française renforcée par des vaisseaux suédois et danois pourra barrer les convois sur l'Elbe et sur le Weser; et que du côté de Magdebourg et de Halberstadt le flanc de l'armée française n'aura rien à craindre de la part de quelque gros corps prussien;

et qu'enfin l'armée de M. le duc de Richelieu pourra sans aucun danger poursuivre ses opérations contre l'armée hanovrienne;

qu'une seule de ces suppositions manque, il est constant que tout est dérangé et que les conséquences peuvent être très fatales.

Mais supposons encore que tout aille à souhaits, ou que l'on puisse suppléer au défaut des choses qui viendraient à manquer et sur lesquelles on aurait compté, que s'en suivrait-il?

Que malgré tout cela l'armée française, faute de foin ou d'herbe, ne pourra avancer vers Stade, que vers le milieu ou peut-être seulement à la fin du mois de mai prochain;

que pour le bombardement de cette ville et la destruction de l'armée ennemie il faudra au moins trois mois; qu'il en faudra un autre, ou peut-être même deux pour revenir de là et pour les transports des magasins, munitions et autres attirails de guerre; et que par conséquent dans le cas de toutes les suppositions plus favorables, et beaucoup plus désirables que vraisemblables, on serait au mois d'octobre, avant que l'armée française ne puisse être employée directement contre le roi de Prusse.

Les Suédois resteraient en attendant abandonnés à leur sort, la Saxe entre les mains de l'ennemi, et toutes les forces prussiennes, qui certainement passeront les 100 mille hommes, faisant la navette de l'Elbe à l'Oder, seraient toujours à portée de pouvoir tomber sur l'un ou l'autre des alliés, et après quelque succès avec d'autant plus d'effet sur l'armée française.

L'impératrice pourra, il est vrai, reparaitre en campagne au printemps prochain avec une armée de 100.000 hommes, non compris les 30.000 Russes et le corps français de 24.000 hommes; on tâchera même de réparer les échecs de cette année et d'avoir sa revanche ou au moins d'occuper assez la plus grande partie des armées ennemies, pour qu'elles ne puissent pas se porter en force sur aucun de nos alliés.

Mais malgré cela, indépendamment des hazards de la guerre, dont on n'a malheureusement que trop fait l'expérience jusqu'ici, il semble démontré qu'en supposant tous les événements pour nous, la voie des armes ne peut pas vraisemblablement nous procurer la fin de la guerre dans une seule campagne, comme néanmoins nos circonstances et l'intérêt commun l'exigerait.

Au lieu que, si en échange S. M. Tr. Chr. trouvait bon que l'on tentât la voie de la négociation, et que, si on parvenait pendant cet hiver à pouvoir arrêter avec l'électeur d'Hanovre une convention de neutralité, convenable à la dignité de la France et de ses alliés, et accompagnée de sûretés suffisantes contre toute

infraction ultérieure, l'armée de M. le maréchal de Richelieu pourrait, dès l'entrée de la campagne, être employée en entier et sans danger contre le roi de Prusse seul et par là nous donner des moyens assurés, de finir cette année et selon les vues de l'alliance.

Les objections que l'on peut faire contre cette idée, sont :

1° Que le roi d'Angleterre a les mains trop liées, soit par la nation britannique, soit par le roi de Prusse, pour pouvoir encore donner les mains à une neutralité.

2° Qu'en tout cas l'expérience nous a trop appris le fond que l'on peut faire sur les promesses hanovriennes; et qu'enfin

3° par rapport aux subsistances et à l'avantage des revenus et contributions on ne pouvait pas se dessaisir de la possession des pays conquis.

Mais on croit pouvoir répondre

ad primum qu'il ne manquerait au roi d'Angleterre ni moyens, ni prétextes plausibles pour justifier les mesures qu'il pourrait vouloir prendre dans la présente conjoncture; le grand projet d'obliger l'armée française à reculer et à abandonner le pays d'Hanovre ayant heureusement manqué, et l'armée hanovrienne se trouvant moyennant la retraite à laquelle elle vient d'avoir été obligée, exposée de nouveau aux plus grands dangers.

On a tout lieu de croire que c'est le désespoir qui a été le plus puissant motif de la perfidie hanovrienne; ils ont vu que la convention de Closterseven ne leur avait valu et ne devait leur valoir aucun soulagement. Il ne leur était pas même resté l'espoir d'un meilleur sort, et il était aisé par conséquent que les vives représentations du ministère anglais persuadassent le roi de la Grande-Bretagne.

Mais au contraire dans le cas d'une convention de neutralité, dans laquelle les troupes retrouveraient leur sûreté et le pays du soulagement, il est très vraisemblable que la prédilection notoire du roi d'Angleterre pour ses états d'Hanovre l'emporterait sur d'autres considérations, et que la cour de Danemarck s'emploierait avec ardeur à l'établissement de cet arrangement. Au pis aller la cour d'Hanovre si elle s'y refusait, augmenterait ses torts, et un nouveau refus ne pourrait manquer de faire des impressions très favorables en Danemarck, en Hollande et sur la plupart des princes de l'Empire.

Ad secundum. Il faut supposer une neutralité convenable et avantageuse à une chacune des parties contractantes.

Il semble qu'il faudrait restituer une portion des pays d'Hanovre.

Mettre sur un pied tolérable les fourrages et contributions à imposer à la partie dont on resterait en possession.

Convenir de la dislocation des troupes d'Hanovre sans prétendre les désarmer.

Et séparer totalement les troupes de Hesse, de Brunswic et les autres corps auxiliaires.

Fixer à la fin de cette guerre le temps de la durée de cette convention.

Marquer clairement les limites que ni l'un, ni l'autre des deux contractants ne devra passer.

Et engager enfin le roi de Danemarck non seulement à se charger de la garantie de tout l'arrangement, mais stipuler même qu'il prendrait part directement à la guerre contre celui qui le premier y contreviendrait.

Sur le pied de ce canevas il y aurait une certitude plus que morale, que la cour d'Hanovre ne reprendrait plus les armes, surtout dans le cas où les

troupes de Hesse et de Brunswic auraient été réellement séparées des troupes hanovriennes; et moyennant cela, à ce qu'il semble, toute la sûreté imaginable, bien entendu que ce qui a été dit de la restitution d'une partie des états d'Hanovre, devrait avoir lieu également, proportion gardée, pour les pays de Hesse et de Brunswic.

Ad tertium. Il est à remarquer que les pays d'Hanovre, de Hesse et de Brunswic sont déjà tellement épuisés qu'il n'y aura guère plus rien à en tirer ni en argent, ni en fourrages; mais quand même ce qu'ils pourraient encore fournir, irait au delà de ce qui est vraisemblable, il est certain que jamais cela ne pourrait être comparable, sans compter les risques des événements avec les frais immenses de la prolongation de la guerre.

On passera sous silence beaucoup d'autres réflexions importantes qui se présentent d'elles mêmes dans le cas de la continuation de la guerre; mais on pense que tout ce que l'on vient d'observer, mérite les plus sérieuses réflexions, et c'est par cette raison que l'impératrice a cru devoir à sa sincère amitié pour S. M. Tr. Chr. la communication confidentielle du jugement qu'Elle porte sur l'utilité dont serait une neutralité avec Hanovre, d'autant plus que ce jugement n'est absolument fondé que sur la considération des avantages qui en résulteraient pour tous les alliés.

Actuellement sans doute, l'objet principal de M. le duc de Richelieu sera, de tirer tout le parti possible de la retraite précipitée de l'armée d'observation, de lui couper toute communication avec les troupes prussiennes par les deux rives de l'Elbe, et d'assurer solidement la sienne avec l'armée suédoise.

Si M. le maréchal peut remplir ces deux objets, la neutralité avec Hanovre n'en deviendra que plus aisée, ou au moins l'on se serait préparé d'avance les moyens de pouvoir détruire l'armée d'observation dès l'ouverture de la campagne.

Mais ce qui serait plus décisif et ce qu'il y aurait moyennant cela de plus désirable, ce serait :

que M. le duc de Richelieu se trouvât dans le cas de pouvoir dès le commencement du printemps faire la guerre au roi de Prusse, avec la plus grande partie de son armée, et de ne la faire qu'à lui.

Par là viendraient à cesser tout d'un coup toutes les difficultés sur la délivrance de l'Elbe et de la Saxe, ainsi que sur le siège de Magdebourg, et il serait facile alors, de concerter et d'exécuter même un plan d'opérations presque inmanquable.

En ce cas, sans compter les Suédois et les troupes de l'Empire, on serait à même de pouvoir opposer au roi de Prusse deux grandes armées au moins, dont chacune serait assez considérable pour pouvoir par elle-même faire face à toutes les forces ennemies.

Cela supposé il ne resterait au roi de Prusse que de deux partis l'un, savoir :

Ou celui de se diviser, en opposant un corps à chacune des deux armées, ou bien celui, de rassembler la plus grande partie de ses troupes et de tâcher de combattre l'une ou l'autre des armées alliées.

Au premier cas chacune de nos deux grandes armées serait de beaucoup supérieure à l'ennemi partagé, et par conséquent chacune d'elles pourrait et devrait rechercher même l'occasion de le combattre.

Dans la seconde supposition au contraire, c'est à dire, si l'ennemi se trouvait avoir rassemblé la plus grande partie de ses forces, il semble que celle des deux armées alliées qui se trouverait l'avoir devant elle, ne devrait rien risquer sans

un avantage des plus marqués, se borner à la défensive et le tenir en échec par quelque position avantageuse, pour donner à l'autre, à laquelle ne serait opposée que la moindre partie des forces ennemies, l'occasion de profiter de tous ses avantages.

Si les choses pouvaient aller ainsi, il semble qu'il n'est presque pas douteux que l'on parviendrait à terminer la guerre dans une seule campagne. Ne pouvant pas aussi bien la commencer par le siège de Magdebourg, il faut nécessairement chercher et trouver le moyen de battre l'ennemi quelque part, ou de le retirer au moins de l'Elbe et de la Saxe pour ensuite, l'un ou l'autre étant fait, pouvoir faire encore à temps toutes les dispositions nécessaires pour ce siège et l'entreprendre sans risque pendant le reste d'été avec l'une de deux armées alliées, pendant que l'autre en attendant occuperait les forces ennemies.

Et il paraît moyennant cela, que dans cette supposition il serait beaucoup plus avantageux que la grande armée française commençât ses premières opérations non pas au dessous, mais au dessus de Magdebourg entre cette ville et celle de Torgau, attendu qu'elle se rapprocherait par là de l'armée autrichienne, qu'elle faciliterait ses propres entreprises et les nôtres, que l'on se trouverait mutuellement à portée de pouvoir tirer un plus grand parti de quelque heureux succès, ainsi que de pouvoir se soutenir et se donner des puissants secours en cas de malheurs.

En un mot, toute la sûreté et tous les avantages imaginables se retrouveraient et seraient presque assurés dans l'exécution de ce plan d'opérations; mais, comme nous l'avons observé, il ne peut guère avoir lieu que dans le cas où une neutralité avec Hanovre bien cimentée pourrait s'obtenir, et par conséquent rien n'est plus important et plus désirable.

On remarque seulement encore ici en passant, que dans les Pays-Bas il ne reste plus à l'impératrice que fort peu de troupes, et que par conséquent il est impossible de pouvoir en tirer encore de ce pays-là.

#### Armée de l'Empire.

En cas qu'on convint d'un plan d'opération ci-dessus indiqué, on pourrait se servir fort utilement de l'armée de l'Empire, tant pour couvrir les cercles et les dépôts de magasins, que pour servir de communication entre l'armée autrichienne et celle de France, et dans le cas qu'on obligeât l'ennemi à reculer, pour occuper les pays évacués et pour en tirer même les meilleurs des corps dont elle est composée, et les mêler avec d'autres troupes; mais dans aucun cas il ne semble pouvoir convenir, d'exposer cette armée directement vis-à-vis de l'ennemi.

#### Les Saxons.

Il serait assurément fort à souhaiter que l'on pût se servir des troupes saxonnes contre l'ennemi commun. Il est certain aussi que les officiers saxons peuvent être regardés comme dégagés de leur parole, et que les cours alliées seraient en droit de donner la déclaration qui a été proposée. Mais il se rencontre plusieurs obstacles considérables dans l'exécution de cette idée. Sans parler de la convention qui reste encore à faire par rapport à ces troupes, et des frais considérables qu'importerait leur équipement, il suffit de considérer que le roi de Prusse ait actuellement dans son pouvoir un si grand nombre d'officiers prisonniers autrichiens et français, qu'il ne ferait certainement pas grand cas de

la déclaration en question; et il ne serait pas par conséquent de la dignité de deux cours, de faire la démarche d'une déclaration formelle, sur laquelle on ne serait pas en état de pouvoir tenir parole; sans compter que le roi de Prusse prendrait peut-être de là occasion de traiter encore plus durement non seulement tous les autres officiers saxons prisonniers qui sont en son pouvoir, mais le pays de la Saxe même, et que peut-être il se porterait jusques à rompre la convention de neutralité du château du Königstein, dès qu'il apprendrait la destination des bataillons saxons.

D'où il s'ensuit qu'il paraît convenir de différer à faire cette déclaration, du moins jusqu'à ce que l'on soit bien assuré du sort de Königstein. Cela n'empêche pas cependant que l'impératrice ne soit prête à entrer avec S. M. Tr. Chr. dans un concert sur ce sujet.

#### Des troupes de Wurtemberg.

A l'égard de ces troupes on ne saurait disconvenir de la solidité des réflexions contenues dans le mémoire de M. l'ambassadeur.

#### L'armée de l'impératrice.

Pour ce qui regarde la force de cette armée, sa position, les mesures qu'on a prises pour ses quartiers et pour ses communications, on communiquera à M. l'ambassadeur tous les états et tous les autres éclaircissements, dès qu'ils auront été dûment rédigés, à quoi l'on travaille actuellement avec assiduité.

Et on est enfin d'avis que le projet de faire marcher vers Egra, dès le commencement du mois de mars, 25 bataillons et 25 escadrons de troupes françaises, ne saurait être que très utile dans tous les cas. Plus les forces qu'on opposera au roi de Prusse, seront considérables dans les pays héréditaires de l'impératrice à l'ouverture de la campagne, plus on sera en état de changer en offensive une défensive qui ne peut jamais être que désavantageuse, et d'empêcher l'ennemi de pouvoir tourner la plus grande partie de ses forces contre l'armée de M. le duc de Richelieu, ce qui cependant d'ailleurs n'est guères à présumer, toutes les considérations politiques et militaires devant déterminer le roi de Prusse, à employer la principale partie de ses troupes contre l'impératrice-reine. C'est ce qu'il a fait jusqu'ici, et c'est ce qu'il fera aussi par la suite, devant naturellement avant tout songer à reprendre Schweidnitz, et étant trop avisé pour ne pas sentir qu'il lui convient de ne pas plus abandonner l'Oder que l'Elbe aussi longtemps qu'il pourra s'en empêcher, ainsi que de tenir les débouchés des montagnes.

Cependant comme il ne saurait faire tenir la campagne à ses troupes pendant tout l'hiver, et ne peut pas même les faire rester dans des quartiers de cantonnement trop resserrés, il sera aisé de juger dans peu par leur dislocation, vers où ses vues peuvent être tournées, et en attendant on verra aussi plus claire au sujet de l'armée de M. le duc de Richelieu, des Suédois et du corps de 30.000 hommes de troupes russiennes, et pourra après juger plus sainement du plan d'opérations qui sera praticable, et pourra convenir davantage pour l'armée autrichienne, ainsi que de la meilleure façon de le lier avec tous les autres.

Au reste l'impératrice-reine ne souhaite rien avec plus d'empressement que de pouvoir convenir au plutôt avec S. M. Tr. Chr. sur cet important sujet; mais

comme, pour faire un arrangement solide, non seulement il faut être assuré de la force, dont seront nos armées respectives et vers où il nous conviendra de porter la plus grande partie de nos forces, mais savoir aussi quels seront nos ennemis, quelles seront leurs circonstances, si M. le maréchal de Richelieu réussira dans l'exécution de ses projets relatifs aux Hanovriens et aux Suédois, si nous aurons ou n'aurons pas les Hanovriens pour ennemis la campagne prochaine, et enfin si la cour de Pétersbourg nous enverra les 30.000 hommes d'infanterie et opérera de son côté en Prusse, il semble que l'on ne pourra guère rien établir de certain que dans quelques semaines d'ici et lorsque toutes les circonstances, des quelles il faut partir, seront constatées ou au moins éclaircies." (Observations relatives au mémoire communiqué par M. l'ambassadeur de France, comte de Stainville, à Vienne le 12 janvier 1758. Dem Grafen Starhemberg mitgeteilt am 14. Januar 1758. Staatsarchiv.)

3 (2). Schlacht bei Leuthen, 5. Dezember 1757. (Siehe Waddington, La guerre de Sept-Ans I, 718 ff.)

4 (3). Der Lehenbrief findet sich im Reichsregistraturbuch Franz' I., Band XX., 400 ff. (Staatsarchiv.)

5 (3). Der Entwurf des Handschreibens ist jedoch schon vom 16. Januar 1758 datiert (Projet couché par ordre exprès de S. M., pour être écrit de sa main à S. A. R. le prince Charles de Lorraine le 16 janvier 1758. Staatsarchiv. Vgl. Arneth V, 351 [abgedruckt im selben Bande, p. 526 ff., Anhang 501]) und bereits am 14. Januar hatte Kaunitz folgendes an Starhemberg geschrieben: „... Elle (die Kaiserin) me permet de vous informer que mes conjectures sont devenues certitude: M. le maréchal de Daun étant destiné à commander à l'avenir seul nos armées, S. A. R. M. le p<sup>o</sup> Charles ayant demandé d'en être dispensé et l'impératrice ayant jugé à propos d'accepter sa démission pour donner une nouvelle preuve que rien ne l'arrête, lorsqu'il est question de ce qui est, ou que la cause commune croit être de son avantage, en lui sacrifiant ainsi le frère de l'empereur.

-----  
(Staatsarchiv.)

„Ob zwar des Prinzen Carls von Lothringen kö. H. die Liebe zum Militar-Stand angebohren ist — so wurde an die Gesandten im Reiche geschrieben — und nichts sehnlicher wünschen als ihren lebhaften Eifer, besizende große Einsicht und erworbene Kriegs-Erfahrenheit zu Beförderung des a. h. Dienstes fernerhin und zumalen bei den gegenwärtigen Weltläuften werthtätig zu bestätigen und hiebei Ihre eigene hohe Person nicht zu schonen, so hat doch der zärtliche und rheineste Antheil, so I. kö. H. an der Wohlfarth des durchl. Erzhauses nehmen, allen anderen Betrachtungen vorgedrungen und veranlaßet, daß I. kö. H. beeden kais. M. geziemend zu erwegen gegeben, wie Höchstdieselbe zwar bereit seien, zu Beförderung des a. h. Dienstes sich fernerweit zu verwenden und aufzuopfern; jedoch erweckten die bisherige, obschon ohne all- Ihr Verschulden sich ergebene Unglücks-Fälle die billige Beisorge, daß Ihr eigenes wiedriges Schicksal hiebei einigen Einfluß haben und in der Folge dem durchl. Erzhaus zum Nachtheil gereichen möchte; dahero auch I. kö. H. in ohnmaßgeblichsten Vorschlag gebracht haben wollten, daß in dem bevorstehenden Feldzug das Haupt-Comando der k. k. Armée einem anderen glücklicheren Generalen anzuvertrauen sei.

Beede k. k. M. sind über diese neue Probe einer ganz besonderen Aufmerksamkeit ungemein gerühret worden und haben endlichen den erwehten

Vorschlag, jedoch nicht anderst, als unter der ausdrücklichsten Bedingnuß gnädigst begnähmet, daß I. kö. H. bei dem Hoflager anwesend verbleiben und in allen Militar-Angelegenheiten mit ihren ersprißlichen Rath-Schlägen und Verwendung an Hand gehen mögten. Es ist also dem Herrn Feldmarschallen Grafen v. Daun das Commando der Armee in Böhmen a. g. übertragen worden.

-----  
 (Weisung vom 8. Februar 1758. Staatsarchiv.)

6 (3). Dieses Schreiben konnte nicht aufgefunden werden.

7 (6). Mit Ausnahme von Schweidnitz, das Graf Thürheim mit 7000 Mann verteidigte, befand sich ganz Schlesien — einzig und allein der schlechten Dispositionen Karls von Lothringen halber — in den Händen Friedrichs II. (Vgl. Waddington I, 725 ff.)

8 (6). Vgl. Waddington I, 645 ff., 667 ff.

9 (7). Vgl. Arneth V, 285.

10 (7). Friedrich Michael Herzog von Zweibrücken war am 27. Januar 1758 zum Feldmarschall ernannt worden.

11 (7). Am 7. November 1757 hatte der Prinz von Hildburghausen folgendes an Kaiser Franz geschrieben: „ . . . E. kai. M. bitte ich dahero demüthigst, mir in Gnaden zu erlauben, daß ich mich von diesem Commando retiriren dörffe; und wann es ein Sacrifice braucht, so bin ich sogar bereit, meine Reichs-Feld-Zeugmeister-Stelle von Hertzen gerne abzutreten, den E. kai. M. hierzu auserkiesen möchten. Vielleicht wird durch einen anderen dero Dienst besser befördert werden. Ich vor meine Person erkenne mich einmahl viel zu schwach, um mit diesen Leuten dasjenige auszurichten, was ein Printz Louis und Eugenius zu bewerkstelligen nicht im Stande gewesen seind. Bei dero k. k. Troupen will ich mit Freuden mein Leben aufopfern, aber dahier ist nichts als Ehre und Reputation einzubüssen und kan dem Staat doch kein mindester Dank geleistet werden.

-----  
 (Staatsarchiv.)

Karl Eugen Herzog von Württemberg bewarb sich um den Oberbefehl über das Reichsheer, was auch Frankreich befürwortete. Er beanspruchte als Lohn eine Vergrößerung seines Gebietes (durch Einverleibung der Reichsstädte Ulm und Nürnberg) oder die Erhebung zum Kurfürsten. (Stälin in der Allgemeinen deutschen Biographie XV, 380.)

12 (8). Siehe Fechner, Die erste Flucht und Verbannung des Fürstbischofs von Breslau Ph. G. Graf von Schaffgotsch 1757—1763 (Zeitschrift für preußische Geschichte, 20. Jahrg., 117 ff.). Der Bischof hatte nach Einnahme Breslaus durch die Österreicher (24. November 1757) von Maria Theresia den Befehl erhalten, sich nach Österreich zu begeben. Er folgte dieser Weisung, weshalb ihn Friedrich II. als einen Verräter ansah und auf die Einkünfte des Bistums Beschlagnahme legte.

13 (9). „Spiel-Verbots-Erneuerung“ vom 15. Februar 1758 (Codex austriacus V, 1238).

14 (9). Anspielung auf Kaunitz.

15 (9). Beides liegt bei.

16 (12). Am 18. Januar 1758 waren die Preußen aus Troppau verjagt worden und am 19. desselben Monats hatte noch ein Gefecht stattgefunden.

17 (13). Paulmy hatte selbst das Ansuchen gestellt, seines Postens entoben zu werden. (Vgl. Waddington II, 427 ff.)

18 (13). Die Einnahme Königsbergs war am 11. Januar 1758 erfolgt; am 8. Februar wurde der Ukas verlesen, durch den die Zarin den Grafen Fermor zum Generalgouverneur von Ostpreußen ernannte. (Masslowski, Der Siebenjährige Krieg nach russischer Darstellung II, 44.) Über das weitere Vorrücken der Russen und die Vereinigung mit den Österreichern vgl. *ibid.* 60 ff.

19 (13). FM. von Ungern-Sternberg hatte am 7. Januar 1758 das Kommando dem Grafen Rosen, Generalgouverneur von Finnland, übergeben. (Geschichte des preußisch-schwedischen Krieges in Pommern, der Mark und Mecklenburg 1757—1762, S. 23.)

20 (13). Das Ansuchen um Belehnung ist vom 2. Dezember 1758 datiert. (Staatsarchiv.) Ob und wann sie stattgefunden hat, konnte jedoch nicht festgestellt werden. In den Reichsregistraturbüchern findet sie sich nicht verzeichnet.

21 (13). Siehe Wiener Diarium vom 8. März 1758 (ad Nr. 19). Das Großkreuz des Maria Theresien-Ordens erhielten Karl von Lothringen und FM. Graf Daun.

22 (15). Der Lehenbrief findet sich im Reichsregistraturbuch Franz' I., Bd. XVI, 94 ff. (Staatsarchiv.)

23 (16). August Wilhelm Prinz von Braunschweig-Bevern hatte am 22. November 1757 Breslau an die Österreicher verloren und war zwei Tage darnach von österreichischen Grenzsoldaten bei Prottsch gefangen genommen worden. Inzwischen hatte Friedrich II. ein vom 25. November datiertes Schreiben an ihn gerichtet, worin es hieß: „müssen E. L. Breslau defendiren und halten, es koste, was es wolle, und sich absolute nicht geben; es sei dann, daß auch bei der stärksten Résistance [es] mit stürmender Hand genommen würde: als wovor Sie Mir mit Ihrem Kopfe repondiren müssen . . .“ (Politische Korrespondenz Friedrichs des Großen XVI, 54, Nr. 9547.)

24 (19). Dieses Billet liegt nicht bei und konnte auch nicht aufgefunden werden.

25 (21). Siehe Waddington II, 8 ff., 47 ff.

26 (25). Am 5. Februar 1758 war der Bischof von Olmütz, Kardinal Ferdinand Julius von Troyer, gestorben.

27 (26). Siehe Wiener Diarium vom 22. April 1758 (Nr. 32). Dem Hofprotokoll über die Audienz, welche der türkische Abgesandte am 19. April bei der Kaiserin hatte, entnehmen wir folgende Stelle: „Übrigens ist noch anzumerken, daß der Abgesandte sich bei dieser Audienz zwar in Machung der orientalischen Reverenzen beim Ein- und Ausgang in die Rathstuben etwas besser angelassen, gleichwohl aber solche nicht vollkommen beobachtet, und daß er fast mit Gewalt von dem Commissario Seleskowitz hat darzu angehalten werden müssen, um wenigstens etwas rücklings zurück zur Rath-Stuben hinauszugehen, ob er dessen gleich vorhin erinneret worden und er es auch zugesagt hatte.“ (Staatsarchiv.)

Nach jeder Audienz war der Türke „herrlich tractiret“ worden. Die erste „Spesirung“ hatte 588 fl. 56<sup>3</sup>/<sub>4</sub> kr., die zweite 603 fl. 27<sup>1</sup>/<sub>4</sub> kr. gekostet. (Staatsarchiv.)

28 (26). Die türkische Regierung hegte die sichere Überzeugung, daß das österreichisch-französische Bündnis auch gegen die Pforte gerichtet sei.

In Wien sprach man bereits von türkischen Rüstungen. „Je serais bien aise si — schrieb Friedrich II. an den FM. Keith — surtout celle (nouvelle) par

rapport aux Turcs fût vraie, comme je commence presque à le croire, m'étant déjà revenu d'autres lieux des nouvelles sur ce sujet qui paraissent la confirmer." (7. Januar 1758. Politische Correspondenz XVI, 159, Nr. 9675, vgl. auch ibid. 196, Fußnote ad Nr. 9720.) Friedrich II. bemühte sich in der Folge, die Türken zum Angriff auf Rußland und Österreich zu bewegen. (Ibid. XVI, 237, 238, 260, 261, 351, 352.)

Der englische Botschafter in Konstantinopel, Jakob Porter, gab sich alle Mühe, die Pforte zum Kriege zu reizen. Es hieß, daß er ihr im Namen seines Königs „nicht nur den Banat Temesvar“, sondern auch „noch mehrere Eroberungen“ versprochen habe, „woferne sie sich jetzo die günstige Zeiten zu nutzen machen und wieder Teil an dem gegenwärtigen Krieg nehmen wollten“. Der österreichische Internuntius versicherte jedoch, daß die Türkei schon infolge Getreidemangels nichts Feindseliges unternehmen werde.

„Was mir hingegen — bemerkte er — für itzo mehrere Beisorge erwecket, das ist der neue preußische Emissarius aus dem Hause Potocky. . . . Sollte dieser hier eintreffen und Briefe von angesehenen polischen Magnaten mitbringen, so dürfte selbiger leicht mehr Eingang hier finden, als seine Vorfahrer, zumal, wenn Porter ihn mit englischem Gelde unterstützte, womit er zum Überfluß versehen sein soll.\*) Indessen sind, wie der französische Botschafter versichert, von der Pforte wirklich die Befehle ausgefertigt worden, ihn, falls er schon über Chozim weg wäre, zu Jassy in der Moldau anzuhalten und an die Pforte von seiner Ankunft Bericht zu erstatten. — — — — —“  
(Schwachheims Bericht, d. d. Pera 17. März 1758. Staatsarchiv.)

Dieses Schreiben des Internuntius hatte Kaunitz am 12. April 1758 erhalten.

29 (26). Der Vortrag des Grafen Kaunitz an Maria Theresia über die mit dem französischen Botschafter am 16. und 25. April 1758 abgehaltenen Konferenzen ist vom 28. desselben Monats datiert. (Siehe Arneht V, 331—341.)

Diesem Vortrage lagen unter anderem auch folgende Stücke (A, B) bei.

#### A.

„Précis de la conférence avec Mr l'ambassadeur de France, le 16 Avril 1758.  
NB. Toutes les lettres sont du 7 avril.

#### Points à discuter.

- 1° Les moyens militaires réciproques.
- 2° Les moyens d'argent.
- 3° Les idées sur la paix dans tous les cas.
- 4° Les intentions sur le système de l'alliance, la paix supposée faite.

#### Moyens militaires.

##### Lettre du maréchal de Belleisle.

Dans le mois de mai il y aura sur le Main 34 bataillons allemands et 24 escadrons. Item 8 bataillons de milice français pour recruter les 8 bataillons français destinés pour la Bohême.

\*) England unterstützte in der Tat die Bemühungen Preußens, dessen Agent Rexin die Pforte bearbeitete. (Politische Korrespondenz XVI, 366.)

Que l'on veut envoyer 30.000 hommes au lieu de 24.000.

Que tout sera en état de marcher du point de Hanau les premiers jours de juin.

Qu'au commencement de juillet le roi aura sous les ordres de Mr de Clermont 50.000 hommes d'infanterie et 16.000 chevaux de ses propres troupes.

#### Lettre du prince de Soubise.

Qu'il sera à Hanau vers la fin d'avril.

Que le duc de Broglie a demandé de revenir pour sa santé.

#### Lettre particulière de l'abbé.

On a à craindre une descente à Rochefort et une au port de Cette en Provence.

Dangers des religionnaires.

Il faut par conséquent envoyer des troupes à Rochefort et en Provence, ainsi que de l'argent. Le dérangement de fonds qui en résulte. On craint pour Louisbourg, pour l'escadre de Brest, celle de Carthagène.

#### Lettre du bureau.

Que l'on a autorisé Mr d'Avrincourt à conclure pour les 10.000 Suédois.

Que la moitié devait être embarquée vers la fin de mars. Que Mr de Rosen devait marcher aux Prussiens dans le Mecklenbourg et s'emparer de Domitz.

Sur le Danemarck. Que les deux articles secrets dont l'un regarde les 10.000 millions à prêter, et l'autre de consentir à ce que subsistent les arrangements de la maison de Hesse à l'avènement du prince héréditaire; on y est disposé en France et souhaite la plus prompte conclusion du traité avec le Danemarck.

#### Sur les moyens d'argent.

##### Lettre du bureau.

À moins que de succès inattendus ne nous procurent des nouvelles ressources, je tromperais le roi et l'impératrice, si je les flattais que l'on pourra continuer la guerre sur le pied qu'elle existe, au de là de cette campagne.

Que l'on payera de bonne foi autant et comment on pourra, mais qu'on ne peut faire l'impossible.

C'est toujours le manque d'argent qui effarouche le plus. Louisbourg perdu, on prévoit la perte absolue du crédit et de la confiance.

Les différences entre l'offre de la cour et les propositions de Mr de Stainville sont:

que le roi veut la cession de 6 millions, au lieu de 4, et ne point s'engager positivement aux conditions proposées par réciprocité.

#### Idées pour la paix.

Aujourd'hui nous ne devons plus faire la guerre pour notre agrandissement, et cette campagne doit être consacrée au projet de faire la paix.

Il faut tâcher de la faire désirer à la cour de Vienne.

Regrets de ce qu'on n'a pas suivi Ses conseils et saisi le moment d'obtenir une trêve et un congrès.

Qu'il ne faut pas s'exposer à tout perdre pour vouloir courir après la Silésie et les Pays-Bas.

Qu'il faut travailler au plutôt à la paix, vu l'impossibilité de la continuation des moyens.

#### Déclaration copiée de mot à mot.

Vous pouvez donc assurer l'impératrice, Monsieur,  
que le roi persistera toute sa vie dans l'alliance qu'il a contractée par goût  
autant que par politique;

qu'il Lui accordera, cette campagne et jusques à la paix, tous les secours  
qui seront en sa puissance;

que, comme il ne veut pas tromper son allié, il lui avoue que les secours  
d'argent deviennent de plus en plus difficiles, et que, si la guerre de terre durait  
sans que celle de mer fût terminée, il lui serait impossible de soutenir encore  
longtemps le fardeau dont il est chargé;

que les secours qu'il promet à cette princesse, doivent lui être d'autant  
plus agréables qu'ils seront désormais gratuits, et que nous n'avons nulle espé-  
rance d'obtenir les avantages physiques que nous nous étions promis; mais que  
S. M. met bien au dessus de tout agrandissement la sûreté qu'elle espère de son  
alliance, et la considération qui en résultera nécessairement pour l'une et l'autre  
Puissance dès ce que ce système sera bien affermi, le bonheur général en peut  
dépendre.

#### Lettre particulière de l'abbé.

Si la cour de Vienne adopte l'idée de la paix, on pourra se servir de  
l'Espagne ou Danemarck et de la Hollande, que l'on pourra faire parler sans  
que ce soit en notre nom.

#### Lettre particulière de l'Infante.

Lamentable et annonce qu'il ne faut plus compter sur la possibilité de la  
continuation de la guerre.

#### Lettre de main propre du roi.

Item de M<sup>me</sup> de Pompadour.<sup>6</sup>

#### B.

„Précis de la conférence avec Mr l'ambassadeur comte de Stainville le  
25 avril 1758.

Les lettres sont du 16.

#### Lettre de bureau.

L'ambassadeur communique l'article secret qui regarde les actes du prince  
héréditaire de Hesse, que l'on paraît refuser en France.

Il remet un projet de convention et on lui annonce des observations à  
cet égard.

L'idée est que la cour de Vienne accède et garantisse la convention.

#### Lettre du maréchal Belleisle.

Annnonce que les 6 bataillons autrichiens et le régiment de houssard suivront  
leurs ordres de marcher, malgré la mauvaise humeur du comte de Clermont;

que l'on demande de pouvoir occuper Francfort jusqu'à ce que le corps des 30.000 hommes ait marché.

Lettre de bureau.

On lui répète: vous devez tenir ce langage qui vous a été prescrit en dernier lieu, sur la nécessité de la paix après cette campagne, les ressources manquant absolument pour continuer la guerre au de là;

que les amis et les ennemis de la France ont des fausses idées sur sa valeur intrinsèque par le trop et le trop peu qu'ils supposent à cet égard.

Après de tels aveux est-il possible que la cour de Vienne ne connaisse pas la faiblesse de notre situation personnelle? Ce n'est pas le sort des armes qu'il faudrait tenter; il serait bien plus expédient de parler net au roi de Prusse pour la restitution de la paix et du Mecklenbourg, et lui laisser la Silésie; la paix serait bientôt faite, mais si on attend qu'il gagne encore de batailles, on le rendra le maître de l'Empire et le despote de l'Europe.

Il n'y a point d'autre ressource assurée que la paix: 1<sup>mo</sup> parce que nous ne sommes pas en état de soutenir nos dépenses plus d'un an, et 2<sup>do</sup> parce que nous ne savons pas faire la guerre.

Que le roi n'est qu'auxiliaire dans cette guerre et que, s'il convenait à la cour de Vienne qu'il fit les premiers pas, il pouvait le faire sans honte et sans indécence; que rien ne coûtait au roi pour faire plaisir à l'impératrice; mais que l'on sent que la corde est délicate à toucher.

(Hiezu machte Kaunitz folgende Randbemerkung: L'idée paraît être que le roi autorisé par le consentement de l'impératrice, pût dire au roi de Prusse: je vous ferai faire votre paix avec l'impératrice si vous me faites faire la mienne avec l'Angleterre.)

Mes observations sur l'apparente fausseté du raisonnement de l'abbé, relativement à la paix avec le roi de Prusse avant toute autre, et sans celle de l'Angleterre.

Que c'est le danger de voir écraser la maison d'Autriche, qui détermine à la paix."

30 (27). Am 29. April 1758 zeigte Bischof Leopold dem Staatskanzler die auf ihn gefallene Wahl mit der Versicherung an, „zu alle demjenigen nach . . . Kräften die Hände zu bieten, was E. E. zu einem hohen Vergnügen immer gereichen kann“. (Staatsarchiv.)

31 (28). Diese geheime Instruktion konnte nicht aufgefunden werden. Königlicher Wahlkommissär war Graf Haugwitz.

32 (30). Wiener Diarium vom 3. Mai 1758 (Nr. 35).

33 (31). Über Papst Benedikt XIV. vgl. Angelo Febroni, Vita di Benedetto XIV. (Rom 1787). Louis Antoine de Caraccioli, Eloge historique de Benoît XIV (Lüttich 1766, Löwen 1773). Von demselben Verfasser: Vie du Pape Benoît XIV, Prosper Lambertini (Paris 1775; in zweiter Auflage ibid. 1783).

34 (32). Weder das Konferenzprotokoll, noch die Aufzeichnungen Khevenhüllers sind uns erhalten. Dem Vortrage des Grafen Kaunitz vom 6. September (vgl. Arneth V, 11) entnehmen wir folgende Stelle: „Graf Kevenhüller ließe sich dahin vernehmen, wie er zwar nicht in Abrede stellte, daß er bei der letzteren den 21. Aug. abgehaltenen Konferenz der dem König in Preußen erteilten Antwort in der Hoffnung beigestimmt habe, daß die in Böhmen und Mähren zu versamlende Armée sich im Stand befinden würde, einem feindlichen Einbruch

behörigen Widerstand zu leisten; allein dermalen vernehme er das Gegentheil und das Publicum zeige sich nicht weniger kleinmüthig als es im Jahr 1744 geschehen; bei welchen Umständen ihm am vorsichtigsten gehandelt zu sein scheine, wan der Gefahr ausgewichen, sich in die Zeiten geschicket und dem König in Preußen eine ihn beruhigende Antwort ertheilet würde. — — —“ (Kaunitz an Maria Theresia, 6. September 1756. Staatsarchiv.)

35 (33). Im Staatsarchive befindet sich weder das Protokoll noch ein Vortrag über die am 7. Mai 1758 abgehaltene Konferenz.

36 (34). „Je suis tout confus et pénétré des gracieuses attentions de V. M., et n'étant pas en état de les reconnaître, je dois me borner toujours à admirer cette grande et belle âme dont il ne peut naître que des effets qui Lui ressemblent. Plût à Dieu que tous les monarques eussent les mêmes sentiments et le monde ne verrait que des heureux! Plût à Dieu aussi que S. M. l'empereur eût ces mêmes bontés pour un ancien serviteur! J'ai le cœur bien gros quelque fois sur cet article, et de pareilles idées dérangent ma santé plus que toutes mes autres infirmités. Je vois avec regret qu'on L'éloigne de moi en tâchant de me faire tort dans son esprit; je crains souvent qu'à force de répéter que je voyois toujours noir, on ne parvienne à la fin à dénigrer aussi mon caractère, en tournant en bassesses des sincérités peut-être mal placées, mais lesquelles n'ont cependant leur source que dans une bonne et droite intention. Je connois la vertu, la discrétion et le bon cœur de V. M., sans quoi je ne me serois jamais enhardi à Lui parler si ingénûment; mais c'est la seule consolation qui me reste, de pouvoir ouvrir mon cœur à la meilleure et à la plus aimable des souverains. C'est par une suite de cette même respectueuse confiance, que j'ose mettre sous Ses yeux la lettre que je viens de recevoir aujourd'hui de mon frère; son caractère y paroît au naturel et V. M. daignera y reconnoître la vérité de ce que j'ai pris la liberté de Lui dire de sa façon de penser, savoir, qu'après le service de son Dieu il n'a d'autre objet qui l'occupe essentiellement que de prier pour la conservation de V. M. et Son auguste famille.“

Maria Theresia antwortete folgendermaßen: „vous ne hazardez rien a m'ouvrir votre cœur que je savois deja blessée car on s'est accusé aupres de moi sur la rencontre de l'autre jour je peux vous dire aussi a vous seul qu'on en étoit aux repêtir; ce n'est que des vivacitez de part et d'autres que des cœurs sensibles comme le votres en ressentent plus vivement mais je peux vous assurer que vous pouvez conter comme si devant sur ce caractere admirable qui at été offusquée pour un moment par l'horible perspective qui s'offroit qu'on ne vouloit jamais croire et on en at été d'autant plus frapee, je partage avec vous de voir noir j'aime encore mieux voir ainsi que couleur de rose bon soir.“ (Siehe Ad. Wolf, 330.)

Khevenhüller richtete darauf folgende Zeilen an die Kaiserin: „V. M. m'a rendu la vie par Ses gracieuses lignes et je Lui en baise mille et mille fois très respectueusement les mains. Il est vrai que malgre l'intervalle de tant d'années il y a des moments où il me semble de voir encore (j'ose le dire) dans la personne d'un maître que j'honore autant que je le chéris, cet ancien tendre ami, pour qui je n'avois rien de caché, et comme le caractère de la véritable amitié porte avec soi la sensibilité et même un peu de jalousie, je reconnois que je ne retombe que trop dans ces sentiments, et que celui de l'amitié qui est le plus homogène à mon cœur, l'emporte à la fin toujours sur tous les autres; aussi aimerois-je mieux me confier d'abord pour le reste de ma vie dans une retraite

d'où on n'entendrait plus parler de moi, que si je devois jamais avoir le malheur de m'apercevoir que Leurs Majestés n'eussent plus les mêmes bontés pour moi; je suis là dessus comme on dit en allemand, ein vergewohntes Kind, et je ne survivrois pas d'un moment à un pareil changement. Leur grandeur d'âme et une indulgence si naturelle aux bons cœurs seront, j'espère, toujours au-dessus de tous mes défauts, et c'est sur ce seul article que je ne veux jamais plus voir noir.

V. M. permet-Elle que je demande Ses ordres pour le grand jour de gala et nommément quelle heure Elle veut assigner pour les audiences des ambassadeurs dont les maîtres de chambre viendront demain matin demander chez moi les ordonnances; comme il y en a actuellement quatre à admettre, j'aurois cru très humblement qu'en commençant à neuf heures et demie ou trois quarts, V. M. auroit tout le temps de les expédier jusques au tems du service de l'église."

"Fort bien — erwiderte Maria Theresia — comme vous le proposez pour les audiences et la gala sera comme toujours cela coutera a mon cœur qui est actuellement bien foible. Nos nouvelles sont un peu plus tranquille le roy s'arrete a olmütz et fait mine de l'assiéger sil le fait entre nous dit il le prendra vous pouvez conter reelemnt sur notre amitié pour moi je ne trouve point hors de place la jalousie dans l'amitié au contraire mais tout le monde ne pense pas de meme puisque cela incomode et qu'asteur tout doit etre sans gene l'amour l'amitié et meme jusqu'à ces devoirs cela me rend mysantrope et me fait toujours plus cacher et fuir le monde je souhaite que le soleil fasse du bien a votre fluxion mais l'aire est bien froid il faut s'en garder." (Siehe Ad. Wolf, 331.)

37 (36). Siehe Arneth V, 363 ff.; Waddington II, 222 ff.

38 (40). Propst von Nikolsburg war seit 25. Juli 1746 Jakob Johann Cechotti von Ehrensberg († 10. März 1761). Vor ihm hatte diese Würde bekleidet: Johann Jakob Tilscher von Rosenheim († 18. April 1746).

39 (41). Graf Ludwig Salburg war am 14. April 1745 zum geheimen Rat ernannt worden. „ . . . angesehen und betrachtet — so heißt es in dem Dekret — die vielfältig ersprießlich, getreu, unermüdet und gar angenehme Dienste, auch andurch erworbene ungemaine Meriten, womit umb dieselbe sowohl, als dero gloriwürdigsten Vorfahren in der Regierung, weiland röm. Kaisere, Könige und Ertzhertzogen zu Oesterreich nicht allein sein, H. Grafens, uhralte Familie bereits von unerdenklichen Jahren her, so zu Hoff als zu Feld bei verschiedenen hochansehnlichen Functionen, Chargen und Commissionen in Justiz, Staats, Militar und Landsachen sich jederzeit vorderst berühmet gemacht und daß insonderheit dessen seel. Vatter Gotthard Graff von Salburg in Zeiten gloriwürdigster Regierung . . . weil. Kaisers Leopoldi I. . . in dem ausgebrochenen spanischen Successions-Krieg die Hoff-Cammer-Praesidenten-Stelle zu a. g. Zufriedenheit und grossem Nachruhm zu begleiten (sic!) sich außerst beflissen, hiernächst zum höchsten Dienste mit seinem Credit und Ansehen viele Millionen bei damahliger grosser Geld-Klemmigkeit aufgebracht habe; nicht weniger Er, H. Graff, selbstn allschon im 18. Jahr seines Alters von weil. Kaiser Josepho I. . . mit dem Cammerschlüssel begnadet und von solcher Zeit an sich von ihme sowohl in civil als militar Diensten besonders in denen letzteren Zeiten bis auf gegenwärtige Stunde mit grossestem Fleiß und ohnausgesetzter Beeifferung und Geschicklichkeit zu des durchl. Ertzhauses und des gemeinen Weesens besten ruhmwürdig bezeigt worden seie; wie dann derselbe nicht minder in allen fernerweiteren Begebenheiten

künftighin (allermassen I. M. a. g. Vertrauen in seine Person gestellet verbleibet, dessen beiwohnender hoher Vernunft in Justiz-, Staats-, Land- und Militarsachen, auch mehr anderen habenden fürtrefflichen Qualitäten und anerbten wohlständigen Gemüthsgaben nach, gar wohl und ersprießlich zu continuiren so vermögend als hierzu von selbstem allergehors. erböthig ist. — — — — —“ (Staatsarchiv.)

40 (42). Das Großkreuz hatte Herzog Karl am 8. März 1758 erhalten. (Siehe Anhang 21, S. 171.)

41 (43). „Monsieur. Se bien avec tout le regrée imaginable que je du tarder jusque a aujourd'huy de temoigner ma vive reconnoissance a Vostre Excellence, sur l'honneur des lignes quelle a vouslu avoire la bonté m'adresser le 28 du passé; personne nee sauroit prander plus de part a tout ce qui la regarde que mois, par la aussi a l'avancement de monsieur sont fils, me daillier la perte que mon regiment fait de ce qui lui apartient aussi pree, me d'autant plus sansible que je suis privé, temoigner a Vostre Excellence en cette occasion l'estime et toute consideration que je pour tout ce qui lui apardient, et sur toute enver Sa digne persone a laquelle je suis plus que attaché, et l'honorant autant que je lui professe l'atachement le plus inviolable, en meme je la suplie vousloire bien assurer des mes respect a Sone Excellence madame et de me croire plus que persone tres parfaitement

de Vostre Excellence

le tres humble et tres obeissant serviteur

J. de Daun.

Ce 6<sup>me</sup> juillet 1758.“

42 (43). „Ist wegen einer den Kaunitz betreffenden Anecdote notable.“ Weder das Konferenzprotokoll noch Khevenhüllers Aufzeichnungen darüber sind uns erhalten.

Am Tage vorher hatte Kaunitz der Kaiserin einen Vortrag über die mit dem französischen Botschafter gepflogenen Besprechungen gehalten. \*)

Es bestehen aber — so äußerte sich Kaunitz in diesem Referate — die weesentlichste Beratschlagungs-Puncten in den folgenden fünf Fragen, und zwar:

1<sup>mo</sup> Ob nach dem französchen Verlangen die mit Dänemarck geschlossene Convention von E. M. zu begnehen und hierüber entweder die a. h. Accession oder die Garantie zu ertheilen seie?

2<sup>do</sup> Ob die in Vorschlag gebrachte Declaration . . . gemeinschaftlich mit Franckreich, Rußland und Schweden auszustellen?

3<sup>do</sup> Wie sich in Ansehung des künftigen Friedens-Geschäfts in Antwort zu äußeren und zu benehmen?

4<sup>to</sup> Ob und welchergestalten die Verbindung mit der Cron Franckreich auch nach erfolgtem Frieden zu erneuern und zu bestättigen, und

5<sup>to</sup> Was wegen Verminderung des französchen Subside für eine Entschließung zu fassen, auch dem Grafen Stainville in Antwort bekant zu machen seie?

Betreffend den ersten Beratschlagungs-Punct, nehmlichen die dänische Convention, so habe ich nicht verabsaumet, dem französchen Botschafter unter anderen zu Gemüth zu führen, daß zwar der hiesige Hof die Verbindung mit dem

\*) Siehe Beilage A.

dänischen als ein nützliches Werk angesehen und seine vorläufige Einwilligung zum Versprechen der Grafschaft Ostfriesland unter der Bedingnuß gegeben habe, wan Dänemarck dagegen werckthätigen Antheil an dem Krieg nehmen und etwas weesentliches zum Besten der gemeinsamen Sache beitragen würde; allein die geschlossene Convention weiche von diesem Grund-Satz völlig ab und vermög derselben erhalte Dänemarck durch sein bloßes Stillsitzen den angehofften Vortheil, wan der Krieg einen glücklichen Ausschlag nehmen solte; wäre aber derselbe unglücklich, so befände sich der ernante Hof auf französische Kosten allschon bewaffnet und hätte die erwünschte Gelegenheit, von Unseren Feinden vortheilhafte Bedingnuße zu erhalten, sich bei dem künftigen Friedens-Geschäft über die Gebühr gelten zu machen und desfalls auf den eigenen Inhalt der Convention zu beruffen, als welche unter anderen im Munde führet, daß Dänemarck seine Troupen in der Absicht versammle, um die Herstellung der allgemeinen Ruhe in Teutschland zu befördern. Es hat auch Graf Stainville den guten Grund dieser Betrachtung nicht in Abrede stellen können und sich hauptsächlich darauf beruffen, daß die Convention als eine geschehene Sache anzusehen, von Dänemarck keine Begünstigung vor den König in Preußen zu vermuthen und übrigens der gemeinsamen Sache sehr vortürlich sei, den ernanten Hof, in so weit als es geschehen ist, gebunden zu haben.

In Ansehung des zweiten Berathschlagungs-Puncts . . . (scheinet) die Ausstellung einer gemeinschaftlichen Declaration . . . in thesi keinen erheblichen Bedencken ausgesetzt zu sein, weil solchergestalt der engeren Verbindung zwischen Engeland und Preußen eine öffentliche Probe entgegen gesetzt würde, daß die diesseitige Allirte in unzertrenlichem Einverständnuß und mit gleichem Eifer zu Werke gehen, auch keinen einseitigen Friedens-Handlungen jemahlen stattgeben wollen. Es ist aber der französische Auftrag darinnen bedenklich, daß er nur von dem feindlichen Einfall in Sachßen und allzuschwach von Ersetzung des erlittenen Schadens redet, auch überhaupt eine allzu große Neigung zum Frieden zu erkennen giebet, welcher andurch ehender entfernt als beforderet werden dürfte. Was auch insbesondere dem rußischen und schwedischen Hof bedenklich fallen müsse, ist bereits in dem . . . Rescript an Grafen Esterhasi angemercket worden, und überdas dürfte eine solche Declaration bei allen gutgesinneten Reichs-Ständen, so sich annoch mit der Hoffnung einer billigen Entschädigung schmeicheln, großes Aufsehen verursachen und ihren bisherigen Eifer vermindern.

Nachdem es aber höchst bedenklich wäre, den französischen Hof in seiner Vermuthung zu bestärken, als ob E. M. von allem deme, was den Frieden vorbereiten könne, gänzlich entfernt seien, so ist auch unter der a. h. Begnehmung dem Grafen Stainville die vorläufige Antwort ertheilet worden, daß E. M. der erwehnten Declaration beizutretten, kein Bedencken trügen, wan ein gleiches von dem russisch-kaiserl. und schwedischen Hof erfolgte, als von welchen ihre Antwort und Erklärung abzuwarthen sei. Solchergestalten hat man Zeit zu gewinnen, die Gehäßigkeit von sich abzuwenden und den französischen Eifer nach und nach erkalten zu machen, in Absicht geführt. Nachdem auch die erwehnte Antwort noch nicht erfolgt ist, so kan sich dermahlen auf diesen Abgang annoch bezogen werden, und solte Rußland nebst Schweden sich willfährig erklären, so dürfte der französische Hof dennoch zu einigen Abänderungen zu vermögen sein und allenfalls würde es auf den Ausschlag der Waffen und auf die

eigentliche Gesinnung der Krieg führenden Theilen, nicht aber auf die Worte einer gemeinschaftlichen Declaration ankommen, da einem jeden Theil die Auslegung bevorbleibet, was er unter denen gebrauchten Ausdrückungen eines billigen Friedens und der Entschädigung eigentlich verstanden habe.

Weit wichtiger und schwerer ist die Erörterung des dritten Berathschlagnungs-Puncts, nemlichen des künftigen Friedens-Geschäfts. Gleich von Anfang des Jahrs . . . hat man beständig fort die gleiche Sprache geführt, daß zwar E. M. vor allem die nachdrücklichste Fortsetzung des Kriegs wünschet, jedoch keineswegs entfernt seien, einem billigen und nach Beschaffenheit der Umstände abgemessenen Frieden die Hände zu biethen; worzu jedoch im Lauff der gegenwärtigen Campagne wegen dem feindlichen Übermuth wenige, oder keine Hoffnung anscheine. So wenig dieser Sprache etwas ausgestellt werden können, so klar hat aus allen Umständen hervorgeschienen, daß der französische Hof und besonders Abbé Bernis ein größeres diesseitiges Verlangen zum Frieden und andurch die Gelegenheit zu erhalten gewünscht hätte, einestheils die geheime Handlung mit desto größerem Eifer fortzusetzen, und anderentheils die Gehäßigkeit, so Rußland, Schweden und ein großer Theil des römischen Reichs aus einem übertriebenen Frieden schöpfen würde, von sich abzuwenden.

Alles dieses ist bereits in meinen vorhergehenden a. u. Vorträgen hinlänglich erleutert und zugleich angemerket worden, daß zwar der Grund-Satz, ob an einem billigen Frieden zu arbeiten sei? leicht entschieden werden könne, daß es aber schon dermahlen und so lang das Glück der Waffen sich in der gegenwärtigen Campagne auf ein oder die andere Seite noch nicht erklärt hat, in gewißer Maß ohnmöglich falle, einen practischen Friedensplan zu entwerffen; dahero auch das diesseitige Mémoire den Ballen zuruckgeworfen und dem Abbé Bernis angeschlossen hat, die Verfertigung eines Friedensplans zu übernehmen.

Hierzu hat er sich auch anfangs willfährig angebothen; wie er aber Hand an das Werk legen wollen, so wurde er von der Wahrheit der diesseitigen Äußerung überzeuget und hat nicht in abrede stellen können, daß sich annoch nach bloßen Suppositionen gerichtet werden müße. Es ist also anstatt des versprochenen Friedensplans nur das vorangezogene Mémoire in Antwort erfolgt, worinnen Abbé Bernis den unstatthafften Vorwurf erneueret, daß, wan man sich im Januario nach seinem Vorschlag gerichtet und auf den Frieden mit Ernst furdacht hätte, solcher allem Ansehen nach zu einem vernünftigen Schluß gelanget sein würde. Er vergißt aber hiebei den weesentlichen Umstand, daß E. M. niemahlen einen billigen Frieden widersprochen und daß hierzu die Einwilligung der beiden kriegenden Theilen erforderlich sei. Allein die Feinde hatten allen Vortheil vor sich und waren von den schmeichelhaftesten Idéen gänzlich eingenommen. Überdas hat Franckreich nicht unterlassen, die erste Avancen zum Frieden durch den d'Affry zu machen. Ein mehrers hätte ohne allzugroßen Nachtheil der gemeinsamen Sache und ohne Äußerung der größten Verlegenheit nicht geschehen können. Es ist aber dem französischen Ministerio am besten bekant, wie wenigen Eindruck seine Anwürffe bei Engeland verursacht haben, woraus sich von selbst ergibt, daß es biß nun zu ohnmöglich gewest wäre, einen billigen Frieden zum vernünftigen Schluß zu befördern. Ein unbilliger, schimpfflicher und nachtheiliger ware zwar zu bewürcken gewesen; man will aber nicht vermuthen, daß Abbé Bernis von einem solchen rede, welches auf eine anständige und nicht beleidigende Art in der diesseitigen Antwort erwiederet, übrigens aber dem ernanten Abbé die Freude gegönnet werden konnte, daß er die

dermahlige wiedrige Umstände und ihre Folgen errathen und vorgesagt haben will.

Nebst deme enthaltet sein Mémoire die vergnüglichsste und stärkste Äußerung, daß der allchristlichste König seine eingegangene Verbindlichkeiten auf das heiligste erfüllen, sich in dem gantzen Lauff des Kriegs von E. M. nicht trennen, noch zu einseitigen Friedens-Handlungen schreiten würde; wobei zugleich einige Sorge hervorscheinet, daß E. M. bei sich ereignenden wiedrigen Zufällen zu einem einseitigen Frieden mit Preußen entschließen und solchergestalt die Cron Franckreich ihrem Schicksal überlassen dörfiten. Da nun solches sowohl E. M. großmüthigster Gesinnung, als dem a. h. Staats-Interesse gänzlich zuwiederlauffet, so kan auch meines ohnmaßgeblichsten Ermeßens kein Anstand dabei vorwalten, dem ernanten Hof an Freundschafts-Versicherungen nichts schuldig zu bleiben und ihn außer Beisorge zu setzen.

Was auch in dem mehrerwehnten Mémoire von der Nutzbar- und Nothwendigkeit angemereket wird, in Zeiten auf den künftigen Frieden fürzudencken, solchen vorzubereiten und bestens zu befördern, solches kan ohne Bedencken eingestanden werden, und ist auch denen diesseitigen Grund-Sätzen und geführten Sprache vollkommen gemäß. Es gehet aber das Mémoire darinnen gar zu weit, daß es in allen, auch den glücklichsten Fällen, den Krieg mit dieser Campagne geendiget wißen und desfalls die Beistimmung des hiesigen Hofes zum voraus bewirken will.

So wenig nun die künftige Zufälle und Veränderungen vorgesehen werden können, eben so wenig stünde vor Gott und der Nachkommenschaft zu verantworten, wan man sich zum voraus verbindlich machen wolte, die mögliche Vortheile durch einen übereilten Frieden zu verschertzen und sich von der Eigensinnigkeit des Feindes Gesätze vorschreiben zu laßen. Die Gesinnung des Königs in Preußen ist weltbekant und nach derselben zu urtheilen, wird er zu einiger Länder-Abgabe, mithin zu einem Mittelweg nimmermehr die Hände biethen, sondern ihm entweder der vorhinige Besitz aller seiner Landen versichert, oder ein großer Theil durch den Krieg mit Gewalt entrißen werden müßen. Da es nun keineswegs ohnmöglich ist, daß zu dem letzteren durch eine zweite Campagne sicher zu gelangen wäre, so gehet auch mein gehorsamstes Darfürhalten dahin, daß dieser Hoffnung auf keine Weise zu entsagen und die dem französischen Hoff zu ertheilende Antwort hiernach einzurichten seie.

Dieses Hofes geäußerte außerordentliche Friedens-Begierde hat nicht nur den Geld-Mangel, die schlechte innerliche Verfaßung, den Zerfall des Militaer-Geistes und die gewohnte Lebhaftigkeit, sondern auch des Abbé Bernis Privat-Absicht zum Grund; dahingegen der König selbst, nebst der Madame Pompadour und dem hiesigen Botschaftern weit geringere Neigung zu solchen Absichten zu erkennen geben; und ist dahero allerdings anzuhoffen, daß es nicht ohnmöglich fallen werde, standhafftere Gedancken beizubringen und ihn durch ein geläbtes und vorsichtiges Benehmen weiter zu führen, als er sich dermahlen vorstellet; zumahlen, wan die Kriegs-Umstände, wie es das Ansehen hat, eine vergnügliche Gestalt gewinnen solten.

Sogar ist das . . . Schreiben des Abbé de Bernis\*) in einer standhaffteren Sprache verfaßt und viele Wahrscheinlichkeit vorhanden, daß solche durch meine Äußerungen gegen den Grafen Stainville und durch desselben mittelst Staffetta

\*) Vom 6. Juni 1758.

abgegangenen Bericht veranlaßt worden, maßen ich dem ernanten Botschafftern unter anderen nachdrücklich zu Gemüth geführt habe, daß der französische Eifer in\* Fortsetzung des Kriegs seither der verlohrenen Hofnung, die in dem geheimen Tractat versprochene Vortheile zu erhalten, erkaltet seie; daß aber Abbé de Bernis sich auf meine Ministerial-Äußerungen zuruckerinneren sollte, wie nehmlich E. M. in allen Fällen das Reciprocum zum Grund legen würden.

So sehr nun der französische Hof allen Anschein des Eigennutzes vermeiden und seine Verwendung einem aufrichtigen Verlangen, den König in Preußen zu schwächen und E. M. gerechte Sache zu unterstützen, allein beimessen wollen, so klar ergiebet sich aus dem angezogenen Schreiben, daß meine Vorstellungen von guter Würckung gewesen und die vergnügliche Sprache des Abbé Bernis verursacht haben; dahero auch mit solcher fortzufahren und sich künftighin nach Zeit und Umständen zu richten sein dürfte.

Ob nun zwar vor dermahlen keine speciale Antwort wegen dem Friedens-Geschäft erforderlich und nur allein von der Vorbereitung die Frage ist, so hat doch das französische Mémoire 3 Puncten berührt, welche diesseits nicht mit Stillschweigen übergangen werden können. Und zwar

1<sup>mo</sup> Wird auf die spanische Mediation,

2<sup>do</sup> auf die baldige Veranlaßung eines Congresses und

3<sup>do</sup> darauf angetragen, von nun an über die Grund-Sätze des künftigen Friedens eine gemeinschaftliche Abrede zu pflegen und desfalls den Grafen Starhemberg mit hinlänglichen Verhaltungs-Befehlen zu versehen.

So viel nun die spanische Mediation betrifft, so ist auf meinen geschehenen gehorsamsten Vortrag allschon die a. h. Entschließung gefaßt worden, solche nicht auszuschlagen, sondern ihr vor der dänischen und holländischen den Vorzug zu geben; womit dan auch die dermahlige französische Erklärung vollkommen übereinstimmt; und es stehet inner kurtzem die zuverlässige Nachricht zu erwarten, ob und in wie weit der spanische Hof die angesommene Mediation übernommen habe? Da hingegen sich nach des Grafen Rosenberg letzterem Bericht-Schreiben mit der Hofnung nicht zu schmeicheln ist, daß der ernante Hof durch das anreizende Versprechen von Gibraltar und Port Mahon schon in dieser Campagne zur werckthätigen Theilnehmung am Krieg zu vermögen seie.

Nach denen Berichten und Schreiben des Grafen Migazzi ware nicht anderst zu urtheilen, als daß auf der Königin in Spanien zärtliche Freundschaft und Gesinnung für E. M. ein vorzügliches Vertrauen zu setzen seie. Wie aber Graf Rosenberg in seinen letzteren Berichten versicheret, so zeigt sich das gerade Widerspiel und ist hauptsächlich der Königin beizumessen, daß Spanien seithero zu nichts vergnüglichen vermögen werden können; welches Urtheil auch durch den bißherigen Erfolg und sogar durch den Inhalt des letzteren Schreibens, so die Königin an E. M. erlaßen, nur allzuviel bestätigt wird.

Da jedoch die spanische Kaltsinnigkeit aus keinem Haß gegen das durchl. Ertzhauß, sondern aus der politischen Beisorge, daß Franckreich zu einer allzu-großen Macht gelangen dürfte, hergerühret ist, so laßt sich mit aller Wahrscheinlichkeit hoffen, daß der ernante Hof theils aus Freundschaft und theils aus Religions-Eifer sich bei Übernahme der Friedens-Mediation aufrichtig und mit Eifer dahin verwenden würde, E. M. so viel es thunlich, zu begünstigen und die preußische Vortheile zu erschweren; dahingegen das spanische Ministerium ehender eine heimliche Vorliebe für Engeland, als für Franckreich tragen dürfte.

Aus diesen und mehr anderen in meinen vorhergehenden gehorsamsten Vorträgen enthaltenen Betrachtungen ist für eine vergnügliche Begebenheit anzusehen, daß auch der französische Hof der spanischen Mediation den Vorzug giebet und um solche bereits angesuchet hat; hingegen die Republic Holland völlig aus dem Spiel zu halten und nur die bona officia des dänischen Hofes zu gebrauchen gedencet; dahero auch ganz ohnbedenklich zu sein scheint, über diesen Punct dem französischen Hof eine beifällige Antwort zu ertheilen.

Betreffend den Vorschlag eines bald zu veranlassenden Friedens-Congressus, so stehen demselben die zwei Hauptbedenken entgegen: daß andurch Rußland, Schweden und viele Reichsfürsten von werckthätigen Maßnehmungen abgeschreckt werden dörfen und daß es viel schwerer fallen würde, einen übereilten Frieden zu hintertreiben und das dermalige System aufrecht zu erhalten.

Es ist aber auch hiebei in reife Erwägung zu ziehen, daß die Umstände allerdings erfordern, auf einen künftigen Frieden fürzudenken, und daß sowohl E. M., als der allerchristlichste König sich gegen Rußland und Schweden anheischig gemacht haben, nicht anderst als mit gemeinschaftlicher Einstimmung zum Frieden zu schreiten. Solte aber das Gegentheil erfolgen, so würde sich dem ewigen Vorwurf und der Feindschaft der ernanten Höfen ausgesetzt.

Wird auch das Staats-Interesse derjenigen Höfen, so an dem Congress Theil haben können, genau erwogen, so läset sich mit vieler Wahrscheinlichkeit anhoffen, daß sie insgesamt, die Cron Engeland allein ausgenommen, die preußische Gewaltthaten und besorgliche Obermacht im Hertzen verabscheuen und dem durchl. Ertzhauß mehr als dem König in Preußen ergeben seien. Sogar solte Engeland nach denen Regeln einer vernünftigen Politic nicht nur die Erhaltung, sondern auch den Wachsthum des durchl. Ertzhaußes unterstützen helfen, sobald diese Cron ihren dermaligen Endzweck, Preußen zu einer unumschränkten Macht zu verhelfen, nicht erreichen kan, sondern der künftige Frieden einen solchen Ausschlag gewinnet, daß Oesterreich und Preußen in einem gewissen Gleichgewicht und beständigen Eifersucht verbleiben, folglichen alle beide für Engeland ohnnützig gemacht werden.

So ersprießlich es nun gleich sein dörfte, dergleichen und andere Betrachtungen behörig gelten zu machen und die Eifersucht gegen Preußen mehrers aufzuwecken, so wenig würde demahlen, wegen des besorglichen Mißbrauchs, zu rathen sein, sich gegen Engeland, Hanover oder einen anderen Hof blos zu geben. Solte aber ein Congress veranlaßet werden, so könnte einem diesseitigen Botschaffteren, welcher nebst der erforderlichen Geschicklichkeit eine hinlängliche Kantnuß von dem Grund des gegenwärtigen Staats-Systematis besitzt, die Gelegenheit nicht leicht entstehen, das Friedens-Geschäft nach Beschaffenheit der Umständen zu befördern oder zu erschweren, und zum Vortheil E. M. einzuleiten, mithin durch ein geschicktes Benehmen verschiedenes zu verbeßern und durchzusetzen, was durch den Ausschlag der Waffen nicht zu erreichen wäre.

Es scheinen also die Rationes pro congressu die vorherührte Bedenken zu überwiegen, wan nur in diesem dardurch abgeholfen würde, daß der Vorschlag noch einige Zeit geheim und in suspenso verbliebe, biß die bevorstehende Operationen in Mähren einen decisiven Ausschlag genommen, die rußische und schwedische Armeen würeklich in die feindliche Lande vorgerucket seind und sodan die allirte Höfe durch bündige Beweg-Ursachen zur gleichförmigen Entschließung veranlaßet und überzeugt würden, daß die eigentliche Absicht nicht auf die Überschnellung des Friedens, sondern bloserdings zu deßen beßerer Vorbereitung

gerichtet seie; wie dan auch kein Waffen-Stillstand vorher zu gehen hätte, sondern deßen Verabredung zu dem Congress zu verweisen wäre.

Ob nun zwar nicht zu vermuthen stehet, daß ein baldiger Frieden mit Übereinstimmung aller interessirten Theilen zu Stand kommen werde, zumahlen wan die dermahlige Campagne entweder sehr glücklich oder aber sehr unglücklich (welches Gott in Gnaden abwenden wolle) ausschlagen und ein oder anderer Seits eine geschwinde Entschließung erforderlich sein sollte, so würde doch durch die Veranlassung des Congresses das gegebene Wort erfüllet und der Weeg gebahnet, alles so gut als möglich einzuleiten; dahero sich auch in diesem Stuck, nach meinem gehorsamsten Darfürhalten, dem französchen Antrag willfährig zu fügen, jedoch die Bedingnuß hinzusetzen wäre, daß damit noch 5 biß 6 Wochen Anstand zu nehmen seie.

Nachdem auch Graf Stainville schon das vorläufige Versprechen von seinem Hof erhalten hat, daß er zu dem künftigen Congress bestimmt seie, so wäre dieses die beste Gelegenheit, sich eines fremden Ministers zu entledigen, welcher sich zwar biß hihin in der Haupt-Sache sehr wohl denkend bezeigt hat und bei dem Congress sehr ersprißliche Dienste leisten dörfte, aber von solchen Gemüths-Eigenschaften ist, daß sein langer Aufenthalt an dem hiesigen Hof unangenehme Folgen nach sich ziehen könnte.

Da also erforderlich sein will, auch einen kais. königl. Bottschaffter in Zeiten zum künftigen Congress zu benennen, so bleibet hierbei um so weniger eine große Auswahl übrig, als ein solcher Bottschaffter nicht nur die erforderliche Einsicht und Geschicklichkeit, sondern auch eine vollkommene Kantnuß von dem dermahligen Systemate und geheimen Tractat, wie ingleichen von des allerchristlichsten Königs und seines gantzen Ministerii Gesinnung, dan von allen übrigen Höfen und ihren Absichten, besonders aber von E. M. innerstem Staats-Interesse besitzen und die künstlichste Role spielen muß, wan anderst der a. h. Dienst recht beforderet werden solle.

Alle diese Eigenschaften finden sich bei dem Grafen von Starhemberg vereinigt und bin ich dahero des allergehorsamsten Darfürhaltens, daß er zu dem künftigen Friedens-Congress als Bottschaffter vorläufig zu ernennen und ihm kein anderer beizugeben wäre, maßen ich aus der eigenen Erfahrung überzeuge bin, daß einer allein die Geschäfte viel beßer besorgen könne, als wan er sich zugleich nach seines Collegen Gesinnung richten und eine doppelte Aufmerksamkeit tragen müßte.

Bei diesem gehorsamsten Vorschlag finde ich um so weniger Bedenken, da der ernante Graf genugsame Proben seiner Geschicklichkeit gegeben, mithin sich des a. h. Vertrauens allerdings würdig gemacht hat. Der einzige Anstand bestehet darinnen, daß der Gesandtschafts-Posten zu Paris nicht unersetzet bleiben und Graf Starhemberg während dem Congress sehr ersprißliche Dienste durch seine Bearbeitungen an dem französchen Hof leisten könnte. Allein das Hauptwerk müßte doch allezeit an dem Ort des Congresses mit dem französchen und denen übrigen Bottschaffteren abgehandlet, auch von daher denen Ministeriis der Stoff zu näheren Anweisungen gegeben werden; und damit in Paris keine Versaumnuß zu besorgen stehe, so wäre meines gehorsamsten Darfürhaltens, diese Bottschaffters-Stelle dem Grafen Starhemberg offen zu erhalten und während seinem Abwesen einen kais. königl. Minister anzustellen, worzu ich den jungen Grafen Rosenberg un deswillen in allergehorsamsten Vorschlag bringe, weil er von dem geheimen Geschäft eine vollständige Kantnuß besitzt und dem französchen

Hof nicht unangenehm sein dürfte; jedoch hätte Graf Starhemberg desfalls nähere Nachricht einzuziehen, und überdas kan ich das Bedencken nicht mit Stillschweigen übergehen, daß der Gesandtschafts-Posten zu Madrid, währendder Crisi eines Congresses, nicht unbesetzt zu lassen wäre und die Abschiekung eines anderen Ministri viele Zeit und Kosten erfordere, folglich dem a. h. Dienst vorträglicher sein dürfte, den jungen Grafen Rosenberg annoch bei dem spanischen Hof zu belassen und auf andere Art die Abwesenheit des Grafen von Starhemberg von dem französischen Hof zu ersetzen; desfalls die a. h. Entschließung nicht so eilfertig zu sein scheint.

So viel nun den 3<sup>ten</sup> Vorschlag, wegen des zwischen dem Grafen Starhemberg und Abbé Bernis zu pflegender Abrede, deren bei dem künftigen Frieden zu beobachtenden Grund-Sätzen anbetrifft, so ist dieses allerdings eine sehr gählinge Abänderung des seith einiger Zeit von dem Abbé gehaltenen Betrags, dessen eigentliche Ursach Graf Starhemberg noch ehender, als ihme mein letztes Schreiben zugekommen ist, vollkommen errathen hat und sonder Zweifel darinnen besteht, daß Abbé Bernis das Heft zu Beforderung des Friedens in Handen behalten will und den Grafen Stainville einer allzugroßen Neigung zu Fortsetzung des Kriegs und wie das Schreiben . . .\*) gantz deutlich zu erkennen giebet, eines allzu eigenmächtigen Betrags beargwöhnet; worzu dan noch mein geäußertes Befremden gekommen ist, daß sich seith einiger Zeit so ruckhaltend gegen den kais. königl. Botschafftern bezeiget und andurch so gar der Anständigkeit zu nahe getreten worden.

Nachdem aber dem a. h. Dienst in allen Fällen vorzüglich zu sein scheint, daß die Geschäften, gleichwie bei Errichtung des geheimen Tractats mit gutem Erfolg geschehen ist, hauptsächlich zu Paris abgehandlet und dem kais. königl. Botschafftern die erwünschte Gelegenheiten nicht entzogen werden, sich die unterschiedene Gedenckens-Arten des Königs, der Pompadour und des Ministerii, wie auch andere dortige Gebrechen zu Nutzen zu machen, in das innere einzusehen und durch ein vernünftiges Benehmen vieles durchzusetzen, was in der Ferne durch die nachdrücklichste hiesige Mémoires, oder durch die Bericht-Schreiben des Grafen von Stainville nicht zu erhalten wäre, so ist auch meines ohnmaßgeblichsten Ermeßens, das eigene französische Anerbiethen mit beiden Händen zu ergreifen und in der diesseitigen Antwort förmlich zu erklären, daß Graf Starhemberg mit hinlänglichen Verhaltens-Befehlen versehen und begewaltiget seie, über die Grund-Sätze, einzuschlagende Mittel, Zeit-Puncten und Bedingnisse des künftigen Friedens mit dem französischen Ministerio in Unterhandlung einzutreten und eine vorläufige Abrede zu pflegen.

Das hiebei vorwaltende wichtige Bedencken in Ansehung des Grafen Stainville hat Graf Starhemberg allschon sehr vernünftig und nach der Wahrheit vorstellig gemacht; da aber jener sich von selbst bescheiden muß, daß diese Einrichtung nicht von dem hiesigen, sondern von seinem eigenen Hof herkomme, so dürfte nicht schwer fallen, ihn zu beruhigen und sich auf eine solche Art zu benehmen, daß er sich über die hiesige Ruckhaltigkeit nicht beschweren könne und dannoch das Haupt-Geschäft zwischen dem Grafen Starhemberg und Abbé Bernis abgehandlet werde. Welcher häckliche Punct also auf E. M. a. h. Entscheidung beruhet und wird die Ausführung hauptsächlich darauf ankommen,

\*) Bernis Schreiben vom 6. Juni 1758.

daß übrigens dem Grafen Stainville kein Mißtrauen oder Abneigung zu erkennen gegeben werde.

Solchergestalt wäre Graf Starhemberg von nun an mit den a. h. Verhaltens-Befehlen zu versehen, nach welchen er sich in dem Lauff der Handlung zu richten habe. Allein dieses kan, wie der ernante Graf und Abbé Bernis gawohl einsehen, schon dermahlen ohnmöglich vollkommen und dergestalten geschehen, daß ein sicherer und gantzer Plan entworfen und zur Richtschnur vorgeschrieben würde.

In meinem gehorsamsten Vortrag vom 28. Aprilis habe bereits die 5 mögliche Fälle umständlich erleuteret, in wie weit solche für sehr vergnüglich, vergnüglich, mittelmäßig, übel oder sehr übel anzusehen seien. Es müßten also nach Unterschied der sich ergebenden Fällen fünfferlei Friedens-Plans entworfen werden; und dennoch wäre es hiermit noch nicht ausgerichtet; sondern um etwas vollkommenes zu machen, so wäre nöthig, sich nach viel mehreren und unter anderen auch nach den folgenden Suppositionen zu richten: ob die kais. königl. Waffen entweder allein oder zugleich mit den französischen einen glücklichen oder unglücklichen Ausschlag gewinnen? Oder aber ein oder anderer Seits in einem Gleichgewicht stehen? Ob mehrere Mächten sich in den Krieg mit einmischen? Ob und wan die französische Vorschläge wegen der spanischen Mediation und Veranlaßung eines Friedens-Congresses zu Stand kommen? Und ob sich keine Veränderungen in denen Gesinnungen der beiderseitigen Alliirten ergeben.

Ein jeder dieser und mehr anderer Umständen und möglichen Zufällen wird eine wesentliche Abänderung in dem Friedens-Systemate verursachen und anrathen, die diesseitige Bedingnüßen zu erhöhen oder zu vermindern. Weilen aber kein einziger Fall schon dermahlen sicher vorgesehen werden kan, so ist es auch nach der Sachen Natur weder thunlich noch rathsam, nach denen unzähllichen Suppositionen und Combinationen eben so viel Friedens-Plans zu verfaßen und desfalls von nun an in einen vollständigen Detail einzugehen. Alles, was dermahlen mit anhoffendem Nutzen geschehen kan, bestehet also darinnen, dem Grafen von Starhemberg die generale Grund-Sätze vorzuschreiben, wornach er sich in denen vorkommenden Special-Fällen und wann keine Zeit zu Einholung näherer Verhaltens-Befehlen übrig bleiben solte, zu richten habe. Und zwar

1<sup>mo</sup> Wäre er fordersatzamst auf den umständlichen Inhalt meiner letzteren gehorsamsten Vorträgen, so bereits von E. M. a. g. begnehmert worden, nochmahlen zu verweisen.

2<sup>do</sup> Die generale Maßregel zu erneuern, daß bei allen Gelegenheiten und in allen Fällen das vorzügliche Augenmerck auf dasjenige gerichtet werden müße, was mittel- oder ohnmittelbar zu mehrerer Schwächung der königl. preußischen Macht, seines Einflußes und Ansehens ersprießlich sein kan; woraus dan von selbst erfolgt, daß man annoch die geringste Hofnung zu Bewürckung der hanoverschen Neutralität oder eines Particular-Friedens mit Engeland anscheinet, solche möglichst zu befördern und desfalls alles dienliche einzuschlagen sei.

3<sup>do</sup> Wäre zwar keine Abneigung zu einem billigen, denen Umständen gemäßen und mit der Ehre der verbundenen Mächten vereinbarlichen Frieden, aber auch kein voreiliges Verlangen zu erkennen zu geben, viel weniger sich in verfängliche Declarationen einzulassen und am allerwenigsten in den Satz förmlich einzuwilligen, daß mit Ende der Campagne zum Frieden geschritten werden müße, wan gleich jene einen glücklichen Ausschlag gewinnen solte. Da hingegen bei denenjenigen Vorschlägen mehrere Bereitwilligkeit bezeuget

werden kan, so bloserdings auf die Vorbereitung des künftigen Friedensabzielen.

4<sup>o</sup> Wird Graf Starhemberg von selbstn darauf bedacht sein, die glückliche Kriegs-Begebenheiten behörig gelten zu machen und bei denen unglücklichen die Gemüther zur Standhaftigkeit anzufrischen, die dortige bessere Verfaßung zu betreiben, die gefährliche englische und preußische Absichten, nebst dem engen Zusammenhang der protestantischen Mächten und die hieraus entspringende Gefahr auf das überzeugendste abzuschildern und die gewohnte Lebhaftigkeit der französischen Verlangen nach und nach zu mäßigen, auch überhaupt bei denen Friedens-Bedingnußen, die dem sächsischen Hof nothwendig zu verschaffende Ersetzung seines so ungerecht erlittenen Schadens zum Grund zu legen und es in die Weege zu richten, daß der dortige Hof wegen dem Detail am ersten zur Sprache komme.

5<sup>o</sup> Gleichwie aber die mehrere Schwächung der preußischen Macht und seines Ansehens der Haupt-Endzweck aller diesseitigen Unternehmungen verbleibet, so bestehet nach solchem der zweite Grund-Satz darinnen, daß sich zur Erhaltung nicht nur Schlesiens und der Grafschaft Glatz, sondern auch aller übrigen im geheimen Tractat stipulirten Vortheilen äußerst zu bestreben sei.

Solten sich aber solche Umstände ergeben, daß mit dem gantzen auszureichen nicht möglich und nur ein Theil von Schlesien, nebst der Grafschaft Glatz, oder nur diese allein zu erhalten wäre, so müste sich endlichen in die Zeit geschicket und allenfalls lieber mit einem Theil begnügter, als der augenscheinlichen Gefahr ausgesetzt werden, völlig leer auszugehen. Jedoch verstehet sich hiebei von selbstn, daß diese Maß-Regel nur allein zu des Grafen Starhemberg geheimsten Belehrung zu dienen habe.

6<sup>o</sup> Wan sich solche Umstände ereigneten, daß für das durchl. Ertzhauß gar kein Länder-Zuwachß, wohl aber für Sachsen, Schweden, Rußland oder eine andere Macht erwürcket werden könnte, so würde wenigstens die Absicht der mehreren Schwächung des Königs in Preußen erreicht und diese wäre so weit zu treiben als möglich ist.

7<sup>o</sup> Solte auch die gegenwärtige Campagne keinen sehr glücklichen Ausgang gewinnen, so dörfte die Hofnung gänzlich verschwinden, den König in Preußen zu einigen Länder-Cessionen zwingen zu können. In solchem wiedrigen Fall aber wäre sich desto eiferiger zu bearbeiten, daß Sachsen nach der eigenen preußischen Declaration, das Land nur en dépôt genommen zu haben, durch eine hinlängliche Geld-Summ entschädiget und andurch der Gerechtigkeit und Ehre der gantzen Allianz ein Genügen geleistet, auch in dem künftigen Frieden nichts eingerucket würde, was dem Feind in denen bekanten schlesischen Commercial-Strittigkeiten, in Schmälerung der a. h. kaiserlichen Autorität und der Reichs-Verfaßung, oder auf andern Weeg zu statten kommen könnte. Wie er dan auch ausdrücklich zu verbinden wäre, dem Breslauer und Dresdener Frieden mit Bezahlung der schlesischen Schulden und in allen übrigen Stipulationen ein vollkommenes Genügen zu leisten, besonders aber die in Schlesien wieder die Tractaten verübte Religions-Bedruckungen gänzlich abzustellen.

8<sup>o</sup> Ist bei Errichtung des geheimen Tractats gründlich erwogen worden, daß es sowohl in Ansehung der politischen, als Militar-Maßnehmung vergeblich sei, sich mit einem vor das durchl. Ertzhauß glücklichen Ausschlag des Kriegs und Friedens zu schmeicheln, wan nicht in Ansehung der Cron Franckreich eine

Reciprocität zum Grund gelegt und dieser Cron ein wesentlicher Vortheil, nach Proportion des diesseitigen eingestanden würde.

Die dermalige Sprache des französischen Ministerii scheint zwar von allem Eigennutz entfernt zu sein; aber eben deswegen stehet zu besorgen, daß sie den Frieden allzusehr betreiben und bei demselben das vormahlige *Uti possidetis* zum Grund zu legen gedenecke. Diese wichtige Betrachtung hat mich auf erhaltene a. g. Erlaubnuß vermöget, dem Grafen Stainville einsehen zu machen, daß, wan gleich nicht alle im geheimen Tractat beiderseits stipulirte Vortheile erhalten werden könnten, jedannoch E. M. nach Proportion Ihrer neuen Acquisitionen, auch Frankreich begünstigen würden.

Da nun diese Sprache mit der Natur der Allianz und des geheimen Tractats übereinkommet und bereits von guter Wirkung gewesen ist, so hätte auch Graf Starhemberg solche fortzuführen und sich an das generale Versprechen zu halten, daß in der Maß, als E. M. Ihre Absichten durch den Frieden erreichten, auch an Frankreich wesentliche Vortheile eingestanden werden solten.

So wenig aber die diesseitige schon dermalen mit Zuverlässigkeit vorzusehen sind, eben so wenig laßet sich das *Reciprocum* vor Frankreich en détail und von nun an bestimmen, zumahlen es bei dem künftigen Frieden auf die Begnehmung der See-Mächten mit ankommen würde. Ob nun zwar dieselbe die Cession der gantzen Niederlanden nimmermehr, außer in dem größten Nothfall, zugeben, auch das Paß retrocedé nicht leicht in französischen Händen laßen werden, so dörrften sich doch weniger Schwürigkeiten wegen Schleiffung der Vestung Luxemburg, wegen Bewilligung der französischen Ansprüchen auf S<sup>t</sup> Hubert, die Enclaven etc. und wegen Cession von Chimai und Beaumont ereignen; welche Bedingnüße zwar E. M. keinen übermäßigen Schaden verursachten, jedoch vor Frankreich von einem unschätzbaren Werth wären und alle Rücksicht verdienten.

Es dörrfte also die Kunst und Stärke der weiteren von dem Grafen Starhemberg zu pflegenden Abrede darinnen bestehen, daß Frankreich durch den einzugestehenden Satz des in allen Fällen zu beobachtenden reciproquen Vortheils um so mehrers von nachtheiligen Friedens-Handlungen abgehalten und sich der künftigen Umständen, besonders aber des miteinschlagenden Interesse derer See-Mächten geschickt bedienet werde, um die diesseitige Vortheile gegen Preußen so weit als möglich zu treiben, anbei aber das an Frankreich zu bewilligende *Reciprocum* nach Thunlichkeit zu vermindern; worzu der Weeg allschon durch dieses Hof's Declaration gebahnet ist, daß er bei dem gegenwärtigen Krieg auf keine Conquäten, sondern nur auf die billige Entschädigung seiner Allirten abziele.

Bei diesen vorbemerckten Anweisungs-Puncten wäre es, meines wenigen Ermessens, in so lang bewenden zu laßen, biß sich sowohl die Kriegs- als Friedens-Umstände mehrers aufgekläret haben und Graf Starhemberg mit specialen Verhaltens-Befehlen nach Beschaffenheit des sich ergebenden Falls versehen werden kan.

Betreffend den vierten Berathschlagungs-Punct, nemlich die auch nach dem Frieden mit Frankreich zu unterhaltende Allianz, so ist solcher bereits durch meinen letzteren gehorsamsten Vortrag und die hierauf erfolgte a. h. Entschließung erschöpft; in dessen Gleichförmigkeit auch die dermalige Antwort zu verfaßen und darinnen unter anderen zu erwehnen wäre, daß Graf Starhemberg auch in diesem Stück mit hinlänglichen Verhaltens-Befehlen versehen seie.

Jedoch könnte auch solches zu Vermeidung der Eifersucht des Grafen Stainville mit Stillschweigen übergangen und dargegen dem ernanten Grafen Starhemberg aufgetragen werden, sich desfalls mündlich gegen den Abbé Bernis zu äußern und mit ihm einzuverstehen.

In Ansehung des fünften Berathschlagungs-Puncts, nemlich des Subsidien-Geschäfts, wird E. M. a. g. erinnerlich sein, daß an nachdrucklichsten Vorstellungen und Betreiben gewißlich nichts verabsaumet worden, um die französische Zahlungen zu befördern, zumahlen leicht vorzusehen stehet, daß diese Schuld, wan sie alt und nicht vor dem Frieden abgeführt wird, unter die verlohrene zu rechnen seie.

Aus dieser Betrachtung bin ich auf den gehorsamsten Vorschlag verfallen, daß der Ruckstand des Subsidii auch mit namhaftem Verlust in Franckreich zu verhandeln wäre. Allein die letztere Bericht-Schreiben des Grafen Starhemberg und die Antwort des französischen Hofes laßen desfalls keine Hofnung übrig und ist statt deßen darauf angetragen worden, auf den Ruckstand in den Niederlanden und in Holland Credit zu suchen, da sodan Franckreich das Capital mit 5 pro cento verintereßiren würde. — — — — —

Und bleibet mir also nur noch die gehorsamste Anmerckung übrig, daß der französische Hof fast eine größere Verlegenheit wegen dem Ausschlag der Kriegs-Operationen in Mähren, als wegen seiner eigenen und anbei die Sorge zu erkennen gebe, daß E. M. durch eine unglückliche Schlacht zum einseitigen Frieden mit Preußen veranlaßt werden, alsdan aber die gantze feindliche Macht denen französischen von Troupen entblöseten Landen auf den Leib fallen dörfte; aus welcher Beisorge auch die abgeänderte Marche-Route des Soubisischen Corps herzurühren scheint, damit E. M. allenfalls eine Unterstützung zu gewarten haben mögten.

Es wird also so nöthig als dienlich sein, den ernanten Hof von E. M. standhaftesten Gesinnung neuerdingen zu versichern und andurch den Werth der diesseitigen Allianz immer mehrers einsehen zu machen.

(Vortrag des Staatskanzlers vom 21. Juni 1758. Staatsarchiv. Von Maria Theresia am selben Tage genehmigt.)

A.

Précis des ouvertures qui ont été faites au comte de Kaunitz verbalement par M. l'ambassadeur de France, C<sup>te</sup> de Stainville, le 26 janvier 1758.

Que le roi de Prusse vient de signer un traité secret avec l'Angleterre qui sera sans doute la contrepartie du nôtre.

Qu'il faudroit que les deux cours fissent leur possible pour en connaitre les articles.

Qu'il est vraisemblable qu'il y a dans ce traité un arrangement commun aux Hollandais pour les Pays-Bas autrichiens.

Que le ministre du roi imagine que l'impératrice a renoncé à l'idée du dépouillement du roi de Prusse et par conséquent à l'échange projeté.

Que, si effectivement l'impératrice perd toute idée de possibilité sur cet arrangement, il est assez naturel que le ministère du roi songe que les fraix immenses en temps de guerre, qui énervent le royaume, deviennent en pure perte

pour la France et que, sans abandonner et même en soutenant l'alliance avec vigueur, il faut songer des dommages par un nouveau traité.

Que ce point est si précisément expliqué dans la lettre de M<sup>r</sup> l'abbé de Bernis, qu'il est important que LL. MM. II. y fassent les plus sérieuses réflexions, le ministère du roi disant en termes formels : que l'énorme subside épuise l'état, en faisant sortir un argent immense du royaume,\*) et comme vraisemblablement cet argent et la dépense excessive de l'armée d'Allemagne est en pure perte, il est indispensable pour qu'il puisse être continué, d'assurer au roi quelque avantage réel et ostensible qui ne fasse pas lapider par le peuple le ministère du roi, et que ce pourrait être le Luxembourg, Beaumont et Chimai.

Que c'est à lui, Comte de Kaunitz, à réfléchir sur la demande d'un nouveau traité; que l'ambassadeur le croit indispensable, et qu'il ose dire plus utile à l'impératrice qu'au roi, vu la tournure qu'ont pris les choses.

En cas donc que l'on veuille songer à la paix cette année, ce qu'il y a de plus pressé serait, de cimenter une alliance inviolable entre les deux cours, laquelle alliance serait fixée au terme de dix ans, la guerre continuant ou la paix arrivant.

Que l'on ferait d'ailleurs sur le pied de ce nouveau traité une convention pour la campagne de cette année, et dans cette convention le roi s'engagerait d'entretenir aux ordres de l'impératrice 50 mille hommes de troupes allemandes.

Que ce secours effectif n'empêcherait pas le roi de veiller tant à la conservation des Pays-Bas, qu'aux possessions de l'impératrice en Italie, et même en supposant que la neutralité d'Hanovre n'eût pas lieu, le roi laisserait cent mille hommes nationaux de ses troupes dans l'électorat d'Hanovre, qui seconderaient et soutiendraient les opérations des armées impériales.

Que dans le même temps que le traité serait fait et la convention exécutée, le roi augmenterait le subside de la Suède comme la cour de Vienne en a été prévenue, prendrait à la solde les 10 mille Saxons, bien entendu que les revenus des Pays conquis lui seront entier adjugés.

Que de cette façon la complication de la guerre sera simplifiée.

Que, si elle tourne aussi avantageusement qu'elle le peut selon cette augmentation de forces, les deux cours peuvent reprendre le projet arrêté dans le traité de 1757.

Que, si elle ne tourne pas selon les désirs des deux Puissances, leur alliance est maintenue, ce qui est le plus grand objet du traité, et alors avec une modération qui leur fera grand honneur, elles concourront conjointement au retablissement de la tranquillité publique, en pourvoyant à leur sûreté réciproque par la solidité connue de toute l'Europe de leur alliance.

Que le ministère du roi pense, qu'il serait à propos que le roi conjointement avec l'impératrice et la cour de Suède fit une déclaration à la diète, qui portat en substance que, n'ayant pris les armes que pour secourir l'Empire menacé et deux de ses principaux membres opprimés, les cours respectives ne prétendent continuer la guerre que pour forcer l'agresseur à restituer des conquêtes injustes et à réparer d'une manière équitable les dommages qu'il a causés.

Que cette déclaration ne paraît porter avec elle aucun inconvénient, d'autant moins qu'en cas de malheurs cette déclaration serait toujours le prétexte honnête

\*) Nb. Cela va à 120 millions de livres par an, à savoir : 50 millions les subsides, 50 millions l'extraordinaire de guerre et 20 millions l'ordinaire.

dont les deux cours se serviraient pour faire la paix et celui en cas de bonheurs qui les rendrait difficiles sur les dédommagements.

Que, si l'on songeait à la paix, le roi paraît désirer d'en être le médiateur avec la Suède, en qualité de garants de la paix de Westphalie; que cette tournure serait honorable pour l'alliance, avantageuse à la cause commune, d'autant plus que les alliés deviendraient les médiateurs, et vice versa l'impératrice pourrait être le médiateur entre la France et l'Angleterre, en cas que la paix d'Angleterre ne fût pas faite avant la paix générale.

Qu'il paraît aussi que dans le nouveau traité d'alliance de 10 ans l'on pourrait y admettre la cour de Suède.

L'ambassadeur a détaillé ensuite tous les projets vraisemblables des ennemis de la cause commune; l'impossibilité autant que certaine de pouvoir en empêcher l'exécution, vu l'état, la position des différentes armées et les distances entre elles, et les dangers auxquels on s'exposerait en voulant continuer une guerre que le roi de Prusse aura décidée avant la mi-mai ou plutôt, et moyennant cela, avant qu'il ne soit physiquement possible, quoiqu'on fasse que l'impératrice puisse être secourue par le roi.

Que cependant il croit devoir ajouter une reflexion-satisfaisante, qu'il peut assurer pour invariable, savoir:

Que le roi continuera la guerre tant que l'impératrice voudra; mais qu'afin qu'Elle tire des sentiments distingués du roi pour Elle le parti le plus utile à la cause commune, il est essentiel qu'Elle suive le nouveau plan qu'il propose ou qu'Elle fasse connaître par un mémoire au roi, quelles sont Ses intentions en cas de tous les événements, ce qu'Elle désire du roi; en même temps qu'Elle voudra bien songer que la partie des subsides est la plus difficile." (Nr. 5 ad Vortrag vom 21. Juni 1758. Staatsarchiv.)

43 (44). " — — — — —

Jedoch ist Meine eigentliche Willensmeinung nicht so weit gegangen — so schrieb Maria Theresia am 24. Juni 1758 an Daun — Euch in allen Fällen und wan weit ehender ein unglücklicher, als ein glücklicher Ausschlag, ja sogar eine gänzliche Deroute und die Destruction Meiner Armee zu besorgen wäre, die Lieferung einer Schlacht gemeßen vorzuschreiben und solchergestalten Eueren treuesten Dienstesteifer, wie auch die Tapferkeit und den guten Willen Meiner Armee auf eine allzu harte Probe zu stellen.

Diese Erleuterung vorausgesetzt, so will Euch nicht verhalten, daß Ich wegen der bekanten wichtigen Ursachen den Entsatz der Statt Olmütz annoch gar sehr wünschete, es mag solches durch Lieferung einer Schlacht oder auf eine Art geschehen, wie es immer wolle; wan nur die augenscheinliche Gefahr vermieden bleibet, daß Meine Armee bei einem unglücklichen Ausschlag in eine völlige Deroute gerathen oder ihre Zufuhr und die Communication mit Brünn abgeschnitten würde.

Den erwehnten Fall allein ausgenommen, überlaße Ich gänzlich Euerem eigenen Gutbefinden, was Ihr Meinem Dienst am vortrüglichsten erachtet; und Ich bescheide Mich von selbst, daß der Ausschlag der Waffen allezeit ungewiß und darbei zu wagen seie, wan nur nicht die Gefahr den Werth des Endzwecks übertrifft, wie sich solches bei dem Marche nach Charwat ergeben würde. Allein Ich lebe mit Euch der gänzlichen Hofnung, daß sich Olmütz noch 14 Tage biß drei Wochen halten könne, und inzwischen dörrften leichtere und nicht so gefährliche Mittel zu erfinden sein, entweder eine Schlacht, bei deren unglücklichen

Ausschlag die Retraite in guter Ordnung möglicher Dingen geschehen kan, zu veranlaßen, oder dem Feind alle Zufuhr abzuschneiden oder das belagerende Corps mit Einverständnuß der Generalen Buccow und Jahnus anzugreifen oder einen großen Ausfall auf mehreren Seiten und mit Unterstützung von anderen Truppen vorzunehmen und die feindliche Werker nebst den Batterien zu Grund zu richten, andurch aber die Aufhebung der Belagerung zu veranlaßen. — —

(Staatsarchiv.)

Danach Waddington II, 237 zu berichtigen. Vgl. Arneth V, 369.

44 (45). Bericht Dauns an Maria Theresia, d. d. Groß-Teinitz, 2. Juli 1758. (Vgl. Arneth V, 376.)

45 (45). Wiener Diarium Nr. 55 vom 12. Juli 1758. S. Waddington II 96 ff., 98 ff., 109 ff.

46 (45). D. d. Cöln, 28. Juni 1758.

47 (46). Vgl. Waddington II, 333 ff. (Seite 342, Anm. 1 Angabe der Literatur.)

48 (46). S. Anhang 44 (45).

49 (46). R. R. Buch Franz I., Band XVI, 102.

50 (47). Das Konferenzrepertorium Khevenhüllers ex 1758 konnte nicht aufgefunden werden.

Die Instruktion Rodts war vom 30. Mai 1758 datiert; sie enthielt unter anderem folgende Liste:

Designatio cardinalium aulae caesareae pro supremo Pontificatu gratorum:

1. Bardi, cum cautela addicti erga caesareas rationes status secretarii.
  2. Tamburini.
  3. Archinto.
  4. Pozzobonello.
  5. Paulucci.
  6. Crescenzi.
  7. Durini, cum supradicta cautela.
  8. Torregiani.
  9. Serbelloni.
  10. Sagripante.
  11. Galli.
  12. Rezzonico.
  13. Imperiali.
  14. Mosca
  15. Guadagni
  16. Delci
- } ob aetatem nimis adultam ultimo loco positi.

Designatio cardinalium aulae caesareae pro Pontificatu non gratorum:

1. Oddi.
2. Banchieri.
3. Cavalcini.
4. Doria.
5. Lante.
6. Stoppani.
7. Borghese. (Romana, Varia 53. Staatsarchiv.)

51 (48). Die beiden vom Papste eigenhändig geschriebenen Notifikations-schreiben (d. d. 10. Juli 1758) sind im Staatsarchive verwahrt.

52 (49). In dieser Konferenz war beschlossen worden, dem französischen Botschafter Stainville folgendes Schriftstück zu übergeben:

„L'impératrice rend trop de justice à la façon de penser du roi, pour ne pas être persuadée que le plus ou le moins d'espérance de remplir la totalité de l'objet que l'on s'était proposé, n'influera jamais sur la mesure de son exactitude dans l'accomplissement de ses engagements.

Et elle est convaincue par conséquent qu'il n'est qu'une nécessité absolue et nulle autre considération qui ait pu déterminer S. M. Tr. Chr., à lui proposer la diminution de six millions de florins sur le subside convenu annuellement pendant le cours de la présente guerre.

Indépendamment de l'embaras et du dérangement que cause à ses finances un mécompte aussi inattendu et aussi considérable, elle ne peut donc plus douter à son grand regret que cette proposition ne soit l'effet d'un manque de ressources et de moyens, dont les suites peuvent être très fâcheuses, et qui aurait même sans doute déjà été funeste à la cause commune, si l'impératrice par les plus grands efforts n'était parvenue à suppléer d'ailleurs au vuide de plusieurs millions qui lui sont dûs sur le subside pour le passé, et s'était trouvée moyennant cela dans l'impossibilité de rétablir ses armées et de les remettre dans l'état où elles sont, et qui la sauvent aujourd'hui elle et ses alliés. Elle ne saurait donc cacher au roi, combien elle en est peinée.

C'est la teneur des traités qui fait la loi commune, et il serait superflu par conséquent entre l'impératrice et le roi aussi respectables en général qu'en particulier par leurs principes, d'alléguer ce qui peut s'être dit de part et d'autre entre leurs ministres pendant le cours de leurs négociations.

La récapitulation de tous les événements de la dernière campagne ne servirait également, qu'à rappeler des fautes et d'inutiles regrets. Une observation cependant, parcequ'elle est trop importante et d'un fait qui doit étonner la postérité, on ne saurait se dispenser de la faire, et c'est :

Que ce n'est pas à la puissance formidable du roi de Prusse, mais à l'armée d'Hanovre que sont dûs les événements de la campagne dernière et ceux même de cette année, puisque sans elle la France n'aurait pas essuyé tous les malheurs de l'année passée et de celle-ci, et qu'au contraire, si elle n'avait pas été détournée du vrai but par cet objet, étranger aux grands projets de l'alliance, et qu'elle eût pu faire par conséquent la guerre au roi de Prusse conjointement avec l'impératrice, vraisemblablement la totalité de l'objet que l'on s'était proposé serait remplie aujourd'hui, parceque par la rapidité de nos progrès nous aurions sans doute forcé nos ennemis à souscrire à une paix conforme à nos vues et à nos arrangements.

Il est incontestable par conséquent que la malheureuse guerre d'Hanovre est la source de tous nos malheurs et la principale cause de ce que tout manque aujourd'hui et qu'il faudrait peut-être, en précipitant la paix, perdre le fruit de tous ses travaux, parcequ'elle a entraîné la France dans un genre de guerre des plus coûteux, et qui a dû la rendre plus longue au lieu d'un autre qui aurait pu la terminer dans une campagne en deux tout au plus.

L'impératrice pense donc que, si par quelqu'un de ces heureux coups du sort, qui ne sont pas impossibles à la guerre, il arrivait que l'électeur d'Hanovre et ses alliés voulussent encore donner les mains à une neutralité, il faudrait l'accepter pure et simple sans hésiter, pourvu qu'elle pût être bien cimentée, et

elle croit qu'en attendant les armées du roi doivent être occupées du soin, de ne point perdre de vue l'armée de l'électeur d'Hanovre, de défendre les Pays-Bas et le Rhin et de soutenir la considération de la France en Allemagne.

L'impératrice se rappelle très bien d'ailleurs qu'après que les armées françaises avaient évacué la Saxe et s'étaient éloignées de l'Elbe dès le mois de septembre, le roi de Prusse ayant pu réunir contre elle toutes ses forces, il s'ensuivit de toutes parts ce qui arrivât pendant le reste de la campagne, M<sup>r</sup> le comte de Stainville s'acquitta très exactement auprès de ses ministres et même vis-à-vis d'elle directement de l'ordre, de faire connaître que le ministère du roi pensait que la paix était devenue désormais l'objet auquel il fallait tendre, sans plus s'exposer au sort d'une seconde campagne.

Mais le besoin même que nous pouvions en avoir, et l'envie que nous en aurions témoigné, devant engager naturellement nos ennemis par la raison contraire à s'y refuser, au moins à ne l'accorder, que proportionnée au délabrement de nos affaires et à la faiblesse de notre démarche, ou peut-être, à ne faire ni l'un, ni l'autre, mais à nous amuser par la négociation jusques au moment où ils se seraient crus dans le cas de pouvoir recommencer les opérations; les alliés moyennant cela ne pouvant se dispenser de se remettre en état de pouvoir reparaître en campagne, au cas que l'on fût forcé à la faire; l'impératrice crut qu'il ne pouvait convenir de faire une démarche peu décente et inutile, ou qui tout au plus n'aurait pu produire qu'une paix aux conditions de laquelle il ne peut être permis de souscrire, que lorsque l'on est dans le cas de ne pas pouvoir se dispenser de subir la loi quelconque de ses ennemis. Elle ne voulut cependant pas gêner le roi; on entama même une négociation par le canal de M<sup>r</sup> d'Affry qui fut peu ou point écoutée, et si on ne négocia pas vis-à-vis du roi de Prusse, ce ne fut que parce que S. M. T. C. trouva bon de déférer sur ce point au sentiment de l'impératrice.

Le roi déclara en conséquence qu'il ferait encore tous ses efforts cette campagne, et l'impératrice mettant toute sa confiance dans cette assurance à force de fraix et de soins en trois mois remit ses armées et tachat d'augmenter et d'assurer leur valeur intrinsèque et leur utilité par tous les moyens et nouveaux établissements qui parurent pouvoir faire cet effet.

Le sort de la paix est sans doute dépendant des événements de la campagne; mais bien loin qu'il ne le soit que parcequ'elle est commencée, il n'a jamais pu ne pas l'être après les malheurs par lesquels a fini celle qui l'a précédée, et on peut y ajouter que, si on parvenait à se procurer encore une bonne paix, elle ne serait due qu'à la préférence accordée au parti de faire la campagne, fondé sur les raisons ci-dessus et sur la considération qu'elle pouvait rendre notre condition meilleure et même bonne, et quoiqu'il pût arriver, vraisemblablement jamais plus mauvaise pour traiter de paix, qu'elle ne l'a été après la fin de la dernière et pendant le reste de l'hiver.

L'impératrice se conforme donc sans difficulté au sentiment de S. M. T. C. qui a toujours été le sien, à savoir que les conditions de la prochaine paix devant dépendre naturellement des événements de cette campagne, et les plans qu'on voudrait faire actuellement pour cet effet, ne pouvant être fondés que sur une infinité de suppositions, toutes également idéales, il semble qu'il convient de ne faire encore aucune démarches qui ne pussent aller aux événements quelconques et surtout aucune capable d'enhardir nos ennemis, ou de décourager nos alliés.

L'impératrice avait donc pensé d'abord qu'il pourrait être préférable de ne point publier la déclaration proposée dont le projet a été communiqué par le comte de Stainville, parceque ces sortes d'excusations font rarement l'effet auquel elles sont destinées et souvent l'effet contraire. Cependant comme S. M. T. C. croit que cette démarche peut être utile, que la cour de Pétersbourg y consent, et que l'impératrice et la France en ce cas ont déjà pris vis-à-vis d'elle l'engagement de la faire, l'impératrice en accepte l'offre, y consent aussi de son côté et communique pour cet effet . . . le projet de la déclaration qu'elle se proposerait de faire publier en son nom par ses ministres dans les différentes cours de l'Europe, conjointement avec ceux de S. M. T. C. et de l'impératrice de Russie.

L'impératrice reçoit d'ailleurs avec une satisfaction et confiance proportionnée à ses sentiments pour le roi, l'engagement réitéré de sa parole sacrée qu'il agira sur l'objet de la paix dans le concert le plus parfait avec elle, et qu'il ne sacrifiera jamais pour quelque cause ou motif que ce soit, son alliance. Cette façon de penser de S. M. T. C. est des plus agréables à l'impératrice et elle lui renouvelle bien volontiers également sur sa parole sacrée les assurances sincères du plus parfait retour de sentiments et de procédés de sa part.

Sur les démarches faites en Espagne, il ne reste à l'impératrice qu'à désirer qu'elles ayent leur effet.

L'éclaircissement sur l'idée de la médiation des États-Généraux et du Danemarck est conforme à l'opinion de l'impératrice, et quant à la dernière de ces deux cours, il n'est pas douteux qu'elle pourrait être fort utile, et il faut espérer que, vû la probité du roi de Danemarck, elle n'abusera au moins jamais de la bonne foi avec laquelle, par la tournure du traité, on s'est abandonné à ses intentions et à sa loyauté.

Quant à la manière dont les ambassadeurs du roi auront pressenti la façon de penser de la Russie et de la Suède sur l'objet de la paix, l'impératrice compte trop sur la sagesse des ordres qui leur auront été adressés et sur la dextérité personnelle de ces ministres, pour ne pas être sans inquiétude au sujet de l'effet que pourront faire ou avoir fait leurs démarches.

Elle croit aussi qu'il sera bon de tâcher de convenir dès à présent, confidentiellement entre elle et le roi, des principes, des époques et des conditions sur lesquelles on pourra élever par la suite l'édifice de la paix, parceque, si les événements de la campagne étaient malheureux, on pourrait être dans le besoin de devoir la faire l'hiver prochain, et que moyennant cela il ne peut qu'être utile d'avoir tous les matériaux prêts, pour n'avoir plus qu'à les mettre en œuvre, et en ce cas le roi peut bien penser que l'impératrice connaît trop ses propres intérêts pour qu'elle puisse avoir seulement la pensée de vouloir la continuer, et beaucoup moins celle, d'y engager ses alliés.

Mais elle ne saurait convenir qu'il faille la faire, les événements de la campagne fussent-ils même heureux, à moins que les ennemis de la cause commune ne voulussent souscrire à des conditions justes et raisonnables. Ses raisons pour penser ainsi, sont :

Que des succès en rétablissant la confiance et le crédit, vraisemblablement redonneront les moyens qui manquent actuellement.

Que ce n'est jamais que forcément que les cours de Vienne et de Versailles peuvent se permettre de souscrire à une paix qui les laisserait dans l'état violent dont pour la sûreté, la tranquillité publique et l'intérêt même de l'humanité elles ont cherché et dû chercher à se tirer.

Que la fin d'une guerre, dans laquelle les deux cours et leurs alliés se sont épuisés, et qui laisserait le roi de Prusse et les siens dans leur entier, rendrait leur condition bien plus mauvaise pour l'avenir qu'elle ne l'a été par le passé.

Que le défaut de moyens qui aurait forcé l'impératrice à ne plus pouvoir faire la guerre pour elle-même, ne lui permettrait pas naturellement de pouvoir la répondre de longtemps en faveur de ses alliés.

Et que l'Angleterre devant être portée actuellement par son intérêt bien plutôt à désirer que la France puisse être dans le cas de devoir continuer la guerre sur terre et sur mer, qu'à lui accorder une paix qu'elle témoigne souhaiter et dont elle paraît avoir besoin, il n'est pas impossible que le roi d'Angleterre ne se refuse à faire la paix avec S. M. T. C. dans le cas même auquel le roi de Prusse qui a autant d'intérêt à la désirer que la Grande-Bretagne en a de la faire continuer, la ferait avec l'impératrice; ou au moins très possible, que la France sera forcée à la recommencer peut-être dans un an ou deux dans le cas fâcheux non seulement, de ne pas pouvoir être secourue par l'impératrice, si elle continuait, parceque le roi de Prusse la tiendrait en échec, mais même dans le danger de ne pas pouvoir l'être, et moyennant cela de succomber, si elle recommençait dans un an ou deux, parceque ni elle, ni la cour de Vienne n'aurait eu le temps de se remettre en état de la faire.

Il s'ensuit donc qu'il paraît convenir à la France autant qu'à l'impératrice, non seulement de ne pas se prêter légèrement à faire la paix sur le pied du traité d'Aix-la-Chapelle, mais ainsi au contraire à faire l'impossible pour qu'il ne faille pas en venir là, et à ne s'y prêter qu'au cas que ce fût une nécessité absolue qui heureusement n'existe pas encore, vu l'état des armées de l'impératrice et le ton de la campagne, d'autant plus que sans contredit il sera toujours bien plus frayeux, bien plus difficile et bien plus dangereux de recommencer la guerre, qu'il ne peut l'être de la continuer.

Malgré ces considérations cependant, l'impératrice n'a point hésité, selon la demande qui lui en été faite, de munir le comte de Starhemberg des ordres nécessaires pour discuter la matière de la paix avec M<sup>r</sup> l'abbé de Bernis; mais en bonne et fidèle alliée elle a cru devoir représenter néanmoins en même temps, l'humiliation et le danger auquel on exposerait la cause commune et la monarchie française en particulier, en précipitant la paix et en abandonnant le projet de se la procurer conforme à l'intérêt et à l'esprit du système avant qu'il ne soit devenu d'exécution absolument impossible.

-----  
A l'égard des arrangements à faire entre les deux cours après la paix, ils dépendront beaucoup de la façon dont on finira la guerre. — — — —

Que s'il arrivait qu'elle retirât quelque avantage de cette guerre, le roi peut compter sur des avantages proportionnés, et que dans tous les cas l'impératrice maintiendra son alliance et tâchera de lui donner des preuves de sa sincère amitié.

Il ne reste donc plus que de s'expliquer sur les secours tant en hommes qu'en argent que le roi promet à l'impératrice pour cette année 1758.

La confiance de l'impératrice dans les engagements que le roi a vis-à-vis d'elle, les fréquentes instances qu'elle n'a pu s'empêcher de lui faire sur les payements arriérés du subside, et la considération de l'extrême besoin qu'elle doit en avoir dans une guerre aussi frayeuse, ont dû lui faire espérer sans doute

de l'équité, de l'amitié et de la sagesse du roi, si non l'entier paiement, au moins un à compte considérable des dits arrérages.

Il est aisé de penser par conséquent, combien l'impératrice doit avoir été touchée d'apprendre au lieu de cela, que le roi est dans l'impossibilité absolue de payer cette année les arrérages échus du subside annuel.

Et combien plus encore elle doit avoir été frappée du projet de la diminution de presque la moitié du dit subside pour l'année courante, sur laquelle dans le même temps S. M. T. C. lui demande son consentement.

Cependant quelque fâcheux et embarrassant que soit pour elle ce défaut de paiement pour le passé et cette considérable diminution pour le présent et l'avenir, pour donner au roi une nouvelle preuve de ses sentiments pour lui, elle accepte ses offres sur les arrérages et l'arrangement qu'il lui propose pour l'année courante; elle est prête même à faire dresser et signer une convention sur ce sujet.

Il (l'arrangement) pourrait lui procurer des secours encore dans le courant de cette campagne, dans laquelle ils peuvent être exactement de l'utilité la plus grande à la cause commune.

Quant au traité avec le Danemarck, comme M<sup>r</sup> le président Ogier avait promis alternativement et au choix de l'impératrice son accession ou sa garantie, elle a cru devoir donner la préférence à ce dernier parti comme le plus convenable dans le cas d'un traité, dont la plus grande partie des articles ne la regardent pas directement, et elle a déjà envoyé en conséquence son acte de garantie au comte de Dietrichstein pour le remettre au ministère Danais, après s'être concerté avec M<sup>r</sup> Ogier, conjointement avec une déclaration qui a paru nécessaire et dont communication a été faite à M<sup>r</sup> le comte de Stainville.

(Réponse au mémoire remis par l'ambassadeur de S. M. T. C. à Vienne. Beilage einer Weisung an Starhemberg vom 27. Juli 1758.)

„Das französische Memoire — so schrieb Kaunitz an Starhemberg — hätte zwar bei verschiedenen Stellen eine empfindlichere Ahndung verdient; es ist aber a. h. Orts für gut befunden worden, es bei der erwehnten Antwort und Erklärung vor demahlen bewenden zu lassen.

(Weisung vom 27. Juli 1758.)

Vgl. Arneth V, 438 ff.; Waddington II, 442 ff.

53 (50). Relation de la campagne de 1758. (Politische Korrespondenz Friedrichs des Großen XVII, p. 105 ff., Nr. 10133.)

54 (52). S. Waddington II, 376 ff., 378 ff.

55 (53). Dieses Schreiben liegt nicht bei.

56 (57). S. Waddington II, 157 ff.

57 (57). Kopie liegt bei. (S. Arneth X, 408; Waddington II, 264 ff. [in der Fußnote Angabe der Literatur].)

58 (57). Näheres darüber in den Reichshofratsakten. (Staatsarchiv.)

59 (57). Heinrich Wilhelm Freiherr von Haugwitz starb am 10. Oktober 1758. (Über den Grafen Rudolf Chotek vgl. Ad. Wolfs Aufsatz in den Sitzungsberichten der philosoph.-histor. Klasse der kaiserlichen Akademie der Wissenschaften IX, 435 ff. und Rankes histor.-polit. Zeitschrift II [1835].)

60 (58). Die Schüsse hatten angeblich dem allgemein verhaßten Kammerdiener des Königs, Teixeira, gegolten.

61 (58). Sein Nachfolger war Franz Felix Alberti de Enno.

62 (59). Nachforschungen darüber sind erfolglos geblieben.

63 (59). Die Übergabe der Festung Sonnenstein war am 5. September 1758 erfolgt.

64 (63). Khevenhüllers Konferenzrepertorium vom Jahre 1758 konnte, wie schon an anderer Stelle bemerkt worden war, nicht aufgefunden werden. — Maria Theresia wollte den Feldzug nicht ohne eine glänzende Tat zu Ende gehen lassen; sie ordnete daher die Belagerung von Neisse an.

65 (64). S. Waddington III, 348 ff., 352 ff.

66 (65). Über Johann Thomas von Trattner vgl. Anton Mayer: Wien, Buchdruckergeschichte 1482—1882, II, 31 ff.

67 (66). S. Waddington II, 465 ff., 467 ff.

68 (66). „E. M. ist a. g. erinnerlich — so referierte Kaunitz am 30. Dezember 1758 — daß der zwischen des Kaisers M. als Großherzogen von Toscana mit dem Canton Algier zuerst errichtete Frieden zwar einige Jahre unterbrochen gewesen, am 28. Junii 1757 aber vermög des in 22 Artikeln bestehenden . . . Tractats\*) mit Hilfe der ottomanischen Pforte wiederum hergestellt und zu deßen Überbring- und Bestätigung der Kaggi Demetri Marcachi als algerischer Abgesandter anhero geschicket worden sei.

Da sich nun weder in diesem Tractat, noch in dem vorhergehenden vom 8. Octobris 1748\*\*) für die Frei- und Sicherheit des Commerci E. M. und Dero allerseitigen Seehaafen und Unterthanen nichts genugsam Zuverlässiges, sondern gleichsam nur zufälliger und zweifelhafter Weise in dem 6. Artikel nach den benannten toskanischen Seehaafen Fiume allein blos mit einem *etc.* ausgedruckt und angehangt befindet, so hat der allhier sich aufhaltende algerische Abgesandte nach seiner für E. M. Interesse äußerenden unterthänigsten Devotion und Neigung sowohl, als um sich die Gesandtschaft annehmlich zu machen, sich vor seiner Abreise aus Algier bemühet, vermittelt seines bei dem Day und dortiger Regierung erworbenen Credits und Vertrauens, die des Kaisers M. toskanischen Unterthanen zugestandene Frei- und Sicherheit in dem Seehandel auch auf E. M. und alle Dero Seehaafen, Scalas und Unterthanen zu erstrecken und festzustellen, wie ihm dan solches auch nach Ausweiß des besonderen Artikels gelungen hat.

Da nun kraft der darinn enthaltenen Generalität alle E. M. Bottmäßigkeit unterworfenen Seehäfen, mithin Ostende, Nieuport und Antwerpen begriffen seind, so wird durch diese a. g. landsmütterliche Vorsorge und Einrichtung dero getreuesten niederländischen Vasallen und Unterthanen längst sehulich gehegter Wunsch erfüllet, daß sie solchergestalten vermittelt des nach Spanien sicher und von den Corsaren ohnangefochten zu treibenden Handels sich einen guten Nutzen erwerben, folgsam den bis anhero für die Wohlfart ihrer a. g. Königin und des allerdurchl. Erzhauses bewiesenen Diensteyer fortwährend dankbarst bethätigen können.

Hierzu würden die niederländische Unterthanen ganz ungemein angefrischet und die Ausgabe reichlich von ihnen auf andere Art eingebracht werden, wann E. M., wie ich pflichtschuldigst, jedoch ohnmaßgebigst einzurathen nicht umhin kann, ihnen die Gnade zu erzeigen geruhen wollten, gleichsam aus mildester Rücksicht

\*) Original im Staatsarchive.

\*\*) Martens, Suppl. I, 308.

für ihre bis anhero bewiesene Bereitwilligkeit und Treue nicht nur dem Day, sondern auch denen ersten Vorstehern der Regierung zu Algir einige anständige Galanterie-Präsenten als goldene Uhren, Tabakieren, einige Rauten-Ring und leichte goldene Stoffe ohne lames zu machen, um ihnen andurch die großmüthigste Erkenntlichkeit zu erkennen zu geben, daß gedachte Regierung aus eigener Bewegung auf Betrieb des Marcachi den separaten vortheilhaften Artikel bloß aus Hochachtung für E. M. errichtet hat. Hierdurch würde sowohl die gute Gesinnung des algrischen Volks und anmit der neu geschlossene Traktat befestiget, als auch E. M. a. h. Ansehen bei demselben vergrößeret und verherrlicht. Der Betrag dieser bei einem neu errichteten Traktat nöthig und gewöhnlicher Weise den Ministern der Cantonen in Africa zu machenden Geschänken dörfte sich auf etliche tausend Gulden belaufen, worzu ich jedoch den Fundum, ohne E. M. allhiesiges Aerarium damit zu belästigen, schon ausfünden werde und ist diese Ausgabe mit denjenigen großen Beschwerden und Summen, welche andere Mächte zu Erhaltung der Frei- und sicheren Schiffart anwenden und ertragen müssen, in keinen Vergleich zu stellen, zumalen die Festhalt- und Erfüllung des Traktats nicht von dem Day allein, sondern auch größten Theils von denen ersten Ministren der Regierung abhanget.

Um sich aber dießseits wegen der frei- und ohngehinderten Schiffart der Niederlander möglichst sicherzustellen, und daß sie unter der generalen Ausdruckung aller E. M. zugehörigen Seeporten und Unterthanen mitbegriffen seien, so habe nach eigener Anhandgebung des wohlgesinnten algrischen Abgesandten Marcachi zweierlei von E. M. a. g. gefälligst zu fertigende Acceptations- und Rati-fications-Urkunden . . . zu dem Ende aufsetzen laßen, damit ernannter Abgesandter sich bestens befeißten mögte, nach seiner Zuruckkunft nach Algier dasjenige Exemplar annehmen und gelten zu machen, in welchen die niederländische See-häfen namentlich ausgedrücket stehen. Sollte aber solches zu bewerkstelligen nicht wohl möglich sein, so habe er das zweite gleich dem separaten Artikel in General-Terminis aller E. M. unterthänigen See-Haafen abgefaßte Exemplar zu überreichen, wobei er sich jedoch anerbotten, den Day dahin zu vermögen, daß in seinem an E. M. zu erlassenden Danksagungsschreiben für die überschickte Ge-schänke die Namen der niederländischen Seehaafen eingerucket, mithin auf solche Weise genugsame Erläuterung und Sicherheit gegeben werden sollen.

(Staatsarchiv.)

Maria Theresia genehmigte diesen Vortrag sowohl wie den Betrag von 9598 fl. 7 $\frac{1}{2}$  kr., der für die Anschaffung der Geschenke verwendet werden sollte. Gegeben wurde sonach:

1. Dem Passa Dey	
eine goldene mit Brillanten, Rubinen etc. besetzte Tabatière, samt einer mit dergleichen Edelsteinen besetzten englischen Repetir-Uhr, von dem Jubelirer Fleischhäckel erkauft . . . für . . . . .	1600 fl. — kr.
Für eine goldene englische Uhr-Kette à 14 $\#$ . . . . .	57 „ 45 „
Für ein Futteral zu der Tabatière . . . . .	3 „ — „
2. Dem Hasnagi oder Ersten Ministre	
Eine goldgefaßte mit Brillanten besetzte Tabatière von Lapis Lazzoli von Fleischhäckel . . . . .	900 „ — „
Einen Ring mit einem großen Rautendiamanten von der Frau Gräfin von Questenberg Excell. erkauft samt Faßerlohn . . . . .	610 „ — „

3. Dem Grand-Aga oder Capitaine-Général		
Eine Tabatière von Cristal de rocher mit Brillanten und Rubinen besetzt, inwendig stark mit Gold ausgefüttert, von dem Jubelirer Grosser . . . . .	900 fl. — kr.	
Einen Ring mit einem einzeln Rautendiamanten samt Faßerlohn, von dem Jubelirer Smittmer . . . . .	310 " — "	
4. Dem Vechil Harge		
Eine viereckigte Tabatière von Cristal de rocher mit Brillanten und Rubinen besetzt, von dem Jubelirer Schwab . . . . .	600 " — "	
5. Dem Haddi Hoggia oder Grand-Ecuyer		
Eine gantz goldene Repetiruhr samt dergleichen Kette, von dem Uhrmacher Hochennadel . . . . .	206 " 15 "	
Eine gantz goldene façoirte Pariser Tabatière, von Fleischhäckel . . . . .	350 " — "	
6. Dem Hasnadar, Favoriten des Dey		
Eine colorirte goldene Repetiruhr mit dergleichen Kette, von Hochennadel, p. 78 # . . . . .	321 " 45 "	
Einen goldenen Ring mit einem einzeln Rautendiamanten samt Faßung, von Smittmer . . . . .	310 " — "	
7. Dem einen Brudern des Dey		
Ein paar durchaus mit Silber beschlagene Pistolen, von dem Buchßenmacher Klein . . . . .	206 " 15 "	
Ein goldener Ring mit einem einzeln Rautendiamanten samt Faßung, von Smittmer . . . . .	295 " — "	
8. Dem anderen Bruder des Dey		
Ein Paar gleiche mit Silber beschlagene Pistolen . . . . .	206 " 15 "	
Ein gleicher goldener Ring mit einem Rautenstein . . . . .	295 " — "	
9. Denen drei übrigen Ministren des Dey		
Einem jeden eine goldene Repetir-Uhr mit dergleichen Kette, von Hochennadel . . . . .	635 " 15 "	
(die Uhren à 38 #, die Kette à 12 #).		
10. Dem letzten Hoggia oder Expeditions-Secretario		
eine ordinari goldene Uhr mit dergleichen Kette . . . . .	169 " 30 "	
11. Dem Osman Efendi, so geheime Nachrichten ertheilet,		
eine goldene glatte Uhr und Kette . . . . .	120 " — "	
12. Dem Abgesandten Marahi selbst		
einen goldenen Ring mit einem einzeln Rautenstein, von dem Jubelirer Schwab . . . . .	308 " — "	
Item eine Tabatière von Jaspis in Gold gefaßt und mit glatt geschliffenen orientalischen Granaten besetzt, von dem Jubelirer Grosser . . . . .	170 " — "	
13. Für 120 Ellen reichen Stoff, so dem Marcahi zu Florentz behändiget worden, für den Hasnagi, Grand-Aga, Vechil-Harge, Haddi-Hoggia, Hasnadar, die 2 Brüder des Dey und die 3 übrigen Ministres, jedem 12 Florentiner Ellens oder 10 Wiener, laut des H. FM. Marchesen von Botta Exe. Schreiben vom 17. Martii, samt beigelegten Rechnung und Quittungen .		1024 " 7 <sup>1</sup> / <sub>2</sub> "
	9598 fl. 7 <sup>1</sup> / <sub>2</sub> kr."	

(Staatsarchiv.)

Die Geschenke des Dey bestanden „in einem seither 12 Jahren bei seiner Hofstatt gehaltenen ansehnlichen Sclaven, namens Marco aus Zeng in Istrien gebürtig, woselbst er noch Weib und Kinder haben solle; dan in vier Löwen- und vier Tieger-Häuthen; vier Stuck rothen sogenannten Barracans oder ratinirten Teppichen und zweien mit Gold gewürckten Scharpen, welche dem a. h. Befehl zufolge dem Obristen Stallmeister Fürsten von Auersperg habe ablieveren laßen“. (Vortrag des Grafen Kaunitz an die Kaiserin vom 31. Oktober 1758. Staatsarchiv.)

Marco erhielt einen Paß und hundert Gulden und kehrte in seine istriatische Heimat zurück.

Am 7. Januar 1759 trat Maria Theresia für ihre Häfen Triest, Fiume, Zengg, Ostende, Nieuport und Antwerpen dem Vertrage vom 28. Juni 1757 bei. (Bittner, Chronologisches Verzeichnis der österreichischen Staatsverträge I, 203, Nr. 1100.)

69 (67). Es handelte sich um das Projekt, den Erzherzog Josef mit der ältesten Tochter des Königs Karl, Prinzessin Josefa, und den Thronfolger mit einer Erzherzogin zu vermählen. (Vgl. Arneht 337.)

70 (67). Am 13. Oktober erstattete Kaunitz dem Kaiser folgenden Vortrag: „L'état où je vois les choses, d'après les dernières lettres de M. le maréchal Daun, me paraît plus que j'y pense, des plus graves et des plus sérieux. La façon dont finira cette campagne, décidera du sort de la monarchie, parceque la guerre et la paix se fera à l'avenant par la suite. Cela est clair et on ne doit, ni ne peut se faire illusion là dessus. D'ailleurs le temps presse; notre condition selon la situation actuelle ne pouvant pas manquer d'empirer dorénavant de vingt-quatre heures à vingt-quatre heures, supposé que sans prendre aucun parti, nous continuassions dans nos opérations à nous contenter de prendre, comme on dit, l'ordre de l'ennemi. Le moment en un mot est, selon moi, des plus décisifs. Un bon et fidel serviteur de VV. MM. II. ne doit point se borner à gémir et à voir en simple spectateur, lorsque l'intérêt de l'état veut qu'il pense, dise et fasse tout ce qui lui paraît être de sa gloire et de son intérêt. En cette qualité personne ne l'emporte sur moi, et moyennant cela, je crois ne pas devoir différer à soumettre mes réflexions sur la situation présente aux hautes lumières de V. M., en prenant la liberté de l'assurer d'avance que je désire fort sans doute qu'Elle y puisse retrouver le bien de son service, mais qu'en même temps je serai content, pourvu que cette nouvelle preuve de mon zèle ait le bonheur de Lui être agréable.“

Le roi de Prusse qui est assez ordinairement informé de tout ce qui se passe dans nos armées, paraît aujourd'hui avoir été déterminé, si non tout à fait, au moins en grande partie, au parti qu'il a pris, de s'éloigner de nouveau des bords d'Elbe et de se rapprocher de la Silésie par la connaissance qu'il ne peut guère manquer d'avoir eue, du projet de notre expédition sur Neusse, dont parlaient toutes les lettres de Silésie longtemps même avant qu'elle ne fut décidée ici. VV. MM. II. y donnèrent les mains principalement, parcequ'Elles l'envisagèrent comme un moyen de diversion qui pouvait engager le roi de Prusse à quitter son camp inattaquable de Bischofswerda, remettre M<sup>r</sup> le maréchal Daun en activité et lui fournir l'occasion de profiter des mouvements ou détachements que le roi pourrait faire, si non pour l'atteindre en gros ou en détail et lui livrer un combat avantageux au moins pour se mettre en position de lui rendre sa communication avec la Silésie difficile, par là

d'assurer la possibilité d'une jonction avec les Russes et de couvrir le siège de Neusse.

Une partie de ce qu'on avait prévu, est aussi arrivé. Le roi de Prusse a été tiré de son camp inattaquable; mais malheureusement il ne s'en est ensuivi aucun des effets auxquels cet événement était destiné. Le roi de Prusse nous a prévenu dans le poste de Görlitz et moyennant cela nous sommes aujourd'hui plus mals que nous n'étions, lorsqu'il se trouvait dans le camp de Bischofswerda, parceque, quoique de là il rendait à la vérité impossible l'expédition de la Saxe, il ne pouvait pas au moins empêcher en même temps celle de Silésie. Aujourd'hui il peut empêcher l'une et l'autre en même temps, parcequ'on n'a pas pu profiter de son déplacement de Bischofswerda; et nous faisons moyennant cela la triste expérience que les meilleurs projets du monde peuvent devenir mauvais par l'événement, lorsqu'ils sont mal exécutés ou qu'ils ne le sont qu'en partie. Enfin il est de fait que nous sommes actuellement, vu ce que je viens de dire, plus mal que nous n'étions dans le camp de Stolpen.

Nous ne pouvons point aller en Saxe; nous ne pouvons point prendre le parti de terminer la campagne et d'entrer en quartiers d'hiver, parceque cela ne peut pas se faire sans concert avec nos alliés les Russes et les Suédois, et tant que leurs armées tiennent encore la campagne; ainsi il ne nous reste que de deux partis l'un, c'est à dire :

Ou, d'aller chercher sérieusement l'occasion de combattre le roi de Prusse;

Ou bien, de se contenter de tenir les armées inutilement sous la toile, pendant peut-être encore 6 semaines ou deux mois, pour ensuite entrer en quartiers d'hiver, la réputation des armes bien ébréchée, les alliés entièrement découragés sur l'avenir et les armées par la désertion et les maladies peut-être pas moins diminuées qu'elles pourraient l'être par la perte d'une bataille.

Il s'agit donc d'examiner ces deux importantes questions avec autant d'attention qu'elles en méritent, et cet éloignement de toute prévention, qui seul fait trouver la vérité.

C'est ce que j'ai cru devoir faire, Sire, dans une lettre de cabinet que j'ai fait coucher depuis hier au soir. Je viendrai l'apporter à V. M. à cinq heures de cet après-dîner et comme il me paraît nécessaire qu'Elle écoute sur un objet aussi important la conférence ministériale, avec l'intervention de MM. les maréchaux de Neipperg et de Liechtenstein, un parti aussi sérieux ne pouvant être trop pesé, quoiqu'il me paraisse à moi, qu'en calculant sans prévention, le choix ne saurait être douteux, j'ai pris la liberté de faire avertir les ministres et les deux maréchaux de se trouver à Schönbrunn à 5 heures, les instants étant trop décisifs dans les circonstances présentes, pour que l'on puisse, sans inconvénients, différer du jour au lendemain. J'espère que V. M. ne désapprouvera pas le parti que j'ai d'autant plus cru devoir prendre, qu'Elle sera encore à temps de me donner ordre de tout contremander, si Elle le veut. Je m'y conformerai dès qu'ils me seront parvenus et en attendant, comme je viens d'avoir tout à l'heure un mémoire du comte de Flemming qui peut influer dans le parti à prendre, je m'empresse de le faire passer à la connaissance de V. M. en me mettant très humblement à Ses pieds."

Infolge Konferenzbeschlusses erging noch am 13. Oktober ein Kabinettschreiben an Daun, das den Auftrag enthielt, eine Schlacht zu liefern. Als es in die Hände Dauns gelangte, hatte dieser bereits bei Hochkirch gesiegt. (S. Arneth V, 443 u. Anm. 635, S. 537.)

71 (67). Vgl. Arneth IX, 8 ff.

Papst Clemens XIII. hatte dem Wunsche der Kaiserin willfahrt und am 19. August 1758 ein Breve folgenden Inhalts an sie gerichtet:

„Carissimae in Christo filiae Mariae Theresiae Hungariae reginae Apostolicae nec non Bohemiae reginae illustri in Romanorum imperatricem electae.

Clemens PP. XIII.

Carissima. Cum multa alia Romani Pontifices quibus nos plane quidem immerentes successimus, tum hoc praeclare sapienterque fecerunt, ut quae provinciae ac nationes in finibus perpetuorum Christiani nominis hostium positae, tanquam valli quidam atque aggeres munitissimi contra ipsorum impetum existimantur eas illi quam diligentissime observarent, praecipua benevolentia complecterentur, et singularibus etiam ubi res ferret beneficiis exornarent.

Ejusmodi est florentissimum Hungariae regnum, quod Tu carissima in Christo filia Nostra haereditarium accepisti, quodque ad Christianae ditionis et gloriae terminos proferendos, vel propter bellicosissimae gentis fortitudinem omnium aptissimum vel propter locorum naturam opportunissimum adhuc quidem semper habitum est, et fuit.

Neque vero quisquam ignorat, quam multa et quam egregia facinora pro tuenda propagandaque Jesu Christi religione gessit nobilissima Hungarorum natio, quam saepe manus conseruit cum teterrimis hostibus, iisdemque ad communem Christianae reipublicae perniciem erumpentibus suo veluti corpore aditum interclusit, maximasque de illis atque incredibiles victorias reportavit. Celebrantur ea quidem fama scientiaque omnium, clarissimisque prodita sunt monumentis litterarum. Hic autem silentio nullo modo praeterire possumus Stephanum illum sanctissimum fortissimumque Hungariae principem, cujus memoriam coelestibus honoribus consecratam, atque in sanctorum numero collocatam rite veneramur. Ejus autem virtutis, sanctitatis, fortitudinis vestigia extant istis in locis ad laudem Hungarici nominis sempiternam. Neque illius pulcherrima exempla virtutum reliqui in regno successores non sunt perpetuis temporibus imitati. Quam ob rem nemini mirum videre debet, si Romani Pontifices hungaricam nationem, ejusdemque principem et reges ob maxima et egregia illorum erga catholicam fidem et romanam Sedem merita amplissimis semper laudibus ac privilegiis condecoraverint. Quale est illud in primis sane honorificum, quod ante reges quando prodeunt in publicum tanquam splendidissimum Apostolatus insigne crucem gestat Episcopus, idque ex hujus Sanctae Sedis concessione quo ostendatur hungaricam nationem atque ejus reges gloriari unice in cruce Domini Nostri Jesu Christi atque in eo Signo pro Catholica fide et dimicare semper et vincere consuevisse. Habent hoc etiam Hungariae reges ut a plerisque omnibus istae appellatione certe magnifica et gloriosa reges Apostolici salutari et nominari soleant. Cujus quidem sive consuetudinis sive privilegii fons et caput ignoratur. Nos autem qui praecessorum Nostrorum, quando sapientiam assequi non possumus, certe in exorandis honestandisque iis principibus et regibus, quos Sanctae Sedi devinctos maxime atque addictos novimus, instituta imitari studemus, nunquam melius haec Pontificatus Nostri initia auspici posse existimamus, quam si animum ad dignitatem Majestatis Tuae Apostolicae, atque istius Hungarici regni amplificandam statim convertamus. Id autem recte atque ordine praestabimus, si perhonorificae illi Apostolatus appellationi, modo quam diximus, Pontificiam auctoritatem vim ac robur quatenus opus sit, adjungamus. Ea propter motu proprio et certa scientia ac matura deliberatione Nostra deque Pontificiae auctoritatis plenitudine Majestatem

Tuam Apostolicam, tanquam Hungariae reginam Tuosque in illo regno successores titulo appellatione, nomine Apostolici regis harum vi literarum in forma Brevis ornamus, honestamque condecoramus, insignimus, atque etiam ab omnibus Te quidem reginam Apostolicam, Tuos vero in hungarico regno successores reges Apostolicos nominari, appellari, inscribi, salutari, ac tractari mandamus. Non obstantibus quibuscunque, quae huic Nostrae voluntati adversari posse videantur. Gratum igitur acceptumque habeas charissima in Christo filia Nostra, hunc titulum non eum quidem indicem potentiae ac dominatus, quales ad inanem ostentationem ambitio saeculi excogitavit, sed propriam Christianae modestiae notam, et ministerii Jesu Christi, quo tamen Jesu Christi famulatu verissima ac nunquam interitura regni gloria continetur. Habeas hoc sive testimonium sive praemium ardentissimi illius propagandae Catholicae religionis studii, quod a majoribus Tuis antiquissima laudatissimaque serie deductum servare semper majoremque in modum augere studuisti. Quod quidem honoris ornamentum trades optimo suavissimoque Filio, ad quem maternas hereditas gloriae et factorum imitatio pertinet. Habeas denique has, quasi primitias Pontificiae caritatis et benevolentiae, quae Majestatem Tuam Apostolicam prosequimur, et cui pignus alterum addimus in Apostolica Benedictione quam Tibi carissima in Christo filia Nostra amantissime impertimur.“ (Staatsarchiv.)

In Betreff dieses Titels übersandte Kaunitz am 28. September 1758 dem Obersthofmeister Grafen Ulfeld folgende „Ohnmaßgebige Anmerkungen“:

„1<sup>o</sup> entsteht das Bedenken, ob der Kaiserin Königin M. in ihren landfürstl. Verordnungen, öffentlichen Patenten und Rescriptis ihre selbst diesen Titel beilegen sollen?

Pro negativa scheinete die mehrere Anständigkeit und das Beispiel von anderen Königen zu streiten, daß nemlich dergleichen Ehren-Titel und Benamungen nur von anderen in Zuschriften, Landesberichten, Bittschriften und sonstigen Adressen gegeben werden. Wie dann die Könige von Frankreich und Spanien niemahlen in ihren Mandemens und Pièces publiques sich selbst respectiv Roi Très Chrétien und Roi Catholique nennen, sondern solche Benennung lediglich von anderen und in obigen Fällen empfangen und üblich hergebracht haben.

Pro affirmativa hingegen und daß es hierinnenfalls auf eine gewisse Willkühr ankomme, ist das Beispiel des Königs in Engeland vorhanden, als welcher seinen übrigen Titulaturen in eigenen Urkunden und Verordnungen die Benennung Defensor Fidei ausdrücklich beifüget.

2<sup>o</sup> Da vermög I. k. k. M. in der Beilage\*) angemerkten a. g. Willensmeinung das ly Apostolische Königin gleich nach Hungarn, worauf es appelliret, gesetzt werden solle, als dürffte dieser a. h. Vorschrift etwa nechstehender Gestalten gehorsamste Folge geleistet werden können.

#### Im Teutschen:

Allerdurchleuchtigste, großmächtigste etc. römische Kaiserin in Germanien, zu Hungar Apostolische, wie auch zu Böhmeim, Dalmatien, Croatien und Slavonien Königin, Ertzherzogin zu Oesterreich etc.

#### Im Lateinischen:

Serenissima ac potentissima N. Romanorum imperatrix, Germaniae, Hungariae Apostolica, nec non Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae Slavoniaeque regina, archidux Austriae etc.“

\*) S. A.

## A. (Schema.)

## Grosser Titul.

Wir Maria Theresia von Gottes Gnaden römische Kaiserin, in Germanien, zu Hungarn, Böhheim, Dalmatien, Croatien und Slavonien etc. Apostolische Königin etc., Ertzherzogin zu Oesterreich etc.

## Mitterer Titul.

Wir Maria Theresia von Gottes Gnaden römische Kaiserin, in Germanien, zu Hungarn, Böhheim, Dalmatien, Croatien und Slavonien etc. Apostolische Königin, Ertzherzogin zu Oesterreich etc.

## Kleiner Titul.

Maria Theresia von Gottes Gnaden römische Kaiserin, in Germanien, zu Hungarn und Böhheim etc. Apostolische Königin, Ertzherzogin zu Oesterreich etc.

## Titulus magnus.

Nos Maria Theresia Dei gratia Romanorum imperatrix, ac Germaniae,\*) Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae Slavoniaeque etc. regina Apostolica,\*\*) archidux Austriae etc. etc. etc.

## Titulus medius et parvus

mutatis mutandis in simili.

A S. M. l'impératrice et reine Apostolique d'Hongrie et de Bohême, archiduchesse d'Autrich

Am 29. September 1758 richtete Graf Ulfeld ein Schreiben folgenden Inhalts an Kaunitz:

„Obschon es in der That willkürlich zu sein scheint, ob I. k. k. M. sich des Tituls Apostolici in denen Landesverordnungen und Patenten gebrauchen wollen, so möchte doch sicherer sein, desfalls dem Beispiel Dero Herrn Vatters kais. M. gloriwürdigster Gedächtnis zu folgen, als deme in allen Titulaturen der Titul Catholisch beigeleget worden, ohne daß dieser Titul der selbst eignen gebrauchten Titulatur wäre eingetragen worden. Oder im Fall sich dessen I. k. k. M. dennoch gebrauchen wolten, solches allein auf die königl. hungarische Expedianda einzuschräncken.

Daß der König in Engeland sich des Tituls Defensor Fidei gebrauche, ungehindert solcher doch von einer päpstlichen Concession herrühren wird, mag etwa die Ursach sein, weilen nach der Revolution die Könige in Engeland, um die geistliche Jurisdiction an sich zu ziehen, sich für das Haupt der Religion aufgeworfen haben.

Übrigens wird man die erfolgte Abänderung, nemliche das Worth Apostolisch, nach dem Worth Hungarn setzen und solches sammentlichen Stellen nachtragen, wan I. k. k. M. auch solchergestalten nicht vielleicht lieber dem alten Stylum folgen wolten, nachdeme an des Kaisers Carl des VI. M. höchst seel. Gedächtnis das Wort Catholisch, nicht nach Spanien, sondren alzeit an die k. k. Catholische M. geschrieben worden, worüber, was ferner I. k. k. M. a. g.

\*) Hiezu am Rande von Maria Theresias Hand: «apostolica, weillen wegen Hungern gegeben worden.»

\*\*) Von Maria Theresia unterstrichen.

entschließen mögten, von I. E. dem Herrn Hof- und Staats-Canzlern Grafen von Kaunitz-Rittberg der kais. Obristhofmeister Graf von Ulfeld die beliebige Auskunft erwartet, um im Fall, da es eine weitere Intimation an die Stellen erforderte, sich darnach richten zu können.“

Graf Kaunitz unterbreitete der Kaiserin am 1. Oktober 1758 beide Schriftstücke mit folgenden Bemerkungen:

„Meines geringsten Dafürhaltens dürfte am anständigsten sein, wann E. M. erleuchtet für gut befinden möchten, in dem Gebrauch sothanen Tituls dem Beispiel Dero Herrn Vatters kais. M. glorwürdigsten Gedächtnuß in Ansehung des geführten Tituls Catholisch zu folgen und solchen nicht in eigenen Titulaturen eintragen, sondern nur von denen Stellen in ihren Expeditionen und sonst durchgehens von anderen in Zu- und Bittschriften sich beilegen zu lassen. Oder im Fall E. M. dennoch auch in eigenen Titulaturen oberührten Titel gebrauchen wolten, solchen allein auf die königl. hungarische Expedianda einzuschränken.

Wegen Einschaltung des Ly Apostolica im lateinischen Titul kan zwar solches Beiwort ganz füglich nach dem Wort Hungariae, worauf es sich referiret, gesezet werden, da hingegen im Teutschen es etwas hart lautet, wann das Ly Apostolisch dem Wort Hungarn und nicht vielmehr zu lezt dem Wort Königin beigefüget werden solte. Wie dan auch an des Kaisers Caroli VI. M. hochtseel. Gedächtnuß das Wort Catholisch nicht nach Spanien gesezet, sondern allezeit an die k. k. Catholische M. geschrieben worden.

Jedoch beruhet — — — — —“

Eigenhändige Resolution Maria Theresias:

„das wayland Ihro May. der Kayser von der catholischen titulatur abgegangen in privat schreiben ist nicht hier anzuziehen weilten diser titul von spanien her gekomen welches er verlohren ohne hoffnung es widerumb zu erlangen. diser titl ist aber wie eine neue concession und mus also gehalten werden mit aller solemnität wie le roy tres chretien celui de tres fidel et autres mithin auch in allen particular schreiben.“ (Staatsarchiv.)

72 (68). Über die Schlacht bei Hochkirch vgl. Waddington II, 300 ff., 307 ff., 312 ff.

73 (68). Lutterberg. (S. Waddington II, 172 ff., 174 ff.)

74 (68). Dieser Bericht liegt nicht bei.

75 (70). Dem Tagebuche liegt auch ein Schriftstück bei, betitelt: „Lettre d'un officier impérial sur les opérations de la présente Campagne.“ („... enthält alle diese Ursachen“, so heißt es in einer Randbemerkung von Khevenhüllers Hand):

„La malheureuse issuë de la dernière campagne donna à l'ennemi un beau jeu en main. Il put dez le commencement du printemps dresser un plan d'opérations offensives selon son bon plaisir. Nous nous ne pûmes avoir qu'un objet principal, savoir de remettre l'armée en bon état et de tâcher de faire à temps toutes les autres dispositions de défense. Cet objet fut rempli sans épargner ni peines ni argent, à la grande surprise de l'ennemi même, et en peu de mois l'armée fut mise sur un tel pied qu'elle ne balança pas de se présenter aux yeux de l'ennemi. Dans le même temps on entra en négociation avec la cour de Russie pour la porter à faire marcher pendant l'hiver même et droit en Moravie

un corps de 30.000 h. d'infanterie. Cette cour eut là-dessus la complaisance de déclarer qu'elle ferait marcher un corps de 30.000 h. de troupes fraîches pour être employées ou en Moravie ou pour renforcer l'armée impériale de Russie et pousser ainsi les opérations avec vigueur. Le choix de la marche dépendit de la cour de Vienne. Quoique dans ce temps nos propres préparatifs de défense n'étaient pas encore parvenus à leur maturité, LL. MM. II. renoncèrent magnanimement à leurs premiers désirs, en considération de la cause commune et déclarèrent que le renfort, dont il s'agit, devait préférablement joindre l'armée impériale de Russie, afin qu'elle pût continuer les opérations avec autant plus de vigueur.

On requit de même la couronne de France d'envoyer conformément aux traités un corps auxiliaire ou moins de 24.000 h. Mais on peut facilement se rappeler les circonstances intéressantes où l'on se trouva précisément dans le temps où ce corps devait se mettre en marche, et quoique en suite on fut encore très incertain du tour que prendrait le siège d'Olmütz, la cour de Vienne insista elle-même sur le renvoi de cette marche à un autre temps et elle travailla à concerter de nouvelles mesures, afin que l'on pût détourner un orage imprévu qui grondait sur les états des membres patriotiques et bien intentionnés de l'Empire, objet qui a été rempli en son entier.

Ce qui a été opéré de notre côté pendant le temps du siège d'Olmütz, est généralement connu. L'ennemi se retira par la Bohême et nous avions à peine une apparence riante d'en voir les États héréditaires entièrement délivrés, que l'on prit à Vienne, après de mûres délibérations, la résolution, de ne faire avancer en aucun cas l'armée impériale et royale vers la Silésie; mais de la porter droit sur la Lusace, dès que l'ennemi, en sortant de la Bohême, y dirigerait sa marche. Les motifs les plus essentiels qui nous déterminèrent à cette résolution, furent entre autres que par là notre armée s'approchait de celles de Russie et de Suède, qu'elle s'ouvrait une communication avec les dites armées et que l'ennemi serait inquieté dans le centre de sa position. On donna sans délai avis de cette résolution aux généraux russes et on abandonna à leur disposition le plan des opérations qu'ils pouvaient dresser.

En attendant l'armée impériale de Russie et le corps de réserve s'étaient approchés des États de l'ennemi; dans un conseil de guerre on mit en délibération, si l'on devait s'avancer en droiteur sur Francfort à l'Oder, ou vers la Basse-Silésie, ou si l'on devait pénétrer par la Wartha dans la Nouvelle-Marche? Plusieurs difficultés s'élevèrent contre les deux projets premiers, tant au sujet des subsistances, que par la nécessité de ne point perdre de vue la communication avec le royaume de Prusse. On choisit donc le troisième projet et l'on l'exécuta même ce que la cour de Vienne apprit avec autant plus de satisfaction, qu'elle avait conçu quelque inquiétude sur la marche de l'armée russe soit vers Francfort sur l'Oder, soit vers la Silésie, attendu que dans cette première partie le corps du général de Dohna s'y était déjà rassemblée et que d'un autre côté le roi de Prusse en se retirant de la Bohême, marchait en Silésie, de sorte qu'il pouvait employer tout d'un coup toutes ses forces, jointes au corps de Dohna, contre l'armée russe, et que d'un autre côté celle-ci marchant vers Landsberg, s'éloignait des Prussiens et avait d'ailleurs l'Oder et la Wartha devant elle.

On reçut à Vienne la première nouvelle du parti pris par les généraux russes dans le temps que le maréchal Daun s'était déjà avancé avec son armée vers Görlitz, et presque dans le même temps l'on apprit par plusieurs avis certains

que le roi de Prusse était en personne en pleine marche avec un corps de 15.000 à 16.000 h. pour se joindre au général Dohna, et qu'il était arrivé dès le 12 août près Lignitz.

Il était d'autant moins possible de prévenir cette marche ou de l'empêcher, que l'ennemi avait par son propre pays un chemin beaucoup plus court que nous, et que, quant à l'article des subsistances, il ne pouvait en être guères embarrassé; que d'ailleurs l'armée russe par sa marche sur Landsberg s'était plus éloignée de la nôtre, et que celle-ci avait sur son flanc du côté de la Silésie une armée ennemie de près de 30.000 h. Dans de semblables circonstances on ne tarda pas de délibérer sur les objets suivants: si pour le bien-être de la cause commune le maréchal Daun ne devait pas marcher en avant avec toute l'armée ou vers Berlin, ou vers Francfort sur l'Oder, ou s'il ne devait pas diriger ses opérations soit vers la Silésie, soit vers la Saxe? On considéra que le premier projet ne pouvait être envisagé que comme un coup de main et nullement comme un coup décisif, et l'on trouva d'autant moins de motifs à le suivre, qu'il était facile à se figurer que le roi de Prusse livrerait une bataille à l'armée russe, avant que de notre côté, par la difficulté de se procurer les subsistances, il nous fut possible de se trouver avec toutes nos forces dans la Basse-Lusace.

Il paraît de même peu convenable de transporter le théâtre de la guerre dans la Silésie, parcequ'on n'aboutirait par là à rien de bien essentiel, et qu'on donnerait occasion aux troupes ennemies, restées en Silésie, de se choisir un camp avantageux près de l'une ou l'autre forteresse de ce duché et trainer ainsi nos opérations en longueur. La cour jugea donc, ainsi que le maréchal Daun, que le plan le plus avantageux était de marcher vers la Saxe. En embrassant ce parti, on réfléchit entre autres, ou qu'on y gagnerait des avantages essentiels ou qu'au moins on forcerait par là l'ennemi, en lui inspirant la crainte de faire une perte trop sensible, d'attirer presque toutes ses forces en Saxe et contre l'armée impériale et royale et l'armée combinée, et qu'ainsi les Russes et Suédois ainsi que les corps des généraux de Harsch et de Ville, qui étaient restés sur les frontières de la Bohême et de la Moravie, auraient les mains beaucoup plus libres pour agir efficacement.

Le véritable avantage qui devait résulter de tout ceci, consistait sans doute dans celui de deposter l'armée aux ordres du prince Henry et de délivrer la résidence de Dresde, ainsi que la plus grande partie de la Saxe.

Pour atteindre un but aussi important, le premier projet du maréchal Daun fut de s'avancer avec toute l'armée droit sur Meissen, d'y passer l'Elbe et marcher tout d'un haleine à l'ennemi, dans le même temps que celui serait attaqué par l'armée combinée, et mis ainsi hors d'état de se jeter dans Dresde. Mais alors, c'est à dire, le 3 de ce mois, Sonnenstein n'était pas encore entre nos mains, et la position que l'armée ennemie avait prise vis-à-vis de l'armée combinée, était tellement avantageuse qu'on jugea qu'il serait peu faisable et très dangereux à celle-ci de faire la première attaque, sans quoi cependant le prince Henry serait toujours le maître de se jeter dans Dresde, dans le temps que l'armée impériale et royale passerait l'Elbe près Meissen; de se maintenir en deça de ce fleuve et de s'ouvrir la communication avec le roi.

Le maréchal comte de Daun ne crut pas qu'il était ni de la dignité des armes, ni de l'intérêt du service de faire avec l'armée des marches inutiles ou de prendre des positions peu significatives; il ne crut pas non plus qu'il devait s'éloigner d'avantage ni des Russes, ni des Suédois, ni même de la Lusace ou

de la Silésie; il prit donc subitement la résolution de s'approcher de l'armée combinée et de diriger sa marche vers Stolpen d'autant plus que la ville de Dresde ne pouvait être attaquée dans les formes, et qu'on reçut en même temps la nouvelle, répandue faussement, que l'armée russe avait été battue à plate couture. On se figura donc facilement, que le roi de Prusse se hâterait de revenir en Saxe avec une armée considérable et rendrait ainsi infructueux le siège de Dresde.

Dès que l'armée impériale et royale eut pris le camp de Stolpen, Mr. le field-maréchal commandant s'occupa à reconnaître la position ennemie, à former de nouveaux plans et à porter un bon coup à l'ennemi, il eut le 9 de ce mois une conférence avec le prince de Deuxponts et y proposa un dessein, peut être un peu audacieux, savoir que le dit prince devrait attaquer l'ennemi le lendemain, que lui maréchal s'approcherait à cet effet de l'Elbe encore dans la même nuit, qu'il passerait ce fleuve entre le camp ennemi, de la ville de Dresde, qu'ainsi il ferait jeter des ponts entre deux feux bien voisins, qu'il brusquerait tout de suite le passage avec l'armée, attaquerait l'ennemi et le couperait ainsi totalement de Dresde. Le prince de Deuxponts entra tout à fait dans ce plan, à la réserve qu'il trouva, qu'il lui était impossible d'entreprendre l'attaque le lendemain, parceque le temps était trop court pour faire les dispositions nécessaires, rappeler les postes détachés et les employer où il serait nécessaire.

Quoique M. le maréchal insista avec autant plus de véhémence sur la nécessité de se presser qu'il avait déjà reçu des avis certains que le roi était en marche avec un corps considérable et qu'il n'y avait pas un moment à prendre, il se vit cependant obligé, en égard aux obstacles dont on a parlé, à remettre l'attaque à l'onze. On convient donc que la nuit du 10 à l'onze l'armée impériale et royale s'approcherait de l'Elbe; qu'elle y jetterait des ponts; que l'armée combinée s'avancerait en ordre de bataille; qu'elle ferait sur les flancs les mouvements qu'on jugerait convenables, et qu'à la pointe du jour elle hazarderait l'attaque-plan d'opération qui fut aussi exécuté à l'exception de l'attaque, car M. le maréchal comte de Daun reçut encore le même jour 10 l'avis certain que le roi était arrivé près de Dresde avec un corps considérable et que le reste des troupes ennemies n'était guères éloigné. On crut donc, après avoir murement délibéré, que ce serait une entreprise trop téméraire de vouloir passer un fleuve tel que l'Elbe entre l'armée du prince Henry et la ville de Dresde et cela dans un temps qu'on avait déjà une autre armée en dos, et qu'au cas du moindre revers on exposait l'armée impériale et royale à une ruine totale. Mr le maréchal, par une suite de sa prévoyance ordinaire et de son expérience militaire, se rangea aussi de ce sentiment et se vit obligé de faire savoir à Mr le prince de Deuxponts encore dans la nuit même, qu'il se rencontrait des obstacles touchant l'attaque concertée et en quelque façon commencée.

De cette façon on a à la vérité manqué l'un des principaux projets, savoir la prompte expulsion du prince Henry. On n'aurait cependant jamais pu l'empêcher de se joindre plus bas avec le roi et de s'opposer à la prise de Dresde. Mais d'un autre côté on a atteint en tout le second objet principal, c'est à dire, celui d'attirer en Saxe les forces de l'ennemi et d'empêcher ainsi que le roi ne tombât sur l'armée russe ou sur les Suédois avec les troupes qu'il avait tirées de la Silésie et d'écraser ces alliés. Aussi a-t-il amené en Saxe la plus grande partie des troupes, qu'il avait en Silésie, ainsi qu'un corps nombreux de l'armée du général Dohna, et par là il s'est dégarni de plus en plus dans d'autres endroits.

76 (70). Das Zirkularschreiben ist vom 20. Oktober 1758 datiert. Das Tagebuch enthält noch die weiteren zwei Beilagen:

1. „Copie du rescript que M<sup>r</sup> de Plotho a reçu de sa cour sur la bataille de Hochkirch.

Comme je ne doute pas que les autrichiens ne fassent beaucoup de bruit d'un avantage remporté le 14 de ce mois en Lusace, je vous dirai qu'il y a eu effectivement ce jour là une affaire assez vive et que le maréchal de Daun, après avoir rassemblé toutes ses forces, m'ayant attaqué dans un terrain montagneux et où une bonne moitié de mon armée ne pouvait pas agir. Je me suis retiré à une demie lieue seulement du camp, que j'occupai et me suis porté près de Bauzen, où je compte de me maintenir; j'aurai soin de vous envoyer incessamment le détail de cette affaire, par les circonstances de laquelle vous verrez qu'elle n'a été ni générale, ni décisive, et que les choses en viendront même à un second engagement pour peu que l'ennemi persiste dans le dessein de se maintenir en Saxe.

À Berlin ce 17 d'octobre 1758.“

Nr. 2. „De Berlin le 21 octobre 1758. Ce qu'on va lire, a été imprimé et publié ici.

La nuit du 13 au 14 le maréchal Daun fit attaquer notre droite et comme outre une nuit extrêmement obscure il faisait un brouillard très épais, les pandoures ayant délogé nos bataillons francs, qui étaient tout à fait à l'extrémité de notre flanc, se glissèrent par là dans le village et y mirent le feu, ce qui obligea les bataillons qui avaient couvert son flanc de l'abandonner et de se retirer au delà du village. Les autrichiens tentèrent par quelques reprises de le passer; mais ils furent repoussés tant par notre infanterie que par notre cavalerie. En même temps le général de Retzow fut attaqué par le prince de Durlach; mais après avoir repoussé l'ennemi et lui avait fait 300 prisonniers, il vint pour joindre l'armée dont la gauche fut attaquée au même temps quelle reçut ordre de renforcer la droite, ce qu'ils exécutèrent au bataillon de Kleist près, qui s'étant trop avancé pour repousser l'ennemi, ne put rejoindre l'armée et fut obligé de mettre les armes bas. Le post de la droite a été soutenu depuis 4 heures et demie jusqu'à 10 h., où l'armée reçut ordre de se retirer. Le général de Retzow s'y est joint et elle occupe à présent le poste de Biertitz et de Dobreschütz. Nous avons perdu le maréchal de Keith et le prince François de Brunsvic, auxquels nous ne saurions assez donner de regrets. Le prince Maurice d'Anhalt est blessé et voulant se faire transporter en carrosse à Bautzen, il a été fait prisonnier. Le général de Geist est blessé au bras, Crockow des cuirassiers à l'épaule. Le roi, le margrave et tous les généraux qui s'y sont trouvés, ont reçu ou des contusions, ou ont eu des chevaux blessés. Nous ne pouvons pas encore évaluer notre perte au juste; mais l'on peut compter sans se tromper, qu'elle ne passe pas en tout les 3000 h.)\* La nuit a empêché les régiments de la droite de détendre les tentes qui nous ont beaucoup incommodés, et qui par conséquent ont été perdues; mais ce sont des malheurs qui dans les hazards de la guerre sont quelque fois inévitables. Nous avons environ 500 prisonniers de l'ennemi, parmi lesquels se trouve le général de Vitelschi. L'on espère de donner en peu

\*) Er betrug jedoch über 9000 Mann an Toten, Verwundeten und Gefangenen. (Koser, König Friedrich der Große II/I, 192 ff.)

de meilleurs nouvelles au public.“ (S. die „Relation“ in der politischen Korrespondenz Friedrichs des Großen XVII, 309 ff., Nr. 10429.)

77 (71). Politische Korrespondenz Friedrichs des Großen XVII, 311 ff., Nr. 10432.

78 (72). Vgl. Waddington II, 178.

79 (73). „... E. M. — so referierte Kaunitz am 6. November 1758 der Kaiserin — wird anoch aus des Grafen Stahremberg bisherigen Berichtschreiben, besonders aber aus des ernannten französischen Botschafftern mir gemachten vertrauten Äußerungen a. g. erinnerlich sein, daß der Cardinal Bernis schon seiter 9 Monathen eine Friedenssprache geführt und eine forchtsam-unentschloßene und veränderliche Gesinnung geäußeret habe. Die sich ergebene wiedrige Zufälle benahmen ihm alle Hofnung, die in dem geheimen Tractat für Franckreich ausbedungene Vortheile durchzusezen; im Gegentheil stellte er sich den Verfall der französischen Finanzen und innerlichen Verfaßung auf das schwärzeste vor; und das allgemeine Verlangen der Nation zu einem baldigen Frieden erweckte bei ihm die unzeitige Begierde, sich gefällig zu machen und die Premier-Ministre-Stelle davon zu tragen; zum Glück stunden ihm die Gesinnungen des Königs, der Pompadour und ihrer Vertrauten, dan der Infantin von Parma und des Maréchal de Belisle entgegen. Er suchte also die Negotiationen nach seinen Absichten einzuleiten und den hiesigen Hof zu Friedensvorschlägen zu vermögen; es mußte dahero Duc de Choiseul die nachdrücklichste Vorstellungen hier einlegen; und da solches nichts fruchten wolte, so wendete sich Cardinal Bernis gähling an den Grafen Stahremberg und verhoffte, durch diesen Weeg das Geschäft nach und nach einzuleiten. Da aber der ernannte Cardinal wahrnahm, daß auch durch den erwehnten Versuch nichts zu richten seie, so warffe er sich wieder in des ernannten Botschaffteren Armb und er dörrfte sich geschmeichelt haben, daß aus Eifersucht und Begierde, das Friedensgeschäft in Händen zu behalten, ein oder anderen Orts ein voreilliger Schritt und die gewünschte Gelegenheit zu Überschnellung der Friedenspropositionen sich ergeben würde. Allein auch dieses nebst der Absicht auf die Premier-Ministre-Stelle ist ihm fehl geschlagen; und da meine Antwort, so ich dem Duc de Choiseul gegen Ende des verflossenen Monaths ertheilet . . . mit seinen Absichten auf keine Weise übereinstimmte, so muß er endlichen, wie aus allen Umständen zu urtheilen stehet, den Entschluß gefaßet haben, dem König seinem Herrn ein geheimes Mémoire zu übergeben und solches dergestalt einzurichten, daß er sich auf zwei Extrema gegründet und eines-theils den innerlichen Zustand der französischen Monarchie auf das übelste abgemahlet, auch wan der Krieg fortgesezet werden solte, die Nothwendigkeit, alle Ausgaben einzuschränken und eine ganz neue Einrichtung zum Grund zu legen, vorstellig gemacht, anderen Theils aber und wan das erstere nicht beliebet werden solte, einen einseitigen Frieden mit dem König in Preußen als das einzige Hülfis-Mittel angerathen. Je weniger nun das erstere mit des Königs und seiner Favoriten Neigung und Denckensart übereinkommet, um so gefährlicher waré der Vorschlag des zweiten Extremi; daß aber solcher von dem Cardinalen Bernis würcklich geschehen sein müße, ist aus des Königs Schreiben und besonders aus den gebrauchten Worten: *si vilainement* ganz deutlich und überzeugend wahrzunehmen.\*) Worzu noch die bedenkliche Umstände der Cor-

\*) Vgl. Mémoires et Lettres du cardinal de Bernis. II. Die betreffende Stelle lautete folgendermaßen: „Voici la campagne qui tire à sa fin, attendons cette crise, peut-être nous présentera-t-elle des occasions plus heureuses, n'achevons pas de tout perdre en abandonnant tous nos alliés si vilainement.“

respondenz des Follards mit Bayreuth und die Abschickung des La Touche zu rechnen sind.

Allein weder eines noch das andere ist begnehmnet worden, sondern ein tertium hieraus erwachsen, daß nemlichen der König die Abdanckung des Cardinalen Bernis angenohmen, den Duc de Choiseul zum Staatssecrétaire ernennet und diesem dasjenige aufgetragen, was in dem vorangezogenen Précis enthalten ist.\*)

Der ernannte Cardinal hat sein geschwindes Aufkommen einzig und allein dem geheimen Geschäft und der zufälligen Gelegenheit zu verdancken, daß er hierunter gebraucht worden; man hätte also eine größere Danckbarkeit und Neigung, das so weit gebrachte Werck zu seiner Vollkommenheit zu bringen, bei ihm vermuthen sollen; seit dem er aber von denen vorhin erkannten Wahrheiten und Grundsätzen wieder abgegangen und wo nicht auf die Idée eines einseitigen Friedens verfallen, jedoch mit der Begierde allzusehr eingekommen ist, dem Krieg auch auf eine der Cron Franckreich und ihren Alliirten so nachtheilig als schimpfflich fallende Art ein baldiges Ende zu machen, so ist es meines wenigen Ermeßens mehr für eine glückliche als wiedrige Begebenheit anzusehen, daß der König die Niederlegung der Secretariats-Stelle von dem Cardinalen Bernis angenohmen und solche dem Duc de Choiseul übertragen, andurch aber die Beisorge eines gählingen Absprungs und Veränderung des dermahligen Systematis verminderet hat.

Bishiehin hat sich noch kein Beispiel ergeben, daß ein französischer an dem hiesigen Hof gestandener Botschaffter, welcher von Geburt ein Lothringer ist und dessen Vatter in des Kaisers M. Diensten und Pension stehet, zu einem so wichtigen Amt gelangt seie; und es kann solches nicht anderst als ein großes Aufsehen bei all anderen Höfen und selbst in Franckreich verursachen; dahero auch Duc de Choiseul alle Vorsicht nöthig haben wird, um sich in seinem neuen Amt das erforderliche Vertrauen und Ansehen zu erwerben. Indeßen kan ihm das Zeugnis nicht versagen, daß er bishiehin alle Neigung für das neue Staats-Systema und weit mehrers Standhaftigkeit als Cardinal Bernis bezeigt habe; woraus zwar keine Gewißheit für das zukünftige, jedoch die wahrscheinliche Vermuthung zu ziehen ist, daß er nicht so sehr in die nemliche Irrwege, wie der ernannte Cardinal, verfallen werde.

So viel aber den Inhalt des mir in die Feder dictirten Précis anbetrifft, so ist solcher so wichtig und bedenklich, daß ich meiner treuesten Pflichtschuldigkeit gemäß zu sein erachte, vordersamst die Sache selbst in mehrere Klarheit zu sezen und sodan meine ohnmaaßgeblichste Meinung hinzu zu fügen, was für eine Antwort hierauf zu ertheilen seie.

Es ist aber der französische Antrag auf den doppelten Gegenstand gerichtet, noch in diesem Winter einen Frieden zu veranlaßen oder den Krieg mit allem Nachdruck fortzusezen.

Betreffend das Friedensgeschäft überhaupt, die hiebei vorfallende Beschwerlichkeiten und den diesseits beobachteten Betrag, so ist solches durch meine . . . gehorsamste Vorträge vom 28. April und 21. Junii d. J. bereits vollständig erleuteret worden und . . . nehme die Freiheit, . . . hiebei nur so vieles anzumercken, daß dermahlen zweierlei Kriege, nemlich jener zwischen Franckreich und Engeland, dan zwischen E. M. und dem König in Preußen geführet

\*) Beilage A.

werden. Beide sind nach ihrem Ursprung, Natur und Gegenstand gänzlich von einander unterschieden und man hat diesseits sowohl bei dem Defensiv- als geheimen Tractat alle Vorsicht gebraucht, an dem zuerst erwähnten Krieg keinen directen Antheil zu nehmen; allein nunmehr will der französische Hof einen Krieg mit dem andern vermischen oder wenigstens das Friedensgeschäft auf beide zugleich richten und auf einen generalen Frieden antragen. Hiebei werden die zwei Bedingnußen gesetzt, daß

1<sup>o</sup> der König in Preußen sich zu einigen Cessionen verstehen müßte, welche aber nach dem französischen Darfürhalten nicht weiter als auf die Grafschaft Glaz und auf das, was Preußen in der Laußniz besizet, erstrecket und getrieben werden könnten.

2<sup>o</sup> müßte sich der ernannte König verbindlich machen, Engeland zu einem Frieden mit Franckreich auf den Fuß des Aachner zu vermögen. Wan nun hierüber eine Einverständnuß gepflogen wäre, so seie solche denen übrigen Allirten zu eröffnen und E. M. hätten sich gegen den König über die Verabredung näher zu äußern, wie die Sicherheit der Allianz und die Ehre der beiden Cronen auch währendem Frieden zu bevestigen seie.

Es ist nicht wohl zu begreifen, wie der französische Hof auf einen so außerordentlichen Vorschlag als die erste Bedingnuß ist, verfallen können; dan ist der glückliche Ausschlag der gegenwärtigen Campagne für E. M. auch nur mittelmäßig, so kan die Grafschaft Glaz kein anreizendes Mittel zum Frieden und die Cession der preußischen Possessionen in der Laußniz ohnmöglich eine hinlängliche Entschädigung für Sachßen abgeben, mithin auch von Franckreich auf keine Weise angehoffet werden, daß E. M. sich hiemit begnügen und solches zum voraus Ihren Bundsgenossen erklären würden. Ebensowenig ist von dem König in Preußen mit der geringsten Wahrscheinlichkeit zu vermuthen, daß er sich zu einigen auch geringen Länderabgaben einverstehen und hierunter seiner hochmüthigen Gedencensart zuwiederhandeln solte; außer er würde durch den Nothstand und durch die Gewalt der Waffen dazu gezwungen; ereignete sich aber diese glückliche Begebenheit, so wäre ganz unverantwortlich, sich solcher nicht beßer zu nuzen zu machen und es bei denen erwähnten geringen Cessionen bewenden zu laßen.

Noch bedenklicher und, die Wahrheit zu gestehen, ärgerlicher ist die von Franckreich an Hand gegebene zweite Bedingnus, daß nemlich Preußen sich verbindlich machen solte, die Cron Engeland zu einem Frieden auf dem Fuß des Aachner zu vermögen, welches in der That so viel sagen will, daß E. M. gefährlichster Feind in dem Friedensgeschäft auf alle Weise und zum Nachtheil des durchleuchtigsten Erzhauses begünstiget werden solle, damit er sich nachdrucksam dahin verwende, Franckreich aus der Verlegenheit zu ziehen und der ernannten Cron einen baldigen und erträglichen Frieden zu verschaffen. Diese Idée ist um so außerordentlicher, da E. M. bereits erwähnter Maßen in den Krieg mit Engeland auf keine Weise verflochten seind und Franckreich in jenem gegen Preußen nur einen hülfleistenden Theil und einen Garant des westphälischen Friedens vorstellet. Die Folgen müßten natürlicher Weise darinnen bestehen, daß der König in Preußen von E. M. selbst zum vollkommenen Arbitro belli et pacis gemacht, mithin sein Einfluß und Ansehen in ganz Europa weit mehr als jemahlen erhoben und bevestiget würde. Diese wichtige Anmerkung habe ich bereits bei anderer Gelegenheit dem Grafen Stahremberg an Hand gegeben; und wan man alle Folgen ohne Vorurtheil erweget, so wäre in gewißer Maaß

für E. M. weit vortrüglicher, in dem künftigen Frieden leer auszugehen und übrigens alle verfängliche Bedingnußen zu vermeiden, als an dem Frieden nach einem solchen Plan zu arbeiten, welcher dem König in Preußen alle Vortheile und Verdienste sowohl bei Franckreich als bei Engeland in die Hände spielete und zum größten Nachtheil des durchleuchtigsten Erzhaubes gereichen müßte. Über dieses ist nicht wohl abzusehen, wie Preußen die Crone Engeland zu einem solchen Frieden, als ihn Franckreich zu wünschen bezeiget, zwingen könnte, da die Erfahrung allsehon gelehret hat, daß Engeland sich des Continentis völlig entschlagen wollen und wenige oder keine Rucksicht für die Sicherheit der hannoversischen Landen trage. Weit mehrers würde das Friedensgeschäft für Franckreich dadurch betrieben, wan nebst Hannover auch der König in Preußen recht in die Enge getrieben und Engeland durch seine Alliirte in mehrere Verlegenheit gesetzt werden könnte. Hierauf solte das französische Ministerium, wie man diesseits schon mehrmahlen auf das nachdrücklichste vorgestellet hat, sein vorzügliches Augenmerk richten und keine solche Weege einschlagen, welche eine ganz wiederige Würckung nach sich ziehen müßen.

Wan aber Franckreich absolute einen Frieden mit Engeland zustand bringen und keine weitere Campagne wagen will, so ist nicht just nöthig, solches durch Preußen zu suchen und könnte vielleicht ein anderer sicherer und beßerer Ausweg eingeschlagen werden, derselbe aber darinnen bestehen, daß der allerchristlichste König E. M. mit der Unterhandlung belade und das Vertrauen, so dem König in Preußen vermög des Duc de Choiseul letzteren Vortrag zugewendet werden sol, in a. h. Deroselben geprüffte großmüthigste und reineste Gesinnung seze, fordersam aber aller Eifersucht und Mißtrauen entsage, wan E. M. geheime Negotiationen ohnmittelbar veranlaßeten und an Engeland Propositionen gelangen ließen.

An sehr wichtigen und solchen Staatsbetrachtungen fehlet es keineswegs, welche bei Engeland einen großen Eindruck verursachen und diese Crone aus Beherzigung ihres eigenen Staatsinteresse vermögen solten, einem baldigen und billigen Frieden mit Franckreich die Hände zu biethen, den König in Preußen seinem Schicksaal zu überlaßen und andurch das europäische Gleichgewicht auf den Fuß, wie es vor dem Krieg von 1740 gewesen, wieder herzustellen. Allein der größte Anstand bestehet darinnen, daß ein solcher zweideutiger Schritt weder E. M. a. h. Begnehmung finden, noch wegen der besorglichen wiedrigen Folgen zu rathen sein würde, außer er geschehete mit geheimen Vorwissen und Begnehmung des allerchristlichsten Königs, wie auch mit seiner vorgängigen Versicherung, daß er der diesseits in Engeland zu führenden Sprache keine ungleiche Deutung beimessen wolle.

Dieser ohnmaaßgeblichste Gedancken erforderte zwar eine sehr umständliche Erleuterung, um die Möglichkeit der Ausführung anzuzeigen; es will aber dermahlen nur noch auf die Entscheidung der Frage ankommen, ob E. M. a. g. für gut befinden, daß ich den vorerwehnten Gedancken gegen den französischen Botschaffteren bei Gelegenheit fallen laße und von ihm erforsche, was er für ein Urtheil darüber fälle, da sodann das weitere nach Zeit und Umständen verfügt werden könnte.

So viel die wichtige Frage anbetrifft, ob das gegenwärtige Systema und die Verbindung mit Franckreich auch nach erfolgtem Frieden beizubehalten seie, so ist hierauf die a. h. affirmative Entscheidung allsehon erfolgt; sie gründet sich aber auf das weesentliche Suppositum, daß Franckreich denen Grundsätzen des

geheimen Tractats nicht zuwieder handle und sich mit Preußen in keine solche neue Verbindung einlaße, welche mit denen diesseitigen nicht bestehen, noch vereinbahret werden können. Solte aber das Friedensgeschäft auf den Fuß des vorerwehnten französischen Vorschlags eingeleitet werden, so wäre ohnschwer vorzusehen, daß Preußen sich mit Franckreich vollkommen aussöhnen und wieder in die alte gefährliche Verbindung eintreten, folglichen das dermahlige Systema von selbst zerfallen würde.

Ob nun zwar dergleichen Veränderungen auch künftighin nicht als ohnmöglich anzusehen sind und niemand davor gut stehen kan, daß die Meinung des Cardinalen Bernis nicht über kurz oder lang durchdringen werde, so bleibt doch zu Beförderung des a. h. Dienstes kein anderes noch beßeres Mittel übrig, als bei der bisherigen Sprache zu verharren, und zwar dem französischen Absprung so viel immer möglich vorzubauen, jedoch solchen im ärgsten Fall ehender geschehen zu lassen, als zu etwas die Hände zu biethen, was dem a. h. Dienst nothwendig zum größten Nachtheil gereichen müßte. Bishiehin ist man sorgfältig mit aller Mäßigung, Billig- und Standhaftigkeit zu Werk gegangen, um dem französischen Hof keinen befugten Anlaß zu Beschwerden zu geben und ihn vielmehr durch die dargebothene Vortheile in der eingegangenen Verbindung zu erhalten, welcher Betrag auch für das künftige sowohl mit dem a. h. Dienst, als mit E. M. großmüthigsten Gesinnung übereinstimmen würde; solte aber dem ohngeachtet die Cron Franckreich sich gegen beßeres Vermuthen zu einem Absprung verleiten laßen, so wäre solches nach seiner Würckung von einem üblen Frieden nicht viel unterschieden und Franckreich würde sich die Gehäßigkeit aller seiner Bundsgenossen und die allgemeine Verachtung sonder Zweifel zuziehen; da hingegen E. M. freie Hände erhielten, die weitere Entschließungen nach Zeit und Umständen einzurichten, wie ich dan in tieffester Ehrerbietung nicht bergen kan, daß, wan ein Frieden auf dem Fuß des Aehner gemacht werden müßte, nach meinem ohnmaaßgeblichsten Darfürhalten weit anständiger und vorträglicher wäre, wan allenfalls die Präliminarien einseitig zwischen Franckreich und Engeland ohne diesseitige Beistimmung zustand gebracht würden; aus welcher Betrachtung die fernere Folge zu fließen scheint, daß auf Seiten E. M. mit keinen Friedensvorschlägen am ersten hervorzutreten, sondern desfalls aller Mißbrauch sorgfältig zu vermeiden sei.

Bei solchen Umständen fallet der erste französische Vorschlag, so wie er lieget, von selbst hinweg; und es ist nicht wohl zu begreifen, was Franckreich vermöget habe, eine ihm so angelegene Sache, wie die baldige Herstellung des Friedens ist, mit denen vorerwehnten zwei widersinnigen Bedingnußen zu verbinden und solche nicht schmackhafter vorzustellen, desfalls ich keine andere Ursachen zu ersinnen wüßte, als daß der ernannte Hof hierbei in Absicht geführet, entweder die diesseitige Erklärung wegen der an ihn zu bewilligenden Convenienzien zu befördern und zu verbessern, oder aber auf eine verdeckte Art zu verstehen zu geben, daß er zu keiner mehreren Vergrößerung des durchleuchtigsten Erzhauses als der Grafschaft Glaz die Hände biethen würde, wan er nicht auch seines Orts proportionirte Vortheile erhielte.

Es bleibet also nur der zweite französische Vorschlag wegen Fortsetzung des Kriegs übrig, als worzu sich auch in dem Fall vorbereitet werden müßte, wan gleich zu einem glücklichen Frieden der beste Anschein vorhanden wäre. Es ist auch die Äußerung des französischen Hofes darinnen vergnüglich, daß E. M. die Auswahl unter den beiden Vorschlägen überlaßen wird.

Gleichwohl ist solche mit fünf wichtigen Considerationen begleitet, deren erstere den schlechten innerlichen und äußerlichen Zustand des ernannten Hofes betrifft und nur allzuviel mit der Wahrheit übereinkommet. Wan man aber bloß nach der Billigkeit urtheilen wolte, so laßt sich aus der französischen Schwäche auf keine Weise die Folge ziehen, daß deswegen von seiten E. M. auf einen Frieden mit Preußen fürzudencken sei, da Franckreich in diesem Krieg nur als Auxiliaire erscheint und ihm keineswegs erschweret, sondern vielmehr angerathen wird, an einem Particularfrieden mit Engeland zu arbeiten. So gegründet nun gleich diese Anmerkung an sich sein mag, so bleibt doch allezeit so vieles gewiß, daß die zwei Kriege und das Interesse der alliirten Höfen auf das engeste mit einander verknüpft und nicht wohl von einander getrennet werden können; woraus sich von selbst ergibt, daß in denen dieseitigen Berathschlagungen und Entschließungen auf die Umstände der Cron Franckreich allerdings zuruckgesehen werden müße.

Die zweite Consideration, daß sich künftighin von dem rußischen und schwedischen Beistand nicht vieles zu versprechen sein dürfte, wird wenigstens in Ansehung der ersteren nicht zu besorgen sein, da der russischen Kaiserin M. fortfahren, die stärckeste Versicherungen von ihrem bundsmäßigen Beistand zu ertheilen.

Die dritte Consideration besteht in der angeblichen niedrigen Gesinnung verschiedener Reichsständen; es wäre aber gar sehr zu wünschen, daß diesen nicht so viele und gegründete Ursachen zu Beschwerden über die französischen Bedrückungen und despotischen Betrag gegeben würde; wie dan die Länder derer Wohlgesinneten bei verschiedenen Gelegenheiten weit ärger als die feindliche mitgenohmen und bedrucket, auch für die ungemein große Lieferungen wenig oder nichts bezahlet worden. Ein solcher Betrag kan in die Länge nicht bestehen und es ist nicht wenig zu besorgen, daß die künftige Winter-Quartiers der französischen Armée zu denen unangenehmsten Weiterungen und Beschwerden Anlaß geben werden, daher auch nicht zu vermeiden sein wird, desfalls die nachdrucklichste Vorstellungen bei dem französischen Hof noch in Zeiten einzulegen.

Die vierte Consideration, nemlichen der Verfall des französischen Commerce und der hieraus vor die Nation entspringende jährliche Schaden von 2 Millionen Livres ist abermahlen von solcher Beschaffenheit, daß sie mit E. M. Krieg gegen den König in Preußen in keinen ohnmittelbahren Zusammenhang stehet, sondern einzig und allein dem Krieg mit Engeland beizumessen ist; wie dan auch diesem Verfall des Commerce keineswegs durch einen schimpfflichen Frieden mit Preußen abgeholfen, sondern das Übel andurch nur vergrößeret würde. Die Folge, so aus dieser Consideration gezogen werden kan, besteht also bloßerdings darinnen, daß Franckreich sich nicht mehr im Stand befindet, so vieles, als zu Anfang des Kriegs, auf die Landmacht und Subsidiën zu verwenden, und daß daher unbillig wäre, wan diese Cron gleichwohl auf denen ausbedungenen Vortheilen bestehen wurde.

Die fünfte und letzte Consideration, daß dem König unerträglich falle, die mit E. M. eingegangene Verbindlichkeiten nicht erfüllen zu können, scheint aus einer großmuthigen und freundschaftlichen Gesinnung herzurühren und die Nothwendigkeit einer neuen Verabredung am meisten zu bestärcken.

Aus diesen Considerationen ziehet nun der französische Hof die Folge, daß zwar der König den Krieg auch seines Orts fortzusetzen gedенcke, wan E. M. die nemliche Entschließung faßeten; daß er aber alsdan zu zwei vorläuffigen Bedingungen berechtiget zu sein glaube, und zwar:

1° wäre von nun an zwischen den zwei Höfen vestzusezen, was zu Ende der Campagne von anno 1759 für Maaßregeln einzuschlagen seien, wan diese Campagne dem Krieg nicht den völligen Ausschlag geben, oder ein unglückliches Ende nehmen sollte.

2° seie ein neues Project der Convention zu entwerffen, zu dessen Grund der Defensiv-Tractat von 1756 zu dienen hätte, und deme noch die Articles des aufgehobenen und zernichteten geheimen Tractats beizurucken wären, welche denen zwei Höfen anständig sein könnten. Da nun der König in E. M. freundschaftliche Gesinnung ein unbeschränktes Vertrauen seze, so habe er auch den Duc de Choiseul begwaltiget, einen solchen neuen Plan noch vor seiner Abreise zu verabreden, welches jedoch möglichst zu beschleunigen seie.

Bei des Königs Versicherung, den Krieg fortsetzen zu wollen, findet abermahlen die Anmerkung statt, daß die zweierlei Kriege nicht mit einander zu vermischen; daß Franckreich in dem preußischen nur einen Auxiliaire abgebe und daß dieser Cron Particular-Frieden mit Engeland ehender zu wünschen als zu hintertreiben, wan nur der König in Preußen darvon ausgeschlossen bleibet.

Was aber die erste Präliminar-Bedingnus anbetrifft, so kan zwar von nun an und überhaupt die Abrede gepflogen werden, daß die beide Höfe zu Ende der künftigen Campagne einen Frieden auf alle thunliche und billige Art befördern und desfals nach Beschaffenheit der Umstände die weitere Einverständnuß in engestem Vertrauen verabreden wolten; allein hierüber schon dermahlen in einigen Detail einzugehen, wäre um so weniger thunlich und rathsam, da die künftige Zufälle, wornach gleichwohlen die Friedensbedingnußen auszumessen seind, ohnmöglich vorgesehen werden können; und wan auch E. M. sich über die künftige Special-Friedens-Conditionen zu äußern den a. h. Entschluß faßeten, so stünde allerdings zu besorgen, daß solches von dem französischen Hof mißbrauchet und auf die dießseitige Äußerung, so erst zu Ende der künftigen Campagne stattfinden sollte, von nun an negotiret werden dürfte; dahero auf diese Praeliminar-Bedingnuß meines ohnmaaßgeblichsten Ermeßens keine andere, als eine zwar freundschaftliche, aber generale und unverfängliche Antwort ertheilet werden kan.

Das wichtigste und bedenklichste ist die zweite Praeliminar-Condition, nemlich die Entwerffung eines neuen Tractats. Die glücklich zu Stand gebrachte geheime Verabredung war von solcher Beschaffenheit, daß sie nicht anderst als in aller Geschwindigkeit und durch die Gewalt der Waffen durchgesezt und erzwungen werden können. Noch in dem September verfloßenen Jahrs ware hierzu der vergnügliche Ansehn vorhanden; allein die fatale Veranlassung des Kriegs mit Hannover, der schlechte Betrag der französischen Generalität, die Schlacht bei Rossbach und die übrige nachgefolgte Unglücksfälle nebst der Aufmerksamkeit der meisten europäischen Höfen über die dießseitige Verbindung mit Franckreich und über die Beisorge wegen der Niederlanden haben die Gestalt der Sachen auf einmahl abgeänderet; und da Engeland zur See und in America völlig den Meister spielet, so hat Franckreich nicht nur alle Hofnung zu denen in Absicht geführten Vortheilen verlohren, sondern noch überdas zu besorgen, daß sein Verfall immer mehrers anwachsen und die ausgeruhte Republic Holland ohnfehlbar zu den Waffen greiffen würde, wan man zur Ausführung des geheimen Tractats, so viel Franckreich betrifft, schreiten wolte.

Bei unpartheiischer Erwegung dieser Umstände hat man schon seit verschiedenen Monathen vorgesehen, daß die Sachen in die Länge nicht auf den

dermahligen Fuß verbleiben, sondern neue Verabredungen unumgänglich nöthig sein würden, wan anderst das ganze Gebäude nicht auf einmahl zerfallen sollte.

Es ist dahero schon mehrmahlen in meinen gehorsamsten Vorträgen, wie auch in denen an Grafen Stahremberg ergangenen Anweisungen die wichtige Frage aufgeworfen worden, ob ein neues Einverständnis mit Franckreich noch in Zeiten zu veranlassen und anzubiethen seie?

Diese Frage ware mit sehr großen Bedencken und Anständen begleitet; dan so nöthig einerseits geschienen, die Cron Franckreich von einem gählingen Absprung und Vereitelung aller gegen den König in Preußen gerichteten Absichten gänzlich abzuhalten, so gefährlich ware es andererseits, von einem mit so vieler Mühe zustand gebrachten und würcklich geschloßenen Tractat wieder abzugehen und sich in eine neue Handlung einzulassen, welche unendlich vielen Difficultaeten unterworfen sein müßte, und deren Ausschlag nicht gesichert vorzusehen ware; zumahlen die Triebfeder, so der ersten geheimen Handlung den größten Nachdruck gegeben, nemlich die schmeichelhafte Hofnung zu großen Vortheilen bei Franckreich nicht mehr vorhanden ist und dieser Hof nichts so sehnlich wunschet, als dem gegenwärtigen Krieg ein baldiges Ende zu machen.

Hiemit haben sich die fernere Betrachtungen vereiniget, daß Engeland und Preußen zu Anfang der Campagne von all zu großer Hofnung glücklicher Progressen eingenommen waren und dahero den französischen Friedensanwürffen nicht leicht Gehör geben würden; daß dieser Feldzug sehr glücklich für E. M. ausschlagen und den König in Preußen völlig in die Enge treiben könne, daß also dem a. h. Dienst am gemäßigtesten seie, Zeit zu gewinnen und sich mit neuen Handlungen nicht zu übereilen.

Auf diese Art hat man sich bishiehin benohmen und um so ehender die spezielle Äußerungen vermeiden können, da Franckreich auf solche nicht mit Nachdruck gedungen und es bei denen dieseitigen Generaläußerungen bewenden lassen. Allein nunmehr gewinnet die Sache ein anderes Aussehen; die Campagne gehet zu Ende; der Winter ist der gefährlichste Zeitpunkt für die Friedens-Negotiationen; die Feinde, zumahlen aber der König in Preußen, haben von ihren großen und schmeichelhaften Ideen vieles verlohren; die Armée, Länder und innerliche Ressourcen dieses Königs sind sehr geschwächt; ein langer Krieg kan ihm nicht zum Vortheil gereichen und die künftige Campagne verspricht ihm weniger vergnügliches als die gegenwärtige; auch ist nunmehr Franckreich zur deutlichen Sprache gekommen und traget förmlich darauf an, daß eine neue Convention zu verabreden seie; solches ist der Billigkeit und dem im geheimen Tractat vestgestellten Grundsatz der Reciprocaet, besonders aber der klaren Verordnung des 27. Article . . . vollkommen gemäß; dan obzwar dieser Article nur von dem Fall redet, wan E. M. keine weitere Hofnung vor Sich seheten, alle stipulirte Vortheile zu erhalten, so kan doch nicht wohl in Abrede gestellt werden, daß die nemliche Ursach und die Reciprocaet auch auf seiten des französischen Hofes einschlagen müße; und wan E. M. dem ohngeachtet und allzuvest auf den geheimen Tractat bestehen wolten, so würde Franckreich um so mehrs angereizet, auf einen einseitigen Frieden fürzudencken und denen schädlichen Vorstellungen des Cardinalen Bernis endlichen die Hände zu biethen; dan daß dieser Hof fernerhin so nahmhafte Subsidien zahlen, große Arméen in das Feld stellen, die Macht des durchleuchtigsten Erzhauses vermehren helfen und bei allem deme nicht einstens den Anschein eines weesentlichen Vortheils vor sich sehen solte, streitet gegen alle Wahrscheinlichkeit; und je mehr die Wohl-

fahrt des durchleuchtigsten Erzhauses erforderet, die gegenwärtige Gelegenheit zu Schwächung des Königs in Preußen, die sich so bald nicht wieder ergeben dürfte, nicht aus Händen zu laßen, sondern sich dieselbe so viel immer möglich zu nuzen zu machen und ehender noch eine Campagne zu wagen, als das aufgewendete Volck und Geld unnuz zu machen und zu einem nachtheiligen Frieden Gelegenheit zu geben, um so mehr scheint die Klugheit anzurathen, daß abermahlen solche Mittel und Wege noch zu rechter Zeit eingeschlagen werden, welche denen Vorschlägen des Cardinalen Bernis ihre Krafft benehmen und einerseits die Friedensbegierde des französischen Hofes vermindern, andererseits aber ihn zu Fortsetzung des Kriegs anfrischen können.

Bei dem Anfang des geheimen Tractats hat man dem ernannten Hof, wie E. M. a. g. erinnerlich sein wird, zu größeren Vortheilen, als er selbst anverlangt, Hofnung gegeben, damit er nur in die dießseitige Absichten eingeleitet und das Eiß gebrochen würde; so bald aber dieser Endzweck erreicht war und an die Tractaten mit Ernst Hand angeleget worden, so hat man pflichtschuldigt nicht außer acht gelaßen, eine jede Bewilligung und Gegenbedingnuß so gut als möglich zu behandeln und eines mit dem anderen zu verbinden. Auf die nehmliche Art wäre sich meines wenigen Ermeßens auch für das künftige zu benehmen und in thesi die Frage vestzustellen, daß E. M. dem französischen Verlangen, den geheimen Tractat durch einen neu zu errichtenden aufzuheben, allerdings statt geben wolten; jedoch mit der hinzugetügten ausdrücklichen Bedingnus, daß, in so lang der neue Tractat nicht zu Stand gekommen und geschlossen seie, der bereits errichtete an seiner Krafft nichts verlieren und für verbindlich angesehen werden solte.

Es ist aber leicht vorzusehen, daß die neue Handlung weit schwerer als die Errichtung des geheimen Tractats fallen werde; dan bei diesem hat man die Gründe der Schwächung des Königs in Preußen, wie nicht weniger die Vortheilen für E. M. und die Cron Franckreich, und nach Proportion derselben die Gegenbedingnußen zum voraus bestimmt und bestimmen können; da aber vor dermahlen der erwehnte geheime Tractat nicht bloß in ein- und anderen Puncten abgeänderet, sondern nach dem französischen Antrag aufgehoben und eine neue Convention auf den Fuß des Defensiv-Tractats errichtet werden soll, so muß das ganze Werck umgegoßen und auf neue Grundsätze gebauet werden; maßen der Defensiv-Tractat die Cron Franckreich zu nichts anderem als zur Hülfleistung mit 24<sup>m</sup> Mann in natura oder in Geld verbindet; da hingegen die ernannte Cron auch nicht berechtiget wäre, sich einige Convenienzien auszubedingen, wan gleich E. M. noch so große Vortheile bei Fortsetzung des gerechten Kriegs erhalten solten. Will aber Franckreich gleichwohlen in dem neuen Tractat begünstiget werden, so muß es auch nach Proportion dieser Vortheilen sich zu einem mehreren, als die defensive Convention vermag, anheischig machen.

Es wird also um so schwerer fallen, hiebei eine billige Proportion zu verabreden, da die an Franckreich zu bewilligende Convenienzien meistentheils nur alsdan stattfinden können, wan E. M. gerechteste Waffen einen glücklichen Ausschlag gewinnen solten. Aber auch dieses anzuhoffende Glück hat seine Gradus und wären dabero bei Errichtung eines neuen Tractats die Ausdruckungen verschiedener Fällen und Suppositionen nicht wohl zu vermeiden.

Auch äußeret sich eine nicht geringe Schwürigkeit in Ansehung des Kriegs gegen Hannover und seine Bundsgenossen, da der Defensiv-Tractat, so gleichwohlen der neuen Verabredung zum Grund dienen soll, desfalls nichts verordnet

und vermög desselben Franckreich freie Hände behielte, seine Armée nach Gutbefinden zuruckzuziehen und allein zu Vertheidigung seiner Landen zu gebrauchen; alsdan aber würde Hannover nicht unterlassen, seine Macht entweder gegen E. M. oder gegen andere Reichslande zu verwenden. Hierüber müßte also eine nähere Abrede gepflogen und vestgestellt werden, in wie weit Franckreich verbunden bleibe, eine hinlängliche Macht der hannoverischen entgegenzusezen.

Überhaupt hat dieser Krieg eine außerordentliche Beschaffenheit und wan Franckreich dem dieseitigen wohlgemeinten Rath mehr als seiner Begierde, in Hannover große Schätze zu suchen, gefolget hätte, so würde die Verwirrung niemahlen so weit gekommen sein. Dan der ernannte Hof hat anfänglich nicht als ein bloßer Hülfleistender, sondern als ein kriegender Theil angesehen werden und beide titulos miteinander vereinigen wollen; dahero auch die hannoverische Lande nicht im Nahmen E. M., wie in denen preußischen Landen geschehen, sondern im Nahmen der Cron Franckreich in Besiz genohmen und feindlich behandelt worden. Seit deme aber das Glück der Waffen wieder umgeschlagen ist, so wird sich in den französischen Schrifften hauptsächlich auf die Eigenschaft eines Auxiliaire begründet.

So lang man hoffen konnte, daß die französische Armée sich nach Magdeburg wenden oder auf andere Art ohnmittelbar gegen den König in Preußen operiren würde, so mußte man dieseits über verschiedene Bedencken hinausgehen und nur das Hauptwerc vor Augen behalten. Seit dem aber nicht mehr zu vermuthen stehet, daß die französische Troupen so weit vorrucken werden, so dörfte dem a. h. Dienst gemäß sein, der Cron Franckreich eine deutliche Erklärung anzusezen, ob sie in dem Krieg gegen Hannover als Auxiliaris oder als pars belligerans erscheine. In dem letzteren Fall geschiehet alles bloß auf ihre Rechnung und es würde wieder die Billigkeit lauffen, wan bei dem zu errichtenden neuen Tractat die französische Armée, so der hannoverischen entgegenzusezen ist, mit in Anschlag gebracht und deswegen einiger Vortheil von E. M. ausbedungen werden wolte. Im Fall aber der französische Hof sich nur als hülfleistender Theil erkläret, so kan er mit Billigkeit keinen Anstand darbei finden, wan E. M. als pars principalis sich in das Mittel legten und dem hannoverischen Krieg ein Ende zu machen suchten, auch desfalls eine ohnmittelbare Handlung veranlaßeten.

Es scheint also einer reifen Überlegung würdig zu sein, ob nicht bei Franckreich in Vorschlag zu bringen wäre, daß E. M. auf dem Reichstag oder auf andere Art die förmliche Erklärung von Sich stellten, Hannover habe die ausgestandene Kriegsdrangsaalen allein seinem feindlichen Betrag beizumessen; wan aber sein bisheriges Vorgeben gegründet wäre, daß es aus keinen anderen Absichten als zu seiner Vertheidigung die Waffen ergriffen hätte, so beruhe es nur bei dem ernannten Hof, sich und den größten Theil Teutschlands von dem Kriegsungemach auf einmahl zu befreien, maßen E. M. aus Liebe vor das Vatterland erböthig seien, sowohl für Sich als für die Cron Franckreich die kräftigste Versicherungen wegen der zu beobachtenden Neutralität zu ertheilen, wan dargegen Hannover und seine Allirte sich verbindlich machten, ein gleiches heilig zu beobachten und dem König in Preußen weder directe noch indirecte einige Hülffe zu leisten.

Eine solche Erklärung dörfte um so größeren Eindruck verursachen, da Hannover bei dem ferneren Krieg noch vieles zu verlieren, aber wenig zu hoffen hat, und über den Betrag des Prinzen Ferdinand mißvergnügt zu werden anfangt.

Wenigstens würden die Feinde andurch in ihr offenbahres Unrecht gesezt und es dörfte der Weeg gebahnet werden, die längst erwünschte hannoverische Neutralität annoch zu Stand zu bringen. Jedoch ist dieses nur noch ein roher Gedancken, welchen E. M. erleuchtetsten Beurtheilung in tiefster Ehrerbiethung unterwerffe.

Sodan dörfte der größte Anstand bei einer neuen Convention darinnen bestehen, daß Franckreich sich von den versprochenen großen Subsidiën zu entledigen suchet und E. M., wo nicht ohnmöglich, jedoch sehr schwer fallen würde, den Krieg ohne fremde Geldhülffe fortzusezen. Wan jedoch hierzu auf andere Art Rath zu schaffen wäre, so könnte dem a. h. Dienst nicht anderst als sehr vortürlich sein, den französischen Hof von dem Subside, wo nicht ganz, jedoch größtentheils loß zu sprechen, maßen gegen diese Geldstipulationen weesentliche und weit wichtigere Vortheile eingestanden oder aufgeopferet werden müßten und dannoch zu besorgen wäre, daß Franckreich mit der richtigen Zahlung nicht zuhalten würde.

Die bisherige Erfahrung hat nur allzuviel gelehret, wie wenig auf dergleichen Geldversprechen sicherer Staat zu machen seie; und da der Nothstand in Franckreich täglich anwachßen muß, so wäre noch weniger für das künftige die richtige Zahlung anzuhoffen und aller Ruckstand als eine verlorene Schuld anzusehen.

Bei solchen Umständen dörfte in der That kein großes Sacrifice zu halten sein, wan E. M. auf die künftige französische Subsides zu verzeihen geruheten, alsdan auch vortheilhaftere Bedingnußen zu erhalten und die französische Friedensabsichten leichter zu hintertreiben sein würden. Wie dan überhaupt dem a. h. Dienst gemäß zu sein scheint, die künftige Convention auf die simpleste und natürlichste Art einzurichten. Im Anfang der geheimen Negotiation müste man vorzüglich darauf bedacht sein, Franckreich durch die dargebothene Vortheile mit in das Spiel zu ziehen und andurch die ganze Machine in Bewegung zu bringen. Dieser Endzweck ist demahlen erreicht; der Feind in seiner innerlichen Verfaßung mehrers geschwächt und viele Hofnung vorhanden, ihn in der künftigen Campagne völlig in die Enge zu treiben, zumahlen wan in der gegenwärtigen sich noch ein- oder anderer glücklicher Vorfall ereignen und für das künftige ein vollständiges Concert zwischen den Alliirten verabredet und zu Stand gebracht werden solte. Hingegen äußeret sich bei Franckreich das grade Widerspiel; und da dieser Hof in dem Krieg mit Engeland den kürzeren gezogen hat, auch fernerhin ziehen und so wenig seine Marine als das Commerce wieder in die Höhe bringen dörfte, so ist nach meinem ohnmaßgeblichsten Darfürhalten das vorzügliche Augenmerk nunmehr dahin zu richten, daß eines Theils die Vermisch- und Verflechtung der zweierlei Kriegen, so viel es immer möglich, vermieden und die Cron Franckreich in den Krieg mit dem König in Preußen bloß als eine hülffleistende Macht dargestellt, anderen Theils aber die ernannte Cron sowohl durch Erleichterungen in ihren onerosen Versprechungen, als durch thunliche und proportionirte Vortheile von einseitigen und schädlichen Maaßnahmen abgehalten werde.

Gleichwie nun gegen alle Billigkeit und Proportion streitten würde, wan Franckreich sich von denen ihm beschwerlich fallenden Bedingnussen des geheimen Tractats loß machen und dem ohngeachtet, wo nicht die nehmliche, jedoch vast gleiche Vortheile anverlangen wolte, so muß auch diese Grundregel ihr in so weit zu statten kommen, daß nach Proportion des mehr oder weniger, so

Franckreich künftighin zum Krieg wieder Preußen beitraget, auch die Convenienzien, so diesem Hof zu bestimmen seind, ausgemeßen und von E. M. bewilliget werden. Wobei noch überdas, was Franckreich bishero gethan, und das beiderseitige Staats-Interesse, in so weit sich solches auf das europäische Gleichgewicht und auf die dermahlige Umstände gegründet, in ohnpartheiische Erwegung zu ziehen wäre.

Hieraus ergibt sich ferner, daß die Erklärung vorher zu gehen hätte, wozu sich dan der besagte Hof anheischig zu machen und was er zu Fortsetzung des Kriegs gegen Preußen noch über die Verbindung des Defensiv-Tractats beizutragen gedенcke; da sodan auch auf Seiten E. M. in Erwegung gezogen und sich geäußeret werden könnte, was für Convenienzien dem allerchristlichsten König bei einem glücklichen Ausschlag des Kriegs zufließen sollten.

Nachdem jedoch die erwehnte französische Erklärung noch nicht erfolgt ist, mithin auch dießbeits keine vollständige Antwort ertheilet werden kan und überhaupt die Verabredung einer ganz neuen Convention eine sehr mühsam- und weitläufftige Handlung erforderte, so ist es auch platerdings ohnmöglich, die Sache noch währendem sehr kurzen Anwesen des Botschafftern über das Knie abzubrechen und etwas vollkommenes zu Stand zu bringen. Überdas scheint nicht einmahl rathsam zu sein, daß sich hier vor der Zeit geöffnet und in förmliche Tractaten eingelaßen werde, da der Botschaffter ohne große Verantwortung und ohne seinen Feinden die Waffen in die Hände zu geben, nichts über sich nehmen könnte, sondern über jeden Anstand neue Verhaltensbefehle ansuchen, auch mit der größten Vorsicht zu Werke gehen müßte, um denen Ausstellungen des Cardinalen Bernis zu entgehen und ihn von seinen Vorurtheilen abzubringen; welches aber weit leichter zu bewürcken wäre, wan sich Duc de Choiseul bei denen königlichen Berathschlagungen anwesend und im Stand befände, die mündliche Erleuterung zu geben und sein Darfürhalten behöriger Orten gelten zu machen. Nebst deme habe ich die Ursachen schon mehrmahlen a. u. vorgestellt, warum dem a. h. Dienst vortrüglicher seie, die Handlungen, so in dem geheimen Tractat einschlagen, durch den Grafen Stahremberg in Paris führen und besorgen zu laßen . . .

Nach diesen vorausgesetzten Erleuterungen bleibt mir noch übrig, meine gehorsamste Meinung über die Frage zu eröffnen, was dem französischen Botschafftern auf das mir in die Feder dictirte Précis für eine Antwort zu ertheilen seie.

Hiebei ist nun sonder Zweifel die Regel der Vorsicht zu beobachten, daß sich nicht vor der Zeit noch allzuviel geäußeret und bloß gegeben, jedoch auch keine allzu große Ruckhaltigkeit bezeigt werde. Es wäre also ohnmaßgeblich die Antwort nach dem beiliegenden Project\*) einzurichten und dem ernannten Botschafftern gleichfals in die Feder zu dictiren.

Da aber Duc de Choiseul es hiebei nicht bewenden laßen, sondern fernerhin darauf dringen wird, daß von Seiten E. M. eine nähere Erklärung über die Bedingnußen der neuen Convention erfolgen möchte, so glaube, dem a. h. Dienst am vortrüglichsten zu sein, wan es in die Weege gerichtet werden könnte, daß er am ersten wegen demjenigen, was Franckreich nebst und über der Stipulation des Defensiv-Tractats zur Fortsetzung des Kriegs gegen Preußen beizutragen gedенcke, zur Sprache gebracht und hiernach die dießseitige Gegenerklärung in behöriger Proportion eingerichtet werde.

\*) S. Beilage B.

Wobei ich annoch in a. u. Vorschlag zu bringen die Freiheit nehme, daß, wan eine neue Convention zu Stand kommen solte, solche auf die Zeit des geheimen Tractats, nemlich auf den 1. Maii 1757 zu datieren und dergestalt einzurichten wäre, daß sie an Rußland, Schweden, Spanien und Neapel ohne Beisorge eines schädlichen Mißbrauchs mitgetheilet, die Garantie dieser Hofen angesuchet und die Verabredung des geheimen Tractats für beständig verborgen gehalten werden könnte.

-----  
 (Vortrag — nach Binders Diktat — vom 6. November 1758.)

Maria Theresia approbierte diese Ausführungen des Staatskanzlers, worauf noch am selben Tage die Weisung an Starhemberg abging.

#### A.

Précis de la conférence ministériale avec Mr le duc de Choiseul le 19 octobre 1758.

Dictée ad calamum par M. de Choiseul. Le roi propose deux partis. Le premier de faire la paix cet hiver, laquelle paix deviendrait générale, parceque l'impératrice ne la ferait avec le roi de Prusse qu'en tant que ce prince 1<sup>o</sup> ferait des cessions, et à cet égard on croit que le comté de Glatz et ce que le roi de Prusse possède en Lusace serait tout ce qu'on pourrait obtenir. 2<sup>o</sup> il faudrait que le roi de Prusse s'obligeât à déterminer la paix de l'Angleterre avec la France sur le pied du traité d'Aix-la-Chapelle. Si ce parti était pris, après l'avoir communiqué aux alliés, l'impératrice-reine ferait connaître au roi les arrangements qui lui conviendraient pour la sûreté d'alliance pendant la paix et l'honneur des deux couronnes.

Le second parti est la continuation de la guerre. Si S. M. I<sup>re</sup> se détermine à ce parti, Elle voudra bien sentir en même temps 1<sup>o</sup> que les ressources de la France sont usées, que la disette d'hommes et d'argent est plus grande puisque nous avons bien de la peine à faire la levée de la milice cette année; que nous n'avons plus de commerce; que la récolte a été mauvaise, que nos colonies sont sur le point d'être envahies ou de mourir de faim, ce qui rendrait les Anglais despotiques sur mer, et qu'en tout la machine est, on ne peut pas plus dérangée tant dans l'intérieur, qu'à l'extérieur. 2<sup>o</sup> qu'il est fort douteux que la Suède et la Russie agissent vigoureusement la campagne prochaine et que, si la première agit, quoique vraisemblablement avec aussi peu de fruit que les autres années, elle ne le pourra que par les secours redoublés de la France. 3<sup>o</sup> que les princes d'Allemagne nos alliés sont fatigués pour la plupart, et que plusieurs d'entre eux sont mal intentionnés ou par eux-mêmes, ou par la disposition de leurs ministres, de sorte qu'il n'y a que des succès qui puissent les contenir, et qu'en attendant les succès, la France est forcée de masquer leur mauvaise volonté par de l'argent. 4<sup>o</sup> La France ne peut pas fermer plus longtemps les yeux sur son épuisement et sur son véritable intérêt; elle ne peut pas abandonner 200 millions que le commerce maritime fait entrer actuellement en France, qui la mettent en état d'avoir des grandes armées, et de payer des subsides à ses alliés; c'est à cet intérêt qu'est due la qualité de grande puissance; le roi et son ministère difficilement peuvent fermer l'oreille à ce cri légitime de la nation qui réclame cet intérêt essentiel. 5<sup>o</sup> Enfin le roi est trop attaché à l'alliance et à l'impératrice en particulier, et S. M. compte trop sur les sentiments de S. M. I<sup>re</sup> pour pouvoir supporter plus longtemps

de prendre des engagements vis-à-vis de cette princesse avec l'impossibilité de les soutenir. Cet état n'est convenable ni aux sentiments du roi, ni à sa grandeur, de même qu'il n'est pas convenable à l'intérêt de sa couronne de s'épuiser sans fruit. Ainsi il résulte de ces cinq observations que, si l'impératrice croit devoir continuer la guerre, le roi la continuera aussi; mais il croit en même temps être fondé à demander à cette princesse deux préalables : le premier qu'il soit convenu entre les deux cours le parti que l'on prendra à la fin de la campagne 1759, si cette campagne ne déterminait pas le sort de la guerre ou le déterminait mal. Le second préalable est un projet de convention dont la base soit le premier traité de Versailles et auquel il serait ajouté des articles du traité secret anéanti, qui pourraient convenir aux deux cours. Le roi pénétré d'amitié pour l'impératrice et d'estime pour son ministère, s'en rapporte à S. M. I<sup>o</sup> pour arranger ce nouveau plan d'alliance, et a autorisé le duc de Choiseul de l'arrêter ici avant son départ. La décision de S. M. I<sup>o</sup> sur l'un ou l'autre parti est extrêmement pressée, le départ de l'ambassadeur du roi ne pouvant pas se différer passé le 15 novembre.

## B.

Projet d'un mémoire à dicter ad calamum à M<sup>r</sup> l'ambassadeur de France.

L'impératrice — — — — —

confirme et réitère sans difficulté ce qu'Elle a déjà déclaré plusieurs fois, à savoir : qu'on La trouvera toujours disposée à donner les mains à une paix avec le roi de Prusse lorsqu'on pourra la faire équitable, solide et digne de l'alliance.

Mais Elle ne doit point cacher en même temps à S. M. T. Chr. que jamais Elle ne fera la première ni directement, ni indirectement des propositions de paix à ce prince qui a tant de torts vis-à-vis d'Elle, et dont pareille démarche peu honorable ne ferait qu'augmenter sa fierté; la paix paraît d'ailleurs impossible cet hiver, parceque sans une nécessité absolue, qui n'existait point encore, ni le roi de Prusse ne cédera un pouce de terre, ni l'impératrice ne se prêtera à une paix flétrissante et incompatible avec Sa sûreté, et que, s'il arrivait que, réduit par la force, le roi de Prusse se vît dans la nécessité de devoir consentir à des cessions, il serait impardonnable en ce cas de ne pas tirer meilleur parti de la circonstance et de se contenter de la mince cession du comté de Glaz et de la partie de la Lusace prussienne, au détriment des alliés de deux cours et de leur gloire et considération vis-à-vis de toute l'Europe.

Il n'y a pas moins de difficultés et d'inconvénients au projet de se servir du roi de Prusse pour déterminer la paix de l'Angleterre avec la France sur le pied du traité d'Aix-la-Chapelle. Ce serait rendre ce prince l'arbitre de la guerre et de la paix, augmenter son crédit et son influence, le rendre par conséquent plus puissant et plus dangereux, qu'il n'a été avant la guerre, et le mettre en état, en conduisant les affaires selon ses vues, de les brouiller à tel point qu'il en résulterait peut-être un changement total dans la face des affaires de l'Europe, sans que pour cela on en fût plus assuré d'obtenir le but, pour lequel on aurait été employé, ce prince n'ayant nul moyen de forcer l'Angleterre à la paix, s'il arrivait qu'elle crut ne pas lui convenir de s'y prêter, puisqu'elle pourrait très bien continuer la guerre sur mer, même en renonçant à celle du continent, laquelle ainsi que les dangers de l'électorat d'Hannovre, comme l'ont prouvé plusieurs expériences anciennes et nouvelles, n'intéressent pas bien vivement le ministère anglais.

Moyennant ces considérations ainsi que beaucoup d'autres, l'impératrice ne peut donc en aucune manière adopter le premier des deux partis proposés et beaucoup moins encore être d'avis, qu'il pourrait convenir d'en communiquer l'idée aux alliés de deux cours, qu'elle étonnerait singulièrement que sans doute elle découragerait et empêcherait de faire les dispositions vigoureuses, nécessaires pour la continuation de la guerre et que, peut-être même elle engagerait au plus grand détriment de la cause commune et des deux cours en particulier, à quelqu'un de ces partis précipités et violents, que peuvent faire prendre la consternation, les soupçons ou le ressentiment.

L'impératrice pense donc, qu'actuellement par les raisons susdites l'idée de la paix cet hiver ne peut point avoir lieu et qu'il serait très dangereux de la communiquer aux alliés; mais en échange Elle désire non seulement bien sincèrement s'entendre plus intimement avec S. M. T. Chr. sur les moyens de sûreté pour l'alliance à l'avenir et pendant la paix, mais elle y apportera même de Sa part toutes les facilités humainement possibles.

Du moment, par conséquent, qu'il n'est et ne peut point être question, d'offrir aux ennemis de la cause commune une paix indécente et préjudiciable et que l'on est dans le cas de ne pouvoir en espérer une convenable que du sort des armes à venir ou d'une occasion favorable pour se la procurer, il paraît nécessaire que les deux cours prennent entre elles les mesures les plus propres à les mettre en état de pouvoir continuer la guerre avec vigueur, et qu'elles resserrent de plus en plus l'union et la bonne intelligence qui subsistent heureusement d'entre elles.

Intimement persuadée de cette vérité et prenant le plus vif intérêt à tout ce qui regarde S. M. T. Chr., l'impératrice n'a pu être que très touchée du tableau exposé dans les cinq considérations que le roi Lui a fait communiquer.

Elle a vu avec la plus grande peine l'esquisse du fâcheux état des affaires de la Monarchie française contenu dans la première considération; Elle en est aussi affligée, que si cela regardait Ses propres états, et S. M. T. Chr. peut être persuadée qu'Elle serait comblée, si Elle pouvait y apporter quelque remède.

Quant à la seconde considération, l'impératrice croit que l'on peut continuer à compter sur la constance et la coopération la plus sincère de l'impératrice de Russie et que, quand même il arriverait que son concours ne ferait pas tout l'effet qu'il pourrait et devrait faire, il ne saurait manquer cependant de faire une puissante diversion et beaucoup de mal à l'ennemi.

Quant aux Suédois, il est fâcheux sans doute que les effets n'aient pu répondre jusqu'ici à leur valeur et bonne volonté; mais il semble malgré cela, qu'à titre d'anciens et fidèles alliés ils méritent la continuation des égards de S. M. T. Chr. d'autant plus qu'il sera peut-être plus possible de lier à l'avenir leurs opérations à celles des autres armées alliées qu'il ne l'a été jusqu'ici.

Quant à la troisième considération, l'impératrice observe que l'on n'a jamais beaucoup tablé sur l'effet du concours des princes d'Allemagne, même bien intentionnés, et comme d'ailleurs à la plus part d'eux la guerre leur a presque fait autant de mal qu'aux pays ennemis, il serait fort à souhaiter que, pour la leur rendre moins odieuse, on pût la faire changer de nature sur le Rhin et la leur rendre supportable, si non agréable, en la transportant dans le pays ennemi.

L'impératrice est de même extrêmement touchée du dérangement du commerce de la France qui ne peut être attribué uniquement qu'à sa guerre avec

l'Angleterre; il est aisé d'imaginer combien cette perte est fâcheuse pour la monarchie et combien elle doit être sensible à la nation. L'impératrice l'a parfaitement senti, et c'est pour cela qu'Elle a toujours désiré que l'on eût pu parvenir à une paix particulière avec l'Angleterre à l'exclusion du roi de Prusse. Elle croit encore que rien ne serait plus convenable et Elle pense que, comme c'est un événement que des circonstances peuvent rendre possible d'un moment à l'autre, bien loin d'en abandonner l'idée, il convient de la suivre et de ne jamais la perdre de vue.

La cinquième considération enfin est celle qui a affecté l'impératrice le plus vivement, parce qu'elle est personnelle à S. M. T. Chr.; elle Lui est une nouvelle preuve bien agréable de l'élévation de Sa façon de penser et de Ses sentiments pour Elle. S'il paraît insupportable au roi de continuer à avoir des engagements vis-à-vis de l'impératrice avec l'impossibilité de les soutenir, il le paraîtrait également à l'impératrice de devoir presser S. M. T. Chr. sur l'accomplissement de pareils engagements. S. M. se met par conséquent parfaitement à la place du roi et il peut être assuré qu'Elle entrera toujours bien sincèrement dans Sa situation.

L'impératrice désire sans doute la paix plutôt que plutard, mais une paix juste et honorable et sur la durée de laquelle on puisse compter. — — —

L'impératrice donnera donc bien volontiers les mains à un concert sur ce qu'il pourrait y avoir à faire à la fin de la campagne 1759. Dès qu'Elle saura qu'il doit en être l'objet, quoique l'on puisse se flatter, qu'Elle pourra terminer heureusement la guerre et que ne pouvant prévoir tous les événements possibles, on ne puisse guères arrêter actuellement ce qui pourrait être convenable ou nécessaire après la fin de la dite campagne.

Il paraît encore bien moins possible de déterminer dès à présent un terme fixe pour la continuation de la guerre.

La paix ne dépend pas plus de nous que de nos ennemis.

Naturellement il ne faudrait pas moins par réciprocité un terme pour la continuation de la guerre de la France avec l'Angleterre, que pour celle de l'impératrice avec le roi de Prusse; et comme il pourrait arriver que l'Angleterre se refusât à la paix pendant que le roi de Prusse s'y prêterait, la fixation d'un terme pour la fin de la guerre avec le roi de Prusse pourrait en ce cas être très préjudiciable à la France; d'ailleurs s'il se fait un nouveau traité entre l'impératrice et le roi, il semble qu'il conviendra de lui donner une tournure communicable à d'autres cours, le jugement qu'elles porteraient de la fixation d'une époque déterminée pour la durée de la guerre est facile à imaginer. Il ne paraît possible par conséquent à l'impératrice que cela puisse avoir lieu, et il Lui semble moyennant cela, qu'il faut se contenter quant à présent de prendre la résolution d'employer l'année prochaine tous les moyens les plus vigoureux et les plus capables de mener la guerre à bonne fin dans le courant de la campagne, sauf à faire, à la fin de l'année 1759 selon les circonstances dans lesquelles on se trouvera.

Rien toute fois ne fait plus de peine à l'impératrice que le second préalable que Lui demande S. M. T. Chr. Elle ne saurait Lui cacher qu'Elle a toute la répugnance possible à renoncer au traité secret dont Elle a toujours souhaité et souhait encore ardemment l'accomplissement. Cet ouvrage devait être un monument éternel de la sagesse et des grandes vues de LL. MM. II. et T. Chr.,

de leur façon de penser et de leur équité. Tous les objets y ont été déterminés, pesés et évalués et les proportions heureusement trouvées et établies; en un mot, les siècles passés n'ont peut-être rien fourni d'aussi grand en ce genre. L'impératrice ne peut donc voir qu'à regret détruire un ouvrage aussi solide, et c'est avec d'autant plus de peine qu'il est aisé de prévoir les difficultés, que ne saurait manquer de rencontrer l'arrangement d'un nouveau traité.

Malgré toutes ces considérations cependant, comme il n'est rien qui puisse prévaloir dans l'esprit de l'impératrice sur Son amitié pour le roi, Elle est déterminée à donner les mains à l'arrangement d'une nouvelle convention, dont la base devra être le traité défensif de 1756 et à laquelle on ajoutera ceux des articles du traité secrets qui pourront convenir aux deux cours. L'impératrice ne peut pas s'empêcher cependant en même temps de demander aussi de Son côté pour préalable à S. M. T. Chr. que le traité secret soit censé être et rester dans toute sa force et vigueur jusqu'à ce que la nouvelle convention sera parvenue à sa conclusion.

L'esprit de conciliation, l'équité et la juste proportion entre les conditions onéreuses et avantageuses qui ont été observées dans la confection du traité secret, ne seront pas moins nécessaires dans la nouvelle négociation dont il s'agit. L'impératrice y fera procéder de Sa part dans cet esprit. Elle y compte également du côté de S. M. T. Chr.; et comme M. le duc de Choiseul, Son ambassadeur auprès d'Elle, est si près de son départ, on est prêt à conférer avec lui sur ce grand objet et à convenir au moins, s'il se peut avant son départ, de quelques points fixes et préliminaires, desquels on puisse partir dans la suite de la négociation.

Mais comme les déclarations de l'impératrice ne peuvent porter et les proportions n'être établies que sur ce que S. M. T. Chr. peut avoir intention de faire pour la continuation de la guerre contre le roi de Prusse au de là des engagements qu'Elle a contractés par le traité défensif, M<sup>r</sup> le duc de Choiseul voudra bien faire connaître qu'elles sont les intentions de S. M. T. Chr. à cet égard, et pour ne point perdre de temps dans ce qu'il trouvera bon de communiquer sur ce sujet, observer :

Que l'abaissement de la puissance prussienne a été le principal objet, la base et le fondement du traité secret.

Que tout ce que l'impératrice at accordé par le dit traité, ne l'at été qu'en cette considération, par rapport à la part qui devait revenir à la maison d'Autriche des états du roi de Prusse, et relativement au degré de concurrence de la France dans la guerre.

Que tout ce que l'impératrice pourra accorder par conséquent à l'avenir, devra donc naturellement être calculé de même, c'est à dire, proportionnement au degré du dépouillement du roi de Prusse, à ce qui en reviendra à l'impératrice et au plus ou moins de part qu'à l'avenir pourra prendre à la guerre S. M. T. Chr.

Et enfin que comme il ne peut rien se faire de nouveau, à moins que ce ne soit un total comme l'a été le traité secret, on ne pourra convenir définitivement de rien, par parties, les possibilités, de détail devant dépendre nécessairement de l'ensemble et de la nature de la nouvelle convention à faire.

(Beilage der an den Grafen Starhemberg gerichteten Weisung vom 6. November 1758.)

80 (73). Der Name dieses Theaterstückes konnte nicht eruiert werden.

81 (73). Hierüber schrieb Kaunitz folgendes an Starhemberg:

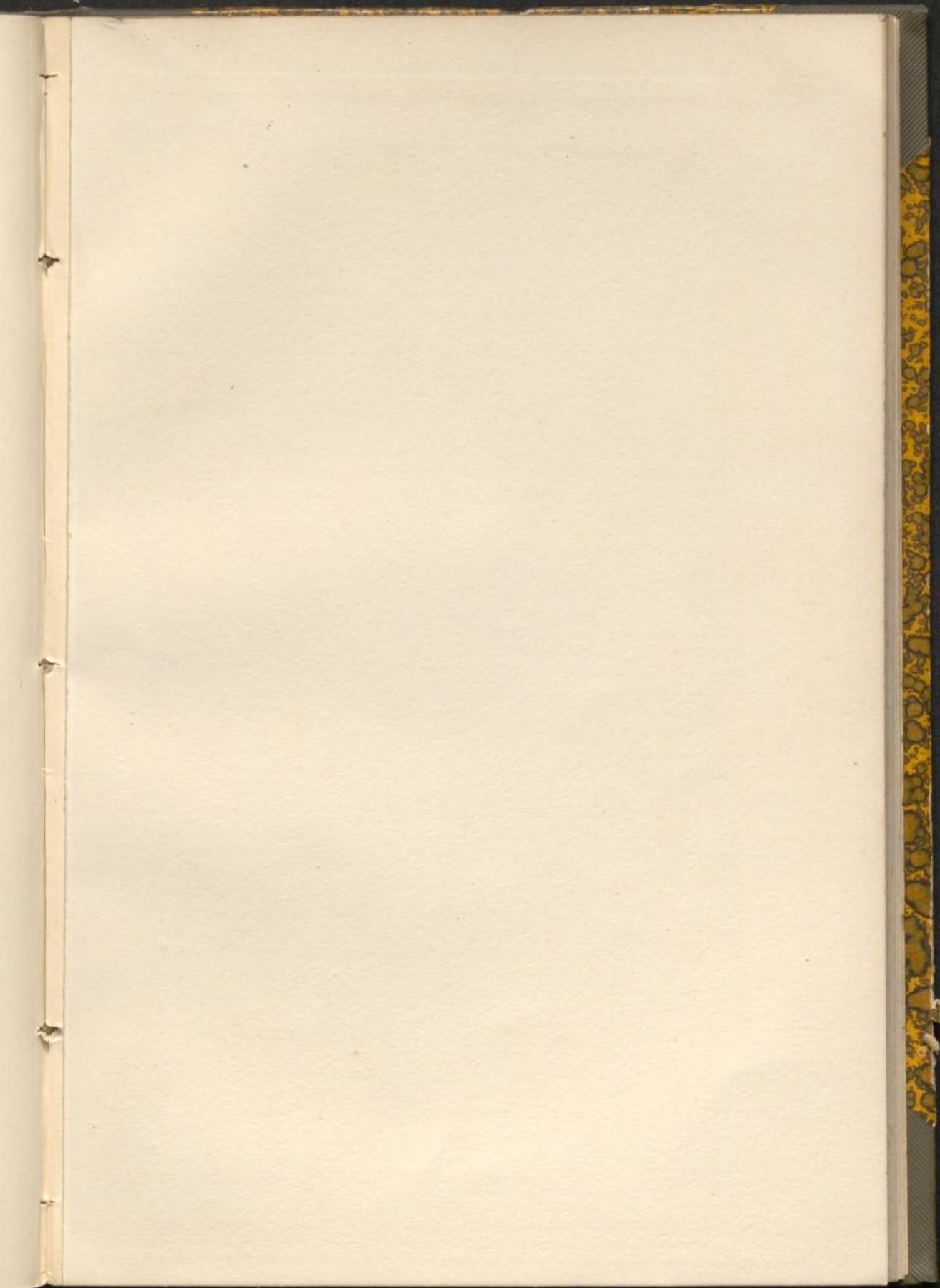
Es wäre aber überhaupt meine Öffnung keineswegs als eine förmliche und Ministerial-Declaration eingerichtet, sondern ich bin beflissen gewesen, ihr die Gestalt eines freundschaftlichen und vorzüglichen Vertrauens zu geben, welches darzu dienen dürfte, daß der französische Hof und insbesondere der neue Secrétaire d'Etat um so ehender übersehen könne, was die ganze Sach für eine Gestalt gewinnen werde und wie die weitere Handlung am besten abzukürzen sei; wobei ich die ausdrückliche Bedingnußen und Conditiones sine qua non zu wiederholten ohnvergeßen war, daß 1° Franckreich dagegen alle seine Versprechen auf das getreueste erfüllen und 2° ganz Schlesien und Glaz I. M. bei dem künftigen Frieden zu Theil werden müste.

Solchergestalt wurde zwar einer förmlichen Abhandlung und einem weitläufigen Widerspruch ausgewichen, jedoch bemühet sich Duc de Choiseul, mir einsehen zu machen, wie sehr sich Franckreich seithero zum besten I. M. verwendet habe, was diese Cron annoch für beschwerliche Bedingnußen zu übernehmen erböthig sei und wie wenig mit einer billigen Proportion übereinkommen würde, wan sein Hof in dem neuen Tractat so wenige Hofnung zu weesentlichen Vortheilen vor sich sehen solte.

Da er nun hieraus die Folge ziehen wolte, daß der Billigkeit und Proportion ganz gemäß sei, die vorerwehnte Begünstigungspuncten ohne alle Conditiones sine qua non und in allen Fällen, mithin auch in dem Fall dem allerchristlichsten König zu bewilligen, wan gleich nicht möglich sein solte, dem König in Preußen Schlesien und Glaz durch den künftigen Frieden zu entreißen, als worzu ohne dem nach Beschaffenheit der gegenwärtigen Umständen wenige oder keine Hofnung vorhanden wäre, so wurde ich hierdurch veranlaßet, den Unterscheid zwischen dem geheimen und neu zu errichtenden Tractat, dan zwischen denen beiderseitigen sowohl vortheilhaften als onerosen Bedingnußen und die hiebei zu beobachtende Proportion in Vorstellung zu bringen . . .; wie dan gegen alle Billig- und Anständigkeit lauffen würde, wan I. M. nicht nur ohne allen Vortheil aus dem Krieg scheiden, ihre Erblande so sehr von Volck und Geld ohne Nuzen erschöpffet und ihr Aerarium mit vielen Millionen neuer Schulden belästiget haben, sondern noch über alles dieses an Franckreich weesentliche Cessionen eingestehen, mithin einen doppelten Schaden erleiden solte.

Diese Ursachen sind schon an sich so überzeugend, daß sich dem Antrag des ernannten Duc nimmermehr gefüget werden kan; es schlaget aber die fernere geheime Betrachtung mit ein, daß ohnedem Franckreich dem durchleuchtigsten Erzhauß den schlesischen und glazischen Zuwachß nicht gönnen dürfte und sich zu deßen Erhaltung währendem Krieg und künftigen Frieden keineswegs mit Eifer verwenden würde, wan seine Vortheile auf alle Fälle sichergestellt wären; dahero auch bei Errichtung des neuen Tractats die größte dießseitige Vorsicht dahin zu richten ist, daß Franckreich so viel immer möglich gebunden verbleibe und angefrischet werde, die Conquète von Schlesien und Glaz zu befördern.

Aus dieser Absicht hat man auf alle solche an Franckreich zu bewilligende Vortheile und vergnügliche Bedingnußen vorgedacht, welche mit der Natur und Eigenschaft des neu zu errichtenden Tractats vereinbarlich seind; und solten deren noch mehrere ausfindig gemacht oder von dem französischen Hof an Hand gegeben werden, so würden I. M. solche nach der beiwohnenden a. h. Billigkeit



Le dimanche nous dînerons  
seuls. les trois ainés en plus  
lié chez le fils  
Lundis mecrediis jeudi et  
vendredi il y aura dîner  
mardi et samedi en retraite

il y aura jeu a 6 heure et dîner  
mardi et vendredi. toutes les  
dames du quibrit les conseillers  
d'état et chambelland mais  
pas les decretivis et les militans  
y compris le generaux majors  
pourront y venir. point  
d'étranger sans ordre apres

les quatre jours de dîner il y  
aura toujours 20 personnes  
10 personnes de famille a savoir  
l'Emp. et moi le fils un cavalier  
les deux filles. Deux dames une  
dame pour moi et une des soeurs  
10 ou 8 autres a demander on  
se reglera selon les listes s'y  
jointe

pour les souper on demandera  
les ordres de sa majesté  
mais on se reglera de meme  
sur le choix des personnes  
s'il y a des étrangers de l'empire  
l'Empereur ou d'Italie par bas ou  
des espères on les invitera de  
presence de meme les militaires

Listes de ceux qui peuvent  
venir meme de la et trois  
fois la semaine a dîner  
Les velds  
les colaredo  
les deventales  
les batjani  
les dany  
les esterhan  
les clary  
les clary  
une dame de cour  
les karachs  
les pairs

les auserp  
les frautten  
les tarocca  
les deun cotred  
les pafy  
les comillo colaredo  
les clary  
une dame de cour  
les karachs  
les pairs

les auserp  
les frautten  
les tarocca  
les deun cotred  
les pafy  
les comillo colaredo  
les clary  
une dame de cour  
les karachs  
les pairs

ceux qui ne viendront que deux  
les mois un fois  
les hauguis  
les deun liffen  
les karachs  
les galms  
les sehnborn  
les doingl  
les auserp  
les polny  
les ober  
ceux qui ne viendront que deux  
fois cet hiver.

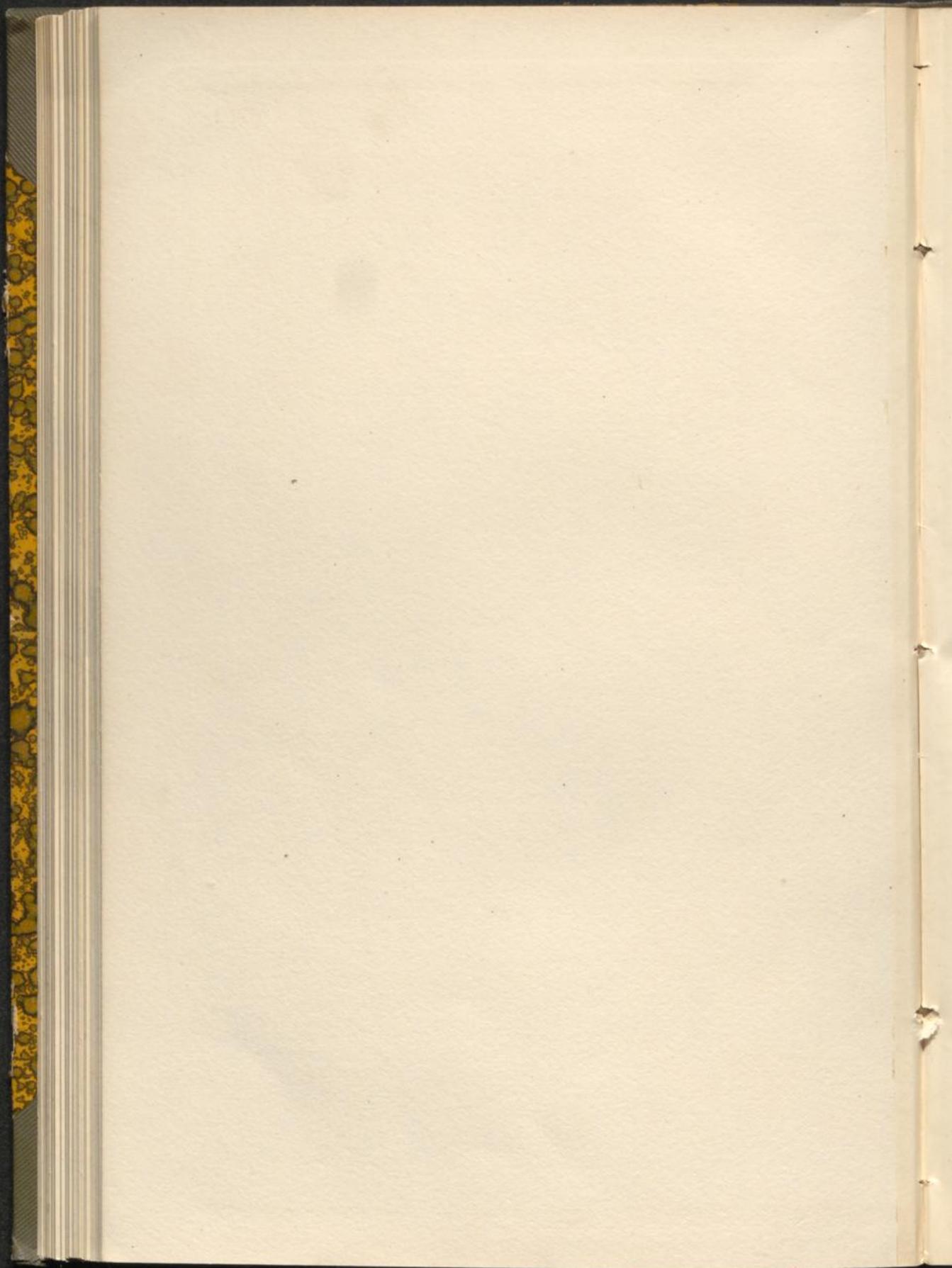
les galms  
les sehnborn  
les doingl  
les auserp  
les polny  
les ober  
ceux qui ne viendront que deux  
fois cet hiver.

les galms  
les sehnborn  
les doingl  
les auserp  
les polny  
les ober  
ceux qui ne viendront que deux  
fois cet hiver.

les starensberg  
les deun diehtigen  
les deun wilzeds  
les serau  
les waldenstein  
les diehtigen  
les taate  
les peera  
les searis  
les schindin  
les lamberg  
les respigle

les starensberg  
les deun diehtigen  
les deun wilzeds  
les serau  
les waldenstein  
les diehtigen  
les taate  
les peera  
les searis  
les schindin  
les lamberg  
les respigle

les starensberg  
les deun diehtigen  
les deun wilzeds  
les serau  
les waldenstein  
les diehtigen  
les taate  
les peera  
les searis  
les schindin  
les lamberg  
les respigle



näher beurtheilen und sich in thunlichen Dingen willfährig erfinden laßen, jedoch niemahlen von der Regul und denen vorerwehnten zwei Conditionibus sine qua non abweichen; und kan allezeit dem französchen Hof mit Bestand entgegen-gesetzt werden, daß man diesseits keinen neuen Tractat verlange und allenfalls bei dem würeklich zu Stand gebrachten geheimen Tractat vest zu beharren er-böthig seie. — — — — —

(Weisung an Starhemberg vom 21. November 1758. Staatsarchiv.)

82 (74). S. Lithographie.

83 (75). S. Anhang 86 und 87. (Vgl. Arneth V, 436.)

84 (77). } Diese Protokolle konnten nicht aufgefunden werden.

85 (78). }

86 (78). „acceptez mon cher Kevenhuller la bonne intention pour les effets n'ayant put acheter ladendorf selon le prix qui vous convenoit j'ai crut pouvoir vous aider avec ce papier je reconois vos services et les depenses que vous y avez fait sans en demander des recompenses. tout ce que je vous demande et le secret pour que d'autres n'exemplifient la dessus, il y auroit fort peu qui pouroit la faire avec justice mais on ne se la rend jamais a soi meme. l'Empereur en est informé et vous l'en remercieriez et coteck et personne d'autres croiez moi toujours votre bonne maitresse et amie

Marie therese.“

87 (78). Graf Khevenhüller an Maria Theresia:

„Gleich jezo wird mir nach erhaltener Erlaubnus von jener Persohn, welche bishero mit meinen Bestellten wegen Ladendorff etc. in Unterhandlung gestanden, in Vertrauen eröffnet, aus wessen Commission er tractiret habe. Gegen einen solchen allerhöchsten Kauffer würde ich mich niemahlen unterstanden haben, einen Preiß zu setzen, und wiewollen I. M. aus denen eingezogenen Infor-mationen zu ersehen geruhet haben werden, daß mich die beide Gütter Lade-dorff und Pellendorff über 410 m. fl. gekostet und das neue contributional onus das Quantum von 24 m. fl. beil. nicht übersteigen dörfte, so ist mir genug, Dero a. h. Anbott vernohmen zu haben, um mich demselben mit unterth. Danck zu fügen, da ich durch so ville unverdiente Proben zu meiner unaufhörlichen sub-missesten Erkantlichkeit sattsamm überzeuge bin, daß ich und meine Kinder, welche mit mir zu Füßen lege, an I. M. nicht allein eine a. g. Frau, sondern eine liebreichst-gnädigste Mutter zu veneriren haben, welche uns niemahlen verlassen wird; eben dise Betrachtung macht mich fast so vermessen, E. M. mein Hertz vollkommen zu eröffnen, und da mir Dero hohes und generoses Gemüth bekannt ist und I. M. in gegenwärtiger Gelegenheit ohnedeme ein abermahliges gnädigstes Merckmahl dessen darzuthun Sich bewegen lassen, dieselbe, so schwär es mir auch fallet, I. M. a. h. Milde gleichsamm zu mißbrauchen, ferners a. u. anzulangen denen gnädigst ausgeworffenen 350 m. fl. Kaufschilling annoch etwas beizufügen, welche güttigste Zubuß ich ohnedeme gleich dem übrigen zum besten meiner Kinder und um selbe zu I. M. a. h. Dienst mehrers zu qualificeiren, wie ich es bis-hero zu thun mich bestrebet habe, anzuwenden entschlossen bin, zumahlen dises Objectum bei meinen I. M. bekanten und von deroselben ohnedeme in gegen-wärtiger Gelegenheit abermahlen gnädigst behertzigten Derangement mich ledig-lich zu disen Verkauf bewogen. I. M. lege mich nochmahlen mit allen denen meinigen nebst widerhollender unterth. Deprecierung meiner Kühnheit gehors. zu Füßen.“  
(Auf der Rückseite des Zettels: „An Ihro May. Meine allergögste Frau Frau etc.“)

Antwort Maria Theresias (auf demselben Zettel):

„die ursach warummen ich habe wollen versteckt bleiben ware das Vorsehen das er Sich also wie er es hier macht Sich declarirn wolte und ich erstlichen wissen wollen ob es ihme ernst ist dise gütter zu verkauffen und umb was preys ich schicke ihme hier was mir nicht von schlens aber wohl von anderer sicherer hand wegen diser gütter gegeben worden. er wird daraus sehen das 55 m. fl. man glaubte das zu hoch kauffte er weis warummen dise gütter verlange. ich mögte aber Kevenhüller auch keinen schaden machen au contraire ihme eine gnad und convenienz thun. nach einsicht diser schrifften Kan er melden aufrichtig was er will ich unterwerffe mich seinen ausspruch doch noch öffentlich nicht davon zu reden dan es noch geheim halten mögte.“

Dankschreiben Khevenhüllers:

„I. M. häuffen Gnaden mit Gnaden; wie solle eine Regentin, die also dencket, von dem allgütigen Himmel nicht geseegnet werden? mir und meinen Kindern bleibet nichts übrig, als denselben ferners und, wo möglich, mit gedoppeltem Eiffer anzuflehen, das dessen starcker Arm dero glorreiche Waffen forthin unterstützen und I. M. geheiligte Persohn zu unser allseitigen Heil, ja zur Glückseligkeit von ganz Europa biß in die späteste Zeiten erhalten wolle. Die allermildest zugeschickte Urkunden folgen in aller Unterthänigkeit hierbei und kann ich mit Wahrheit submisseset versichern, daß mir bei Erkauffung des Guts Ladendorff der Preiß nicht bekant gewesen, um welchen solches der damahlige Besitzer überkommen; wir waren conveniret, daß ich es zu 4 pr cento kauffen wolte, und hat der Frater Carl, der zu selber Zeit das Gutt administriret, meinem Commissionaire die Einkunfft zu 12 m. fl. jährl. und noch mehr auch würeklich ausgewisen, allein die Rubric des Holtzes ware so übersetzt, daß ich selbe, um die Wälder zu menagiren, um ein merkliches habe heruntersetzen müssen; das Gutt Pellendorff ist mir um den Preiß, wie ich es angesetzt, gerichtlich zugeschätzt worden, weillen ich ein vorgemercktes Capital darauf gehabt, und lasset sich auch zu 4 pr cento noch wohl genießen; allein der Unterhalt des Gartens und deren Gebäuden von Ladendorff absorbiren so villes deren Einkunfft, daß es jemanden, welcher gleich wie ich Schulden darauf hat, in die Länge ungemain beschwärllich fallen muß, es zu bestreiten. Ich erkenne also nochmahlen mit lebenslänglich a. u. Dank die große unverdiente Gnad und Clemenz, so I. M. mir und meinen Kindern hierbei angedeien lassen, und die a. g. Art, womit es geschihet, und die dero hohen Begabnuß und mildestem Hertzen so ähnlich ist, vermehret noch die Gutthat; um so weniger unterstünde ich mich, deroselben ein mehreres anzusinnen, sondern was I. M. immer noch aus übermäßiger Generositet etwann beizusetzen geruhen mögten, würde ich allzeit als eine neue mir und meinen Kindern zufließende Gnad und Munificenz daneknemmigst anerkennen und nebst ihnen nach allen unseren wenigen Kräfften abzudienen trachten, I. M. anbei allergehorsamst versichernd, daß nach dero höchsten Befehl von der ganzen Handlung, so lang es I. M. für gutt finden dürfften, durch mich nicht das geringste transpiriren solle, mich nochmahlen mit allen meinen Kindern und Enckelen a. u. zu Füßen legend.“

Apostille Maria Theresias:

„ich werde meinen mandatarium schicken umb das weitere auszumachen jetzund ist es nöthig das ein ordentlicher contract formirt wird und werde in geheim Johan coteck die comision geben der nahmen Kevenhüller ist mir schonn

werth er und seine Kinder verderben nichts darzu habe alle recht lieb als christlich und ehrlich.“

In den Papieren Khevenhüllers finden sich noch zwei Schreiben, die Ladendorf betreffen:

Maria Theresia an die Gräfin Khevenhüller:

„Ma chere Kevenhüller vous est bien bonne de vous remercier apres que je vous manque de paroles pour Ladendorfe. Je suis que trop recompensé d'avoir put obliger des personnes si attachés et qu'ils l'ont marqué dans tous les occasions, vos fils et filles en feront de meme avec nos enfants et je conte la dessus. Je vous prie d'attendre la reponse des hohenums avant que de rompre. Je suis enchantée des sentiments de anamidél sur le service, s'il n'at pas cellecti il aura quelque chose de mieux. Je suis toujours votre bonne et ancienne amie  
marie therese.

l'Emp. veut point de remerciement, mais conte que vous l'embaraseries.“

Graf Khevenhüller an den Grafen Chotek. Schönbrunn, 15. August 1758:

„Meine Frau hat unwissend meiner die Freiheit genohmen, I. M. die Kaiserin wieder wegen Ladendorff zu behelligen und dise a. g. Frau sich darauf also zu äußeren geruhet, daß ich recht biß auf das innerste des Hertzens gerühret bin; anbei habe mit besonderem Vergnügen vernohmen, daß Sie mit E. E. hierüber sprechen wolte, car c'est un honnete homme et qui aime à faire du bien (seind ihre Worte), um zu sehen, wie sie uns, ohne bei denen dermahligen Zeiten ein Aufsehen zu erwecken, helfen könnte; unser Anliegen kann wohl in besseren Händen nicht sein und haben wir schon mehrere Proben von dero guttem Herten und schätzbarsten Freundschaft, mithin dörffen wir unß lediglich darauf verlassen und werden E. E. nach dero erleuchten Einsicht die Media am besten auswählen; daß I. M. die Kaiserin den Feldmarschall gratificiren und daß sie ihrer a. h. Munificenz nicht anständiger als durch die Donation eines so ansehnlichen Familigutts erzielen könnten, werden E. E. gleich mir und ich glaube recht jedermänniglich, der nur ein wenig noblement dencket, außer allen Zweifel stellen; der Anstand beruhet also lediglich bei den Werth der Geschäncknus und zumahlen bei jenem, so der von mir bezahlte Kauffschilling mehr als das dermahlige Pretium internum dises Corporis von Güttern austraget, wie es I. M. die Kaiserin höchst vernunftig und zugleich auf die gnädigste und liebreichste Art anzumercken geruhen, da Sie auch mir zu helfen verlangen; wäre es dann nicht etwann thunlich, daß mit denen Ständen auf 300 m. oder 350 m. fl. tractiret würde, erstere Summam und auch mehr ist Ladendorff cum appartinentiis wahrhaftig unter Brüdern werth, wann man mit der Verschleißung behörig zuwarten kann und nicht alles gleich zu Abstoßung deren Interessen versilberen muß, wie ich es zu thun gezwungen bin; und das übrige zu Completirung des Quanti von 400 m. fl., wormit ich doch ohne so namnhafften Schaden heraus kommete, mir in geheim, ohne von disem Superplus in dem Kauff-Contract Meldung zu thun, aus a. h. Milde zugeleget und nach selbst beliebigen Terminen versicheret würde. Auf solche Art scheinnet mir würde nicht allein alles Aufsehen bei dem Publico vermeiden, sondern, wie ich schon gemeldet, gewiß von allen ehrliebenden und gutt denckenden Gemüthern der generose Entschluß belobet, indeme ja das Hauptbedencken darinnen versiret, daß die Bekantwerdung des so großen Pretii einen üblen Effect machen dörffte. Mir armen Teuffel hat doch dises Corpo so vill und noch mehr gekostet, wie es E. E. bekant und mir leider zu einen uner-

schwinglichen Last ist; dieselbe erlauben, daß ich mein Hertz also aufrichtig eröffnen und mein und meines Hauses so weesentliches Interesse, als woran in der That bei gegenwärtigen Umständen mein einziges Wohl oder Wehe haftet, in dero Händen übergeben dürffe, mich zu fernerer schätzbarster Gewogenheit empfehlend.“

88 (80). Das Konferenzprotokoll konnte nicht aufgefunden werden. Der Operationsplan und die Denkschriften darüber finden sich jedoch im Staatsarchiv. (Kriegsakten F. 389.)

89 (81). S. Waddington III, 353 ff.; II, 406 ff. 408.

90 (82). Folgende Gegenstände gelangten in dieser Konferenz zur Beratung: Äußerung der böhmischen Stände über die letzten Postulate; Verpflegung der Armee; Aufwand für das Militär (Feldzug 1759), Totalsumme ca. 29 Millionen, Abgang ca. 2 Millionen. Zur Beschaffung dieser zwei Millionen sollte eine neue Vermögenssteuer ausgeschrieben und den Ständen aller Provinzen die Modalität der Eintreibung überlassen werden.

91 (82). Die Wahl erfolgte am 15. Juli 1759.

92 (84). Neippergs Instruktion war vom 16. Dezember 1758 datiert. (Staatsarchiv.)

93 (84). S. Arneth V, 457 und Anm. 660. 661. 662. 663. S. 598 ff.

94 (86). Khevenhüller trug darüber folgendes ein:\*)

„Über die französische Antwort auf unseren ihnen jüngsthin communicirten Operationsplan, welche in dem Hauptpunct negative ausgefallen;\*\*) sie wollen, oder besser zu sagen, können nichts gegen Sachsen detachiren, weiln ihre in Deutschland versammelte Macht nicht stark genug ist, um zugleich denen Hannoveranern, welche gegen 70.000 M. anwachsen werden, gewachsen zu sein und ein Detachement von 30.000 biß 40.000 M. gegen die Elbe abzuschicken, mithin will der König diese Campagne alle seine Truppen im Reich gegen Hannover und zur Bedeckung seiner Allirten, auch allenfalls von Niederland employren. Anbei wird unß freigestellet, wie wir unseres Orths operiren wollen, jedoch incliniret der König nicht für eine abermahlige Operation gegen Schlesien, sondern eher gegen Sachsen und schlaget die Belagerung von Stettin, worzu Rußland und Schweden vorzüglich geneigt wären, als eines deren ausgebiegsten Mittlen, um den Feind an den empfindlichsten Orth anzupacken.

Von Rußland kann über diese Materi noch keine Antwort eingeloffen sein; indeme aber nicht wohl anderst zu vermuthen, als daß mann auch von dorten aus die von uns vorgeschlagene Conjunction decliniren und villmehr zur Entreprise gegen Stettin anrathen werde,\*\*\*) so wird per unanimia für gutt befunden, sich vor der Zeit in keine Offensiv-Operation einzulassen, biß mann nicht von denen Unternehmungen der Allirten verläßlich zu urtheilen im stand seie; mithin müßte Daun dermahlen solche Positionen nehmen und also zu manoevriren suchen, als ob wir allein gegen Preußen ständen, wiewollen die Diversionen alliirt- und zumahlen russischer Seits, wann selbe mit behörigen Nachdruck geschehet, den Feind doch immer zu Theilung seiner Macht zwingen müßten.“

\*) Der Konferenz wohnten bei: das Kaiserpaar, Ulfeld, Liechtenstein, Colloredo, Khevenhüller, Batthyany, Kaunitz, Neipperg, Daun, Binder.

\*\*) Vgl. Arneth VI, 1 ff. 9 ff.

\*\*\*) So geschah es in der That.

95 (86). In der Konferenz\*) gelangten der Krieg in Deutschland und die italienischen Angelegenheiten zur Beratung.

„Legitur Instructio an Grafen von Starhemberg über den neu mit Frankreich zu errichtenden Tractat.\*\*) Hat bereits vorläufig circuliret. Die zwei annoch auszumachende Differenzen bestehen 1. in Ausgleichung der zu verwilligenden Subsidien-Quote, so aber wegen des nicht sehr beträchtlichen Abfalls von beil. 300.000 fl. leicht auszumachen; 2° wegen der Verzicht des Reversionsrechts auf die drei Herzogthümer, welche Frankreich auch auf die weibliche Succession des Don Philippe extendiret haben will.

Concluditur post vota unanimia: daß in Verfolg des von dem Grafen von Firmian gemachten Portraits der ältesten neapolitan. Princessin und der Infantin Isabella, dise letztere zur Braut für den Ertzherzog Joseph auszuwählen seie. Erstere wäre von Persohn sehr klein und von Leibs- und Gemüths-Eigenschaften so beschaffen, daß keine vernügte Ehe zu verhoffen wäre, nebst deme seie sie nicht nubil und Ihre Frau Mutter selbstn glaube nicht, daß sie es vor 3 oder 4 Jahren werden dörfte; hingegen seie die Infantin Isabella sowohl an der Gestalt als sonstn sehr angenehm, auch bereits manbahr; das Hauptbedencken wegen des an Neapel gegebenen Worts fielle hinweg, weiln es niemahls pure et simpliciter geschehen und mann gegenseits die angehengte Bedingnussen einzugehen bißnun beständig verweigeret. Dem König in Frankreich und der Madame Infante wurde diser Entschluß sehr angenehm sein, hingegen bei dem neapolit. Hof und zumahlen der sehr feuerigen Königin ein ungemaines Mißvergnügen erwecken; dise letztere Betrachtung seie nunmehr desto wichtiger, da bei dem bevorstehenden Absterben des Königs in Spannen Dom Carlos disen Thron besteigen und vermuthlich seinem zweiten Sohn beide Sicilien zuwenden werde, wo zu gleicher Zeit der Turiner Hof sein aus dem Achner Frieden ebenfahls habendes Reversionsrecht auf einen Theil des Piacentinischen via facti gelten zu machen suchen dörfte; wiewollen nur einerseits dise letztere ohne vorläufiges Concert mit Engeland nicht wohl zu vermuthen, dise Concert aber ohne Beitritt des neapolitan. Hoffs nicht leicht zu besorgen stünde, so seie aber anderseits eben von darumen nicht zu zweiffeln, daß Engeland von den ersten Eiffer des Disgusto zu profitiren und Neapel mit in das Spill zu ziehen suchen würde, um die Carten in Italien zu mischen, mithin erfordere sowohl unser- als das französische Staatsinteresse, disen Entschluß dem neapolitanischen Hof nicht vor der Zeit noch auf eine beleidigende Art bekant zu machen, sondern mit aller Vorsicht und Moderation dißfahls fürzuschreiten, daher auch wegen der bekanten gar zu großen Ungestümme des Duc de Choiseul für rathsammer erachtet wird, das französische Ministerium hierinfahls aus der Sach zu halten und den Abbruch der bisherigen Handlung ratione der Vermählung directe mit Neapel auszumachen und uns lieber des ersten Disgusto zu beladen als in der Sorg zu stehen, daß etwann das französische Ministerium, wan die Sach durch selbes gienge, par trop de vivacité selbe nur mehr embrouilliren als güttlich auseinander setzen dörfte; dise unsere Intention solle Graf von Starhemberg dem Duc de Choiseul vertraulich bekant machen und sich anfragen, was für Schritte er villeicht schon bei Neapel gothan habe und wie er glaube, daß die gemeinschaftliche Sprach

\*) Anwesend: das Kaiserpaar, Ulfeld, Colloredo, Khevenhüller, Batthyany, Kaunitz, Binder, Hochstetter.

\*\*) Reskript vom 30. Januar 1759.

am besten einzurichten, auch denen englischen und sardinischen Absichten gänzlich vorzubiegen sei; hoc supposito und nach festgestellter Auswahl der Ehe-Verlobnus mit der Infantin Isabella könnte die willfährige Erklärung wegen des zweiten Anstands die Erstreckung der Verzicht etc. auf die weibliche Succession betreffend, jedoch mit der ausdrücklichen Bedingnus und Conditione sine qua non hinausgegeben werden, daß die Nachkommen der Infantin Isabella dißfahls das praecipuum haben und gleich nach Absterben des Manns-Stammens vor allen anderen weiblichen Erben, wann sie schon dem ultimo masculino quo ad gradum et lineam näher wären, zur Succession der drei Herzogthümer gelangen solten; die Billigkeit diser Verordnung ergebe sich von selbst, da der Verzicht zum Favor des weiblichen Geschlechts in unserer freien Willkühr stehet, hauptsächlichen aus Rücksicht für die Infantin Isabella und ihre Nachkommenschaft erfolgt, niemanden ein bereits erworbenes Recht entzogen, sondern nur für das künftige eine Successions-Norma vorgeschriben und denen besorglichen Strittigkeiten vorgebogen, auch eine solche Einrichtung getroffen würde, welche dem König in Franckreich und dem Infanten D. Philippe wegen ihrer natürlichen Lieb für ihre respective Dochter und Enckelin zum vorzüglichen Wohlgefallen gereichen solte. In Verfolg sothanen Entschlusses wäre die Hauptänderung der vorhinigen Instruction quoad Art. 1. darinnen, daß zwar der neapolitan. Verzicht in Ansehung der Mediceischen und Farnesischen Allodien und die Cession des Stato de' Presidi dem neuen mit Franckreich zu schließenden Tractat als eine Bedingnus auf die Art, wie Starhemberg glaubet, einzuverleiben, nicht aber als eine Conditio sine qua non zu stipuliren, sondern sich damit zu befriedigen sei, wann Dom Philipp disen Verzicht für sich ausstellet und Franckreich die im Wiener Frieden laut beiliegenden Art. Secr.\*) übernommene Garantie neuerdingen bestättiget, auch zugleich das förmliche Versprechen thuet, sich auf das beste vernehmen zu wollen, daß Neapel disem Begehren statt gebe; über das wäre sehr ersprißlich, wann Franckreich und D. Philippe sich anheischig macheten, sich mit dem neapolit. Hof wegen seiner Successions-Ordnung nicht ehender in eine schließliche Handlung einlassen zu wollen, als biß diser Hof die Cession seiner Ansprüche auf obbemelte Allodialien etc. zu unserem Favor eingestanden hätte.

Um aber dennoch ein thunliches Mittel zur Beibehaltung der neapolitan. und zukünftigen spanischen Freundschaft auszusinnen, so hat der Kaiser den weiteren Entschluß gefaßet, nach seinem Tod dem zweitgebohrnen Ertzherzog eine neapolit. Princeßin zur Braut auszuwählen und ihm die Erbfolg in Toscana in forma secundogeniturae zu bestimmen; mit der Conservation der durchl. männlichen Posterität ist nicht nur die Wohlfarth und Ruhestand der Erbblenden, sondern auch des großen Theils von Europa verknüpfet und vereiniget sich also die elterliche Lieb mit den Gewissens-Trieb dahin, zu Fortpflanzung des Ertzhauses auf die thunliche Mittel so weit die menschliche Vorsicht reichet, noch in Zeiten fürzudencken und sothane Secundogenitur noch ehender zu errichten, als die Jura des ältesten Ertzherzogs von anderen Mächten in Zweifel gezogen werden dörrften; wie sich dann Neapel ganz offenhertzig und Franckreich zwar mehr verdeckt, aber doch nicht weniger praeveniret, dißfahls auf einen Art. secret. der Quadrupleallianz beziehen, vermög deßen das Hauß Oesterreich Toscana und die Parmesanische Land nicht besitzen solle, worüber freilich bald repliciret werden könnte, allein die Folgen unsicher wären, welchen also durch obbemeltes

\*) Koch I, 314 ff.; Garden III, 413 ff.

Mittel der Secundogenitur eo ipso vorgebogen würde; zu diser könnte man wegen der Sanction pragmatique und des Tractats mit England de 16. martii 1731\*) und der Reichsgarantie de 1732 (vermög deren von denen Landen, so weiland Carolus VI. nb. würcklich besessen, zu keiner Zeit etwas getrennet oder zertheilet werden solte) nichts dann Toscana widmen; dann obzwar dem Primogenito allschon das Erbrecht in die väterlichen Land durch die Geburt zugefallen ist, so ist doch dises Großherzogthum noch nicht mit dem Ertzhauß vereinbahret, mithin kann bei denselben mit Begnehmung und unter der Renunciation des Primogeniti um so ehender eine neue Einrichtung zur Wohlfart des Hauses gemacht werden, da solche bei denen gegenwärtigen Kriegszeiten und künftigen Frieden einen sehr ersprießlichen Einfluß verursachen, die nöthige Einverständnus mit Franckreich, Spanien und Neapel befördern, besonders aber ein schickliches Mittel zu Aufhebung der Vermählungs-Versprechen mit der ältesten neapolitanischen Princessin abgeben und zugleich denen widrigen Folgen, so aus der angezogenen Verordnung der Quadruple-Allianz zu besorgen stehen, auf einmahl abhelfen würde, zu geschweigen der wahrscheinlichen Beisorg, daß D. Philipp nebst dem französischen Hoff ein Aug auf Toscana gerichtet und dadurch eine reichere Versorgung zu erlangen in Absicht führen dörrfte, welcher nicht besser als durch dise Einrichtung vorgebogen werden könnte. Von diesem Vorhaben wird Gr. Starhemberg zur geheimen Direktion vertraute Öffnung gemacht, damit er, ohne sich im mindesten hierüber bloß zu geben, im stand gesetzt werde, die wahre Absichten des französischen Hofs und was wir von demselben zu hoffen oder zu befürchten haben, um so leichter ergründen und anhero referiren könne.“ (Khevenhüllers Konf.-Rep.)

96 (86). S. Waddington III, 354 ff.

97 (86). Unter anderem Bericht vom 16. Januar 1759. Die Entdeckung der Verschwörung gegen das Leben des Königs (Josef I.) trug, wie bekannt, wesentlich zum Falle des Jesuitenordens bei.

98 (88). Vgl. Waddington II, 312 ff.

99 (89). Infolge Hinscheidens des letzten männlichen Sprossen Franz Wilhelm Maximilian Grafen von Hohenems (1759) übertrug der Kaiser (Resolution vom 11. März 1765) die in der Grafschaft befindlichen Reichslehen als erledigt und heimgefallen dem Erzhaus. (Staatsarchiv.)

In den Papieren Khevenhüllers befindet sich ein an Maria Theresia gerichtetes Schreiben folgenden Inhalts:

„Après toutes les grâces et bontés plus que maternelles dont V. M. a daigné combler ma famille et moi et pénétré des nouvelles marques de Sa clémence envers mon fils Joseph, je n'ai pas voulu tarder de Lui faire sur l'article de son établissement, dont j'ai pris la liberté déjà de parler à V. M., l'ultérieure très humble confidence, que nous venons de signer les préliminaires du futur contract de mariage; ma femme compte aller à Marie-Zell à la fin de ce mois pour avoir une entrevue avec les parens et la fille. Comme de cette façon il n'est guères possible que la chose n'éclate, si V. M. daigne l'approuver, j'aurai l'honneur d'en parler aussi à S. M. l'empereur à Son retour, pour ne pas être prévenu par quelque autre, d'autant plus que la famille d'Hohenems veut supplier au conseil impérial aulique pour obtenir la permission de pouvoir assurer sur la comté en Empire une augmentation de douaire pour la fille en cas de succession, parce

\*) S. A. F. Pribram, Österreichische Staatsverträge, England I, 464 ff. 491 ff.

que mon fils ne peut pas lui assigner plus de mille florins à cet effet sur le petit fideicommiss du grand-père; j'ose d'avance la mettre aux pieds de V. M. et implorer pour elle les bontés et la gracieuse protection, dont Elle ne cesse d'honorer par un excès de Sa clémence tout le reste de la famille qui ne pourra jamais les mériter assez par mille vœux ardents, que nous faisons toujours pour la conservation de cette grande et aimable souveraine, dont tout le monde admire les vertus et que Ses sujets ne peuvent assez adorer et chérir.“

Eigenhändige Apostille Maria Theresias:

„je prens toute la part a cet etablissement vous ferai fort bien d'en donner part a l'emp. comme je suis toujours occupée de votre fils a lisbonne j'ai pensé firmian devenant ministre plenipotentiaire a milan s'il convenoit a vous autres la place a turin je crois que Kaunitz destine merci a naples ou si vous restez encore a l'idée de la baviere.“

100 (89). Franz X. Graf Harrach vermählte sich am 4. Januar 1761 mit der Gräfin Maria Rebekka von Hohenems. Seine Tochter Maria Walpurga wurde am 22. Oktober 1762 geboren.

101 (90). Über diese Konferenz\*) trug Khevenhüller folgendes ein:

„1<sup>o</sup> ob, wann und wie die Visitation des non uniti episcopi in dem Groß-Wardeiner District zu geschehen habe?

Die erste und dritte seind decidiret, ratione quaestionis quando theilen sich die Meinungen.

2<sup>o</sup> Ratione publicationis der kais. Resolution, daß alle Particulares ihre Religions-Gravamina directe ad principem anbringen können.\*\*)

3<sup>o</sup> Die Verbescheidung an Metropolitens respectu Siebenbürgen.

Ad 1<sup>am</sup> theilen sich die Meinungen ratione temporis visitationis; die hungarische Kanzlei und zwei Vota confederalia halten dafür, daß bei dermaliger Vacanz des bischoffl. Stuhls damit eben nicht nöthig seie, für zu eilen; die Majora aber seind für die alsobaldige Gestattung derselben, weil ohnedem selbe schon so lang verschoben worden etc.

2<sup>o</sup> Dergleichen Publication zu thun, wäre gefährlich und würde nur Gelegenheit zu ungestümmen Religionsbeschwerden geben, welche villmehr hindanzuhalten; jedoch wäre das Gubernio von der kaiserl. Intention zu verständigen.

3<sup>o</sup> Ist von B. Bartenstein entworfen worden, wird aber in ein und anderen modificiret; in specie glaubet man nicht, daß dem Metropolitens wegen der Errichtung des neuen schismatischen exempten Bischofs in Siebenbürgen in seiner schriftlichen Verbescheidung über seine hier angebrachte Gravamina einige Meldung geschehen solle.“

102 (91). Am 16. November hatte August III. seinen Sohn Karl zum Herzog von Kurland und Semgallen ernannt und ihn am 8. Januar 1759 mit den Herzogtümern belehnt. S. Diederichs Aufsatz in der A. D. B. XV, 297 ff.

\*) Anwesend: Ulfeld, Colloredo, Khevenhüller, Batthyany, Kaunitz, Palffy, Bethlen, Bartenstein, Schmidlin, Koller, Binder, Bönök.

\*\*\*) Im Sinne des Konferenzbeschlusses vom 10. Dezember 1758 hatte Maria Theresia folgendes resolviert: „Damit sich künftig niemand, weder in Hungarn, noch Siebenbürgen, über Ungerechtigkeit beschwehren könne und ich endlich die Ruhe herstelle, so bin ich auf den Entschluß verfallen, einen jeden der Catholischen und Unitorum, wie auch des griechischen Glaubensgenossen zu erlauben, das er seine Beschwerden bei mir directe anbringen könne, damit denen Bedruckten vollkommene Gerechtigkeit, hingegen denen unbefugten Beschwerführenden und Anklägern die verdiente Straff auferlege werde.“

103 (94). Protokoll der Konferenz\*) vom 23. März 1759. „In dem Heirathsgeschäft. Legitur 1° Project Antwort von Firmian an Tanucci;\*\*) 2° Rescript hierüber an Neipperg.\*\*\*)

In Verfolg Confidential-Schlusses de . . . (sic!) hatte Graf Firmian dem Tanucci in generalibus insinuiert,†) daß II. MM. wegen viller wichtigen Ursachen nicht länger zuwarten können, den Ertzherzog Joseph zu vereheligen, mithin be- daureten, daß wegen ungleichen Alters sie die vorgehabte Auswahl der neapolitanischen Princessin nicht ins Werck setzen könnten, es liesse sich aber etwann eine anderweitige Verbindnus mit dem Ertzherzog Carl treffen, welchem der Kaiser aus einer angeführten Motion, in specie wegen der Ruhe Italiens, das Großherzogthum Toscana destinireten. Auf diesen Brieff replicirte Tanucci, daß er sich nicht getraut hätte, dem König daraus zu referiren, weil er sich in dessen Inhalt nicht schicken könnte und eine nähere Erläuterung überkommen müste.††)

Es ware also die Frag, wie man sich in diser so häcklichen Sach weiters benehmen solle, um mit gutter Manier aus dem Impegno zu schreiten, zumahlen bereits dem französchen Hof seithero das würckliche Versprechen wegen der Infantin Isabella beschehen.

Die heutige Deliberation ware eine der wichtigsten und scabreusesten, welcher ich noch beigewohnt. Einerseits mußte man vorsehen, was bei einer so lebhaften Mutter, wie die Königin von Neapel, für Rage und Empfindung entstehen würde, woraus dermahlen, da selbe mit ihrem König den spahnischen Thron besteigen und wegen ihres Ascendents über ihn alles vermögen werde, gedoppelte Übel zu besorgen; anderseits haben II. MM. wegen der persöhnlichen Defecten der neapolitanischen Princessin sich zur Auswahl derselben unmöglich entschließen können und nun würcklich sich mit der Infantin engagiret. Die wahre Ursach der veränderten Gesinnung, nemlich die Abneigung, zu entdecken, ware unmöglich; mithin ist man auf den Gedancken verfallen, dem Changement die Tournure zu geben, als hätte der Ertzherzog auf die ihm von der Infantin gemachte Beschreibung und vorgezeigtes Portrait eine solche vorzügliche Neigung für sie gefasset, daß er sogar sein Vertrauen zu seinen allerdurchl. Eltern genommen und ihnen die Beschaffenheit seines Herzens als ein gutter Sohn entdeckt und sie andurch bewogen hätte, nach seinen Verlangen ihn in einer so häcklichen Sach nicht zu geniren, auch hierauf würcklich den französchen Hof dißfahls anzugehen und dise Verbindnus festzusetzen etc.; um aber disen bitteren Vortrag nach Möglichkeit zu versüssen, wird für gutt befunden, nicht allein die Offerten wegen Fortsetzung der angefangenen Handlung in allen übrigen Punkten auf das freundlichste zu wiederhollen, sondern sich auch ratione des Ertzherzogs Carl und der ihme destinirenden Secundo-Genitur clar zu äußeren, um doch durch disen Appas, welcher in der That in das dermahlige wahre Systema des neapolitanischen Hoff's einschlagete, die Personal-Affecten und Ressentiments zu mäßigen. Und um allen weiteren Schreibereien und Explicationen ein End zu machen, wird weiters beschlossen, dem Graf v. Neipperg über alles zu instruiren und die fernere Handlung ihm zu übertragen.“ (Khevenhüllers K.-R.)

\*) Anwesend: das Kaiserpaar, Ulfeld, Colloredo, Khevenhüller, Batthyany, Kannitz, Binder, Collenbach.

\*\*) S. Arneth VI, 456 ff.

\*\*\*) Vom 25. März 1759. (Staatsarchiv.)

†) Firmian an Tanucci, 9. Februar 1759. (Arneth VI, 454.)

††) Tanucci an Firmian, Caserta, 2. März 1759. (Ibid. VI, 455.)

Auf den Vortrag des Grafen Kaunitz vom 25. März 1759 resolvierte Maria Theresia in folgender Weise: „placet weillen man keinen besseren ausweg hat finden können als es auff des sohne seiner Vorliebe vor die parmesanische Infantin zu schieben, welches aber auff ihme als einen wohl erzogener sohne nicht kan erligen lassen, sondern als eine staatts ursach, welcher wir und die gantze conferenz beygestimt bewenden lasse.“ (S. Arneht V, 456.)

104 (94). Nach Abschluß des Friedens wurde dem Prinzen das Generalkommando in Böhmen und in der Folge das Präsidium in der geheimen Militärkonferenz übertragen.

105 (95). „Den 21sten (September 1728) — so lautet die Eintragung — ware mit meiner Gräffin und anderer grossen Gesellschaft auf Mittag zu St. Veit beim Herrn Cardinal, welcher alda seinen Vetter und adoptirten Nipote, den Baron Ladislaum Zay mit der Freile Eleonore Gräffin von Kollonitz zusammen geben, ihme auch von Ihro kais. M. das Wappen und den Namen von dessen Geschlecht ausgewürckt.“ (Cod. 14085 Wiener Hofbibliothek.)

106 (96). Vgl. Starzer, Beiträge zur Geschichte der niederösterreichischen Statthalterei 328.

107 (99). Wiener Zeitung vom 28. April 1759, Nr. 34. S. Waddington III, chap. 1<sup>er</sup>, p. 1 ff.

108 (99). Die einschlägigen Reformen wurden erst bei Errichtung des Staatsrates in Angriff genommen.

109 (99). Protokoll der Konferenz\*) vom 2. Mai 1759: „In der Heirathsach. Legitir Antwort vom Tanucci an Firmian\*\*) und Project der Replie darauf.\*\*\*) Item die Articuli praeliminare einer mit Neapel zu errichtenden Convention.†) (Khevenhüllers K.-R.)

Die Antwort ist zwar sehr drocken; er meldet, daß der König die Heirath als eine wichtige Sach angesehen, indeme nach denen zwischen der Kaiserin und seiner Gemahlin gewechsleten eigenhändigen Schreiben er alle Ursach zu glauben gehabt, daß mann dises Heirathsgeschäft als ein besonderes und von der übrigen Handlung separirtes Werck gehalten und unter beiderseitigen Eltern darüber vollkomen eins geworden seie; der König könnte also nicht anderst dann herzlich bedauern, daß sich dise zur Ruhe Italien und den europäischen Wohlstand abgezillte Einverständnus aus denen einberichteten Ursachen zerschlagen hätte; sodann aber explicirte er sich ganz kurtz und deutlich über alle drei Punkten.

1<sup>o</sup> Wegen der Tractaten, Heirath des Ertzherzogs Josephs, *il re ha inteso qualche avenuto.*

2<sup>o</sup> Wegen der weiters vorgeschlagenen Verlobnus mit dem Ertzherzog Carl und dißfähiger Bestimmung der Toscanischen Landen zu einer Secundogenitur gibt er zwar einen Stich, da eine solche vorläufftige Abrede nach der Hand das nemliche Fatum der vorigen respectu des Primogeniti haben dörfte, jedoch bittet er sich darüber eine mehrere Erläuterung aus und endlich ad 3<sup>o</sup> contestiret er die fortwährende Begierd seines Königs, sich mit unserem Hoff genauer zu verbinden.

\*) Anwesend: das Kaiserpaar, Ulfeld, Colloredo, Khevenhüller, Batthyany, Kaunitz, Binder, Hochstetter.

\*\*) Tanucci an Firmian, Caserta, 4. April 1759 (ad Vortrag vom 3. Mai 1759).

\*\*\*) Firmian an Tanucci, Wien, 30. April 1759 (ibidem).

†) Beilage A.

Das Project der Replic hierauf bestehet in villen widerholten freundlichen Versicherungen, zu deren werckthätigen Bezeugung würckliche Articulen zu einer Praeliminar-Convention durch Gr. von Neipperg übergeben werden sollen, um ohne weiterem Zuwarten sich des neapolitanischen Hofes und dessen künftigen Accession zu unserer neuen Convention mit Franckreich zu versichern. Dise Praeliminar Articulen bestehen hauptsächlich in Erneuerung der Stipulationen des Wiener Tractats de 1738 razione der neapolitanischen Erbfolg, in der Bestimmung derselben auf einen Secundogenito in casu aperturae des spahnischen Throns und dißfähliger Abänderung deren Dispositionen des Achner und Aranjuer Tractats zu Favor des D. Philippe, in der ad hunc effectum von uns beschehender Renunciacion des bekanten Reversions-Rechts zu gunsten des Infanten und seiner männlichen Descendenz, in der dagegen uns zu stipulirenden Indemnisation, welche in der Abtretung der mediceischen Allodialien, außerhalb der neapolitanischen, dann des Stato de' Presidi und Piombino bestimmt wird mit beßsentlicher Auslassung der bishero noch weiters anverlangten Insel Elba, weil doch nicht zu hofen, damit durchzudringen, und endlichen in der Eheverlobnus des zweiten Ertzherzogs mit der zweiten Princessin von Neapel und ihme versicherenden Etablissement mit denen toscanischen Staaten etc. Mann hat wegen der vorhin mit im Vorschlag gewesenen Ehe-Verlobnussen zweier Ertzherzoginnen mit denen zwei älteren Printzen und respective spahnischen und neapolitanischen Thronfolgern in denen schriftlichen Articulen zu Fleiß praescindiret, um keine Gelegenheit zu unangenehmen Gegenäußerungen und wohl gar unanständigen Repressalien und Refus zu geben, jedoch wird Gr. Neipperg instruiert, sich dißfahls nach vorfindenden Umständen mündlich äußern zu können,\*) und verhoffet übrigens daß, wann die erstere Empfindlichkeit dem selbst anerkennenden Staats-Interesse mehren Eindruck in denen Gemüthern, zumahlen bei der Königin verstattet haben würde, sich dise Angelegenheit noch vergnüglicher, als mann wohl verhoffen können, anlassen werde; das beste dermahlen ist, daß mann das Eiß gebrochen und gegen Franckreich sich nunmehr, da das bisherige Secretum wegen diser Heiraths-Abhandlung sowie dem neapolitanischen Hof schuldig waren, cessiret, frei und leicher öffnen können, sodann daß mann das Changement würcklich nach unserem Vermelden der gefasten Neigung des Ertzherzogs beimesset und sich persuadiret, daß solche ihme von dem lezteren Botschaffteren, dem Choiseul Steinville, beigebracht worden seie, als welcher eine völlige Creatur der Madame Infante und des parmesanischen Hofes ist.“

## A.

Sua Maestà Apostolica l' imperatrice regina e Sua Maestà Reale delle due Sicilie animati dall' uniforme e scambievole desiderio di assodare indisolubilmente il legame d' amicizia e di buona intelligenza che tra esse sossiste, e di vicendevolmente adoperarsi acciò che sia conservata la tranquillità dell' Italia, e rimosso tutto quello che puotrebbe turbarla; per arrivare a questo fine salutare hanno truovato convenevole di munire d' istruzioni e pienpoteri li loro rispettivi ministri, ciò S. M. A. l' imperatrice regina il (inseriratur titulus domini comitis a Neipperg) e S. M. delle due Sicilie il (inseriratur titulus), li quali dopo previa deliberazione sono convenuti ne' seguenti preliminari articolari.

\*) Reskript an Neipperg vom 3. Mai 1759. (Staatsarchiv.)

## Art. I.

Li articoli preliminari conchiusi in Vienna il di 3 ottobre 1735 trà fù l'imperatore ed il re cristianissimo come pure il sussecuto trattato di pace dell' 18 novembre 1738 serviranno di base agli presenti preliminari articoli, e perciò si riputeranno in tutta loro estensione rinnovati e confermati, ad eccezione però di quanto a loro sarebbe già stato con anteriori trattati derogato, o si derogarebbe in virtù della presente intelligenza.

## Art. II.

Ad oggetto della miglior conservazione della sua real casa, e per altre ragioni muoventi hà S. M. Siciliana trovato a proposito, per il caso che tosto o tardi sia essa sia li suoi successori avessero a salire sul trono die Spagna, di fare un regolamento tale, che in verun tempo li regni di Spagna, Napoli e Sicilia abbino ad essere posseduti e dominati da un solo e stesso monarca, mà che con pienezza di dritto e con perfetta autorità li regni di Napoli e di Sicilia abbino ad essere rimessi e trasferiti ad uno de' secondogeniti figli di S. M. Siciliana, come pure che abbino da passare ed essere trasportati ereditariamente ai discendenti maschili e femminili di questo, nella forma e modo, come più ampiamente da S. M. Siciliana  $\frac{\text{è stato}}{\text{starà}}$  disposto.

## Art. III.

Per maggiore conservazione della succennata disposizione e di questo ordine di successione ne' detti regni, S. M. A. l'imperatrice regina per se, suoi eredi et successori nella miglior e più solenne forma che sia possibile, ne assume la  $\frac{\text{cautelazione}}{\text{evizione}}$  o sia garantia.

## Art. IV.

Abbenchè S. M. A. l'imperatrice regina non abbia ceduti e trasferiti al serenissimo infante don Filippo tre ducati di Parma, Piacenza e Guastalla, se non coll' espressa riserva del dritto di riversione, però affine di dare al detto infante fratello di S. M. S. una pruova essenziale della Sua amicizia, e ad oggetto di mettere viepiù fuori di contrasto la successione al trono di Napoli in favore di uno de' secondogeniti principi della real casa delle due Sicilie, dichiara S. M. A. che arrivando anche il caso sovra indicato, non si prevalerà di questo suo dritto di riversione, anzi solennemente e nella forma la più obbligatoria che fare si possa a questo dritto rinuncia per se, suoi eredi e successori, e se ne spoglia in favore del serenissimo infante don Filippo e di tutta sua legitima maschile progenie, per tutto il tempo che vene esisterà. Mà estiguendosi e cessando tosto o tardi questa discendenza maschile legitima, li tre ducati di Parma, Piacenza e Guastalla avranno nuovamente a tornare a S. M. A. l'imperatrice regina o a suoi successori nel trono, assumendo in oltre S. M. l'imperatrice regina il carico di spedire un formale atto intorno la detta rinuncia al suo dritto di riversione.

## Art. V.

Dichiara però S. M. A. l'imperatrice regina ed espressamente si riserva, che in virtù della disposizione del precedente articolo IV. non intende, sia di offendere e pregiudicare li dritti che hà o stima d' avere S. M. il rè di Sardegna sulla città di Piacenza e parte del ducato di questo nome, sia di imporsi l'obbligo,

per il caso che la città e parte del ducato di Piacenza restassero al serenissimo infante don Filippo ed agli suoi posteri maschj, di contribuire a procurare al mentovato rè di Sardegna per la città e parte del ducato dette, una qualche indennizzazione a danno e pregiudizio de' stati di Toscana di S. M. l'imperatore ovvero a danno de' stati proprii posseduti o da possedersi da S. M. A. l'imperatrice regina.

#### Art. VI.

In corrispettivo e considerazione, che S. M. A. l'imperatrice regina rinuncia al suo dritto di riverione sovra gli enunciati trè ducati, e che generalmente concorre a consolidare la successione al trono di Napoli in favore di uno de' secondogeniti principi della real casa di Napoli, S. M. S. per se, tutti suoi eredi e successori in guisa di indennizzazione e di reciproco compenso cede e trasferisce a S. M. A. l'imperatrice regina tutto lo stato detto de' Presidj in terra ferma senza eccezzuazione, e tale quale fù prima posseduto dal defonto imperatore Carlo VI. ed indi ceduto a S. M. S. in virtù de' preliminarj e del trattato di pace di Vienna, il qual stato de' Presidj in terra ferma avrà da restare per sempre ed irrevocabilmente incorporato e riunito al Gran-Ducato di Toscana, e la cessione e consegna d'esso avrà senza subterfugio da eseguirsi effettivamente subito dopo che S. M. A. l'imperatrice regina avrà spedito l'atto formale di rinunzia al suo dritto di riverione de' trè ducati. Quanto poi concerne l'isola d'Elba e le altre piccole isole e scoglj, tanto S. M. l'imperatore in qualità di Gran-Duca di Toscana quanto S. M. S. in qualità di rè delle due Sicilie resteranno in quel rispettivo possesso d'esse, nel quale si sono sin'ora trovate, senza che riguardo a questo attuale stato di cose possa avere luogo qualunque mutazione.

#### Art. VII.

Parimente cede e rinunzia S. M. S. per se, tutti li suoi eredi e discendenti per sempre, e nella maniera la più obligatoria che mai si possa, a tutte le preteseioni e supposti dritti sovra tutti li allodiali Farnesii e Medicei, eccezzuazione solamente quelli che sono situati nel regno di Napoli, li quali nominatamente si riserva S. M. S. per se e suoi successori, laddove riguardo a tutti gli altri come pure riguardo alle stipulazioni o promesse enunciate nel precedente sesto articolo S. M. S. avrà da spedire e rimettere li atti solenni di cessione e rinunziazione in favore di S. M. l'imperatore come Gran-Duca di Toscana nel tempo istesso che la M. A. dell'imperatrice regina spedirà e rimetterà l'istromento della sua desistenza dal predetto suo dritto di riverione.

#### Art. VIII.

La Maestà del rè delle due Sicilie cede e trasporta il dritto di presidio o sia guarnigione nella città di Piombino, ed in oltre si obbliga nella più solenne forma, che nel caso di montare essa sul trono di Spagna, cederà di più a S. M. l'imperatore per il Gran-Ducato di Toscana tutte le sue preteseioni sulla sovranità del principato di Piombino.

#### Art. IX.

S. M. S. non solamente in questa qualità di rè delle due Sicilie, mà pure sin d' adesso anche per il caso che avesse da ascendere sul trono di Spagna e con ciò anche nella contingibile qualità di rè di Spagna per se, suoi discendenti e successori nella miglior forma che si possa, assume la garanzia di tutti gli stati austriaci in Italia in favore di S. M. l'imperatrice regina e de suoi discendenti

come eziandio del Gran-Ducato di Toscana, e di tutto quello, che in vigore de' precedenti articoli sesto, settimo ed ottavo avrà da accrescere a questo Gran-Ducato, a prò di S. M. l'imperatore e di tutti li suoi successori.

Art. X.

Il stabilimento espresso nell'articolo secondo del trattato di pace di Vienna, come pure tutto il convenuto intorno all'amnistia e restituzione de' beni, in questo luogo nominatamente si rinnovano e si confermano talmente, che tutto quanto si truovasse mancare ancora all'intero adempimento d'essi dovrà da ambe le alte parti contraenti senza indugio e dentro le regole della buona fede e lealtà essere tuttavia posto in esecuzione.

Art. XI.

S. M. A. l'imperatrice regina da una parte, e S. M. il rè delle due Sicilie dall'altra per darsi sicure riprove della sincera loro amicizia, e del loro affetto verso i rispettivi sudditi promettono, che S. M. A. l'imperatrice regina farà trattare ne' porti e rade del suo littorale austriaco i bastimenti di bandiera di S. M. S. come sono trattati i bastimenti delle nazioni più favorite. E vicendevolmente S. M. S. promette, che farà trattare ne' mari, porti, e rade delle due Sicilie, ed isole ad esso soggette i bastimenti di bandiera di S. M. A. l'imperatrice regina come sono trattati i bastimenti delle nazioni le più favorite.

Eguualmente promette S. M. il rè delle due Sicilie, che all'accessione a questi preliminari di S. M. l'imperatore in qualità di Gran-Duca di Toscana egli farà trattare ne' mari, porti, e rade delle due Sicilie ed isole ad esso soggette i bastimenti di bandiera di S. M. l'imperatore in qualità di Gran-Duca di Toscana come sono trattati ne' suoi mari, porti, rade ed isole i bastimenti di bandiera delle nazioni le più favorite; e S. M. l'imperatore in qualità di Gran-Duca di Toscana dovrà alla sua accessione a questi preliminari obbligarsi a far usare simile trattamento ne' porti, rade, ed isole del suo Gran-Ducato di Toscana verso i bastimenti di bandiera di S. M. S.

Art. XII.

Di più per consolidare sempre maggiormente e trasmettere efficacemente alle mutue loro reali posterità quei nodi di sincerissima amicizia e di strettissima armonia, che così felicemente uniscono S. M. A. l'imperatrice regina, e S. M. il rè delle due Sicilie, hanno le Loro Maestà concertato e sin d'ora stabilito un matrimonio trà il serenissimo arciduca Carlo, figlio secondogenito di S. M. A. l'imperatrice regina, ed una delle serenissime principesse figlie di S. M. il rè delle due Sicilie, di modo che li convenevoli patti matrimoniali saranno quanto più presto fare si possa eretti e condotti ad effetto.

Art. XIII.

Afine dunque che il secondogenito serenissimo arciduca per il caso del futuro suo accasamento e solamente dopo la mancanza dell'augustissimo suo genitore, sia per se e per sua progenie provisto d'un stabilimento corrispondente all'alto suo grado; per questo e molti altri importanti riflessi S. M. l'imperatore hà preso la risoluzione di erigere fin d'adesso per allora intorno la futura successione nel Gran-Ducato di Toscana e di fissare una tale pienamente valevole e legale provvidenza, in virtù della quale questo Gran-Ducato con tutte le sue

appartenenze e dipendenze, dopo che cesserà di vivere S. M. l'imperatore Gran-Duca di Toscana, avrà da cascare in sorte e di passare ereditariamente non al serenissimo figlio suo primogenito successore al trono della monarchia austriaca, mà anzi al suo serenissimo figlio secondogenito e suoi eredi maschj in forma d'una perpetua secondogenitura.

E perciò S. M. A. l'imperatrice regina avendo già circa questa disposizione concertato e determinato tutto con S. M. l'imperatore; anche Essa la Maestà S. A. promette ciò stante e garantisce, che il predetto ordine di successione nel Gran-Ducato di Toscana avrà da essere e sarà indubitamente condotto alla sua perfezione ed al suo adempimento; in seguito di che pure la M. S. S. assume in se nella forma la più solenne ed autentica che sia possibile per se e suoi discendenti la garanzia di questo provvedimento ed ordine di successione.

#### Art. XIV.

Per dare alle salutari providenze in questi articoli preliminari stabilite e concertate tutta la maggiore estensione che sia possibile, e moltiplicare gli ottimi effetti che li alti contraenti sene ripromettono, S. M. A. l'imperatrice regina e S. M. il rè delle due Sicilie congiuntamente inviteranno di accedere e prendervi parte, tanto S. M. l'imperatore Gran-Duca di Toscana, quanto S. M. il rè Cristianissimo, ed eziandio il serenissimo infante Don Filippo duca di Parma, Piacenza e Guastalla.

#### Art. XV.

Le ratifiche delli presenti articoli preliminari saranno procurate e cambiate nel termine di sei settimane ed anche prima se sia fattibile.

An den Grafen Neipperg wurde in dieser Sache ein Reskript folgenden Inhalts erlassen:

Ad praem. Bestehen zwar die eigentliche Bewegursachen in der Sicherstellung der neapolitanischen Successions-Ordnung und in der Befriedigung des Infanten Don Philipp, wie auch in denen Absichten, allen kunftigen Weiterungen wegen dem Großherzogthum Toscana vorzubauen; nachdem aber deren Erwehnung nicht nothwendig zu sein scheint und zumahlen dem neapolitanischen Hof bedenecklich fallen dörfte, weilen er sein Recht als ungezweifelt und keinem Widerspruch unterworfen ansehen will, so ist für das beste und unanstöbigste gehalten worden, nur überhaupt das gute Einverständnuß und den fortwährenden Ruhestand in Italien zur Beweg-Ursach anzuführen.

Ad Art. 1<sup>um</sup> Werden die Wiener Präliminarien und der Frieden um deswillen als Basis et fundamentum hier angezogen, weilen in denenselben die Königreiche Neapel und Sicilien dem Don Carlos, das Großherzogthum Toscana aber Unserem herzinniglich geliebtesten Gemahl, des Kaisers M. und L., und ihren Descendenten feierlichst übertragen, auch darinnen deutlich ausgedrucket worden, daß sogar die weibliche Descendenten des Don Carlos den Vorzug für den Don Philipp in der Succession haben sollten; worinnen also das Haupt-Fundament bestehet, wodurch des leztern Ansprüche gänzlich entkräftet werden.

Von dem Aachner Frieden und Aranjuezer-Tractat hat aber keine Erwehnung geschehen können, weilen der neapolitanische Hof weder denenselben jemahlen beigetreten ist, noch sie in Ansehung seiner für verbindlich ansehen kann, ohne denen eigenen Gerechtsamen zu nahe zu treten. Sollte jedoch der

ernannte Hof gegen alles Vermuthen Anstand finden, diesen Articul denen Präliminarien einzuverleiben, so kann solcher ohne Bedencken völlig ausgelassen werden, zumahlen erst bei der neapolitanischen Accession zu dem mit Frankreich geschloßenen Tractat und bei Ausstellung der Verzichtsurkunden ein ganzes gemacht werden kann.

Ad Art. 2<sup>um</sup> hat sich zwar der neapolitanische Hof bei verschiedenen Gelegenheiten deutlich geäußert, daß er die spanische Cron nicht mit der sicilianischen zu vereinigen, sondern diese letzte dem zweitgebohrnen Prinzen zu überlaßen gedächte; es ist aber desfalls noch keine förmliche Abrede erfolgt, auch nicht bekannt, ob und welchergestalten eine förmliche Verordnung allschon zu Stand gekommen seie; es äußerten sich also bei Entwerfung dieses Articuls verschiedene Bedencken und hat nach Beschaffenheit der gegenwärtigen Umstände und zu Vermeidung des neapolitanischen Einwurfs, daß ihm hierunter keine Geseze vorgeschrieben werden könnten, am vortrüglichsten geschienen, zwar einen besonderen Articul von der neapolitanischen Thronfolge entwerffen und andurch eine förmliche Verbindung zu Stand bringen, jedoch sich solcher Ausdrückungen bedienen zu laßen, welche die Sache nicht sowohl als eine Bedingung, sondern als eine freiwillig und auf den eigenen Vortheil gerichtete neue Einrichtung darstellen.

Über dieses dörfen sich bei dem erwehnten Articul noch drei besondere Anstände ergeben und zwar 1<sup>oo</sup> sind die Worte: *che in verun tempo li regni di Spagna, Napoli e Sicilia abbino ad essere posseduti, e dominati da un solo e stesso monarcha*, so general gefaßt, daß sie auch den Fall in sich begreifen, wann von der männlichen Descendenz des Don Carlos nur ein einziger übrig wäre, welcher sodann entweder den spanischen oder neapolitanischen Thron seinen Seitenverwandten überlaßen müste. 2<sup>oo</sup> der zweite Anstand bestehet darinnen, ob des Königs von Neapel Absicht dahingehe, denen Töchtern seines zweitgebohrnen Sohns, wann dieser keine männliche Erben erhalte, die sicilianische Thronfolge vor denen Secundogenitis seines ersten Sohns und spanischen Thron Nachfolgers zu versichern. 3<sup>oo</sup> wird vieles darauf ankommen, wie die ganze neapolitanische Successions-Verordnung gefaßt seie. Da aber nicht bekannt ist, ob eine errichtet worden, so kann auch solches nicht zuverlässig ausgedrucket werden.

So viel nun den ersten Anstand anbetrifft, so wäre zwar sehr zu wünschen und für das europäische Gleichgewicht vortrüglich, wann die gesezte Worte: *in verun tempo* beibehalten werden könnten. Sollte jedoch der neapolitanische Hof solche zu begnehen nicht zu vermögen sein, so wäre sich ehender darinnen zu fügen, daß die einzige Ausnahme, wann nur ein *Masculus* von denen Descendenten des Don Carlos übrig wäre, hinzugesetzt würde, als um deswillen den Schluß der Praeliminar-Articulu ruckgängig zu machen oder nur zu verzögern.

Der zweite und dritte Anstand sind von minderer Erheblichkeit, massen die Entscheidung der Frage: ob die Töchter des Secundogeniti dem *Masculo secundogenito* primogeniti in der neapolitanischen Succession vorzugehen haben, in die besondere Haußverfaßung des ernannten Hofes einschlaget und sich dahero ohne Anstand gefüget werden kann, wenn bei dieser Stelle auf eine Abänderung angetragen werden sollte; wie dann auch der dritte Anstand durch die Ausdrückung, ob die Successions-Verordnung schon errichtet seie oder erst noch errichtet werden sollte, leicht zu heben sein wird.

Übrigens hat man diesen Articul denen nachfolgenden um deswillen vorausgesetzt, um eines Theils andurch anzudeuten, daß die Einrichtung der neapo-

litanischen Thronfolge den Hauptgegenstand der gegenwärtigen Verabredung abgebe, und um anderen Theils den besorglichen Anstand zu vermeiden, wann dieser Articul die Gestalt einer onerosen Bedingnuß bekommen hätte.

Ad Art. 3<sup>um</sup> Wie die dem Grafen Firmian zugefertigte Instructionen und Rescripten des mehrern zu Tage legen, so ist gleich zu Anfang und in dem ganzen Lauf der Unterhandlung mit Neapel auf das sorgfältigste vermieden worden, sich in einiges Garantieversprechen wegen der neapolitanischen Succession einzulassen, damit Wir in die Ansprüche des Don Philipp und in die daraus zu besorgen gestandene Strittigkeiten nicht mit eingeflochten, noch bei dem französischen Hof die Vorwürfe veranlaßt würden, als ob man dießseits dem Interesse des königlichen Schwiegersohns zuwidergehandlet habe. Allein nunmehr fallet dieses wichtige Bedencken von selbst hinweg, nachdem Frankreich nicht nur die vernüglichste Versicherungen an Neapel gegeben und deßen Successionsrecht anerkennt, sondern auch in dem mit Uns geschloßenen Tractat die verbindliche Abrede genommen hat, die neapolitanische Successionsordnung zu befördern und diesen Hof zur Accession einzuladen, auf welches letztere noch neuerlich gedrungen worden. Es kann also kein weiterer Anstand dabei vorwalten, die in dem 3. Articul der Präliminarien ausgedruckte Garantie wirklich zu übernehmen und solches als eine wichtige Bewilligung gelten zu machen; zumahlen andurch der neapolitanische Hof von Unserer freundschaftlichen Gesinnung immer mehrers versichert und dem Don Philipp die Gelegenheit entzogen wird, seine Ansprüche dereinstens aufzuwärmen und Weiterungen zu erregen.

Ad Art. 4<sup>um</sup> Da Unser Verzicht auf das Ruckfallsrecht der drei Herzogthümer allschon in dem mit Frankreich geschloßenen Tractat festgestellt ist und der neapolitanische Hof sich in Eingestehung billiger Gegenbedingnußen viel härter bezeigen dörfte, wann er durch die Mittheilung des französischen Tractats vollständig belehret wird, daß Wir die Cession des erwehnten Ruckfalls-Rechts allschon versprochen haben, so bestehet auch in dieser Betrachtung die hauptsächlichste Ursach, warum die gegenwärtige Präliminar-Articuln eifertig verfaßt und von Uns begnehet worden, um solchergestalt noch ehender, als die Communication des Tractats erfolget, etwas verbindliches mit Neapel zu Stand bringen und nachhero auch mit Frankreich die weitere Abrede pflegen zu können.

Sodann ist zwar bei Entwerffung des vierten Articulns das Augenmerk dahin gerichtet worden, Unser Ruckfalls Recht in die drei Herzogthümer als richtig und gegründet voranzusezen. Man hat aber Anstand genommen, den eigentlichen Fall, wann sich dieser Ruckfall ergeben sollte, specific und deutlich auszudrucken, weilen bekantermaßen Unsere Verzichtsurkund, so dem 7. Articul des Aachner Friedens einverleibet worden, von der Verordnung der Aachner Präliminarien und der sardinischen Cessions-Acte in dem weesentlichsten Stuck abweicht, mithin durch die Ausdruckung des eigentlichen Falls, wann Unser Reversions-Recht stattfinden soll, nur zu unangenehmen Weiterungen und Widerspruch Anlaß geben könnte. Sollte jedoch Neapel auf einer deutlicheren Ausdruckung bestehen, so könntest du solcher alsdann ohne weiteres Bedencken stattgeben, wann nur Unsere Gerechtsame keinem Widerspruch ausgesetzt werden.

Die Worte Fratello di S. M. S. hat man in der Absicht hinzugesetzt, um denen Gegenbedingnußen eine desto scheinbahrere Ursache zu geben; und ob zwar Unser Verzicht auf die nemliche Art wie Unsere in dem Aachner Frieden geschehene Cession der drei Herzogthümer sich nur auf die männlichn Nachkom-

men des Infanten Don Philipp erstreckt, so dürfte doch der neapolitanische Hof darauf bestehen, daß Unser erwehnter Verzicht auch auf die weibliche Erben des ernanten Infanten zu extendiren sei. Sollte nun hierauf mit Nachdruck bestanden werden, so hast du desfalls den Abgang Unserer Verhaltungsbefehlen vorzuschützen, jedoch dich endlich zu dem folgenden, dem gegenwärtigen Articul einzuverleibenden Zusatz einzuverstehen, daß bei Errichtung der extendirten Convention auch wegen des Verzicht zum Favor des weiblichen Geschlechts des Don Philipp nähere Abrede gepflogen werden sollte. Welcher Zusaz wegen verschiedener Betrachtungen und besonders wegen der vorseienden Vermählung Unsers ältesten Sohns Liebden mit der Infantin Isabella bei Uns kein Bedencken findet und dennoch der erste Schritt wäre, um dem neapolitanischen Ansinnen ein Genügen zu leisten. Weiters aber hast du dich ohne Unsere vorgängige Verhaltungsbefehle in diesem Punct nicht einzulaßen.

Nachdem auch die Einrichtung Unserer Verzichtsurskund erst noch mit Frankreich verabredet werden muß, so ware es nicht möglich, solche schon dem neapolitanischen Hof mitzuthemen; und dieser Umstand ist mit einer derer Ursachen, warum man zu Gewinnung der Zeit nicht auf Errichtung einer förmlichen Convention, sondern der Praeliminar-Articulu verfallen ist.

Ad Art. 5<sup>um</sup> Da dem König in Sardinien durch den Wormser Tractat\*) unter anderen die Stadt Piacenza und die Helfte dieses Herzogthums cediret, auch der Ruckfall in dem Aachner Frieden vorbehalten worden, hingegen Unser Verzicht auf die drei Herzogthümer in generalen Ausdrückungen mittelst des vorhergehenden Paragraphi versprochen wird, so könnte hieraus die doppelte praejudicirliche Folge gezogen werden, daß Wir entweder in Absicht geführt hätten, die königlich sardinische Gerechtsame zu widersprechen und Uns zuzueignen, oder daß ein solcher Verzicht, welcher die Jura tertii in sich faßet, die Verbindlichkeit mit sich führe, dem Infanten Don Philipp das ganze Piacentinische zu verschaffen und Sardinien in andere Weege und auf Unsere oder auch des Großherzogthums Toscana Kosten schadlos zu halten. Beides könnte die schädlichste Folgen nach sich ziehen, nachdem Frankreich neuerlich des Königs von Sardinien Ruckfalls-Recht auf die Stadt Piacenza fürgegründet anerkennt, garantiret und das Versprechen von sich gestellet hat, nach geendigtem Krieg entweder zum würeklichen Besitz oder zu einer proportionirten Entschädigung zu verhelfen. So wenig nun zu vermuthen stehet, daß der allerchristlichste König das dermalige Etablissement seines eigenen Schwiegersohns zu schmälern gedencke, so scheinbar wird die Vermuthung, daß man französischer Seits zum voraus darauf rechne, dem König von Sardinien die Piacentinische Halbscheid auf Kosten eines dritten zu ersezen oder aber dem Infanten Don Philipp eine andere reichere Versorgung bei dem künftigen Frieden zu verschaffen.

Diese letztere Vermuthung wird durch verschiedene seiter kurzem sich ergebene Umstände nicht wenig bestärket und ist daher um so nöthiger, sich gegen die vorerwehnte doppelte Beisorge dergestalt zu verwahren, daß eines Theils der König von Sardinien nicht über Verkürzung seiner Gerechtsamen sich mit Fug beschweren könne und anderen Theils denen künftigen Entschädigungszumuthungen, so viel es immer thunlich ist, vorgebogen werde. Hierhin ziele der Inhalt des fünften Articuls, von welchem also ohne zu besorgenden großen

\*) Solar de la Marguerite III, 7.

Nachtheil nicht abgewichen werden kann; und sind die letzte Worte dieses Articuls um deswillen hinzugesetzt worden, um darunter auch das modenesische, falls dieses Herzogthum auf Unseren dritten Sohn verfiel, zu begreifen.

Ad Art. VI<sup>um</sup> Unter die zwei Bewegursachen, warum sich Neapel zu Gegenbedingnisse einverstehe, hat man auch Unsere Verwendung zu Befestigung der neuen neapolitanischen Successions-Ordnung gesezt; sollte aber dieser Hof wegen seiner schon geäußerten häckelichten Gesinnung hiebei einigen Anstand finden, so könnten die Worte: *è che generalmente concorre a consolidare la successione al trono di Napoli in favore del secondogenito principe della real casa di Napoli* ohne vieles Bedencken ausgelassen werden. Hingegen hättest du auf die Beibehaltung der Worte: *in guisa di indennizzazione e di reciproco compenso* um so mehr zu bestehen, da solche allschon in dem mit Franckreich geschloßenen Tractat enthalten seind und mit der Eigenschafft des ganzen Geschäfts übereinkommen.

Nachdem nun die bisherige Handlung klar und überzeugend zu erkennen gegeben hat, daß der neapolitanische Hof auf keine Weise zu vermögen sein werde, die Stadt und den Hafen Porto Longone nebst seinen übrigen Besitzungen auf der Insul Elba und denen herumliegenden kleinen Insuln an das Großherzogthum Toscana abzutretten, sondern im Gegentheil zu besorgen stehet, daß der ernannte Hof, wie bishero geschehen, auch fernerhin auf die Cession und Abtretung der des Kaisers M. und L. zugehörigen Stadt und Hafen Porto Ferrajo fest bestehen werde, solches aber nimmermehr anzurathen sein würde, so ist Unserem Dienst am gemäßesten, daß bei einer Gelegenheit, wo durch lange Tractaten keine Zeit verlohren werden kann, der Mittelweg eingeschlagen und einer Seits auf nichts unthunliches und vergebliches angetragen, anderer Seits aber sich auch nicht zu weich und nachgebend bezeuget werde. Zufolg dieses Grundsazes hat man in dem sechsten Articul auf die Cession des gantzen Stato de' Presidj NB. in terra ferma und zwar auf die Art angetragen, wie solcher von weiland Kaisers Caroli VI. M. beseßen und an Neapel cediret worden, als welche Ausdruckung allen Ausnahmen und Reservationen vorzubauen scheint. So viel aber die Insul Elba und die übrige kleine Insuln anbetrifft, so hat man aus der vorerwehnten Betrachtung die Stipulation hinzugefüget, daß ein jeder Theil seine bisherige Besitzungen behalten und hierunter nichts abgeänderet werden solte. Weilen auch zu vermuthen stehet, daß der König von Neapel in Absicht führe, Porto Longone für sich und die Crone Spanien als einen Schlüssel von Italien zu behalten, so hat man geffießentlich die Worte hinzugesetzt: *in qualità di rè delle due Sicilie*. Sollten jedoch diese Worte einen allzugroßen Widerspruch finden, so kanst du darein willigen, daß solche gantz ausgelassen werden.

Sodann ist noch ein großer Anstand darinnen zu vermuthen, daß man die würekliche Abtretung des Stato de' Presidj auf die Zeit, wann Unser Verzicht-Instrumentum wegen der drei Herzogthümer ausgestellt würde, bestimmt hat; da hingegen Neapel sich hierzu nicht ehender wird einverstehen wollen, als biß sich der Eröffnungsfall des spanischen Throns ergebe, weilen auch alsdann erst Unsere Cession des erwehnten Ruckfalls-Rechts ihre Würekung erreichte.

Sollte nun ein solcher Anstand erreget werden, so hättest du unter anderen in nachdrucksame Vorstellung zu bringen, daß sich der neapolitanische Hof währenden ersten Tractaten zur Abtretung des Stato de' Presidj ohne alle Einschränkung und Limitation allschon willfährig erkläret habe und bei Ausfertigung Unseres Verzichts-Acte ein weesentliches Recht für beständig vergeben werde,

folglich auch die Billigkeit erfordere, Uns zu gleicher Zeit und zu gleichen Schritten das Reciprocum angedeihen zu laßen.

Wann jedoch alle diese Vorstellungen nichts verfangen wollten, so hättest du endlichen und in pessimum casum die Zeit der Abtretung des Stato de' Presidj auf die Eröffnung des spanischen Trohns zu bestimmen, aber hiebei auszubedingen, daß auch nicht ehender Unser Verzicht-Instrument wegen des Ruckfalls-Rechts der drei Herzogthümer ausgestellt werden sollte.

Ad Art. 7<sup>mum</sup> Bishero sind Wir darauf bestanden, daß Neapel ohne Unterscheid auf alle, folglich auch auf die in dem Neapolitanischen gelegene mediceische und farnesische Allodialgüter den Verzicht erstrecken sollte. Es hat aber dieser Hof ein mehreres nicht eingestehen wollen, als daß er sich zur Cession derjenigen Allodien anerbotten, so in dem Großherzogthum gelegen seind, daß also nicht nur die in dem Neapolitanischen, sondern auch in dem Kirchenstaat und etwa sonsten befindliche Allodia ausgenommen wären.

Über dieses macht der Marchese Tanucci in seinem ersten dir bereits mitgetheilten Antwortschreiben an den Grafen Firmian nur von den mediceischen Allodien Erwähnung und übergeht die farnesische gänzlich mit Stillschweigen, welches sonder Zweifel aus der Betrachtung herrühret, daß diese farnesische Allodia eigentlich dem Infanten Don Philipp als Besitzern der drei Herzogthümer Parma, Piacenza und Quastalla zu guten kommen sollten.

Das nemliche Bedenken hat sich bei der Errichtung des mit Franckreich geschlossenen Tractats geäußert; es haben aber die von dem Grafen Starhemberg gemachte Gegenvorstellungen so viel gefruchtet, daß in dem erwehnten Tractat mit auf die Cession der farnesischen Allodialgüter angetragen worden.

Allein die von dem ernannten Grafen nützlich gebrauchte Bewegungsgründe geben zum voraus zu erkennen, daß solche in der Ausführung keinen Bestand behalten werden. Dann nachdem die drei Herzogthümer dem Don Philipp verbleiben sollen, so wäre es vergeblich, auf die Idée zu verfallen, daß demselben die in diesen drei Herzogthümern gelegene farnesische Allodialia entzogen werden könnten.

Zufolg dieser vorausgesetzten Erleuterung sind bei dem gegenwärtigen Articulo zwei Hauptstände vorzusehen und zwar 1<sup>mo</sup> wird der neapolitanische Hof in seiner Cession nur allein die mediceische, keineswegs aber die farnesische Allodia begreifen, auch 2<sup>do</sup> die Worte *eccettuatoe solamente quelli che sono situati nel regno di Napoli, i quali nominatamente si riserva S. M. S. per se, e suoi successori* nicht eingestehen wollen, weil solchergestalten die mediceische nicht nur in dem Großherzogthum Toscana, sondern auch in dem päpstlichen Gebieth des Kaisers M. und L. zugetheilet und nur die in Neapoli befindliche Allodialgüter ausgenommen würden, dahingegen Neapel nur jene Allodia zu cediren gedencket, so in dem Großherzogthum gelegen seind.

So viel nun den ersten Anstand betrifft, so ist zwar Unserem Dienst allerdings gemäß, nochmahlen den Versuch zu wagen, ob Neapel auch zur Cession aller farnesischen Allodien zu vermögen seie, da sodann sich mit dem Don Philipp hierüber einverstanden und solches bei anderen Bedingnüßen nützlich gebraucht werden könnte. Im Fall aber dieses nicht zu erhalten, sondern desfalls ein längerer und vergeblicher Verzug zu besorgen stünde, so versehen Wir dich auf diesen Fall mit dem gnädigsten Verhaltungsbefehl, daß du anfänglich zu Unserem Favor auf die Cession der farnesischen außer dem Neapolitanischen und den drei Herzogthümer gelegenen Allodialgüter, so in dem Palazzo Farnese und

dem piccolo palazzo in Rom, dann in der Villa Madonna vor Rom und in dem Schloß Capretola nebst Zubehör etc. bestehen, falls aber solches nicht zu erhalten wäre, auf die Cession der farnesischen außer dem neapolitanischen gelegenen Allodien zum Favor des Don Philipp anzutragen und, wann auch dieses nicht statt fände, den siebenden Article dergestalt zu faßen hättest, daß die farnesische Allodia völlig mit Stillschweigen übergangen würden.

Allein in Ansehung des vorerwehnten zweiten Anstands kann kein Nachgeben statt haben, da Unsers herzinniglich geliebtesten Gemahls des Kaisers M. und L. sich schon würcklich in dem Besitz der mediceischen in Rom gelegener Palästen und derer von der Großherzogin Vittoria herrührender und in dem Urbinischen gelegener einträchtlicher Allodialgüter befinden und zu deren Cession nimmermehr zu vermögen sein würden; wobei also nur noch bemercket wird, daß sich der Worte: *Le pretensioni e supposti diritti etc.* gebrauchet worden, um des Kaisers M. und L. Gerechtsamen nichts zu vergeben.

Ad Art. 8<sup>um</sup> Zufolg des Grafen Firmian Berichtschreiben vom 25. Aprilis 1757 hat Marchese Tanucci allschon die Erklärung von sich gestellet, daß der König sein Herr sich zur Cession des Besazungsrechts in der Stadt Piombino von nun an und auf die Souveraineté dieses Fürstenthums auf den Fall einverstanden habe, wann er auf den spanischen Thron gelangen sollte, maßen er die besagte Souveraineté nur lebenslänglich von Spanien verliehen bekommen hätte.

Zufolg dieser Äußerung hat man den gegenwärtigen Articul entworfen und für so nöthiger gehalten, weil die Ausflucht gemacht werden könnte, daß Piombino nicht unter dem Stato de' Presidj begriffen oder zu verstehen seie. Damit auch vermieden bleibe, in die Frage einzugehen, ob und in wie weit die Souveraineté über Piombino der Crone Spanien zukomme, so hat man sich der Worte bedienet: *tutte le sue pretensioni sulla sovranità del principato di Piombino.*

Ad Art. 9<sup>um</sup> hat sich der neapolitanische Hof allschon gegen den Grafen Firmian willfährig erkläret, die feierliche Garantie nicht nur über Unsere italiänische Lande, sondern auch wegen des Großherzogthum Toscana als König von Neapel und zugleich conditionate als König von Spanien, wan er auf diesen Thron gelangen sollte, zu übernehmen.

Ob nun zwar solchergestalten bei dem Inhalt dieses Articuls kein Anstand zu vermuthen ist, so dörfte doch Neapel auf einen Zusaz antragen und darauf bestehen, daß Wir gleichfalls die Garantie nicht nur wegen Neapel, wie solche bereits Articulo tertio ausgedruckt ist, sondern auch über alle in Europa gelegene spanische Königreiche und Lande als ein billiges Reciprocum zu versprechen hätten.

Nun wäre zwar von diesem Zusaz nichts am ersten von dir zu regen. Sollte aber Neapel darauf antragen und bestehen, so kanst du dich hierunter um so ehender willfährig fügen, da diese Garantie allschon durch den vierten Articul des Aranjuezer Tractats von Uns übernommen worden.

Ad Art. 10<sup>um</sup> Da Neapel dem tractatenmäßigen Versprechen wegen der Amnestie und Restitution der eingezogenen Güter aller dringlicher Vorstellungen ohngeachtet noch bis diese Stunde kein vollkommenes Genügen geleistet, so hat die Erneuerung dieses Versprechens so anständig als nöthig zu sein geschienen. Sollten sich jedoch hiebei nicht vorzusehende Schwürigkeiten ergeben, so könnte dieser Articul bis zur Errichtung einer förmlichen Convention ausgestellt verbleiben, wann sich nur Neapel willfährig erklärete, künftighin der Billigkeit hierunter statt geben zu wollen.

Ad Art. 11<sup>um</sup> Die Nuzbarkeit dieses Articul's fallet von selbst in die Augen, da der neapolitanische Hof seithero wenige Achtung für Unsere und die toscanische Flaggen, wie auch für Unser Commercium bezeigt hat; jedoch könnte auch dieser Articul bei sich ergebenden allzustarken Widerspruch bis zur Errichtung einer Convention von dir ausgesetzt werden.

Ad Art. 12<sup>um</sup> Die vorige Tractaten waren auf das sorgfältigste mit dem dreifachen Vermählungsvorschlag verbunden; es hat aber solches in denen gegenwärtigen Articles préliminaires abgeändert werden müssen, weilen wegen Vermählung Unsers ältesten Erzherzogen ein anderes beliebt und bereits festgestellt worden.

Ob nun zwar Marchese Tanucci sich in seinem letzteren Antwortschreiben dahin erkläret hat, daß sein König bereit seie, wegen der Vermählung des zweiten durchlauchtigsten Erzherzogen mit einer neapolitanischen Prinzessin und wegen Errichtung einer Secundogenitur in dem Großherzogthum Toscana mit Uns in nähere Unterhandlung einzugehen, so entstehet doch hiebei die doppelte Frage, 1<sup>o</sup> ob diese Vermählungsabrede und Secundogenitur-Errichtung denen Articles préliminaires einzuverleiben oder zu einer besonderen Convention auszusezen, oder auch zwei abgesonderte Articles hierüber zu errichten seien? und 2<sup>do</sup> ob nebst der Vermählung des zweitgeborenen durchlauchtigsten Erzherzogen auch auf jene zweier durchlauchtigsten Erzherzoginnen mit denen zwei ältesten zur Regierung tauglichen neapolitanischen Prinzen anzutragen und darüber zu tractiren seie?

So viel nun die erste Frage betrifft, so kannst du dich hierinnen ohne Bedenken dem neapolitanischen Gutbefinden fügen, wie sich dann auch hierzu in dem Antwortschreiben des Grafen Firmian an Marchese Tanucci willfährig anerbotten wird.

Hingegen haben des Kaisers M. und L. und Wir in Ansehung der vorerwehnten zweiten Frage den Entschluß gefaßt, daß von dem Vermählungsvorschlag zweier Unseriger Töchter mit denen zwei ältesten zur Regierung tauglicher neapolitanischen Prinzen in den gegenwärtigen Articles préliminaires keine Erwähnung zu machen, sondern nur von dir mündlich in freundschaftliche Vorstellung zu bringen seie. Wir hätten geüßentlich in denen Articles préliminaires von denen besagten zwei Vermählungen keine Anregung thun laßen, weilen Uns unbekannt seie, wie beide sicilianische Majestäten desfalls vor demahlen gedächten; und sollten sie hierzu keine fernere Neigung bezeigen, so wären auch Wir entschloßen, den Vorschlag fallen zu laßen und nichts weiter davon zu erwennen. Wann aber Ihre sicilianische Majestäten eine dreifache Vermählungs-Abrede gleich in denen Präliminarien zu Stand zu bringen und andurch das Freundschaftsband noch mehrers zu befestigen gedächten, so seien auch des Kaisers M. und L. wie Wir hierzu ganz geneigt und du wärest erböthig den 12<sup>ten</sup> Articul hiernach einzurichten, welcher auch bei erfolgender einstimmiger Antwort des neapolitanischen Hof's laut der Anlage . . .\*) von dir in Vorschlag zu bringen und statt des zwölften Articul's zu sezen wäre.

\*) Art. 12<sup>do</sup>. Di più per consolidar sempre maggiormente e trasmettere efficacemente alle mutue Loro Reali posterità quei nodi di sincerissima amicizia e di strettissima armonia, che così felicemente uniscono S. M. A. l'imperatrice regina e S. M. il re delle due Sicilie, le Maestà Loro hanno concertato e sin d'ora stabilito un triplice matrimonio de' vicendevoli Loro sermi figli e figlie cioè quello del sermo secondogenito arciduca Carlo con una principessa napoletana, indi due altri del primogenito e di uno de' secondogeniti sermi principi napoletani come successori rispettivi ai troni di Spagna e di Napoli, con

Übrigens wird in diesem Articul nur noch überhaupt von einer neapolitanischen Prinzeßin geredet; sollte aber der dortige Hof die eine positive Erklärung ansinnen, ob Unserer Seits auf die älteste oder zweite Prinzessin angetragen werde, so hast du hierauf zu erwiedern, Wir hätten in billige Erwegung gezogen, daß anfänglich eine Vermählungsabrede zwischen Unserem ältesten Sohn und Thron-Nachfolgern und mit der ältesten neapolitanischen Prinzeßin vorgewesen; nachdem aber solche nicht mehr stattfinden könne und demahlen nicht von Unserem ältesten, sondern zweitgebohrnen Sohn die Rede sei, so wäre auch des Kaisers M. und L. und Unsere Absicht aus Rücksicht auf die Secundogenitur und gleicherem Alter auf die zweite neapolitanische Prinzeßin gerichtet und du zum Voraus mit gemeßenen Verhaltensbefehlen versehen, daß nach dem Gutbefinden Ihrer sizilianischen Majestäten die Vermählungsabrede des zweitgebohrnen Erzherzogen Caroli mit der zweitgebohrnen neapolitanischen Prinzessin in den Articles préliminaires specificque ausgedruckt werden könne; auf welche Art die unangenehme Äußerung am besten zu vermeiden sein dürfte, daß die Gestalt der ältesten Prinzeßin die Hauptursach der auf die zweitgebohrne Prinzeßin verfallenen Auswahl abgebe.

Ad Art. 13<sup>um</sup> Da des Kaisers M. und L. bei diesen Articles préliminaires noch keinen Mitpaciscenten abgeben und dennoch die Errichtung des Großherzogthum Toscana zu einer Secundogenitur von Ihrer Verordnung abhanget, so hat der gegenwärtige Article anfänglich narrative eingerichtet und sodann Unser Garantieverprechen hinzugefüget werden müssen, bei welcher Form auch Neapel, allem Vermuthen nach, keinen Anstand finden wird; jedoch dürfte dieser Hof weiters darauf antragen, daß zur Vollgültigkeit der toscanischen Secundogenitur-Errichtung der förmliche Verzicht Unsers ältesten Sohns des Erzherzogen Josephi um so mehr erforderlich sei, da derselbe bereits die Majorenitaetsjahre erreicht habe. Weilen nun bei Ausstellung dieser Urkund kein Anstand vorwaltet, so kanst du auch solche ohne Bedencken versprechen, wann von dem neapolitanischen Hof darauf angetragen würde.

Übrigens wird die besondere neapolitanische Gewährleistung über den gegenwärtigen Articul um deswillen angesonnen, damit dieser Hof um so mehr gebunden und denen zu vermuthen stehenden Absichten des Infanten Don Philipp vorgebogen werde.

Ad Art. 14<sup>um</sup> et 15<sup>um</sup> Da bei diesen Articlen keine Schwierigkeit zu vermuthen ist, so finden auch keine Anmerkungen hier statt. Und solchergestalt verhoffen Wir, dich mit so zureichenden Verhaltensbefehlen versehen zu haben, daß du ohne weitere Ruckfrage und Anstand zur wirklichen Unterzeichnung der Articles préliminaires schreiten könntest. Und solten sich noch mehrere ohnvorhergesehene Anstände ergeben, so nur in gleichgültigen Ausdruckungen bestehen und keinen wesentlichen Unterscheid verursachen, so überlaßen Wir deiner vernünftigen Einsicht und Beurtheilung, ob und wehlergestalt hierunter nachzugeben und eine Abänderung zu bewilligen sei.

Hingegen wirst du dich von selbst bescheiden, daß du bei allen anderseitigen Zumuthungen, so etwas weesentliches betreffen und die Gränzen Unserer gegenwärtigen Anweisung überschreiten, nichts eigenmächtiges zu verfügen und alle diensame Gegenvorstellungen zu machen; wann aber solche nichts fruchten

due serenissime arciduchesse, di modo che li rispettivi patti matrimoniali saranno quanto più presto fare si possa eretti e condotti ad effetto.

wollten, endlichen lieber etwas in der Zeit zu versäumen und den Courier mit deiner Anfrage eilfertig zuruckzusenden, auch indeßen mit der Unterzeichnung Anstand zu nehmen, als hiermit voreilig zu Werck zu gehen habest; wornach du dich also zu richten wißen und anbei sorgfältigst befißen sein wirst, denen aufgebrachten Gemüthsregungen des Marchese Tanucci und seinen empfindlichen Äußerungen mit anständiger Mäßigung zu beegnen und allem Wortstreit auszuweichen.

Nachdem auch der französische Hof auf die Communication Unsers den 30<sup>ten</sup> Decembris 1758 geschlossenen Tractats und auf die gemeinschaftliche Einladung des neapolitanischen zur Accession stark andringet, so erforderet Unser Dienst, daß Graf Starhemberg von dem Ausschlag deines obhabenden Geschäfts ohnverzüglich und durch sichere Weege benachrichtiget werde. Solltest du nun ohne weitere Ruckfrage zum Schluß gelangen, so hast du den französischen Botschaffter davon in Vertrauen zu verständigen, ihm so vieles, als in des Grafen Firmian Schreiben angemerekt ist, zu eröffnen und dein Schreiben an Grafen Starhemberg zur sicheren Bestellung anzuvertrauen, jedoch darinnen nichts, was dem französischen Hof bedenklich fallen könnte, einfließen zu laßen.

Wann aber Tanucci dir ein Contraprojet einreichete, so hast du solches durch den Courier anhero und die Abschrift davon dem Grafen von Starhemberg durch einen deiner vertrauten Bedienten unter einem schicklichen Vorwandt ohn-gesamt zuzusenden.

-----“  
(Maria Theresia an Neipperg, 3. Mai 1759. Staatsarchiv.)

Kaunitz schrieb dem Grafen Neipperg, „daß wegen verschiedener Staatsbetrachtungen und zu Vermeidung aller möglichen Zufällen dem a. h. Dienst sehr vortürlich sein würde, wann das wichtige Geschäft der Präliminar-Articlen mit dem dortigen Hofe zum baldigen Schluß gelangen könnte. Die Äußerung einiger Verlegenheit oder eines allzugroßen Verlangens dörfte bei der argwohnischen Gesinnung des H. Marche Tanucci eine gantz wiedrige Würckung verursachen; wann es hingegen E. H. und W. gelingen sollte, die Aufrichtigkeit der hiesigen Freundschaft und Absichten, wie auch das eigene Interesse dem dortigen Hof auf eine natürliche Art einsehen zu machen, so stünde am ersten ein vernünftlicher Ausschlag zu hoffen. Und in der That hat der neapolitanische Hof wo nicht mehrere, jedoch eben so viele und wichtige Ursachen als der hiesige, um denen möglichen Zufällen und anderseitigen Unterbauungen durch Beschleunigung des Schlußes bevorzukommen.

-----“  
ist dem H. Marquis d'Osun der Befehl zugefertiget worden, E. H. und W. mehreres Vertrauen zu bezeigen; es werden also dieselbe befißen sein, gleiches mit gleichem zu erwiederen, jedoch hierunter das rechte Maaß zu gebrauchen und den französischen H. Botschafftern nicht weiters als es die Umstände erforderen in dero Geschäft einsehen zu laßen, auch sich hierunter nach der Gesinnung des dortigen Hofes zu richten.

-----“  
(Weisung an Neipperg vom 3. Mai 1759. Staatsarchiv.)

110 (101). „Nachdeme ich vernohmen, daß II. MM. die Laxenburger Raiß auf heut über 8 Täge zu bestimmen geruhet, so unterfange ich mich, um das dißfällige Personale a. g. zu bitten, damit wegen der Einquartierungen die nöthige Veranstaltungen beschleuniget werden mögen; zu gleicher Zeit habe mich weiters a. u. anfragen sollen, ob

1° die durchl. junge Herrschaften und übriges Personale im Schloß wie vom Jahr zu logiren oder hierinfahls einige Abänderung zu machen? [wie vor ein Jahr]\*)

2° Der Sonntag oder was sonsten für ein Tag zu denen ordinari Privat-audienzien bestimmt? [Keine audienzen und der ertag ist destinirt vor frembde ministre]\*)

3° Die Entrées in die französische Comédien wie sonsten — da II. MM. nicht völlig all' incognito zu Laxenburg sein wollen — denen geheimen Rätthen und Cammerherren nebst ihren Gemahlinen a. g. verstattet? [wie sonsten]\*)

4° Was allenfahls für ein Tag vor die Botschaffere und sonstige fremde zu diser Entrée in die Comédie und Appartement bestimmt sein dörfte? [ertag die andere wie jetzt]\*)

5° Werden I. M. aus beiliegenden Blätl zu ersehen geruhen, was für Cammerherrn mit denen Uniformes würcklich versehen sind; solten nun a. h. dieselbe etwann zwei oder vier von ihnen zur Abwechslung, umb daraußen zu dienen, zu benennen geruhen, so werde nach erhaltenen Befehl es denen mitkommenden sogleich bekant machen; fahls aber I. M. einig andere Dienst-Cammerherrn befehlten, so würde ich ihnen zu melden haben, daß sie sich die Uniformes machen laßen. [ganz recht dise dienen zu lassen wan noch andere wollen müssen sie die uniforme haben]\*)

111 (103). Konferenz\*\*) „über den Erfordernus-Aufsatz“.

„Legitur Prothocollum commissionis dd. 12. maii, in welcher in Gegenwart der Capi der stärckesten deutschen Erblanden über die Mittlen zu Bestreitung der Campagne de 1760 berathschlaget worden. Das Object der heutigen Conferenz ist aus nebenliegenden kleinen Schemate zu ersehen,\*\*\*) nach welchen auch das Conclusum beil. ausgefallen und die Postulata für das zukünfftige Militairjahr eingerichtet worden sind.“

Übrigens ist es für uns andere sehr schwär, bei dergleichen Conferenzen in internis unsere Meinungen standhaft und fundate zu äußeren, indeme wir seit 10 Jahren und von der Zeit an, da die Interna ab externis und denen Staatsachen separiret worden sind, nicht die geringste Kantnus von dem innerlichen Weesen haben, weder haben können, und die Kaiserin erst neuerlich vorigen Herbst dise Materien wieder conferentialiter überlegen zu lassen angefangen hat.“

A. „Die Erfordernuß pro 1760 . . . . . 41 466 400 fl. Proviant-Transport etc. und Naturalien überhaupt kann erspahret werden durch baare Bezahlung; in Böhmen Obristburggraf, in Mähren Blömegen zu committiren. Item bei den Heu und Verspann zu erwirtschaften.“

Das verläßlichste und practicableste in re et tempore wäre die Ausschreib- und Eintreibung eines Extrapostulati nach den ausfallenden Divident. des pro militari gewiedmeten doppelten Contributionalis während den 6 Wintermonathen.

\*) [ ] Eigenhändige Randbemerkungen Maria Theresias.

\*\*) Anwesend: Das Kaiserpaar, Ulfeld, Colloredo, Khevenhüller, Trautson, Batthyany, Kaunitz, Neipperg, Haugwitz, Kolowrat, Rudolf Chotek, Johannes Chotek, Palfy, Kienburg, Blömegen, Bartenstein, Choler, Kannegiesser, Plochein, Lutten, Binder.

\*\*\*) S. A und B.

Die Ertheil- Ausschreib- und Einbringung nebst denen dienlichen Admini-  
cular-Collecten denen Capi der Länderen nach denen Kräfften und Weesenheit  
des Landes zu überlassen.

Die böhmische Länder könnten den Abtrag durch die Lifferung der Na-  
turalien sicher stellen;

die oesterreichische aber baar abführen. Zwei Drittel zu verinteressiren,  
ein Drittel gratis.

Der Abgang von 3 Millionen durch Subsidien der Capitalisten zu 3 %  
Interesse zu suppliren.

Die böhmische Heulifferung und Extraordinaria zu bedecken per 3 Millionen  
wird auf Hungarn und übriges unter denen angezeigten fundis mit keinen Ex-  
traordinario begriffenen Land angetragen.

### B. Ausweisung

Militar-Contributionale sämtlicher deutsch- und hungari- scher Landen . . . . .	14 251 530 fl. 46 kr.
Quinquenal . . . . .	85 969 " — "
Doppeltes Contributionale der deutschen Landen inclusive Wienn . . . . .	10 199 242 " 58 $\frac{1}{2}$ "
Von der Staatskanzlei . . . . .	6 000 000 " — "
Anticipation von Capitalisten . . . . .	3 000 000 " — "
Vom Banco wird gehoffet incl. der 1200 fl. und Kupfer- müntzen . . . . .	6 000 000 " — "
	(sic!) 39 536 742 fl. 44 $\frac{1}{2}$ kr.

Abgang . . . . . 1 929 657 fl. 15 $\frac{1}{2}$  kr.

Gratisportionen . . . . . 1 456 241 " — "

Mithin noch abgangig . . . . . 473 416 fl. 15 $\frac{1}{2}$  kr.\*

112 (104). Protokoll der Konferenz\*) vom 26. Mai 1759. (Nach Kheven-  
hüllers Aufzeichnungen.)

„Der neue französische Tractat. Der vorige geheime Tractat hat müssen  
etwas chimaerisch sein, um Franckreich durch die Locke der Niederlande herbei  
zu bringen. Nunmehr ist das beiderseitige Vertrauen etabliret. Ungehindert  
des etwas anstössigen Tractats mit Würtemberg können wir uns auf Franckreich  
verlassen; bei Erreichung großer Objecten muß mann zuweillen kleine Fähler  
nicht ansehen.

Legitur: ein Extract aus beiden Tractaten, um die Differenz des eines und  
des anderen zu observiren, nebst dem Begleitungsrescript an Gr. Starhemberg.

Die beiliegende Extractus und Anmerkungen\*\*) geben das beste Licht  
über die heutige Conferenz, als welche bloß aus Formalitet gehalten worden, um  
wegen der Ratification des neuen Tractats ein und anderes zu observiren.

Die Anecdote wegen Würtemberg bestehet darinnen, daß Franckreich  
eben einen geheimen Tractat mit disen Hof geschlossen und darinnen aus-

\*) Anwesend: das Kaiserpaar, Ulfeld, Colloredo, Khevenhüller, Batthyany, Kaunitz, Binder,  
Kollenbach.

\*\*) S. Beilage.

drücklich stipuliret, daß dessen Kraft auch in jenem Fahl existiren sollte, wann erstere Cron mit unß nicht mehr in der nemmlichen geheimmen Connexion sein sollte etc.

Zulezt wird gesprochen von einer Recompens für dem Gr. v. Starhemberg, die Kaiserin glaubet den Toison; der Kaiser lasset darüber votiren und williget juxta unanimia dazu ein, worauf ihme rescribiret wird, sich diser wegen nach Brussel zu verfügen, um den Orden aus den Händen des Printzen Carls zu erhalten; diser Herr nehmet dadurch Gelegenheit, mittelst Abschickung eines eigenen Curriers den Toison auch für den Gr. Cobenzel zu erzwingen.“

#### Beilage.

Randbemerkungen: „1° Der Hauptendzweck ware, dem neuen Systemati seine völlige Consistenz zu geben und die alte Jalousie nach und nach auszuwetzen. 2° Der Anstand wegen der Stipulirung der Abgab von Magdeburg etc. an Sachsen in der russischen Convention wird sich von selbst heben, wann es zum Frieden kommet. 3° Der verbindlichste ist der Art. 12, nemmlich die Stipulirung, daß Franckreich alle Kräfte anwenden wolte, um uns zum Besitz von Schlesien und Glatz zu verhelffen. 4° Item der 13., daß Franckreich ohne uns nicht Frieden machen wolle. 5° Das einzige, so einige Attention verdienet, ist, daß Franckreich gar nichts vor sich stipuliren wollen.“

Die neuen, mit Frankreich geschlossenen Konventionen waren am 30. März 1759 von Starhemberg und Choiseul zu Versailles unterzeichnet worden; den ostensiblen Vertrag hatte man aber vom 30. Dezember, den geheimen vom 31. Dezember 1758 datiert, „um — so heißt es in einer Notiz Khevenhüllers — den vorigen geheimmen und nunmehr abolirten Tractat vom 1. Maii 1757 desto natürlicher und sicherer verbergen zu können“.

„Das weesentliche dieses neuen Tractats — bemerkte Khevenhüller — besteht eigentlich darinnen, daß der Neutralitäts- und Defensiv-Tractat vom 1. Maii 1756 zum Grund geleet und französischer Seits übernommen worden, eine Armée von 100.000 M. denen Bundesgenossen des Königs in Preußen im Reich entgegen zu setzen, die versprochene Subsidien an Schweden allein auszuzahlen, das in unsern Erblanden versamelte und zu der französischen Armee gestossene chursächsische Corps zu unterhalten und alles mögliche anzuwenden, daß Schlesiens und Glatz dem Feind entrissen und durch den künftigen Frieden unser Erzhauß versicheret, auch Chursachsen die hinlängliche Entschädigung verschaffet werde; wogegen wir unserem wichtigen Ruckfallbrecht auf die Herzogthümer Parma, Piacenza und Guastalla — wann sich der in dem Aachner Frieden ausgedruckte Eröffnungsfall ergeben, auch Neapel dem Großherzogthum Toscana den sogenannten Stato de' Presidj abtreten und seinen vermeintlichen Ansprüchen auf die medicäische Allodialverlassenschaft vor beständig entsagen sollte — zum Favor des Infanten Don Philipp und seiner Descendenz verzichten.“

Das Reskript an Starhemberg ist vom 27. Mai 1759 datiert. (Staatsarchiv.)

113 (107). Vgl. Waddington III, 21.

114 (112). Dies erhelt auch aus dem im Wiener Diarium enthaltenen „Journal“. (S. unter anderem ad Nr. 57 vom 18. Juli 1759.)

115 (113). S. Waddington III, 404 ff.

116 (114). Das Reichsfürstendiplom ist vom 28. Mai 1759 datiert. (R. R. B. Franz I., Band XXI, 479 ff. Mainzer Erzkanzler-Archiv, Standeserhöhungen F. 4. [1761, Broglies Fürstenstand betreffend].) (Staatsarchiv.)

117 (114). Graf Julius X. von Hamilton war am 27. Januar 1746 zum Geheimen Rat ernannt worden. (Staatsarchiv.)

118 (114). S. Eintragung vom 5. Januar 1759, S. 82.

119 (115). Konferenz\*) in transilvanicis.

„Gr. Ulfeld referierte den bisherigen Hergang des raitzischen Unweesen, in specie die Benennung des neuen schismatischen Bischofs bet<sup>d</sup>, vermainet aber finaliter, daß, weil der siebenbürgische Canzler in procinctu stehet, als Commissarius zur Diaet abzugehen, man mit der Publication des Bischoffs zuwarten könnte, um zu sehen, ob nicht etwann durch simple Benennung eines Prothopopen denen non unitis genugsamm providiret wäre, zumahlen die bishero vorgewante Motus und Emigrationes sich nicht so verificirten. Graf Bethlen und ich accediren diser Meinung. Colloredo aber und Kaunitz glauben hingegen, daß es bei denen bisherigen Conferenzschlüssen simpliciter zu belassen sei, weil sie nicht einsehen könnten, was die Commission in loco für weitere und anständigere Mitteln, als die Benennung eines exemten Bischoffs an Hand geben würde etc. Bartenstein inclinirte zwar auch zur Dilation, ist aber übrigens in substantia ebenfahls der Meinung, daß es mit einem Prothopopen nicht so schicklich wie mit einem Bischoff sein würde etc. Die Kaiserin hat biß dreimahl umfragen und sogar die Vota der Hofrätthen vernehmen wollen, ehe sie in einer so häcklichen Gewissenssach zu concludiren sich entschließen können, und zulezt reducirte sich alles auf die Hauptfrag, ob es besser sei, die Raitzen, wie bishero in Siebenbürgen gewesen, unter der geistlichen Jurisdiction eines fremdden Bischoffen oder Metropolit in turcicis oder sonstigen Extranei zu lassen, als ihnen einen Unterthan pro episcopo zuzugeben? Die Majora fiellen sodann pro designatione episcopi aus, jedoch haben die Hofrätthe kein anderes Motivum, als daß sie glaubten, weil denen non unitis die Toleranz bereits publice et legaliter eingestanden worden, so müste ihnen auch nothwendiger Weis ein episcopus in loco residens verwilliget werden. Wir drei verbliben aber bei unserer Contradiction aus Ursachen, weil 1° in facto noch nicht richtig, ob die Benennung des Bischoffs der Union nicht den lezten Stoß geben würde, wie es der siebenbürgische Canzler befürchtet; 2° kein periculum in mora vorhanden sei, indeme die besorgende Motus nicht existiren und der Emigrationsgeist meistens ausgeraucht, nachdeme ein und anderer Emissarius hinweg gebracht und von denen Magistratibus mehrerer Eiffer contra concitatores gezeiget worden; 3° die Toleranz zwar allen Zwang der Religion aufhebet, jedoch weder einen Bischoff in loco, noch sonsten derlei Begünstigungen verlanget, wodurch der dominanten Religion einiger Eintrag geschehen könnte etc.

Die Kaiserin concludiret endlichen jedoch mit sehr schwären Herten juxta majora, befiehlt aber zugleich dem siebenbürgischen Canzlern, in seiner Anwesenheit bei den Landtag eiffrigst besorget zu sein, damit durch dise Ernennung des schismatischen Bischoffs der Union kein Eintrag geschehen, ihme seine Diocoes clar ausgewisen und durch die ertheilende Instruction aller Gewalt benommen werde, aus denen Schrancken seines Ammts schreiten zu können.“

\*) Anwesend: das Kaiserpaar, Ulfeld, Colloredo, Khevenhüller, Kaunitz, Bethlen, Bartenstein, Schmidlin, Benöck, Binder.

Diesen Aufzeichnungen Khevenhüllers liegt ein „Conceptus protocolli ministerialis conferentiae“ von fremder Hand bei.

120 (118). Schlacht bei Paltzig. (Waddington III, 130 ff. 134 ff.)

121 (119). Am 25. Juli hatten die Russen auch Crossen besetzt. (Ibid. III, 141.)

122 (119). Schlappe bei Spremberg, 1. August 1759. (Ibid. III, 147.)

123 (120). „... le roi se confessait à Villaviciosa au curé du palais lequel — so referierte Graf Rosenberg am 8. August 1759 — l'a trouvé si tranquille et dans un interval si assuré qu'il a déclaré la confession valide et lui a donné en conséquence formellement l'absolution. ... Il n'est plus question d'embarras à la langue qui n'était qu'une grimace, mais on soutient la fièvre et l'extrême faiblesse du roi. Le médecin répète ce qu'il a dit au commencement de la maladie que le roi mourrait dans son bon sens ...“ (Staatsarchiv.) Der König starb jedoch (am 9. August zwischen 11 und 12 Uhr nachts), ohne die Besinnung erlangt zu haben.

124 (121). Schlacht bei Kunersdorf.

125 (124). Diese Beilagen (Abschriften des Berichts Laudons vom 13. August 1759,\*) des Schreibens Maria Theresias an die Zarin\*\*) und des Reskripts an Esterházy\*\*\*) sind jedoch dem Tagebuche nicht beigeheftet.

#### A.

Maria Theresia an Esterházy. Wien, 19. August 1759. (Staatsarchiv.)

„Als Wir den 8. d. Unseren herzlichen Glückwunsch Unserer schätzbarsten Bundesgenossen, der russischen Kaiserin M., wegen dem den 23. Julii von ihrer Armée erfochtenen herrlichen Sieg an dich abfertigten, so ware Unsere ausnehmende Freude annoch mit vieler und nicht ungegründeter Besorge vermischet, daß der gefährliche Feind sich des Marches dieser Armée nach Franckfurt zu nuzen machen und entweder derselben einen Uns wo nicht mehrers, jedoch ebenso empfindlichen Streich, als wan er allein Unsere Troupen betroffen hätte, beibringen oder aber seine ganze Macht vereinigen und mit solcher Unserer zertheilten Armée auf den Leib fallen dörfte.

Wir haben hiebei in billige Erwegung gezogen, daß die rußisch-kaiserl. Kriegsmacht durch die erwehnte Schlacht allschon das Eiß gebrochen und daß der erhaltene Vortheil nicht ohne Noth in Gefahr zu sezen, sondern derselbe mittelst Vereinigung der beiden kais. Armeen durch eine nahmhaftere Überlegenheit in Händen zu behalten und weiters zu betreiben seie.

Aus dieser Betrachtung wurde Unsererseits wohlmeinend darauf angetragen, daß die rußisch-kaiserl. Armée sich nach Schitlow oder Crossen an die Oder zu ruckziehen und der Orten die Conjunction mit dem FM. Grafen von Daun bewerkstelligen möchte, woraus sich von selbst ergiebet, wie eifrig man Unsererseits besorget gewesen, die russisch-kaiserl. Armée aus der Gefahr eines unglücklichen Treffens zu ziehen oder solche wenigstens mit ihr zu theilen. Es hatte sich auch die rußisch-kaiserl. Generalität allschon willfährig hierzu erklärt

\*) Abgedruckt in Sybels histor. Zeitschrift XXIII, 336 ff.

\*\*) Das Konzept dieses Schreibens konnte nicht aufgefunden werden.

\*\*\*) Beilage A.

und Wir erwarteten mit dem größten Verlangen die Nachricht, daß der Ruckmarsch nach Crossen und die Conjunction glücklich bewerkstelliget sei.

Allein der göttliche Beistand, die Vermeßenheit und das allzu große Vertrauen des Feindes auf sich und seine Macht, wie auch der ganz außerordentliche Heldenmuth und die Standhaftigkeit der rußisch-kais. Armée haben einen weit glücklicheren und glorreicheren Ausschlag veranlaßet, als Wir vorgesehen und Uns mit Wahrscheinlichkeit versprechen können.

Der König in Preußen ware allzu sehr durch Übermuth und Rachbegierde über die erlittene letzte Niederlage verblindet, als daß er auf gemäßigte Entschließungen verfallen und darauf bedacht gewest wäre, durch geschickte Bewegungen und Marches seine verschlimmerte Umstände wiederherzustellen. Es ist also den 12. d. sein verzweifelter Angriff und ein solches Blutbad erfolgt, wovon wenige Beispiele in den Geschichten zu finden sind.

Wir gönnen von Grund der Seele denen russisch-kaiserlichen Waffen die neue ganz außerordentliche Glori, so sie durch ihren Heldenmuth und mit ihrem Blut erfochten; aber in 3 Wochen-Zeit 2 solche hartnäckige Schlachten zu liefern, ist zu viel und der Verlust solcher unverdroßener Kriegsmänner gehet Uns mehr zu Herzen als wan Unsere Armée den Abgang erlitten hätte. Was Uns noch hiebei trösten kan, ist die große Niederlage, so der Feind erlitten; er kan sich von solcher nicht leicht wieder erhohlen, wan Wir Uns nur den erhaltenen Vortheil recht zu nuzen machen und solchen durch die Überlegenheit behaupten.

Die große Absicht der Conjunction der zwei kais. Armeen ist, Gottlob! glücklich erreicht, diese stehen in dem Centro der feindlichen Landen; die Elbe- und Oder-Flüsse dienen dem Feind nicht mehr wechselweise, an dem ein- und an dem anderen den großen Theil seiner Macht hinzuwenden; und bei den dermaligen Umständen dörfte ihm keine andere Auswahl übrig bleiben, als entweder seine Residenzstadt Berlin, einen großen Theil der Markt und Sachsen preißzugeben oder aber seinen Bruder, den Prinz Heinrich, mit dem in Schlesien zuruckgebliebenen Corps d'Armée an sich zu ziehen und solchergestalten den Rest seiner Macht zu vereinigen.

In dem ersten Fall findet sich die sieghafte rußisch-kais. Armée nicht nur durch das Laudohnische, sondern auch durch das Haddikische Corps würcklich verstärket, folglichen um ein namhaftes zahlreicher als sie vor der letzten Schlacht gewesen; da hingegen der Feind sich vast um die Helffte geschwächt befindet und von keiner Seiten eine namhafte Verstärkung zu hoffen hätte. Immittelst sähete sich Unser FM. Graf von Daun im Stande, dem Prinz Heinrich recht auf den Leib zu gehen, ihn aus seiner dermaligen vortheilhaften Position zu verdringen, immer mehrers einzuschließen und in Schlesien durch Eroberung einiger Vestungen zu Behauptung der künftigen Winter-Quartiers vesten Fuß zu faßen.

Solte aber Prinz Heinrich, wie es allerdings sehr wahrscheinlich ist, dem König zu Hülffe eilen und Schlesien verlassen, so kan Unserem FM. nicht verhindert werden, sich nebst dem Laudohnischen und Haddikischen Corps mit der rußisch-kais. Armée zu vereinigen und solche vortheilhafte Positionen zu erwählen, welche entweder den Feind abhalten, eine neue decisive Schlacht gegen die zahlreichere sieghafte Armée zu wagen und alles auf einmahl auf die Spitze zu sezen, oder aber die combinirte Armée erhalte die Gelegenheit, den Feind in ihrem Vortheil dergestalt zu empfangen, daß dieser völlig außer Wehrstand gesetzt und dem Krieg auf einmahl ein glückliches Ende gemacht würde.

Es sind also die dermalige Umstände, Gottlob! so beschaffen, daß die vergnüglichsste Folgen mit vieler Wahrscheinlichkeit angehoffet werden können, wan nur mit vollkommenem Einverständnis zwischen der Generalität zu Werck gegangen und ein solider Operationsplan zum Grund geleet würde.

In dieser Absicht hat der FM. Graf von Daun Unseren FML. Grafen Lasci eigends zur rußisch-kais. Armée abgeschicket, damit dieser den wahren Stand der Sachen vollständig erläutere und in gemeinschaftlicher Überlegung ziehe, was für weitere Maaßnehmungen beiderseits in das Werck zu stellen seien.

Dem Ausschlag dieses zu nehmenden Concert sehen Wir mit so größerem Verlangen entgegen, da alles übrige, was noch in dieser Campagne geschehen kan, hiervon abhanget; und nachdem es der combinirten Armée nicht wohl fehl schlagen kan, den König, wo nicht immer weiters zu verdringen und in die Enge zu treiben, jedoch dergestalten zu beschäftigen, daß er sich außer Stand gesezt befinde, denen dieseitigen Operationen in Schlesien und Sachsen einige Hindernis in Weeg zu legen; so ist Unseres Ermeßens, sich hauptsächlich dahin zu bestreben, daß denen rußisch-kais. Troupen sichere und gute Winterquartiers längst der Oder verschaffet und zu dem Ende einige Vestungen noch in Zeiten erobert werden. Solchergestalten hätte die Armée Unserer schätzbarsten Bundesgenossen den Winter hindurch nichts zu besorgen, die Communication mit Pohlen und Preußen offen und nicht nur einen sehr beschwerlichen Ruckmarsch nebst vielen Kosten erspahret, sondern auch dem Feind alle Hofnung benohmen, in dem künftigen Fruhjahr und noch ehender, als Uns von Unseren Bundesgenossen einige Hülf geleistet werden kan, den Schaden wieder einzubringen und sich von der Oder Meister zu machen.

Wir hoffen zwar von der gegenwärtigen Campagne weit mehrere vergnügliche Folgen; solte jedoch der ganze Nuzen nur darinnen bestehen, daß Wir einen festen Fuß in Schlesien erhielten und die rußisch-kais. Armée den Winter darinnen sicher und gut zubringen könnte, so wäre hiermit schon ungemein vieles gewonnen und dem Feind nicht nur an den Einkünften und Lebensmitteln, sondern auch in der Recroutirung der empfindlichste Schaden zugefüget und Uns der Vortheil verschaffet, daß Wir die Communication mit der rußisch-kais. Armée aus Mähren und Unseren übrigen Erblanden sicher unterhalten und in Pohlen den etwaigen Abgang an Fourage aufbringen könnten.

126 (124). S. Arneth VI, 40 ff. Waddington III, 182 ff.

127 (125). } Diese Stücke liegen nicht bei. Vgl. jedoch über die See-

128 (125). } schlacht bei Lagos und die Niederlage bei Minden: Waddington III, 360 und 63.

129 (125). Das Konferenzprotokoll konnte nicht aufgefunden werden. Zur Beratung gelangte: der Toreggianische Brief an den Erzbischof von Kalocsa („die Anfrag des Status der Cassae parochorum betreffend“) und der Eingriff in die geistliche Jurisdiktion zu Zips. Der Konferenz wohnten bei: Ulfeld, Colloredo, Khevenhüller, Kaunitz, Palffy, Binder, Koller. (Nach einer Aufzeichnung Khevenhüllers.)

130 (125). Dieser Konferenz wohnten bei: das Kaiserpaar, Ulfeld, Colloredo, Khevenhüller, Batthyany, Kaunitz, Binder, Hochstetter. Gegenstand: die Unterhandlungen mit Neapel. „Seit der lezten Conferenz in hac materia — so heißt es in Khevenhüllers Repertorium — waren verschiedene Berichte vom

Neipperg eingeloffen, nach welchen der neapolitanische Hof gar schlechte Lust zur Festsetzung der Negociation bezeigete und zumahlen nichts weiteres ohne französesches Zuthun und Concert abhandeln wolte; nach der letzteren Epoque aber des Ableibens des Königs in Spannien fienge Tanucci theils directe, theils indirecte durch den französeschen Bottschaffter d'Ossum wieder zur Sprach zu kommen und endlichen zu erclären, daß, wann wir von der Anforderung des ganzen Stato di Presidi abstehen und selbe auf die Helffte beschränken wolten, der König ihme die Vollmacht gegeben hätte, die Handlung über disen und übrige Puncten anzugeben etc. Quaeritur, ob mann also in hoc supposito, daß mittelst disseitiger Begnügung der Helffte der Presidi der Tractat geschlossen werden könnte, die Handlung anzubinden oder allenfahls auf das erstere Begehren des ganzen Stato bestehen und mithin die Handlung lieber abbrechen und fallen laßen wolle.

Concluditur per unanimia, sich allenfahls mit der Helffte der Presidi zu begnügen, weillen 1° Neapel unser Reversionsrecht niemahlen anerkennt, mithin uns keine Indemnisation schuldig; 2° wir disem Recht ohnedeme bereits durch den leztern Tractat mit Franckreich renunciiret; 3° es dermahlen auf die Gewinnung des neuen spahnischen Hoffes ankommen und 4° selben zu überzeugen, daß die Veränderung wegen der Hochzeitsabrede des Ertzherzogs Josephs keine Vorliebe für den Infanten oder sonstige politische Ursach zum Grunde gehabt etc.“

Bei Beurtheilung dieser Frage — so referierte Kaunitz — sind unter anderen die folgende Betrachtungen in Erwegung gezogen worden u. z.

1<sup>mo</sup> könne man nicht in Abrede stellen, daß Neapel durch keinen Tractat oder andere rechtliche Ursach verbunden seie, E. M. für den Verzicht auf die drei Herzogthümer Parma, Piacenza und Guastalla eine proportionirte Entschädigung zu bewilligen und andurch seines Brudern des Infanten Don Philipp Etablissement vollkommen sicherzustellen. Zwar schiene

2<sup>do</sup> die Convenienz dem ernanten Hof anzurathen, daß er durch eine gütliche Handlung seinen Brudern selbstn mehrers binden und sich vor deßelben künftigen Ansprüchen auf die neapolitanische Succession sicher stellen mögte. Nachdem aber der allerchristlichste König bereits im Jahr 1753 durch eigenhändige Schreiben die Errichtung der neapolitanischen Secundo-Genitur für rechtmäßig anerkennt und Neapel seither der Erledigung des spanischen Throns die kräftigste Unterstützung von Engeland und anderen Höfen zu hoffen habe, so falle auch die Besorgnuß und die hieraus für Neapel erwachsende Convenienz von selbstn hinweg.

3<sup>do</sup> hat zwar der französesche Hof in dem den 30. Decembris 1758 mit E. M. geschlossenen Tractat sich verbindlich gemacht, seine nachdrückliche bona officia bei Neapel dahin einzulegen, daß dieser Hof den Stato de' Presidj in terra ferma an das Großherzogthum Toscana abtreten möchte. Allein es seie auf die Würckung dieses Versprechens kein sonderlicher Staat zu machen; und da dem neapolitanischen Hof nicht unbekannt wäre, daß eines Theils seine Freundschaft auf allen Seiten gesucht werde und daß anderen Theils E. M. sich bereits aus Antrieb verschiedener weit wichtigerer Bewegursachen zum Verzicht des Ruckfallsrechts auf die drei Herzogthümer würcklich anheischig gemacht haben, so sehe Neapel um so weniger eine dringende Ursach vor sich, onerose und ihm unanständige Bedingnüßen zu bewilligen.

4<sup>to</sup> habe dieser Hof sich zur Zeit, als noch das dreifache Vermählungsgeschäft mit denen übrigen Handlungen verbunden ware, nicht anderst zur Cession des Stato de' Presidj einverstehen wollen, als wenn dagegen des Kaisers M. sich entschließen, den auf der Insul Elba gelegenen Porto Ferrajo an Neapel abzutreten. Es seie also vor demahlen und nachdem die Zerschlagung der dreifachen Vermählungs-Abrede so vielen Unwillen verursacht, nicht der mindeste Anschein vorhanden, daß Neapel ein mehrers, als durch die zweijährige Tractaten des Grafen Firmian nicht zu erhalten gewesen, eingestehen und sich den dießseitigen Verlangen fügen würde.

5<sup>to</sup> Wann sich aber die jetzige Handlung völlig zerschläge, so stünde nicht vorzusehen, ob solche wieder mit anhoffendem Nutzen in Bewegung zu bringen seie; und da man sich dießseits auf kein Recht gründen könne, ein mehreres von Neapel anzuverlangen, so wäre dem a. h. Dienst allzeit vorträglicher, einen Theil des Stato de' Presidj, als gar nichts von demselben zu überkommen; und wann sich einmahl die Helffte in des Kaisers M. Besiz befände, so dörfte es künftighin um so leichter fallen, auch den Überrest an sich zu bringen.

6<sup>to</sup> So viel auch den neapolitanischen Verzicht auf die mediceische Allodia anbetrifft, so haben zwar des Kaisers M. ein best gegründetes Recht in dem Testament der verstorbenen Churfürstin vor sich; da aber gleichwohlen dem neapolitanischen Hof einige Scheingründe nicht ermangeln und so vieles seine Richtigkeit hat, daß in der Compiegner Convention von 1738 der Streitt ad amicabilem compositionem ausgestellt und andurch in gewisser Maaß ein Jus litigiosum unter Souverainen anerkennt worden, so seie allezeit von großer Wichtigkeit, dergleichen Ansprüche für beständig aus dem Weeg zu raumen und andurch die Veranlaßung zu künftigen gefährlichen Weiterungen abzuschneiden, welches um so größere Rücksicht zu verdienen scheine, da

7<sup>mo</sup> Engeland und vermuthlich auch Sardinien die Gelegenheit nicht aus Handen laßen würden, den spanischen und neapolitanischen Hof durch die Beisorge wegen der weit aussehenden dießseitigen Absichten in vergrößertem Mißtrauen zu unterhalten und in feindliche Maaßnehmungen einzuleiten. Da hingegen diese widrige Absichten auf einmahl vereitelt würden, wann die Convention mit Neapel zum glücklichen Schluß gebracht werden sollte.

8<sup>vo</sup> Nicht weniger hat die Staatsbetrachtung von großer Erheblichkeit zu sein geschienen, daß zwar vor demahlen von der spanischen und neapolitanischen Freundschaft kein sonderlicher Vortheil anzuhoffen wäre, daß aber deßen Feindschaft und vollkommene Abneigung die schädlichste Folgen nach sich ziehen dörfte, und daß gleichwohlen einen vergnüglichen Einfluß verursachen könnte, wann der neue spanische Hof durch die Zustandbringung der Convention von E. M. freundschaftlichsten Gesinnung immer mehrers überzeuget und der Grund zu einem beßeren Einverständnuß geleget würde.

(Vortrag an Maria Theresia vom 13. September 1759. Staatsarchiv.)

Im Sinne des Konferenzbeschlusses erging am 8. September ein Reskript an den Grafen Neipperg.

131 (126). Schreiben vom 23. August 1759. (Staatsarchiv.)

132 (126). Akten darüber finden sich im niederösterreichischen Landesarchiv. (Landtagshandlungen 1759, VII—XII.)

133 (127). S. Waddington III, 210 ff.

134 (128). Dem „Extract der beschenehen Anzeige“ entnehmen wir folgendes:

„Man hat den 20. d. mehrmahlen die Vorkehrung gemachet, an den Feind vorzurucken und in dessen Folge solches Tags darauf den 21. in den Vollzug gesetzt, daß der Feind nicht allein in seiner ohngemein vortheilhaften Position an 4 Orthen herzhaft angegriffen, sondern auch an Theilsorthen delogiret und Posto gefasset und hiebei 9 Canonen und 1 Estandart erobert worden; ja wir würden vielleicht eine complete Victorie erfochten und der Feind seine ganze ansehnliche Artillerie dabei verlohren haben, wann nur des H. Generalen der Cavallerie v. Hadick Exc. vermög aufgehabten Befehls dero Attaque zur rechten Zeit angefangen, solche anfänglich nicht verweigeret, nachhero aber nicht so lang damit verzögeret hätte; wie dann ein solches annoch leichtlich mit guten Nuzen hätte erfolgen müssen, wann dieselbe die Attaque von dero Cavallerie, welche ohnerachtet ihres sehr schlechten Standes, in dem sie sich befindet, unter Anführung deren HH. Generalen Gr. v. Schallenberg und Fürsten v. Lobkowitz sich sehr wohl verhalten, dann jene von der Infanterie unter Commando des H. Generaln v. Brentano, wo die beide Regimente Marschall und Giulay ganz allein mit aller Tapferkeit gefochten, nur noch um 4 Uhr nachmittag mit denen nicht weit von seinem Laager bis an die Anhöhe bei Bergitz vorgerückten übrigen 13 k. k. Bataillons unterstützt, dadurch aber die allschon von der Cavallerie in Rucken gehabte feindliche Artillerie und bereits erworbene Vortheile souteniret hätten.

Nachdeme aber nicht allein dieses unterblieben, sondern auch gedachten H. Generalns der Cavallerie Exc. dero Truppen noch in der Nacht ohnwissend des commandirenden H. Generalns Durchlaucht wieder zuruckgezogen, dadurch aber die allschon erworbene gehabte Vortheile anwiderum verlassen worden:

so sahe man sich in der Nothwendigkeit, dieselbe am 22. d. dahin zu beordern, die Communication mit der Reichsarmee vorwärts gegen den Feind sich zu öffnen und an solche anzuschliessen, worbei man unserer Seits nicht ermanglen würde, ihne kräftigst zu unterstützen, falls er aber sich nicht im Standt befinden solte, ein solches zu vollziehen, sich ruckwärts mit der Reichsarmee wieder zu conjungiren, um nicht allein Dresden hiedurch in Sicherheit zu sezen, sondern auch nach Umständen mit gesamter Hand das erforderliche vorzukehren.

Gleichwie nun den 22. nachmittags der Vollzug des letzteren von eröffneten H. Generalns der Cavallerie Excellenz bewürcket worden, so hat man den 23. vormittags die gesamt Armée in 34.000 M. starck anwiderum in das Laager vor Wilsdruff zuruckgezogen, theils um solche ausruhen und sich erhohlen, theils aber mit dem erforderlichen und nothdürftigen widerum versehen zu lassen, sodann aber nach Äußerungen das weitere mehr und zum drittenmahl vorzunehmen.

Nun kan man bei dieser Gelegenheit nicht ausser Acht lassen, zu eröffnen, daß, wann des H. Generaln von Hadick Excellenz nicht aufhören, statt die aufhabende Befehle in Vollzug zu bringen, entweder Vorstellungen dagegen oder andere Projecten zu machen, die Reichsarmee viel besser operiren wird, wann sie ohne dessen ohnehin abgematteten Corps sich befindet, er aber sich wider über die Elbe und dahin verfüge, wo er hin will, dann auf solche Arth wird dieser Armée nicht nur allein mehr Verhindernus, als Hülfe zugezogen, sondern man sezet sich zulezt auch noch in die Gefahr, daß man mit samt ihne wenig Ehre einlegen möchte.“ (Beilage eines an den kommandirenden FM. Herzog von Zweibrücken gerichteten Reskripts Maria Theresias, d. d. Wien, 28. September 1759. Staatsarchiv.)

135 (128). Vgl. Gaston Graf Pettenegg: Ludwig und Karl Grafen und Herren von Zinzendorf, 32 ff. 74 ff. Über die Reise der kurprinzlichen Familie nach Prag siehe unter anderem auch W. Lippert, Kaiserin Maria Theresia und Kurfürstin Maria Antonia von Sachsen, Briefwechsel 1747—1772. Nr. 37—42, Seite 36 ff.

136 (130). S. Waddington III, 252 ff. 326 ff.

137 (131). Mons. Ferdinando de Rossi, romano, patriarca di Costantinopoli, vice-gerente di Roma e canonico di S<sup>ta</sup> Maria Maggiore; Mons. Ignazio Crivelli, cremonese, arcivescovo di Cesarea, nuncio apostolico alla r. corte imperiale; Mons. Merlini, forlivese, arcivescovo di Atene, presidente di Urbino; Mons. Filippo Acciajuoli, fiorentino, arcivescovo di Petra, nuncio apostolico in Lisabona; Mons. Luigi Gualterio, d'Orvieto, arcivescovo di Mira, nuncio apostolico in Parigi; Mons. Girolamo Spinola, genovese, arcivescovo di Laodicea, nuncio apostolico in Madrid; Mons. San'te, veronese, vescovo di Padova; Mons. Ludovico Valenti, da Trevi, assessore del S. Offizio, fatto vescovo di Rimini; Mons. Costanzo Caraccioli di S. Bono, napoletano, uditore generale della camera; Mons. Marc Antonio Colonna, romano, maggiordomo di S. S.; Mons. Antonio Maria Erba Odescalco, milanese, maestro di camera di S. S.; Mons. Pietro Francesco Bussi, romano, decano della S. Rota; Mons. Gaetano Tantucci, ravennate, uditore della S. Rota; Mons. Niccolo Porelli, napoletano, tassoriere generale di Nostro Signore; Mons. Giuseppe Alessandro Furcetti, bergamasco, segretario della congregazione del concilio, e della residenza de' vescovi; Mons. Pietro Girolamo Guglielmi da Jesi, canonico di S. Pietro, e segretario della congregazione de' vescovi e regolari; Mons. Pietro Paolo Conti, da Camerino, canonico di S. Pietro, e segretario del Buon Governo; Mons. Niccolo Antonelli, di Sinigaglia, canonico in S. Giovanni in Laterano, segretario di Propaganda; Mons. Giuseppe Maria Castelli, milanese, commendatore di S. Spirito; Mons. Andrea Corsini, romano, pronotario apostolico; Frà Giuseppe Maria Orsi, domenicano fiorentino, maestro del S. Palazzo; Frà Lorenzo Ganganelli, da Urbino, ministro conventuale, consultore dell' S. Offizio.

138 (133). Schreiben des Königs vom 6. Oktober 1759. (Staatsarchiv.) Ferdinand, der dritte Sohn Karls III., wurde König von Neapel. (Pragmatische Sanktion Karls III. S. Wenck III, 212 ff.)

139 (134). Über diese Konferenz (anwesend: das Kaiserpaar, Ulfeld, Colloredo, Khevenhüller, Batthyany, Kaunitz, Binder, Kollenbach) zeichnete Khevenhüller folgendes auf:

„Den 3. d. hat Neipperg mit Tanucci anstatt der angetragenen Präliminarien eine förmliche Convention unterschrieben,\*) darinnen aber in drei Artikeln seine Instructionen überschritten: in 3<sup>o</sup>, weil er 1<sup>o</sup> anstatt der restringirten Expression maschile progenie die generale legitima discendenza gelten lassen und 2<sup>o</sup> die vorgeschriebene Reversions-Clausula im Fall der Extinction des D. Filippo Nachkommenschaft völlig ausgelassen, endlichen 3<sup>o</sup> bei dem Art. 6, wegen Piombino sich mit der neapolitanischen Renunciation auf das Besazungsrecht vergnügt, ohne selbes uns zu stipuliren, wie es leicht gewesen wäre. Quaeritur, ob die Ratification dißfahls zu versagen seie? et concluditur quod non, da bei gegenwärtigen Zeitläufften und zumahlen Spannen bei den künftigen Friedenshandlungen als Mediator eine große Rolle spielen würde, villmehr für ein Glück

\*) Wenck III, 206 ff.

zu achten, daß man nach jenem, was wegen des bekanten Vermählungsgeschäfts vorgefallen, Mittel gefunden, sich mit dem neapolitanischen und nunmehrigen spahnischen Hof von neuem zu setzen; weil aber in specie die erstere Abänderung nicht füglich geschehen kann, ohne wider den geheimen Tractat mit Franckreich und der darinnen zu Favor der Infantin Isabella stipulirten Successions-Ordnung zu schreiten und bei denen leztern zweien die Verbesserung ohne Schwürigkeit anzuhoffen stehet, so glaubet man durch eine vorschlagende Declaration,\*) die vor der Auswechslung der Ratificationen dem Tanucci zu übergeben wäre, das Versehene wieder repariren zu können; und da dieser natürlicher Weis etwas solches, ohne Rückfrag zu thun, sich nicht getrauen würde, so wird weiters für nöthig erachtet, den Grafen von Rosenberg hierüber ausführlich zu instruiren.

Hac occasione wurde ebenfahls die Quaestion erreget, was wegen des von dem neuen König in Spannien angenommenen Titels Carl der Dritte und Ertzherzog von Oesterreich etc. bei denen jetzigen so häcklichen Umständen, wo man sich darwider mit behörigem Nachdruck nicht an Laden legen könne, gleichwollen zum besten des Andenkens des verstorbenen Kaisers, als welchen der spahnische Hof auf solche Art gleichsamm aus der Zahl und Reihe seiner Könige auslöschet, verfüget werden könnte. Gr. v. Kaunitz hat zwar die Démarche des spahnischen Hofes einigermaßen darmit beschönigen wollen, daß bei dem Aranjuer Tractat der jüngst erblichene König Ferd. VI. die oesterreich-Titlen gleich seinen H. Vattern Phil. V. gebraucht und deßwegen kein Reservations-Articul in dem Tractat inseriret sich befinde, sondern man dahier sich mit einem Billet des damaligen Staats-Ministres Caravajal begnügt, welches er abgelesen und so in der That nicht vill zu unsern diffähigen Behuff in sich enthaltet; zu deme wäre man von dem Wiener Tractat de 1725 abgekommen, worinnen die beiderseitige Renunciationen stipuliret worden waren, etc.\*\*)

Nichtsdestoweniger habe ich in meinem Voto disen Punct etwas breitläuffiger berühret und mich beeiffert, zu zeigen, daß dise Benennung Carl der

\*) Vide Beilage A.

\*\*) „ . . . Es geschahen aber — so referierte Kaunitz — darwider [gegen die Titulatur Karls III.] folgende Erinnerungen, daß

1<sup>mo</sup> Spannien schon in dem Aachner Frieden wie auch bei dem Aranjuer Tractat sich des erzhertzoglichen Tituls gebraucht hätte, ohne daß diesem lezteren einige Reservation dieserthalben wäre beigefügt worden, wie doch bei der jezigen neapolitanischen Convention nach dem Beispiel des Aachner Tractats geschehen.

2<sup>do</sup> wäre bekannt, daß Spanien dardurch anzeigen wolle, daß es noch ein Jus successionis in Oesterreich von der Anne d'Autriche, welche mit Philippo 3<sup>to</sup> verheurathet und deren Tochter die Gemahlin Louis quatorze Königs in Franckreich gewesen, herführe; und obwohlen I. k. k. Ap. M. und Dero durchlauchtigste Abstammung darwider durch nachherige Tractaten sich hinlänglich gesicheret befinden, so dörfte dennoch Spanien in Ansehung deren übrigen Branchen schwerlich zur diesfälligen Renuntiation zu bringen sein.

3<sup>to</sup> hätte Spanien hiebevorn schon den Wiener Tractat von anno 1725 als durch die nachgefolgte Tractaten für aufgehelt angesehen und solches durch den Collemare förmlich erklären lassen, wie dann auch jener Tractat in denen jüngeren nirgendwo zum Grund geleget worden [N. B. von späterer Hand: „im Wiener Traktat von 1731 ist der frühere von 1725 ausdrücklich citirt“], wie doch sonst zu geschehen pflegte, wann dergleichen vorhergehende Verbindlichkeiten ihre unabgeenderte Kraft behalten sollen.

4<sup>to</sup> wäre von Franckreich keine Unterstützung zu hoffen, wann man solche gleich wieder obige spanische Titulatur Anmassung Tractaten- und bundsmässig anverlangen wollte. Alle andere Mittel zu Aufweckung dergleichen Strittigkeiten wären bei jetzigen Umständen theils bedenklich, theils aber nicht hinlänglich, um die Fortführung der von dem neuen spanischen Monarchen angenommene Benennung Caroli tertii und des Erzhertzog oesterr. Tituls zu verhindern. — — — — —

(Vortrag vom 3. November 1759. Staatsarchiv.)

Dritte der Gloire unseres höchst seel. Herrn nicht so indifferent sein könne, da selber in der That von der ganzen Welt als solcher Zeitlebens erkannt worden, diese Titulatur in allen Inscriptionen gebraucht und wann es auch de facto von dem Tractat de 1725 abgekommen, sein aus selbem erworbenes Jus so wenig verlohren, daß ihme von Spannen selbst der durch erst besagten Tractat eingestandene Titul eines Königs in Spannen immer fort continuiret und zugeleget worden; wie dann auch zu Folg diser Stipulationen und weil solche nur ad dies vitae gerichtet waren, die jetzige Frau nach dem Absterben ihres Herrn Vatters sich nicht mehr Infantin von Spannen geschriben. Es wäre demnach betrüblich, daß, da dieselbe ihres Orths sich der Vorschrift des Tractats de 1725 so getreulich gefüget, der spahnische Hof nicht allein darwider handeln, sondern seine Pointille so weit erstrecken wolle, den verstorbenen Kaiser rex Catalag. regni zu eliminiren und gleichsamm zu einem After-König von Spannen zu machen, etc. Ich glaubte also, daß zwar nach dem Vorschlag des Gr. Kaunitz keine scharffe und nachdruckliche Mesuren dermahlen einzuschlagen wären, nachdeme der neue König sich würcklich als Carolus III. proclamiren lassen und man in der Zeit der langwüthigen Unpäßlichkeit des lezthin verstorbenen Königs auf die dienliche Insinuationen nicht vorgedacht; allein nebst dem, daß Gr. Rosenberg nach den weiteren Antrag des Herrn Hofcanzlers zu declariren hätte, daß man von hieraus dem König diese angenehme Titulatur nicht eingestehen, vill weniger zulegen könnten, wäre auch alldienlicher Orthen in specie bei Franckreich unser billiges Mißfallen über diese spahnische Démarche zu erkennen zu geben, sodann sowohl in denen Erblanden, als auch im römischen Reich anzubefehlen, daß weder in Calendern, noch sonstigen genealogischen Wercken der neue König in Spannen unter den Nahmen Carl der Dritte eingedruckt werde, etc.“

Maria Theresia ließ gegenüber dem spanischen Gesandten keine Bemerkung über die Titulatur des neuen Königs von Spannen fallen. (S. Arneth VI, 68.)

A.

Il sottoscritto ministro avendo attualmente ricevuto da S. M. I. R. sua clementissima sovrana le ratifiche della convenzione stabilita con S. M. Catt<sup>a</sup> il giorno de' 3. ottobre scorso, hà nell' istesso tempo ricevuto il preciso ordine di obviare quanto mai sia possibile a tutti gli equivoci e contrasti, e perciò seguendo a camminare per le tracce di buona fede, e di candidezza, con cui opera la sua corte, di dichiarare in avanti, in che senso e maniera questa spiega qualche certi passi della succennata convenzione. Adunque

Primo: S. M. l' imperatrice-regina avendo ceduto e trasportato li trè ducati di Parma, Piacenza e Guastalla al serenissimo infante Don Filippo solamente per lui, e la Sua legitima progenie maschile. Si è perciò in conformità di questo vero senso della Sua cessione S. M. l' imperatrice-regina esibita negli articoli prealiminari, che furono alla corte delle due Sicilie comunicati, di essere disposta a rinunciare al Suo dritto di riversione servendosi a questo fine delle parole medesime di maschile progenie.

Tanpoco nella prima quanto nella seconda conferenza, che il ministro sottoscritto ebbe l' onore di tenere con S. E. il signore marchese Tanucci sopra l' oggetto della convenzione, di cui si tratta, furono difficultate o impugnate quelle stesse parole nè furono sottolineate nel progetto rimessole, come lo furono le altre, che pativano contradizione per parte dell' E. S. Però, essendosi ciò non

ostante inserta nell'istromento della convenzione già da' rispettivi ministri firmato e ritenuta l'espressione generica di legittima discendenza, il sottoscritto dichiara a nome della sua corte, che questa, sotto la detta espressione, altro non intende, che la sola discendenza maschile del Serenissimo infante.

Secondo: Nel 4<sup>to</sup> articolo del progetto de' articoli praeliminarj erano contenute le seguenti parole: „Mà estinguendosi e cessando tosto o tardi questa discendenza maschile legittima, li trè ducati di Parma, Piacenza e Guastalla avranno nuovamente a tornare a S. M. Apostolica l'imperatrice-regina o a suoi successori nel trono.“ Ora benchè queste parole fossero state omesse nel trattato de' 3. ottobre, questo però contiene quelle altre, che sieguono, cioè: „e sene spoglia in favore del Serenissimo infante Don Filippo e della sua legittima discendenza“, le quali parole secondo il naturale loro senso rinchiudono in se la tacita riserva, che estinguendosi quelli a favore di cui la rinunzia viene stipulata, avranno di rivivere nuovamente e riprendere vigore li dritti della parte rinunzianta; ad oggetto adunque di togliere sin d'ora di mezzo tutte le future contestazioni, e di procedere con lealtà e fede, il sottoscritto ministro dichiara pure preventivamente, che la sua corte intende d'inserire al suo istromento di cessione le surriferite parole: „ma estinguendosi etc.“ sino a quelle inclusivamente di „successori nel trono“.

Tertio: Nel 3<sup>o</sup> articolo del prelodato trattato de' 3. ottobre si stipula, che „S. M. Catt<sup>a</sup> anche in qualità di rè delle due Sicilie promette di non mantenere presidio o sia guarnigione nella città di Piombino o altro luogo in terra ferma del principato di questo nome“. Questa disposizione S. M. l'imperatrice-regina la intende di maniera, che in virtù d'essa questo dritto di guarnigione nel principato di Piombino in terra ferma sia a Lei divoluto e trasportato.

E questo è quanto il ministro sottoscritto ha ordine dalla sua corte di dichiarare ancora avanti il cambio degli istromenti delle ratifiche. (Staatsarchiv.)

140 (136). „Concluditur\*) juxta unanimiam, daß der Kaiser sich directe qua caput imperii in dises Geschäft nicht mischen könne, jedoch dem Churfürsten (von Mainz) mündlich zu erkennen (zu) geben wäre, daß er endlichen in casu necessitatis, sed non aliter, über sothanes Begehren mit dem französischen Hof sich einverstehen könnte.“ (Aus Khevenhüllers Konferenzrepertorium.)

141 (137). S. Arneth VI, 56 ff. Waddington III, 231 ff.

142 (140). S. Wiener Diarium Nr. 96 vom 1. Dezember 1759.

143 (140). S. Waddington III, 102 ff. 104 ff.

144 (140). Über diese Konferenz\*\*) findet sich in Khevenhüllers Repertorium folgende Aufzeichnung:

„ — — — — —  
B. Reischach hat gestern einen Currier aus dem Haag anhero geschicket und berichtet, daß Printz Louis von Braunschweig ihm und denen französischen und russischen Botschafftern unitim in Nahmen der Könige von Engelland und Preußen den gemeinschaftlichen Antrag gemacht habe, zu fernerer Ersparung des Menschenbluts et pour faire cesser le fleau de la guerre, einen Friedens-Congreß zu bestimmen.

\*) Der Konferenz wohnten bei: Kaiser Franz, Ulfeld, Colloredo, Khevenhüller, Kaunitz, Binder, Borlé.

\*\*) Anwesend: das Kaiserpaar, Colloredo, Khevenhüller, Kaunitz, Binder.

Dieser so unvermuthete Vorgang wird folgenden Muthmaßungen zugeschrieben: 1° weil der König von Preußen sich demahlen in der Enge und Engelland hingegen in sehr günstigen Umständen befindet, von welchen er also zu profitieren suchet, um seine Conditionen dardurch zu verbessern; 2° der König in Engelland als ein alter und vor seine deutsche Erblande mit einer persönlichen Vorlieb zugethanener Herr selbe von allen weiteren Überschwemmungen und Kriegsdrangsaalen je eher, je lieber zu befreien wünschet; 3° das engl. Ministerium sich hierdurch der spahnischen Mediation zu entledigen und endlichen 4° im Fahl wir und unsere Alliirte den Antrag eines Congresses decliniren wolten, das Odium auf uns zu schieben, die Nation noch mehr zu erbitteren und andurch desto ergebigere Subsidien herauszudrücken suchet etc. Diese letztere Absicht zu vereiteln und die disseitige Friedfertigkeit zu bezeigen, glaubet man also der Antwort an den Printz Louis eine solche Tournure geben zu sollen, daß zwar einerseits dem Antrag die Hand gebotten, anderseits aber die beide Kriege nicht confundiret und der Besorgnus eines weiteren Verlangens d'une suspension d'armes vor der Hand ausdrücklich vorgebogen werden möge. Kaunitz hat in dem Esprit eine Gegen-Declaration entworfen,\*) worinnen diese drei Hauptidéen combiniret sind; anstatt la guerre heißt es les guerres, und gegen allen voreiligen Waffenstillstand wird sich in terminis verwahret.“

Am Rande notierte Khevenhüller folgendes:

„Sie wollen Spannien nicht haben pro mediatore.

Achen. Starhemberg.

Parties belligérantes; imperii nomine, weil der Reichskrieg certo modo nicht declariret. Schweden ist nur Garant. Alles kommet an auf Rußland; mit jenem Hof am verträulichsten zu concertiren. Ihme die Indemnisation zu versprechen; die zwei Millionen; in casu Schlesien.

Preussen ist gedruckt.

Hanoverisches Ministerium fürchtet Krieg sur le continent.

Die spahnische Mediation; König selbst, alt, liebet sein Erbland.

Harangue des Königs.

Sich vor der Nation justificiren.

Subsidien erhalten.

Congress von darumen nicht ausschlagen.

Bernis vorn Jahr.

Achen.

Starhemberg.

Mit Rußland unirt.

Damit die Alliirte nicht desparirt.

Keine Suspension d'armes.

Entschädigung vor Rußland.

Die zwei Millionen.

Mächte einzuladen.

Parties belligérantes, pourparler.“

„Noch vor Ankunft Unsers gegenwärtigen Couriers — so schrieb Maria Theresia an Starhemberg nach Paris — wirst du bereits von dem französischen Ministerio die Nachricht erhalten haben, daß im Nahmen deren Königen in

\*) S. Waddington III, 490. Arneth VI, 70 ff.

Engeland und Preußen mittelst einer denen Ministern im Haag ausgestellter Declaration auf einen Friedens-Congreß angetragen werde.

Auf einen dergleichen Vorschlag haben Wir Uns schon längstens versehen; Wir konnten aber nicht wohl vermuthen, daß Unsere Feinde am ersten darauf verfallen würden.

Die erwehnte Declaration ist sonder Zweifel ein Werk der preußischen Bearbeitungen und zu dieses Königs vorzüglichen Vortheil eingerichtet, da sie die zwei Kriege mit einander vermischet, auf eine General-Pacification antraget und das Friedens-Geschäft in solche Umstände verzet, daß sie den glücklichen Fortgang der englischen Waffen und die preußische Erschöpfung der innerlichen Kräften so zu sagen in eine Massa zusammengießet und den ernannten König der englischen Vortheillen mit theilhaftig machen will.

So außerordentlich der englische Betrag an sich ist, so wenig kann die Gestalt, welche man feindlicher Seits dem künftigen Friedens-Geschäft geben will, mit Unseren Umständen und Interesse übereinkommen. Was aber hierbei am meisten bedenklich fallen muß, ist die Betrachtung, daß die feindliche Declaration nicht nur mit des französischen Hof's ängstlichem Verlangen nach einem baldigen Frieden, sondern auch mit seinen weesentlichen Vortheillen vollkommen übereinstimmt, folglichen Unsere und die französische Absichten und Maaßnahmen bei dem gegenwärtigen Vorfalle nicht gleichförmig sein können.

Dann so sehr Preußen dabei gewinnt, daß ihme die englische Vortheille zu guten kommen sollen, so viel dörfften Wir dabei verlieren, wenn die wiederige französische Umstände Uns mit auf Rechnung gesezet und die zweierlei Kriege, welche Wir bei Errichtung Unsers Tractats mit Franckreich so sorgfältig von einander unterschieden, in eine Friedens-Negotiation verwandelt würden.

Wir haben dahero bei Unserer gestrigen Berathschlagung in behörige Erwegung gezogen, ob es nicht zu Vermeidung Unsers besorglichen großen Nachtheils am vortrüglichsten seie, in Unserer auszustellenden Gegen-Declaration eines Theils mit ausdrücklichen Worten zu bemercken, daß Wir an den Krieg zwischen Engeland und Franckreich gar keinen Antheil nehmen und anderen Theils nach Beschaffenheit der Gegenständen auf zwei unterschiedene Friedens-Congresse anzutragen, deren einer und zwar der Unserige mit Preußen etwa in Pohlen, der andere aber nemlich der französische und englische in Holland als in neutralen Landen abgehalten werden könnte.

Beides wäre sonder Zweifel der Natur und Eigenschaft des Friedens-Geschäfts, wie auch Unserem Interesse ganz gemäß. Allein Wir musten zugleich in Erwegung ziehen, daß sowohl Franckreich als Engeland an Unserem Krieg mit Preußen weesentlichen Antheil nehmen; daß dieser Krieg aus dem englischen erwachsen und beide gewißermaßen in einer unzertrennlichen Verknüpfung stehen, daß Unsere auf die erwehnte Art eingerichtete Erklärung dem französischen Hof sehr empfindlich und bedenklich fallen müße; daß sie sowohl von dem ernannten Hof, als von Unseren Feinden gänzlich verworffen werden und dem schädlichsten Mißbrauch ausgestellt sein dörfte; und daß hieraus, wo nicht mehrere, doch ebensoviele Gehäßigkeit bei Freund und Feinden auf Uns verfallen würde, als wann Wir schlechterdings die Veranlaßung eines Congresses verwerffen.

Um also Unseren Feinden die erwünschte Gelegenheit des Mißbrauchs nicht in die Hände zu spielen, einen thunlichen Mittel-Weeg einzuschlagen und

dannoch Unseren Endzweck zu erreichen, so haben Wir den eifertig entworfenen Aufsatz der Gegen-Declaration begnethet. — — — — —

Wie du von selbstern ermeßest wirst, so haben diese vorläufige Nachrichten nur zu deiner geheimen Belehrung zu dienen; und da es bei so häcklichen als critischen Umständen haubtsächlich darauf ankommen will, die eigentliche Gesinnung, Absichten und Schritte der übrigen Höfen in Zeiten zu erforschen und hiernach Unsere weitere Entschließungen auszumessen, so hast du auch hierauf dein vorzügliches und unermüdetes Augenmerck um so mehr zu richten, da ganz zuverlässig vorzusehen stehet, daß der französische Hof bei dem Friedens-Geschäft mit einer außerordentlichen Lebhaftigkeit zu Wercke gehen und nichts unversucht laßen werde, um Uns durch gute und böse Worte in seine Absichten einzuleiten und den Frieden zu überschnellen.

Wenn Wir also jemahlen mit Vorsicht, Mäßigung und Standhaftigkeit zu Werck zu gehen nöthig gehabt haben, so ist hierzu vor demahlen die Zeit erschienen und die größte Kunst wird darinnen bestehen, sich dem französischen Hof nicht zu viel noch vor der Zeit bloß zu geben und dannoch demselben so viel es nöthig ist, ein anständiges Vertrauen zu bezeigen.

Nach diesem Grundsatz hast du deine dermahlige Außerungen gegen dem Duc de Choiseul einzurichten und ihm nicht zu verhalten, daß Wir die feindliche Declaration als einen gefährlichen Fallstrick anseheten, um Trennung und Mißtrauen zwischen Uns und Unseren Bundsgenossen anzustiften und hieraus auf ein oder die andere Art allen Vortheil zu ziehen.

Damit nun diesem Übel bei Rußland so viel immer möglich vorgebogen werden möchte, so hätten Wir dem Grafen Esterhasy unverzüglich aufgetragen, den dortigen Hof zur Standhaftigkeit und engestem Einverständnuß mit Uns und Franckreich anzufrischen und ihm einsehen zu machen, daß wegen dem Antrag eines Friedens-Congresses keine völlige abschlägige Antwort erfolgen könne, ohne Uns bei der Welt mit dem gehäßigen Vorwurf der Kriegsbegierde und Unversöhnlichkeit zu beladen.

Wir laßen anbei zu deiner eigenen vernünftigen Überlegung anheim gestellt, ob die Umstände anrathen, dem dortigen Ministerio den Inhalt Unseres Declarations-Projects mündlich zu eröffnen oder auch den Aufsatz selbstern vorzuziehen und mitzuthellen; welches jedoch um deswillen bedenklich fallet, weilern noch nicht vorzusehen stehet, ob und in wie weit der russisch-kais. Hof Unseren Aufsatz begnethen und solchen gleichförmig mit Uns einrichten wolle.

Da Wir aber in diesem Aufsatz die zwei Kriege von einander unterscheiden und zum Voraus die Erklärung von Uns stellen, daß Wir keinem Waffen-Stillstand die Hände biethen würden, so ist wahrscheinlich zu vermuthen, daß solches bei dem französischen Hof keinen Beifall finden, noch dieser zu vermögen sein werde, eine gleichlautende Gegen-Declaration auszustellen.

Es ist aber solches Unseres Ermeßens nicht einstens erforderlich; und da zweierlei Kriege obschweben, so kann Franckreich seine Declaration nach eigenem Gutbefinden einrichten, und bei Uns will es haubtsächlich darauf ankommen, daß Wir und die russische Kaiserin einerlei Sprache führen und durch das engeste Einverständnuß Unseren Verlangen wechselweiß ein desto größeres Gewicht beilegen.

Diese Absicht ist zwar allerdings mit vielen Bedencken begleitet und es wird noch Mühe kosten, den russischen Hof von übertriebenen Verlangen ab- und inner den behörigen Schrancken zu erhalten. Es ist aber für demahlen am

meisten auf das Hauptwerk zurückzusehen. Und sollten Wir mit Unserer Einleitung bei Rußland ausreichen, so bahnen Wir Uns hiemit den Weeg, die nicht vorzusehende Veränderungen und Zufälle Uns zu Nutzen zu machen und aus den wiedrigen preußischen Absichten neuen Vortheil zu ziehen, zumahlen bis zu Eröffnung eines Friedens-Congresses noch verschiedene Monathe erfordert werden und die künftige Campagne grösten Theils verstrichen sein kann, bevor mit rechtem Ernst Hand an das Friedens-Geschäft gelegt wird; wornächst sich bei dem zweiten Schritt, nemlichen bei Entwerfung der Friedens-Präliminarien die gröste Anstände ergeben dörfen, maßen Engeland allem Vermuthen nach auf große Vortheile in America und in Ansehung des Königs in Preußen bloßerding auf den Statum possessionis, wie solcher vor dem Ausbruch des gegenwärtigen Kriegs gewesen, antragen, der französische Hof aber, wenn er gleich vor sich die härteste Bedingnuße eingehen wollte, dennoch großes Bedenken tragen wird, das Mißvergnügen aller seiner Bundsgenossen, mithin das Unsrige, russische, sächsische, schwedische, dänische und so vieler Reichsfürsten allein auf sich zu nehmen, zumahlen in so lang er das Wiedervergeltungs-Recht und die herzhafte Entschließungen von Uns zu besorgen hat.

Aus diesen nemlichen Betrachtungen erfordert Unser Staats-Interesse unumgänglich, zwar keine völlige Entfernung vom Frieden, jedoch gar keine vorzügliche Neigung zu erkennen zu geben und lieber das äußerste zu wagen, als am ersten auf solche Vorschläge zu verfallen, welche eine Kleinmüthigkeit anzeigten, Uns die allgemeine Gehäßigkeit zuziehen und das Ansehen Unseres gefährlichsten Feindes immer mehrs erheben könnten.

Sollten nun gleich die künftige widrige Umstände Uns wider Willen und Verhoffen zu einem unvergnüglichen Frieden veranlassen, so können Wir Uns doch von Unserem standhaften Betrag wenigstens so vieles versprechen, daß Freund und Feinde um so größere Rücksicht auf Uns tragen, Uns in andere Weege zu befriedigen suchen und solche Bedingnuße endlichen eingestehen werden, welche Wir bei einem unentschloenen und weichen Benehmen nimmermehr zu gewarten haben dörfen.

Zufolg dieser Maaßregeln wirst du unvergeßen sein, denen Ministren der freundschaftlichen Höfen auf eine anständige und vorsichtige Art einsehen zu machen, daß Wir bei Unseren Freunden fest zu halten und der Uns zukommenden Entschädigung nicht leichterdingen zu entsagen gedächten, zugleich aber Unsere eingegangene Verbindungen heilig erfüllen und Uns mit dem aufrichtigsten Eifer bestreben würden, Unseren Bundsgenossen alle mögliche Genugthuung auf Kosten des gemeinsahnen Feindes zu verschaffen.

Vor demahlen bleibet Uns noch übrig, dich zu benachrichtigen, was der rußisch-kaiserliche Hof theils wegen seiner Accession zu Unserem mit Franckreich geschloenen Tractat und theils wegen der Kriegsoperationen vor kurzem an Uns gelangen laßen; — — — — — woraus du des mehreren ersehen wirst, wie künstlich das rußische Ministerium in einer französischen Note und Accessions-Project seine außerordentliche Verlangen eingekleidet und vorstellig gemacht habe.

Allein der Antrag, daß Wir und Franckreich der rußischen Monarchie zur Conquete des Königreichs Preußen verhülflich sein sollten,\*) ist zu hoch gespannt

\*) S. Arnoth VI, 78 ff.

und auf allen Seiten denen grüsten Bedencken unterworfen. Die ganze Balance von Norden würde andurch üben Hauffen geworffen und die rußische Macht ist all zu fürchterlich, als daß Wir und andere Höfe deren Nachbarschaft gern sehen sollten; wie dann auch Franckreich nach Maaßgab seines Staats-Interesse zu keiner Zeit und seither dem Vorschlag eines Friedens-Congresses weniger als jemahlen zu dergleichen Stipulationen zu vermögen sein dörfte.

Nebst deme fallet für Uns sehr bedenklich, daß Rußland in gewisser Maaß seine vorhinige Versprechen außer Augen setzen und seine anhoffende Vergrößerung mit der Conquette von Schlesien und Glatz in eine Parallele stellen will, da doch diese Lande noch vor kurzen Jahren unter Unserer Bottmäßigkeit stunden und eigentlich für keine Vergrößerung Unseres Erzhauses, sondern als eine Herstellung Unserer alten Stammlanden anzusehen wären. Nicht zu gedencken, daß Wir der rußischen Kaiserin seither dem Krieg zwei Millionen Gulden an jährlichem Subside entrichtet, auch weit größere Kosten auf den Krieg verwendet haben.

Deme allen ohngeachtet müßen Wir Uns in die Zeiten schicken und auf alle Art und Weiß das Vertrauen des rußischen Hofs beizubehalten suchen; da sich auch andere Höfe schon zu seiner Zeit an Laden legen werden, so haben Wir nicht Ursach, den Undanck zu verdienen; und über das stehet zu hoffen, daß Rußland mit einer ansehnlichen Summa Gelds oder mit anderer erträglichen Bedingnußen am Ende zu befriedigen sein werde, worzu Wir auch alles mögliche beizutragen aufrichtig gemeinet seind; und damit der russische Eifer aufrecht erhalten würde, so haben Wir den Grafen Esterhasy dahin begwaltiget, daß er dem besagten Hof zwei Millionen Gulden auf den Fall versprechen könnte, wann keine andere Entschädigungen von dem gemeinsamen Feind zu erzwingen sein, Wir aber bei dem künftigen Frieden zum Besiz von Schlesien und Glatz gelangen würden.

So viel übrigens die russische Vertheidigung ihrer Militar-Operationen und weitere Vorschläge anbetrifft, so wäre es überflüßig, sich vor dermahlen in eine weitläufftige Erleuterung einzulassen; so vieles aber verdienet bemercket zu werden, daß die für die künftige Campagne geschehene Vorschläge nur allzu deutlich die Absicht verrathen, nicht nur die ganze rußische Macht, sondern auch einen Theil der Unserigen von Schlesien zu entfernen und gegen Norden zu gebrauchen. Allein nunmehr fallen diese Absichten von selbst hinweg, da General Loudon mit seinem unterhabenden Corps bereits in Ober-Schlesien eingetroffen ist und bei Entwerfung des künftigen Operations-Plans wohl noch ein so anderes zu verbeßern sein dörfte. — — — — —

(Reskript an Starhemberg, d. d. Wien, 6. Dezember 1759. Staatsarchiv.)

145 (143). „Sacrae Caesareae, regiaeque Hungariae et Bohemiae Majestatis archiducis Austriae — so heißt es in dem Geheimrats-Dekret d. d. Wien, 8. März 1750 — ejusdem camerario, domino Josepho Muscettola, duca deS pezzano hisce perbenigne significandum, Majestatem Suam C. R. considerata tum pervetustae familiae suae inconcussa fide ac devotione, praestantissimisque servitiis ac meritis, ea quanti faciat, testimonio quodam publico testatum facere statuissse. Quippe haud obliterandum, praefati domini duca antecessores tum ob generis sui nobilitatem ac splendorem, tum fidei ac virtutis praestantiam a saeculis effloruisse, in primis ab Antonio Muscettola qua imperatoris Caroli V. in aula pontificia sedente Clemente VII. per septennium oratore, quo tempore praeter alia publicam admi-

rationem allicientia oblectamenta equum gradarium, vulgo chinea, in regni Neapolitani recognitionem obtulit, et posthaec qua modofati imperatoris legatus extraordinarius Alexandrum de Medicis antedicti summi ecclesiae nuptagogi nepotem in Hetruriam investiit, comprobata; nec minus de Marco Antonio Muscettola, duca de Spezzano, tritavo suo, e postea de ipsiusmet domino genitore suo Francisco ob praestita augustae domui Austriacae compluribus in occasionibus fidelissima servitia depraedicata; ac demum ab eomet domino Josepho majorum suorum sedulo aemulatore editis per viginti quatuor annorum decursum qua camerario quam laudabilibus tam utilibus devotionis integritatisque suae in hac aula et urbe experimentis, commonstratam, studiosissimo porro, ut pro Majestatis ac domus Suae reliquae et commodis, bonique publici incrementis frequentiora in dies adhuc fidelissimi obsequii sui exhibere documenta possit. — — — —

(Staatsarchiv).